





# débats

## L'imaginaire du maître

Devant un mythe ringard, un Waterlooo culturel

par PAUL-MARIE COUTEAUX (\*)

### EURODISNEYLAND

*L'implantation du parc de loisirs Eurodisneyland en Ile-de-France est une chance pour la région, un moyen de la rééquilibrer, une source d'emplois, de l'avis de Michel Cantal-Dupart et de Christophe Bayle. C'est une tête de pont de l'américanisme dans ce qu'il a de moins bon, une insulte à la culture française, onéreuse au demeurant, estime au contraire Paul-Marie Couteaux.*

DÉFENDRE notre langue est devenu l'un des nobles soucis de nos gouvernants : nous commençons à comprendre, après Bernard Braudel (« La France, c'est la langue française »), qu'une part de notre existence comme nation libre en dépend. Mais subventionner des associations méritantes ou créer chaque année un organisme nouveau n'a guère d'utilité, autre qu'électorale, si le noble souci s'envole lors des grands choix culturels : ainsi de la décision, prise sous MM. Fabius et Lang, de créer

à Marne-la-Vallée le plus grand parc d'attraction d'Europe et d'en confier non seulement la réalisation, mais encore l'exploitation, à la multinationale culturelle Disney.

Peut-on parler de décision ? Lors des stratégies mondiales de Disney, ayant équipé le Japon, se penchant sur l'Europe, Paris, ville du monde la plus visitée, fut retenue comme l'une des meilleures hypothèses : encore fallait-il, pour recevoir la sucrerie bariolée du maître, « négocier », c'est-à-dire offrir des cadeaux. Disney obtint que la majorité des capitaux soient français, bornant son apport de capital à 4 % de l'ensemble (soit 440 millions de francs, les investissements français s'élevant à 22 milliards sur dix ans, disproportion anormale si l'on considère que la majorité des bénéfices partiront aux États-Unis) ; l'Etat accorda un rabais des deux tiers de la TVA sur les billets d'entrée, une exonération totale de la taxe professionnelle et partielle de la taxe foncière, et enfin une subvention directe à Disney de 200 millions ; la région et le département s'engagent à concentrer autour du parc, en dépit des plans d'urbanisme discutés et arrêtés, les équipements lourds (dont une autoroute spéciale !), et la Caisse des dépôts consentit 4 milliards de prêts à taux préférentiel. Vive le libéralisme ! Tout a été négocié en grand secret (vive la démocratie !), afin que rien ne filtre auprès des concurrents européens (vive l'Europe !). C'est au prix de cette aberration économique que la France accueillera le Magic Kingdom et ses six pays : Westernland, New-Orleans Square, Main Street (« voie royale qui vous plongera dans l'Amérique du début du siècle », selon le dossier de presse), Fantasyland, Adventureland et Discoveryland. No comment !

Qui osera s'opposer ? Si heurcuse d'annoncer l'ouverture prochaine

d'un grand parc pour les enfants, la droite suit la gauche, laquelle a suivi ses négociateurs, qui ont suivi les enchères internationales, tandis que l'administration a suivi le dossier. Certes, quelques archaïques paysans briards s'accrochent à ces terres de brume travaillées depuis des siècles (et parmi les meilleurs de France). C'est qu'ils veulent sauver leur emploi, nous empêchant d'en créer d'autres, et ne comprennent rien à l'avenir, qui est le « maillage du territoire par la distribution des flux touristiques dans l'espace rural », c'est-à-dire le « monde enchanté de Mickey Mouse ». Il n'y a donc pas d'opposant à cette absence de décision : personne n'a mené de réflexion globale sur l'Eurodisneyland.

### Fumée sur l'emploi

La décision étant irrationnelle, elle doit s'entourer de fumée. Un exemple : l'emploi. On parle de 15 000, de 23 000, et quelquefois de 30 000 emplois. Ces chiffres imprécis, qui ont surtout une fonction de propagande (on ne dit pas qu'une bonne partie des emplois seront saisonniers, ou à mi-temps, et que beaucoup auraient de toute façon été créés pour l'aménagement de la zone d'urbanisation de Marne-la-Vallée), doivent être rapportés au coût des investissements : cela fait, en choisissant le chiffre le plus vraisemblable, soit 7 600 emplois, 470 000 F d'aide publique par chacun ! D'autres choix d'investissements n'auraient-ils pas une utilité plus grande, ne serait-ce que les cinq autres parcs d'attraction d'Ile-de-France (dont La Villette) ? Mais

(\*) Directeur de cabinet du commissaire général de la langue française. Téléphone : 42-75-88-32.

étant hélas français, et n'ayant donc rien d'un attrape-subvention international, ils ne survivront peut-être pas à cette concurrence subventionnée : combien d'emplois perdus ?

Enfin, ces nouveaux postes ne seront pas tous donnés à des Français, Disney ne s'étant engagée qu'à nous « accorder une priorité » - de même une priorité sera-t-elle accordée aux entreprises européennes (on ne parle pas d'entreprises françaises) - à conditions équivalentes, en sorte que les entreprises françaises n'aient sans doute pas la majorité des contrats d'ingénierie et d'architecture. Parle-t-on des effets bénéfiques sur notre balance des paiements ? C'est oublier que la construction entraîne 5 milliards d'importation, soit 45 % du coût total. Passons enfin sur le ridicule argument touristique : faut-il que Mickey s'installe en France pour que les Européens aient envie de venir à Paris ? Visiter la France, chers concitoyens d'Europe : c'est désormais l'Amérique à votre porte.

Le sens de tout cela est simple : si les Européens sont prêts à consentir n'importe quel sacrifice pour obtenir chez eux l'installation d'un parc « sur le modèle de ceux de Californie et de Floride » (principal engagement de Disney), c'est qu'il faut à tout prix faire nôtre les héros mythologiques du maître du monde. Tous les peuples dominés rêvent que leurs enfants partagent l'imaginaire du maître. La France fera bientôt des ménages pour que ses enfants connaissent mieux le dix-neuvième siècle américain des westerns que sa propre histoire, comme si elle était honteuse des « vieilleseries » que sont les mythes celtes, germaniques, grecs, romains, et les fables plus modernes et plus simples ! Or l'argument de la modernité ne tient pas : Mickey est ringard, Pissou n'a plus rien à dire. Celui de la simplicité est inquiétant : un mythe est un enseignement profond sur le monde (Tristan et le mythe de l'éternel retour, Thésée et les grandes figures chrétiennes ont un sens, ce sont des leçons transmises en héritage).

La seule logique de ce que le Commissariat général de la langue française a appelé un « Waterlooo culturel » est résumée à merveille par le fameux hymne de Disney, « This is a small world » : il faut oublier que le monde est vaste, divers et mystérieux, et tout intégrer dans l'empire Disney, qui est celui de l'Amérique et du business, plus triomphants que jamais ; il faut réduire notre univers mental à des maisons de poupée où l'on peut vendre partout la même marchandise. Le plus grave n'est d'ailleurs pas que, par la ruse, Disney fasse des affaires et l'Amérique étende son Empire : le plus grave est que nous l'ayons accepté, et que Mickey ait réussi à mettre tout le monde dans sa poche, révélant ainsi la mentalité de notre classe politique : une mentalité d'esclave.

## Ma culture, c'est Mickey

Ne pas refuser, au nom d'un conservatisme frileux, une entreprise qui renforce la ville

APRÈS l'embellie, les ennuis ! Eurodisneyland, chanté sur tous les tons, se voit taxé des pires maux : prédateur agricole, impérialisme culturel, menteur quant aux emplois qu'il crée, mangeur d'espace, l'addition des intérêts divers engendre un conservatisme frileux.

Mickey grignotera-t-il le rat des champs ? Les parcs américains, on connaît très bien, en France. Il suffit pour s'en convaincre de débattre dans le parc de Versailles, où l'on rencontre à chaque pas une buvette, un page ou une boutique. La rupture et la séparation entre l'argent de la ville et la nature de la campagne ont fait long feu chez nous, notamment depuis que la pollution par les nitrates agricoles est en voie de surpasser celle des effluents citadins.

Quand j'entends couiner Donald, dois-je sortir mon pistolet ? L'espace vert le plus fréquenté de la région parisienne n'est pas, hélas ! le jardin Kahn, mais le Jardin d'acclimatation. Evolution inéluctable, les gens recherchent des loisirs de consommation, c'est un fait culturel.

C'est ici qu'intervient ce paradoxe dont la ville est friande, c'est même une des chances de la banlieue : elle a de l'espace, permet la création et offre de nombreuses possibilités d'accueil. Le parc de loisirs, par l'expérience qu'en ont les Américains, apportera une polarisation plus forte que tous les autres. Pourquoi ? Mais parce qu'un parc Tintin à Bruxelles, des Schtroumpfs en Lorraine n'aurait jamais le même

par M. CANTAL-DUPART (\*) et C. BAYLE (\*\*)

impact universel que Mickey. Rappelons-nous que Walt Disney a pioché dans la culture française à travers les contes de Perrault et dessinés des animaux qui avaient tout à prendre de Benjamin Rabier ; que le *Journal de Mickey* a longtemps été le journal le plus populaire de France ; enfin que Mickey est tout sauf naïf. Il a ramené avec lui l'oncle Pissou. Bref ! Mickey, c'est ma culture.

L'oncle Pissou est-il créateur d'emplois ? Il y a de moins en moins d'emplois liés à la production, de moins en moins de mineurs pour extraire 1 tonne de charbon, on produira 1 kilowatt heure. C'est l'éternel débat d'emplois utiles des canuts contre le métier de Jacquard.

Les défenseurs institutionnels du travail se sont toujours montrés réticents vis-à-vis des emplois de service qui mettent en question une division du travail et de l'espace. Combien de temps a-t-il fallu à la RATP pour s'apercevoir qu'elle était une entreprise que l'on visitait tous les jours ?

L'emploi de service quand il est touristique semble remplacer l'essentiel du travail, comme si l'emploi touristique était un faux métier. Pourtant ses détracteurs, au

(\*) Urbaniste, responsable de Banneux 89 et initiateur du Grand Paris.

(\*\*) Rédacteur en chef de la revue *Urbanisme*.

nom de l'utilité, devraient se rendre compte qu'il est un facteur de solidarité entre les peuples : c'est par le tourisme que les peuples se rencontrent.

Le grand méchant cochon mangera-t-il l'espace des gentils petits loups ? Ceux-ci ne se trompent pas, qui disent qu'Eurodisneyland créera une ville nouvelle ou tout au moins un pôle important de l'Ile-de-France. On pouvait craindre que ne se constitue un clois à l'instar des campus universitaires, du marché de Rungis ou d'Usinor à Dunkerque ; c'est-à-dire que Mickeyland se constitue en faisant fi du devenir de son pourtour.

Or il est clair que pour le promoteur de Disney le parc est une chose, mais qu'il ne peut être imaginé qu'en morceau de ville. Les élus ont donc raison de s'inquiéter du manque de prévisions sur ce morosité-là. Mais ce serait trop bête qu'il empêchent l'implantation de cette activité fantastique qui, si elle vise une fonction, le loisir, attend des retombées la validation de ses alentours. A trop construire des pôles industriels, des routes ou des aéroports de façon étonnée, on a oublié que la respiration de l'équipement est un acte de sa survie.

La société Disney inaugure une sorte de renouveau des idées. Le loisir est ce qu'il est, mais, dans ce cas, ce qu'il vise, ce sont les affaires urbaines, au lieu de détruire et d'épuiser la ville, il la renforce.

Eurodisneyland, un espace imaginaire qui doit se penser au bénéfice du corps déséquilibré de Paris et de sa banlieue. Un déclin très fort qui viendra compenser Versailles, la Défense, pôles de l'ouest parisien. Laissons faire ceux qui savent fabriquer des parcs. Mais pour la ville d'alentour imaginons, comme nous savons le faire, la vie de la ville. C'est Paris et sa banlieue qui y gagneront.

### Pissou et le désert français

Depuis vingt ans, contre vents et marées, c'est-à-dire contre l'irrésistible attraction parisienne, les pouvoirs publics s'efforcent à favoriser, par des subventions, l'installation d'entreprises en nos provinces. Seule l'Ile-de-France était une tache blanche sur la carte des aides. Que reste-t-il de cette volonté d'équilibrer l'Hexagone, de corriger les injustices de l'histoire ? Une vingtaine de milliards sont en train d'être dépensés sur les grands chantiers du président, à Paris. Mickey arrive, et ce sont à nouveau trois milliards de fonds publics - notamment sous forme d'exemption

partielle de TVA - et une vingtaine de milliards de capitaux privés qui vont s'investir à 40 kilomètres de là sur Eurodisneyland. Cette recentralisation des équipements culturels et touristiques sur la région capitale a-t-elle été seulement évoquée, discutée, comparée avec l'effet des lois sur la régionalisation ? Même pas. L'aménagement de la France ne dépend plus que de la mégalomanie des monarches et du tiroir-caisse de l'oncle Pissou. Malheur aux vaincus !

M. A.-R.

### « LE NIGÉRIA CONTEMPORAIN », sous la direction de Daniel C. Bach

#### Le géant méconnu

L'IMPORTANT bibliographie qui comporte le *Nigeria contemporain* pourrait laisser penser que le « géant de l'Afrique » est bien connu. Il n'en est rien, du moins en France. L'important travail réalisé par une équipe de chercheurs sous la direction de Daniel C. Bach vient opportunément combler une lacune incompréhensible si l'on songe au poids démographique et économique du Nigeria sur le continent noir, à la richesse de sa culture et, notamment, à la place qu'il occupe parmi les partenaires commerciaux de la France.

Mais c'est ainsi : le Nigeria est soit méconnu, soit dénigré. Certes, en 1984, les Parisiens ont pu découvrir les trésors de l'art nigérien mais, pour le reste, ce pays pâtit d'une fâcheuse réputation : celle que lui ont faite la guerre du Biafra, les expulsions massives de janvier 1983 et de mai 1985, les coups d'Etat à répétition, et sa capitale, Lagos, l'une des villes les plus dangereuses du monde. Ce que l'on sait moins, c'est que cette déréliction est d'une extraordinaire érudition. La probabilité est que ces excès ne peuvent guère être corrigés et qu'aucun régime n'a véritablement réussi à gouverner, au sens strict, ce pays.

On peut objecter aux auteurs du *Nigeria contemporain* que cet ouvrage a les défauts de ses qualités, qu'il pêche parfois par un appareil scientifique qui n'en facilitera pas la lecture aux non-spécialistes. On s'étonnera aussi de la faible densité des pages consacrées au rôle des mouvements ethniques dans le Nigeria contemporain, de l'absence d'une étude sur les explosions de violence qui secouent, épisodi-

quement, le nord du pays, à Maiduguri et à Kano notamment, où les sectes musulmanes fanatiques ont une influence importante. Surtout, même si l'on comprend bien le parti pris des auteurs, qui est de disséquer l'histoire pour mieux déceler le présent, on regrettera une analyse trop rapide sur l'évolution politique et sociologique récente.

Tel quel, le livre de Daniel C. Bach sera pourtant vite indispensable à tous ceux qui s'intéressent au Nigeria. Livre de travail donc, que l'on pourra consulter sagement grâce à un plan clair, à de nombreux tableaux et cartes et à une bibliographie thématique remarquable. L'ouvrage, qui comporte un chapitre très complet sur la culture et l'art nigériens, analyse en profondeur la période coloniale, les disparités de la géographie humaine et économique ; relate, avec force détails, les ambitions et les erreurs des régimes qui se sont succédés au pouvoir ; montre enfin à quel point les potentialités, notamment agricoles, de ce pays ont été restreintes par une utilisation imprudente de la « rente » pétrolière. Celle-ci a donné au Nigeria les moyens d'entrer dans une phase de développement accéléré, mais l'afflux subit de telles disponibilités financières n'a pas manqué de provoquer des bouleversements économiques et sociaux. Dans ce pays où le pétrole finance plus de 80 % du budget, les conséquences engendrées par la chute du marché mondial nequent, en effet, d'être dramatiques.

LAURENT ZECCHINI.

★ Sous la direction de Daniel C. Bach. Editions du CNRS, 336 pages, 150 francs.

### COURRIER DES LECTEURS

#### La facturation téléphonique

M. J. Dondoux, directeur général des télécommunications, nous a adressé, en réponse à l'article de Michel Crozier « Victoire des consommateurs » (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet 1986), une lettre dont nous publions les principaux extraits :

Permettez-moi de m'excuser que M. Crozier n'ait pris aucun contact avec la direction générale des télécommunications avant de l'écrire. (...)

Nous aurions pu l'informer, comme le Monde l'a signalé en son temps, qu'un programme d'ouverture du service de la facturation détaillée à l'ensemble des usagers a été lancé il y a plusieurs années.

Or en est-on en 1986 ? En début d'année, un tiers des abonnés pouvaient en disposer. En fin d'année, ce seront les deux tiers qui pourront en bénéficier. Cela leur sera prochainement rappelé sur chacune des factures qu'ils recevront. Quant au dernier tiers, il aura la possibilité d'avoir la facturation détaillée d'ici 1989 comme l'a annoncé le secrétaire d'Etat à la poste et aux télécommunications M. Gérard Longuet, mais dans un certain nombre de cas, à condition d'accepter un changement de numéro leur permettant d'être raccordés à un commutateur électronique.

De plus, le coût mensuel du service de la facturation détaillée individualisée devrait prochainement être abaissé, compte tenu de son extension à un nombre plus élevé de centraux. Un coût mensuel de 8 F pourrait être retenu au cours de l'été.

Permettez-moi enfin de signaler à vos lecteurs que la direction géné-

rale des télécommunications participe depuis plusieurs années aux réunions organisées par les mouvements de consommateurs et que cette année la réforme tarifaire envisagée aura été précédée par une large concertation les 7 et 8 juillet 1986.

Je ne peux donc que déplorer la réprobation électorale exprimée par un sociologue sur le comportement des techniciens du service public. Elle se réfère trop à des positions « arrogantes », qui ne sont plus de mise aujourd'hui.

J. DONDOUX.

#### « Notre allié pour toujours »

A propos des Etats-Unis, il est un point d'histoire que le public français ne connaît pas suffisamment :

Vergennes exposa à Louis XVI l'intérêt que la France avait à soutenir les « Insurgents » en développant le thème suivant : « La France avait intérêt à soutenir à sa naissance une grande nation qui, n'ayant aucun sujet de conflit avec elle, pourrait être notre allié pour toujours ».

C'est cette raison qui amena Vergennes à refuser l'aide aux Canadiens, qui voulaient « profiter de l'occasion », car un Canada de nouveau français se serait une fois de plus un sujet de querelles frontalières incessantes comme cela avait été pendant un siècle, et c'est également cette raison qui amena brutalement Napoléon à se débarrasser de la Louisiane : une Louisiane française aurait détruit l'hypothèse fondamentale de Vergennes.

Cette phrase prophétique devrait figurer en tous nos livres d'histoire pour nos écoliers.

GEORGES GRIMAL (Mémorial).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 650572 F  
Tél. MONDPUB 206136 F  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Robert Houssier-Méry (1944-1969), Jacques Poirier (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Houssier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wintz.

Rédacteur en chef : Daniel Varouf.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algerie, 3 DA ; Maroc, 4,20 d.r. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 88 p. ; Irlande, 120 dr. ; Italie, 88 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 6 000 Y. ; Luxembourg, 304 F ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 235 F CFA ; Suisse, 8 fr. ; Soudan, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 ad.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 206 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat)

— BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 398 F

— SUISSE, TUNISIE  
584 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les mandats payables en espèces à l'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

NUMÉRO SPÉCIAL  
LE PALMARÈS  
DES UNIVERSITÉS  
LES PIÈCES DE LA  
PREMIÈRE INSCRIPTION



هنا امس، لاصول

# étranger

## LE LIMOGEGE DU PREMIER MINISTRE TUNISIEN

### M. Mzali : six années d'une tentative de démocratisation entre la faveur et la disgrâce

Etre premier ministre en régime présidentiel n'est jamais facile : l'être quand, de surcroît, la Constitution fait du titulaire de la charge le successeur automatique d'un président octogénaire autour duquel se nouent toutes les intrigues est une mission presque désespérée.

Parmi tant d'ascensions apparentement irrésistibles suivies de disgrâces retentissantes, celle de M. Mzali aura été particulièrement spectaculaire. Il naît en 1925 dans une famille modeste, mais à Monastir, la ville du président Bourguiba, ce qui, en Tunisie, est important. Après des études au collège Sadiki de Tunis puis à la Sorbonne, il se dirige vers l'enseignement. Mais en 1956, à l'indépendance, il devient chef de cabinet du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et commence une carrière de haut fonctionnaire qui le conduit au gouvernement, en tant que ministre de la défense nationale, en 1968.

Il a ensuite été titulaire des portefeuilles de la santé et, plusieurs fois, de l'éducation, quand, le 1<sup>er</sup> mars 1980, il est chargé de « coordonner

l'action gouvernementale » en raison de la maladie de M. Nouri. Quelques semaines plus tard, il devient premier ministre en titre et occupe le poste de secrétaire général du Parti socialiste destourien, les deux fonctions n'étant pas dissociables.

Ce n'est pas seulement la brutale hémorragie cérébrale de M. Nouri qui a perturbé le pays. Celui-ci est encore sous le choc des émeutes de janvier 1978, première fêlure dans le bourguibisme. M. Mzali estime que l'heure est « à la tolérance et à l'ouverture » : il promet de favoriser la réalisation d'un nouveau « consensus politique et social ». Des mesures de grâce accordées par le chef de l'Etat à des syndicalistes et à des condamnés politiques donnent à penser qu'il ne s'agit pas cette fois de simples déclarations d'intention.

A la fin de 1981, M. Mzali peut annoncer que le chef de l'Etat a gracié M. Habib Achour, responsable de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), ce qui, dit-il, permet de « tourner définitivement

la page du 26 janvier 1978 ». Après des élections législatives qui, en novembre 1981, ouvrent la voie au pluralisme malgré des fraudes privant l'opposition de sa représentation légitime, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), simplement toléré lors du scrutin, accède à l'existence légale.

M. Mzali, dont l'autorité a été renforcée par plusieurs remaniements ministériels, est considéré comme le principal inspirateur de l'ouverture démocratique.

parlant à son tour à la télévision. Il annonce l'annulation des mesures prises, qu'il avait lui-même approuvées, et « demande au gouvernement de [lui] présenter dans les trois mois un nouveau budget qui tiendra compte des intérêts des pauvres ».

Désavoué publiquement, M. Mzali sauve la face grâce au départ du ministre de l'intérieur, M. Driss Guiga, accusé d'avoir cherché à profiter des événements pour nuire au premier ministre par une mauvaise coordination de l'action des forces de l'ordre. C'en est fait de l'état de grâce pour M. Mzali, s'il a jamais existé.

Celui qui se présente comme « l'élève de Bourguiba » avait trois desseins : normaliser les relations avec l'UGTT, instaurer le multipartisme, conserver l'« authenticité » de la société tunisienne sans renoncer au modernisme. Depuis quelques mois l'échec était patent.

Fin 1985, la presse officielle lance une campagne contre M. Habib Achour, accusé de complaisance envers la Libye et de malversations financières. L'UGTT est démantelée, son chef, jugé et condamné. L'affaire a été systématiquement menée avec l'aide de syndicalistes qui dénoncent les « abus » de l'ancienne direction. Ils forment d'abord des « comités provisoires » puis élisent un nouveau comité exécutif. Pour mener à bien ce « retour aux sources » de la centrale syndicale, le pouvoir n'a pas rencontré une très forte résistance, mais il s'est peut-être privé de la possibilité de coopérer avec des hommes tout aussi dési-

reux que lui de sauver le pays du chaos en cas de crise majeure.

Le chef du Mouvement des démocrates socialistes, M. Mestiri, s'inquiète de la liquidation de l'ancienne UGTT parce qu'il pense qu'un jour le seul choix sera « la rue ou l'armée ». Sa participation à une manifestation « non autorisée » contre le raid américain en Libye lui vaut une inculpation en avril.

M. Mzali, qui avait voulu la liberté de la presse et le dialogue avec l'opposition responsable, se retrouve au printemps 1986 chef d'un gouvernement qui fait saisir les hebdomadaires contestataires et aborde la période préparatoire aux élections législatives de novembre avec son principal adversaire légal, condamné à une peine de prison.

Artisan de l'arabisation de l'enseignement, alors qu'il détenait le portefeuille de l'éducation nationale, défenseur de l'« arabité » tunisienne, M. Mzali estime qu'il peut discuter sans complexes avec le Mouvement de la tendance islamiste (MTI), toléré mais pas reconnu officiellement. Il rencontre son chef en 1985, sans résultats. Imposant sa loi à l'Université, le MTI est conforté dans son attitude négative face à ces timides avances par la modération des réactions officielles au bombardement israélien du quartier général de l'OLP à Tunis, puis par le silence du gouvernement après les représailles américaines sur Tripoli. Autant d'éléments qui lui permettent d'exploiter les couches radicales de la jeunesse et des habitants des grandes cités en voie de paupérisation rapide.

#### Avaler les couleuvres

Manque de caractère ou, au contraire, nerfs d'acier ? M. Mzali avale toutes les couleuvres sans paraître perdre de son assurance et de son optimisme. L'important n'est-il pas de durer pendant cette interminable fin de règne où, dans une atmosphère de méfiance générale, tout, chaque jour, devient possible. Coup sur coup, M. Habib Bourguiba junior et M. Wassila Bourguiba ont été « renvoyés ». Le fils du Combattant suprême n'était pas en piste pour la succession, mais son épouse avait très longtemps joué dans la vie politique tunisienne un rôle que la Constitution ne prévoyait pas.

La séparation mouvementée du couple présidentiel n'était pas de nature à chagriner M. Mzali. Avec une franchise tranchant sur les propos généralement plus feutrés de l'entourage de son époux, M. Bourguiba ne déclarait-elle pas en 1982 que le gouvernement en place n'était « peut-être pas » le meilleur que la Tunisie ait eue ? Commentant les dispositions constitutionnelles faisant du premier ministre en exercice le successeur automatique du chef de l'Etat jusqu'à la fin de la législature en cours, elle disait : « La continuité est artificielle et le risque d'un rejet populaire n'est pas exclu. »

M. Bourguiba n'était pas la seule dans les sphères du pouvoir à « savonner la planche » sous les pas du premier ministre.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

### M. Bourguiba désigne un nouveau « dauphin »

(Suite de la première page.)

Ces derniers jours encore, il était tenu à l'écart des réunions qui tenaient le chef de l'Etat avec ses ministres pour traiter des grands dossiers et, mardi matin, quelques heures avant qu'il ne prenne officiellement sa décision, le président avait réuni à Monastir, sa ville natale du Sahel où il séjourne actuellement, les principaux responsables de l'économie, des finances et du plan « pour préparer la voie de la relance de l'économie nationale » sans juger utile de convoquer M. Mzali. Dès lors, le sort de ce dernier était scellé.

Que le président ait prêté une oreille à ce qui lui était rapporté est possible. Il serait probablement hasardeux d'en déduire qu'il a véritablement été influencé. En fait, malgré ses quatre-vingt-trois ans, il fait preuve, surtout depuis quelques mois, d'une activité intense, accordant quotidiennement plusieurs audiences, inaugurant un jour une réalisation, visitant un autre une exposition (la télévision le montrait encore, voici quarante-huit heures, nageant dans la baie de Monastir), ce qui paraît traduire sa volonté de reprendre plus complètement en main les rênes du pouvoir. Et puis, la ligne suivie ces dernières années par M. Mzali n'a probablement pas toujours coïncidé pleinement avec ses propres vues.

#### « Je ne démissionnerai pas »

Pourquoi cette destitution ? Aucune raison officielle n'est venue pour le moment l'expliquer. Mais il est bien évident que l'éternel problème de la succession n'y est pas totalement étranger puisqu'il se place en toile de fond de tout développement politique que connaît le pays depuis quelques années. Si le nouveau premier ministre, M. Rachid Sfar, connu pour sa discrétion et son intégrité, n'a jamais pris part aux luttes qui divisent la classe dirigeante et n'appartient à aucun clan, il n'en est pas de même de certains des membres de ce qu'il est convenu d'appeler la « nouvelle garde rapprochée » du palais de Carthage et qui ne compte pas précisément M. Mzali parmi ses amis.

#### Un grief explicite

C'est seulement du bout des lèvres que le président avait donné le feu vert à la politique sur laquelle l'ancien premier ministre avait bâti son image.

Sur un point au moins, le président a été clair et net dans ses griefs : au vu des derniers résultats du baccalauréat (13 % de réussite), il a mis publiquement en accusation la politique d'arabisation menée ces dernières années, qui avait été accentuée par M. Mzali alors qu'il était encore ministre de l'éducation nationale au grand dépit, à l'époque, de Paris.

Cette politique paraît devoir être en partie remise en cause et un projet de réforme est à l'étude. On reviendrait à la formule de l'enseignement du français — parallèlement à l'arabe — dès la première année du primaire alors qu'il n'était plus inscrit au programme avant la quatrième année.

Enfin, le pays traverse une situation économique extrêmement préoccupante. La baisse du prix du pétrole, la régression du

tourisme, la dégradation continue des termes de l'échange et le manque dramatique de devises qu'elles entraînent, ne peuvent certes être imputés à M. Mzali. Mais les 230 millions de dinars de déficit supplémentaire de la balance des paiements et les 170 millions de déficit budgétaire commandent une nouvelle politique, d'autres choix et un train de mesures qu'une loi des finances rectificative devrait fixer dans les prochains jours.

M. Rachid Sfar, qui dirigeait le ministère de l'économie depuis quelques mois (1), aura donc, en tant que premier ministre, les coudées plus franches pour faire face à la situation et appliquer la ligne qu'il préconisait.

Bien que M. Sfar ne soit pas originaire, comme ses prédécesseurs, de la ville natale présidentielle de Monastir, le choix de M. Bourguiba n'est pas pour surprendre outre mesure. Le combattant suprême ne songeait-il pas déjà à lui avoir tout juste un an, lorsqu'il l'avait présenté devant de hauts cadres du Parti socialiste destourien comme « successeur du successeur » ? Ce jour-là, il avait dit à M. Mzali : « Quand tu me succéderas, je te demande de prendre Rachid Sfar comme premier ministre. »

MICHEL DEURÉ.

(1) Le président Bourguiba a désigné M. Ismaïl Khelil, jusqu'ici ministre du Plan, en tant que ministre du Plan et des finances.

#### M. ISMAÏL KHELIL : un diplomate spécialiste des finances

M. Ismaïl Khelil, nouveau ministre du Plan et des finances, originaire de Gafsa, est âgé de cinquante-quatre ans. Licencié en droit, il a fait la plus grande partie de sa carrière professionnelle dans le domaine où il a su souvent à traiter de questions économiques et financières, que ce soit auprès de la FAO, de la Banque mondiale ou de la CEE.

Il a été successivement ambassadeur à Washington, à Londres, à Bruxelles et à Luxembourg. A l'administration centrale des affaires étrangères, il a occupé les postes de secrétaire général et de directeur de la coopération internationale avant d'être nommé président-directeur général de la compagnie Tunis Air.

M. Khelil est entré au gouvernement en juin 1983 en tant que ministre du Plan. Il siège au bureau politique du Parti socialiste destourien depuis le mois de juin dernier.

#### M. RACHID SFAR : un technicien de l'économie

Fils de Dahar Sfar, l'un des premiers compagnons de lutte du président Bourguiba, M. Rachid Sfar est né le 11 septembre 1933 à Mahdia. Après ses études à l'Institut des hautes études de Tunis, puis à l'Ecole nationale des impôts de Paris, il a entamé sa carrière dans l'administration des finances où il a été nommé en 1960 inspecteur principal des impôts.

Après avoir occupé divers postes rattachés à cette même administration, il entre au gouvernement en 1977 en tant que ministre de l'Industrie, des mines et de l'énergie. En 1978, il devient ministre de la défense nationale, puis, en 1980, ministre de la santé publique. Le 14 octobre 1983, M. Sfar est nommé ministre de l'économie nationale, poste qu'il a occupé jusqu'à ce jour et qu'il cumulait depuis le mois d'avril dernier avec celui de ministre des finances.

M. Sfar a adhéré au parti socialiste destourien dès sa jeunesse. Il est membre du comité central et, depuis 1979, il siège au bureau politique du Parti socialiste destourien dont il est le trésorier. Il est également député depuis 1979.

## AFRIQUE

### République sud-africaine

#### LA MISSION DU SECRÉTAIRE AU FOREIGN OFFICE Sir Geoffrey Howe rencontrera le président Botha avant la fin juillet

Le premier ministre britannique, Mme Thatcher, a annoncé le mardi 10 juillet, que le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, chargé par les pays de la CEE d'une mission de bons offices en Afrique du Sud, rencontrera M. Pieter Botha avant la fin du mois de juillet. La visite que le chef de la diplomatie britannique doit effectuer à Pretoria avait été jugée inopportune, dans l'immédiat, par les autorités sud-africaines.

Avant de partir, mardi, pour Strasbourg, où il doit s'adresser aux parlementaires européens, puis pour Lusaka, où il aura un entretien avec le président zambien, M. Kenneth Kaunda et, enfin, pour Harare, où il rencontrera le premier ministre zimbabwéen, M. Mugabe, Sir Geoffrey est apparu sur toutes les chaînes de télévision britanniques pour affirmer qu'il s'attaquera avec « patience et détermination » à une mission « difficile ». Il devrait également se rendre au Mozambique pour rencontrer le président Samora Machel.

Washington a exprimé son soutien à cette mission et déploré l'« indifférence » de plusieurs responsables de la communauté noire sud-africaine, qui ont refusé de rencontrer le secrétaire au Foreign Office. Pour sa part, Mme Thatcher a tenu à dire que les Noirs sud-africains avaient une nouvelle arme connue sous le nom de « collier ». A partir de ce moment, j'ai cessé d'avoir toute

sympathie pour son cas. Qu'y a-t-il de si honorable pour le coup de quelqu'un et à y mettre le feu ?

En Afrique du Sud, le secrétaire de l'évêque anglican Desmond Tutu a annoncé que le président Botha avait accepté de le recevoir une nouvelle fois, le 21 juillet prochain. Le

précédent tête-à-tête entre les deux hommes s'était déroulé le 13 juin. Enfin, le bureau gouvernemental d'information a annoncé que des combats entre Zoulous, qui se sont déroulés depuis dimanche 6 juillet, à environ 40 km de Durban, avaient fait trente et un morts (AFP, Reuters, AP).

#### Toutes les restrictions visant Winnie Mandela sont levées

##### De notre correspondant

Johannesburg. — Winnie Mandela ne figure plus sur la liste, publiée par le gouvernement, des 126 personnes qui sont condamnées au silence, c'est-à-dire dont les propos ne peuvent pas être rapportés par les médias en Afrique du Sud. L'épouse du dirigeant nationaliste emprisonné à vie peut désormais être citée, à condition qu'elle respecte les restrictions de l'état d'urgence et celles de la loi sur la sécurité interne qui interdit notamment de promouvoir les objectifs de l'ANC (Congrès national africain).

Plus aucune contrainte, ou limitation, ne pèse sur celle que l'on appelle « la mère de la nation », a confirmé la police. Winnie Mandela, qui, en vingt-cinq années, n'a connu au total que neuf mois de liberté complète, a retrouvé, à l'âge de cinquante et un ans, les droits élémentaires de mouvement et d'expres-

sion. Depuis le 2 avril, (le Monde du 4 avril), elle avait déjà reconquis sa liberté d'aller et venir et le droit d'habiter chez elle, à Soweto.

Les autorités avaient, à cette époque, décidé de ne plus s'opposer à justice à la contestation de la validité du bannissement, dont M. Mandela faisait l'objet depuis le mois de décembre 1985. Une validité contre laquelle elle avait intenté une action et qui lui interdisait d'occuper sa maison de Soweto. Un ordre de bannissement qui avait été substitué à celui décrété en 1977, qu'il l'a contrainte à huit ans d'exil, à Brandford, au cœur du pays, dans l'Etat libre d'Orange.

Une victoire que cette rebelle obstinée a saluée par le mépris : « Ce que le gouvernement a décidé, quelle que soit la décision, n'a aucune importance. Je ne suis reconnaissante à personne. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

### Zimbabwe

#### WASHINGTON RECONSIDÈRE SON AIDE ÉCONOMIQUE

Les Etats-Unis ont laissé entendre qu'ils pourraient supprimer les 13,5 millions de dollars d'aide économique restant à verser cette année au Zimbabwe, à la suite des déclarations d'un ministre zimbabwéen critiquant la politique américaine envers l'Afrique du Sud, lors d'une réception, à Harare, pour la fête nationale américaine, le 4 juillet.

Le département d'Etat a indiqué que « l'attitude diplomatique hostile de certains responsables zimbabwéens » a conduit les Etats-Unis à reconsidérer leur aide. M. Karimanzira, ministre zimbabwéen de la jeunesse et des sports, avait critiqué le refus de Washington d'appliquer des sanctions économiques contre Pretoria, ce qui avait amené l'ancien président Carter, en visite au Zimbabwe, à quitter cette réception (le Monde des 6-7 juillet). Les Etats-Unis sont le principal fournisseur du Zimbabwe. Sur 20,5 millions de dollars accordés par le Congrès pour 1986, seuls 7 millions ont été déjà versés. (AFP.)

### Algérie

● M. Chadli en convalescence en Belgique. — Le président algérien, qui a été opéré lundi 7 juillet à l'hôpital de l'Université libre de Bruxelles d'une hernie discale, pourra quitter l'hôpital dans quelques jours, son état étant jugé satisfaisant, a indiqué son chirurgien, le professeur Jacques Brotschi. — (AP.)

## Le Monde

## L'Éducation

### NUMÉRO SPÉCIAL

#### LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS LES PIÈGES DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1986

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# PROCHE-ORIENT

## Jordanie

EN FERMANT VINGT-CINQ BUREAUX DU FATH

### Le roi Hussein cherche à réduire l'influence de l'OLP en Cisjordanie

Le premier ministre israélien s'est félicité, mardi 8 juillet, de la décision de la Jordanie de fermer vingt-cinq bureaux du mouvement palestinien Fath (le Monde du 9 juillet). « C'est un événement important », a dit, M. Simon Pérès, car le Fath était au sein de l'OLP le principal obstacle à l'ouverture d'une voie vers le dialogue. La décision jordanienne a, en revanche, été dénoncée par les porte-parole de l'OLP à Tunis, par les principales personnalités palestiniennes dans les territoires occupés et par les groupes basés à Damas.

« plan » des dirigeants jordaniens visant à couper l'OLP des Palestiniens des territoires occupés pour pouvoir y mener à leur guise leur propre politique. Les habitants de Cisjordanie et de la bande de Gaza sont, en effet, l'enjeu d'une lutte d'influence entre Amman et l'OLP. L'ouverture du dialogue sur une future confédération jordanopalestinienne fin 1982 y avait mis une sourdine. Mais elle a repris de plus belle après la rupture du 19 février. L'OLP a alors gagné la première manche, les Palestiniens de l'intérieur ayant plébiscité l'organisation palestinienne et son chef.

Grâce à la présence à Amman de leurs services - présence renforcée en 1984-1985 - les dirigeants palestiniens pouvaient maintenir des contacts suivis et étroits avec les territoires occupés. C'était d'ailleurs la responsabilité d'Abou Jihad. En écartant ce dernier et le Fath, les dirigeants jordaniens espèrent, de toute évidence, pouvoir contrecarrer plus facilement l'influence de l'OLP en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et y rétablir la leur.

Les Jordaniens ont tout fait pour pousser l'OLP à l'erreur et ont pris le premier ministre venu, selon un diplomate occidental en poste à Amman. Cette « erreur », Fath la commet le 19 juin en dénonçant à Tunis, dans un communiqué virulent, les « agissements hostiles » de la Jordanie à l'égard de l'OLP et des Palestiniens de l'intérieur.

Les divergences au sein de la direction du Fath sur l'attitude à adopter vis-à-vis du royaume hachémite ont alors sans doute servi les buts du gouvernement jordanien. La fraction inspirée par M. Farouk Kaddoumi serait, en effet, favorable à l'abrogation de l'accord jordanopalestinien du 11 février 1985, afin d'ouvrir la voie à une réconciliation avec les autres composantes de l'OLP qui ont condamné cet accord. Le communiqué du 19 juin semble surtout refléter cette tendance, tandis que celle représentée par Abou Jihad prêche en faveur d'une attitude plus modérée afin de préserver les chances du Fath en Jordanie.

EMMANUEL JARRY.

#### De notre correspondant

Amman. - Le 67-65-52 ne répond plus. Ce numéro de téléphone était jusqu'au 7 juillet celui du quartier général de M. Yasser Arafat à Amman. Le chef de l'OLP n'y avait plus remis les pieds depuis la rupture entre son organisation et le roi Hussein le 19 février dernier, mais ses collaborateurs y assuraient toujours une permanence. L'immeuble et vingt-quatre autres bureaux du Fath ont été mis sous scellés le mardi 8 juillet par les autorités jordaniennes.

Des policiers en armes et des agents des services de renseignement ont pris position mardi dès 8 heures du matin autour de ces bureaux, dont la fermeture avait été ordonnée la veille par le gouvernement jordanien. Pendant ce temps, le numéro deux du Fath, Abou Jihad, à qui les autorités ont donné quarante-huit heures pour quitter le pays, recevait des journalistes à son domicile, sans doute pour la dernière fois avant longtemps en Jordanie. Visiblement très affecté, le dirigeant palestinien a estimé que la fermeture des bureaux du Fath et son expulsion faisaient partie de

### Liban LES MILICES DEVONT QUITTER L'AÉROPORT DE BEYROUTH

Les bureaux des milices à l'aéroport international de Beyrouth (AIB) doivent être fermés très prochainement et des patrouilles conjointes syro-libanaises se déploieront cette semaine à l'intérieur et autour de l'AIB pour en assurer la protection, a indiqué le mardi 8 juillet la presse libanaise.

Pour sa part, le quotidien indépendant *An Nahar* estime que la Syrie, en déployant ainsi certaines de ses forces à Beyrouth-Ouest, entend être en meilleure position pour faciliter, le cas échéant, la libération des otages occidentaux détenus au Liban. « Si la Syrie y parvient », écrit l'éditorialiste du *Nahar*, elle retrouvera son rôle dirigeant au Proche-Orient. - (AP, Reuter.)

## AMÉRIQUES

### Pérou

A LA SUITE DU MASSACRE DANS LES PRISONS

### L'opposition réclame la démission du gouvernement

Un commando appartenant vraisemblablement à l'organisation maoïste du Sentier lumineux a lancé, le mardi 8 juillet, deux charges explosives contre l'ambassade soviétique à Lima. L'un des assaillants a été tué par l'explosion de la bombe qu'il transportait, un autre a été capturé après un échange de coups de feu avec la police. Les autres membres du commando ont pu s'enfuir à bord d'une voiture. Le Sentier lumineux avait publié, lundi, un communiqué contenant des menaces antisoviétiques à la suite de la visite à Lima, du 3 au 6 juillet, d'un vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Kompletov, qui s'était déclaré solidaire du gouvernement péruvien dans sa lutte contre la subversion.

#### Correspondance

Lima. - L'opposition au président Garcia, indignée par l'attitude du gouvernement dans la répression, le mois dernier, des mutineries de détenus politiques dans plusieurs prisons proches de Lima, hausse le ton. Elle demande maintenant la démission collective du cabinet, lui reprochant d'avoir confié à l'état-major de l'armée la direction des opérations. Elle estime que la responsabilité politique du massacre de quelque trois cents prisonniers retombe sur l'exécutif. Or, jusqu'à présent, seul le ministre de la justice a renoncé à ses fonctions en invoquant des raisons d'ordre moral.

Le président Alan Garcia a annoncé un remaniement ministériel avant le 28 juillet, date à laquelle il célébrera le premier anniversaire de son exercice du pouvoir, mais il a tenu à préciser que ce remaniement n'aura aucun rapport avec la reconnaissance d'une quelconque responsabilité politique ou morale des membres de son gouvernement dans le massacre.

Le parti au pouvoir, l'APRA, étant largement majoritaire au Parlement, l'opposition n'a aucune chance de censurer l'exécutif.

Sur le plan des responsabilités militaires, on s'attendait au limogeage du général Monzon, président du commandement conjoint de l'armée. Mais l'armée a rejeté les fautes sur la garde républicaine, un des trois corps de police rattachés au ministère de l'Intérieur. Le commandant de la garde républicaine, le général Martínez Lira, a d'ailleurs été démis de ses fonctions le 4 juillet.

Dans l'attente du sort réservé au recours qu'il a introduit devant les tribunaux, le général Martínez Lira continue d'occuper son bureau, où sont d'ailleurs « hébergés » les

cinquante-quatre policiers, présumés auteurs de la fusillade du pénitencier de Lurigancho. Le président Garcia avait annoncé qu'ils étaient incarcérés dans la prison de Canto Grande...

#### Un ordre verbal

Le ministre de l'Intérieur, M. Abel Salinas, a reconnu devant la commission permanente du Congrès que les gardes républicains étaient placés sous la tutelle des autorités militaires. C'est un officier de l'armée de terre, le général Jorge Rabanal, qui a commandé les opérations à Lurigancho. Il n'est pas prouvé qu'il ait donné l'ordre de passer par les armes les prisonniers, mais il ne s'est pas non plus opposé.

De son côté, l'armée fait valoir que son intervention dans les prisons a répondu à un ordre verbal de l'exécutif, lui donnant en quelque sorte carte blanche pour écraser la mutinerie dans les plus brefs délais. Le général Morales Bermudez, ancien chef de l'Etat, a expliqué que les us et coutumes militaires auraient voulu que le gouvernement donne ses instructions par écrit. S'il en avait été ainsi, la responsabilité des « excès » aurait été reconnue par l'armée.

Une commission d'enquête du Parlement doit être constituée prochainement pour élucider cette affaire. Mais aura-t-elle la volonté d'aller jusqu'au bout pour désigner les responsables politiques et militaires du massacre ? Le gouvernement est soucieux de tourner la page au plus vite. Et la plupart des hommes politiques sont conscients qu'un affrontement entre le gouvernement et l'armée ferait le jeu du Sentier lumineux.

NICOLE BONNET.

## Israël

### Shoshana, la mal convertie

#### De notre correspondant

Jérusalem. - Shoshana Miller est une juive américaine convertie. L'an dernier, elle émigra en Israël. Avant de « monter à Sion », elle se sentait juive à part entière. A Colorado Springs où elle vivait, on l'avait même choisie comme chantre de la synagogue. Depuis son arrivée en Israël, c'est une autre histoire.

A peine débarquée, Shoshana brigue tout naturellement une carte d'identité, en présentant son certificat de conversion. Comme tout juif de la Diaspora, elle peut devenir *ipso facto* citoyenne israélienne en vertu de la « loi du retour ». Selon ce texte, « est juive toute personne née de mère juive ou convertie qui n'est pas membre d'une autre religion ». Hélas pour Shoshana, le rabbin qui l'a convertie est un « réformiste ». Au ministère de l'Intérieur, où règne la très orthodoxe rabbin Itzhak Peretz, chef du petit parti sépharade Shas, on refuse de tenir Shoshana pour juive, donc pour israélienne, en lui conseillant, « pour son bien », de faire valider son certificat de conversion. En clair, notre Américaine était invitée à solliciter une nouvelle conversion, cette fois auprès d'un rabbin orthodoxe.

Le refus du ministère était parfaitement légal, mais Shoshana aurait pu s'indigner, comme le faisait depuis quelque temps la quasi-totalité des nouveaux émigrants américains, convertis ou

non. Car, en Israël, les tribunaux rabbiniques aux mains des orthodoxes sont seuls compétents en matière d'état-civil. Ils peuvent, par exemple, invalider un mariage ou empêcher un divorce - et ils ne s'en privent pas - si le judaïsme du partenaire ou du conjoint leur semble « suspect ». Braver le grand rabbinat, c'est souvent s'exposer aux ennuis. Les juifs éthiopiens en firent l'expérience l'an dernier.

#### Une question de principe

Pourtant Shoshana Miller ne voulait pas céder. C'était, dit-elle, « trahir » l'amitié et la confiance du rabbin à qui elle avait converti. Elle en fit une question de principe et saisit la Cour suprême. Le rabbin Peretz, qui s'était déjà illustré, il y a quelques mois, par son hostilité à l'introduction de l'heure d'été, fut sommé de justifier son refus, tâche légalement impossible : il crut trouver le parade en décrétant que chaque converti serait dorénavant désigné comme tel sur sa carte d'identité. Les tribunaux rabbiniques n'auraient plus, si besoin, qu'à séparer le bon grain de l'ivraie.

La décision du ministre provoqua un joli tollé dans un pays qui affectionne les symboles. Plus grave : le grand rabbinat lui-même - une fois n'est pas coutume - dévota le ministre trop zélé. « Cette initiative, fit-il savoir, contredit la halacha, la tradition

juive, laquelle interdit de rappeler son origine à un conjoint. »

On en est là aujourd'hui. Le ministre de l'Intégration des émigrants, M. Jacov Teur, avait mis cette question, dimanche 6 juillet, à l'ordre du jour du conseil de cabinet et demandé l'annulation immédiate du malheureux décret. Le gouvernement n'a pas eu le temps d'examiner l'affaire. Cette controverse attire de nouveau l'attention sur la « loi du retour ». Depuis de longues années, les religieux orthodoxes tentent, sans succès, d'obtenir l'amendement de ce texte : ils souhaitent une définition plus stricte de la judaïcité. Pour eux, il y a juifs et juifs, et tout immigrant adoptant la citoyenneté israélienne doit être auparavant converti selon les rites orthodoxes. L'Etat a toujours rejeté un tel point de vue, de crainte de s'aliéner la Diaspora et de tarir une immigration déjà déclinante.

Le milieu étant souvent l'ennemi du bien, le rabbin Peretz a contrarié par sa maladresse ses amis orthodoxes. Ceux-ci lui reprochant une mesure qui, en mentionnant la seule mot « converti », sans préciser le type de conversion, renforcerait au bout du compte la légitimité des courants non orthodoxes. Au-delà de cette querelle de détails, c'est la discrimination opérée entre les juifs qui choque la majorité des Israéliens. Beaucoup d'entre eux n'ont-ils pas parmi leurs lointains ancêtres des convertis ?

J.-P. LANGELLIER.

## Soudan

### L'abrogation de la loi islamique au cœur du débat politique

Le premier ministre soudanais, M. Sadek el Mahdi, a réaffirmé, en début de semaine, qu'il entendait garantir les droits des non-musulmans dans le pays, en faisant modifier la législation islamique - la charia - actuellement en vigueur.

#### De notre envoyé spécial

Khartoum. - Jusqu'à l'investiture du premier ministre, M. Sadek el Mahdi, le mois dernier, on a redouté ici un incident qui mettrait en cause le difficile passage au gouvernement civil. Les obstacles étaient en effet de taille, et le comité militaire transitoire (CMT), qui avait assumé pendant un an la responsabilité du pouvoir de concert avec le gouvernement de techniciens présidé par M. Jazouli Deifalali, n'avait rien fait pour liquider le lourd héritage légué en avril 1985 par le président-marchal Nemeiry.

Le spectre de la charia, la loi islamique que l'ancien chef de l'Etat avait imposé au pays en septembre 1983, a hanté les délibérations qui ont précédé la désignation du nouveau premier ministre et empoisonné le climat politique soudanais (le Monde du 13 mai). « Il est impossible de faire passer la loi islamique à la retraite », soupiraient dans les couloirs du Parlement les députés du parti Oumma de M. Sadek el Mahdi, en commentant la spectaculaire sortie en masse des régimes de Sud, qui boycottèrent la séance d'investiture du Parlement en signe de protestation contre la charia.

Nombreux sont ici ceux qui pensent que la charia aurait dû être abrogée « à chaud » dans les quelques jours qui suivirent la chute de Nemeiry. Les Frères musulmans, principaux défenseurs de la législation islamique, étaient alors en plein désarroi, et une telle décision aurait été acceptée sans protestations de la part de l'ensemble de l'opinion publique. Il est maintenant trop tard, et la charia est devenue un problème majeur qui a réussi à troubler tous les aspects de la vie politique du pays.

M. Mohamed Bechir Hamed, qui fut dans le gouvernement civil provisoire ministre de l'Information, a répondu à un ordre verbal de l'exécutif, lui donnant en quelque sorte carte blanche pour écraser la mutinerie dans les plus brefs délais. Le général Morales Bermudez, ancien chef de l'Etat, a expliqué que les us et coutumes militaires auraient voulu que le gouvernement donne ses instructions par écrit. S'il en avait été ainsi, la responsabilité des « excès » aurait été reconnue par l'armée.

Une commission d'enquête du Parlement doit être constituée prochainement pour élucider cette affaire. Mais aura-t-elle la volonté d'aller jusqu'au bout pour désigner les responsables politiques et militaires du massacre ? Le gouvernement est soucieux de tourner la page au plus vite. Et la plupart des hommes politiques sont conscients qu'un affrontement entre le gouvernement et l'armée ferait le jeu du Sentier lumineux.

NICOLE BONNET.

bout. Mais nous avons tous été surpris le 9 avril 1985, c'est-à-dire trois jours après le départ de Nemeiry, par la formation du CMT.

#### Le retour en force de M. Tourabi

Il a fallu attendre le 23 avril pour que soit constitué un gouvernement civil provisoire et les militaires ont mis à profit ce délai et le vide politique qui s'était créé pour étendre et consolider leur emprise sur l'ensemble de la vie politique du pays. Durant ces quatorze jours « perdus

Depuis la mort en 1980 à Athènes de Cherif el Hindi qui avait été le véritable animateur du parti des Khattamiyyes, le PDU se trouvait en « état de déliquescence ». Le nouveau secrétaire général du parti, M. Ziaeddine Hindi, personnage pusillanime, n'a pu éviter l'effritement du PDU en différentes tendances opposées - quatre au moins qui n'ont pu trouver une plateforme électorale commune.

M. Hassan Tourabi a su mettre à profit cette « absence de direction » à la tête du DUP pour gagner à sa cause « parfois moyennant de substantielles compensations financières » certains candidats mirgha-

### Héritage du régime du président Nemeiry, la question de la charia empoisonne le climat politique et divise un gouvernement soumis aux pressions des Frères musulmans

pour la révolution », les militaires ont établi des liens solides avec le Front national islamique de M. Hassan Tourabi qui s'était réfugié en égypte au cours des vingt jours passés en prison juste avant la chute d'un régime dont il avait été pendant de longues années l'un des principaux piliers.

M. Medani met également en cause le chef du gouvernement provisoire M. Jazouli Deifalali. « Ce dernier, affirme-t-il, est certes, un homme sincère, enthousiaste et intelligent. Mais il n'aime pas la confrontation et n'a pas su s'imposer face aux militaires. Il est d'ailleurs profondément religieux et a été influencé lui aussi par les amis de M. Tourabi. » On pourrait en dire autant de la plupart des membres du CMT.

Peu à peu, l'alliance nationale, comprenant les syndicats et partis politiques qui avaient dirigé la grève insurrectionnelle et obtenu la chute de la révolution anti-nemeiriste, est reléguée à l'arrière-plan et c'est, paradoxalement, le Front national islamique de M. Tourabi qui avait été presque jusqu'au bout l'allié principal de Nemeiry, qui a établi des liens privilégiés avec les militaires au pouvoir.

Cela explique en partie l'étonnement du Front qui a obtenu cinquante et un sièges au parlement, soit plus que n'impliquait l'influence réelle des Frères musulmans dans la vie politique du pays. Tout le monde ici est d'accord d'accord pour constater que le FNI a disposé pour sa campagne électorale de moyens financiers considérables qui lui ont permis d'acheter des voix dans le Gueziyah et à Khartoum.

Le succès électoral des amis de M. Tourabi simplifie également par l'extrême division des formations politiques membres de l'alliance nationale, qui se sont présentés devant les électeurs en ordre dispersé. C'est ainsi que dans le « collège des diplômés », plus de quarante partis et près de soixante candidats ont brigué les trois sièges de la circonscription de Khartoum, alors que le FNI n'a présenté que trois candidats qui ont tous été élus. On estime à plus de treize le nombre de sièges perdus par le Parti unioniste démocratique (PDU) de M. Mohamed Mirghani au bénéfice des islamistes.

nistes peu regardants. Contrairement à l'Oumma qui a su transcender ses liens naturels avec la confrérie des Ansars, grâce à son chef M. Salek el Mahdi, entouré d'une équipe de « modernistes » particulièrement efficaces, le PDU est resté prisonnier des traditions religieuses de la confrérie des Khattamiyyes. Il avait d'ailleurs quitté l'Alliance nationale en décembre 1985 parce que cette dernière avait « osé » demander l'abrogation de la charia. Le groupe parlementaire du PDU du reste présidé en ce qui concerne l'avenir de la charia, la moitié environ des députés mirghanistes étant favorables à l'amendement de la loi islamique dans le sens préconisé par les Frères musulmans.

Un autre facteur qui a contribué au succès du FNI est le sectarisme au cours duquel les communistes qui constituaient leur véritable rentrée politique à l'issue d'une longue nuit de clandestinité qui avait duré près de seize ans. Même leurs amis et sympathisants les plus proches leur reprochent d'avoir décaqué les efforts en vue d'établir des listes d'union locale qui auraient pu mettre en échec les candidats islamistes, en faisant valoir qu'eux seuls représentaient la vraie gauche et qu'ils appartenaient aux autres groupements de voter en leur faveur.

Le Parti communiste n'a en définitive recueilli que trois élus, ce qui ne correspond nullement à l'influence réelle dans la classe ouvrière et parmi les intellectuels. Tirant la leçon de son échec, le Parti communiste n'a même pas tenté de faire partie du gouvernement de coalition formé par l'Oumma et le PUD et qu'il considère d'ailleurs comme « se situant franchement à droite de l'échiquier politique soudanais ».

En revanche, les Frères musulmans ont tout mis en œuvre pour entrer au gouvernement. D'abord pour refaire ce qu'ils avaient fait à l'époque de Nemeiry, c'est-à-dire miner de l'intérieur, comme le ver dans le fruit, une coalition marquée dès sa création par la faiblesse de l'une de ses deux principales composantes, le PUD - le talon d'Achille du gouvernement de M. Sadek el Mahdi. M. Hassan Tourabi, qui voit loin et prévoit dans les prochains mois une grave crise ministérielle,

souhaitait à tout prix, contrairement à certains idéologues durs et purs du FNI, participer au pouvoir pour être présent lorsque de nouvelles élections, qui selon lui sont inévitables, seront organisées en vue de dénouer la crise. Enfin, les Frères musulmans souhaitaient entrer au gouvernement dans le but d'y veiller de près sur leurs intérêts financiers. En effet, la décision que le nouveau pouvoir va prendre à l'égard des banques islamiques va considérablement affecter leur situation dans le pays.

#### Les banques islamiques

Les banques islamiques existaient bien au Soudan depuis le début des années 60, mais elles n'ont pris leur véritable essor qu'avec la promulgation de la charia en septembre 1983 par Nemeiry. Depuis, elles fonctionnent strictement selon le principe interdisant les « intérêts », mais autorise par des moyens détournés la distribution de confortables dividendes aux actionnaires, pour la plupart des personnes ou associations liées d'une manière ou d'une autre aux Frères musulmans.

Les banques islamiques sont devenues ainsi une puissance financière indépendante de l'Etat et on attribue au nouveau premier ministre la ferme intention d'abattre ce « veau d'or islamique » en le plaçant, dans une première étape, sous le contrôle de la Banque centrale.

Si M. Tourabi a échoué dans sa tentative de s'infiltrer au sein du gouvernement, il a par contre réussi à infléchir la politique de l'Oumma en ce qui concerne la charia. Le parti de M. Sadek el Mahdi avait conduit sa campagne électorale sur la base d'un programme qui prévoyait l'« abrogation immédiate et inconditionnelle » de la charia. Une fois désigné au poste de premier ministre, M. Sadek el Mahdi a manqué son langage. Soumis aux multiples pressions des dirigeants du PUD qui souhaitaient l'entrée de M. Hassan Tourabi et de ses amis au gouvernement et une position plus souple sur la loi islamique, il a finalement accepté un compromis qui écartait certes les Frères musulmans du pouvoir, mais prévoyait le maintien de la charia sous une forme amendée. C'est exactement ce que souhaitait M. Hassan Tourabi depuis qu'il avait compris qu'il n'y avait plus aucun espoir de maintenir la charia dans sa forme originelle, c'est-à-dire telle qu'elle avait été conçue et appliquée sous le règne de Nemeiry.

M. Tourabi ne cache pas qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les changements qui interviendront ne modifient pas l'essentiel des lois islamiques, notamment en ce qui concerne les *hedoud* (châtiments corporels). M. Mahdi, pour sa part, souhaite une « charia à visage humain », qui exclut les châtiments corporels. Il n'empêche que quelle que soit la formule que retiendra la commission *ad hoc* d'experts, d'hommes de loi et de théologiens, spécialement créée pour définir la nouvelle loi islamique, la charia demeurera, au Soudan, un obstacle à l'unité du pays et l'une des raisons principales de la révolte qui se poursuit dans le Sud.

JEAN GUEYRAS.

Déménagez  
Et gagnez

FI



[illegible]

**THE UNIVERSITY OF CHICAGO**

Alcibiades, o discípulo de Sócrates, chegou ao fim da sua vida, e não pôde escapar à acusação de ser um "homem de bem". O mesmo aconteceu com Sócrates, que foi acusado de ser um "homem de bem". Sócrates foi condenado à morte, e Alcibiades foi condenado à morte. Ambos foram acusados de serem "homens de bem".

LA GAZETTE DE MONTREAL PRODUCE  
UN JOURNAL D'ACTUALITE ET D'OPINION  
D'INTERET INTERNATIONAL. PLUS  
D'UNE 100 ANNEES D'EXISTENCE  
- C'EST LA SEULE SOURCE D'INFORMATION  
- C'EST LA SEULE SOURCE D'INFORMATION  
- C'EST LA SEULE SOURCE D'INFORMATION

## ■ au cœur du débat politique

[illegible]

President Kennedy  
Charles  
di Pontifical  
serment  
Frères musulmans

[illegible]

***Déménagez vos méninges!***  
***Et gagnez le "Papillon d'or***  
***Microsoft."***

**Vous êtes passionné par la micro-informatique?  
Vous êtes équipé d'un ordinateur personnel IBM ou compatible? Ou bien encore d'un Macintosh d'Apple?  
Et surtout, vous débordez d'idées!**

Le grand Concours "Papillon d'Or" Microsoft, Fil et SVM est fait pour vous. Pas de contraintes. Pas de limites.

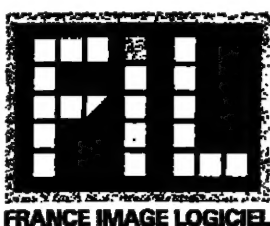
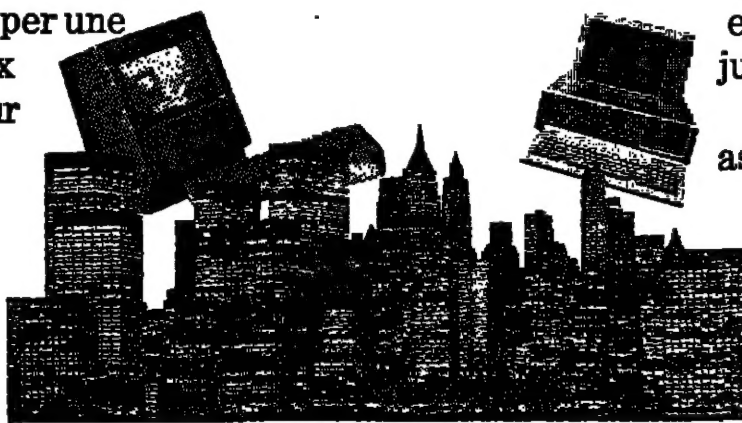
Affaires, scientifique, jeux, tous les domaines vous sont ouverts, à condition de développer une application "clés en main", grâce aux macro-commandes de Multiplan 2 sur IBM PC et compatibles ou celles d'Excel sur Macintosh d'Apple.

De nombreux prix récompenseront les meilleurs programmes. Le premier prix: le "Papillon d'Or", s'accompagne d'un voyage aux Etats-Unis. Et les meilleurs logiciels pourront être édités par Fil qui les diffusera auprès du public.

Lisez vite le règlement complet du Concours.  
Vous l'obtiendrez chez votre revendeur  
micro-informatique. Ou encore, avec des conseils utiles  
et tous les détails, dans le numéro de  
juillet/août de Science et Vie Micro.

SVM vous informe. Microsoft vous assiste. Fil vous édite.  
A vous le "Papillon d'Or"!

A vous le "Papillon d'Or"!



**MICROSOFT**  
Les logiciels de la vie simple.



# DIPLOMATIE

LES ENTRETIENS DE M. MITTERRAND A MOSCOU

## Un sommet Reagan-Gorbatchev n'est pas exclu cette année

De notre envoyé spécial

Moscou. — Médiateur ? Catalyseur ? Il n'est pas facile d'identifier la fonction que M. Mitterrand a voulu remplir en venant à Moscou, retour de New-York. Indiscutablement, le chef de l'Etat est pris très au sérieux par ses interlocuteurs soviétiques et fait l'objet d'attentions particulières. Mardi 8 juillet, c'est encore près de trois heures qu'il a passées avec M. Gorbatchev, avec comme seuls témoins les « preneurs de notes », MM. Jacques Attali et Tcherniav. Et toujours, même si la catastrophe de Tchernobyl a été évoquée à cette occasion, un même sujet principal : les problèmes de défense et de désarmement, aussi bien à l'échelle mondiale qu'euro-

péenne. Dans l'entourage du président de la République, on est un peu tenté de présenter ces entretiens inhabituels comme la preuve de la fonction médiatrice du président. M. Mitterrand, lorsqu'on peut l'approcher, se veut plus modeste et évoque les superlatifs utilisés par certains de ses proches qui évoquent volontiers un climat « extraordinaire et compréhensible ». Il préfère parler d'une ambiance « très intéressante, très utile, qui pourrait servir à quelque chose ».

C'est en tout cas la formule à laquelle il a eu recours mardi après-midi lorsqu'il s'est adressé à la com-

munsauté française réunie à l'ambassade de France. Il a précisé que « les conversations confidentielles qui ont pu s'établir » ajoutées à celles de New-York avec M. Reagan donnent « un paysage rassemblé, concentré, qui ne manque pas d'intérêt ».

Quel intérêt ? Sans doute l'impression, sinon la conviction qu'un sommet Reagan-Gorbatchev avant la fin de l'année est moins que jamais à exclure : les deux hommes en auraient aussi envie l'un que l'autre, mais il y a encore un mur de méfiance à abattre, chacun s'interrogeant sur les arrière-pensées et les motivations de l'autre. Pour M. Gorbatchev, cela se traduit par la nécessité, pour qu'il ait son sommet, de bonnes perspectives.

Mais en même temps, le secrétaire général donne l'impression que, pour lui, le temps presse. Quant à l'Initiative de défense stratégique (IDS), elle ne constitue sans doute pas un obstacle insurmontable à la reprise du processus de contrôle des armements. Un peu comme si l'IDS était l'arbre qui cache la forêt.

Jusqu'où iront ces entretiens en tête à tête, au cours desquels ont également été étudiés en détail les tenants et les aboutissants de la force de frappe française ainsi que les moyens de relancer la conférence de Stockholm. A moins de modifications de programme de dernière heure, ces conversations intimes paraissent terminées pour l'essentiel.

et M. Mitterrand doit déjà avoir une idée assez précise du compte rendu qu'il enverra au président Reagan (pour ne pas parler des dirigeants ouest-européens, qui seront bien sûr tenus au courant).

L'entretien de ce mercredi matin était, en effet, élargi ainsi que le sera le dîner de travail offert par le secrétaire général au retour de la Cité des étoiles, le centre d'entraînement des cosmonautes soviétiques, où MM. Mitterrand et Gorbatchev rencontreront l'astronaute français Jean-Loup Chrétien.

Comme d'habitude dans ce genre de voyage, les relations bilatérales ont été examinées. Ce fut déjà le cas mardi lors de la rencontre avec M. Gromyko, président du présidium du Soviet suprême, puis mercredi matin lors de l'entrevue avec M. Rykov, le président du conseil des ministres. M. Mitterrand était notamment accompagné à cette occasion par MM. Jean-Benoist Raimond, Michel Noir et Alain Devaquet, respectivement ministre des affaires étrangères, délégué au commerce extérieur et ministre délégué chargé de la recherche scientifique et de l'enseignement.

C'est jeudi soir que M. Mitterrand quittera Moscou pour Paris, après avoir donné une conférence de presse. Ce mercredi, il passera le reste de la journée à l'ambassade Poliana pour visiter la propriété de Léon Tolstoï, où est enterré l'écrivain. JACQUES AMALRIC.

# ASIE

Japon

APRÈS LE TRIOMPHE ÉLECTORAL DES LIBÉRAUX DÉMOCRATES

## La troisième vague du conservatisme

De notre correspondant

Tokyo. — Les Japonais sont-ils des conservateurs invétérés ? Pendant plus de trente ans, ils ont maintenu au pouvoir la « balle blanche » libérale démocrate et ils viennent, le dimanche 6 juillet, de confirmer sa suprématie dans la vie politique nationale en lui accordant une majorité écrasante dans les deux chambres (1). Doit-on comme le fait M. Ishibashi, président d'un PS en déroute, s'inquiéter pour l'avenir d'un pays qui tend à se priver d'une opposition suffisamment forte pour faire contre-poids à un parti incontestablement dominant ? Les Japonais sont-ils enfin devenus plus « nationalistes », comme l'affirme M. Yano, secrétaire général du Komeito (parti bouddhiste), en semblant « plébisciter » un premier ministre dont l'un des leitmotivs est de tirer un trait sur le passé ?

Les Japonais paraissent les premiers surpris par ce raz de marée conservateur, — même ceux qui ont voté pour le Parti libéral démocrate (PLD). En soi, la pérennité de la suprématie du PLD, malgré quelques déboires au cours des dix dernières années, est d'autant plus remarquable qu'elle s'est accompagnée de bouleversements socio-économiques aussi profonds que rapides survenant après le traumatisme de la défaite. L'ampleur de sa

dernière victoire invite à se poser des questions sur la nature du conservatisme japonais.

Des facteurs conjoncturels ont assurément favorisé les conservateurs. D'abord la tactique judicieuse des doubles élections qui a permis une mobilisation de tout l'appareil électoral de la majorité ; ensuite, l'absence de facteur négatif pour le PLD comme ce fut le cas en 1976 (affaire Lockheed), en 1979 (éventualité de l'introduction d'une TVA) ou en 1983 (scandale parlementaire autour de M. Tanaka, ancien premier ministre, qui, bien que reconnu coupable dans l'affaire Lockheed, refusait de renoncer à son siège de député). Enfin, le côté personnalisé de cette élection, avec M. Nakasone mais aussi les trois figures montantes du PLD (MM. Abe, Miyazawa, Takeshita), a donné un dynamisme particulier à la campagne des conservateurs. Mais est-ce là une explication suffisante ?

Il y a eu, dans l'histoire politique de l'après-guerre au Japon, trois vagues conservatrices. Le début des années 50 (fin de l'occupation américaine, déroute de la gauche communiste balayée par les « purges rouges » de Mac Arthur, et fusion en 1955 des deux partis libéral et démocrate). La seconde vague fut celle des années 60 et de la politique de haute croissance économique du premier ministre Ikeda, qui fit rapidement progresser le niveau de vie. La troisième vague est celle des années 80.

Le conservatisme japonais du milieu de cette décennie — une tendance que corroborent régulièrement les enquêtes sur la conscience politique de la population — est différent de celui qui prévalait à des époques où la reconstruction et l'amélioration matérielle du niveau de vie étaient les priorités de la majorité.

Un puissant lobby paysan

La différence essentielle tient à l'affaiblissement de la capacité du PLD de maîtriser l'espace politique. Sa base électorale est traditionnellement constituée de couches sociales dont le développement économique n'a longtemps guère entamé l'importance : la paysannerie (qui constitue un puissant lobby de quatre millions de gens inconditionnellement fidèles), les commerçants et les petits entrepreneurs. C'est-à-dire ceux qui forment les « anciennes classes moyennes ».

La force du PLD repose sur des réseaux de pouvoirs locaux aux maillages très fins. Les comités de patronage, les notables et leurs clients, le jeu de l'élite qui rétribue en fonds publics la fidélité électorale, sont les composantes du pouvoir du PLD au niveau local. Rapports personnalisés et localisme associant une indifférence politique fondamentale (l'électeur vote moins en fonction d'un programme que pour des motifs utilitaires) à un taux élevé de participation — et à une dose certaine de corruption.

Le meilleur exemple de ce pouvoir local est représenté par M. Tanaka : bien que paralysé dans sa maison de Tokyo, il a été réélu dans sa circonscription de Niigata avec plus de 100 000 voix d'avance sur le deuxième candidat victorieux.

Les « votes fixes »

Ce système d'encadrement local, permettant une efficace mobilisation des voix et assurant au PLD un capital de votes fixes, a été progressivement entamé par les migrations vers les villes qui ont brisé une partie des solidarités établies. Dans les *danchi* (grands ensembles), le taux d'abstention est en général particulièrement élevé. L'affaiblissement des réseaux de solidarités locales a donné lieu au développement important d'un électoral flottant. Ces votes flottants, que de manière symptomatique les Japonais identifient au choix personnel, représentent selon un récent sondage de l'*Asahi Shimbun*, 39,6 % du total de l'électorat (alors que les votes fixes ont pu bénéficier de la PLD ne dépassent guère 35 %).

Cet électoral flottant, particulièrement répandu chez les jeunes, est généralement présenté par les commentateurs politiques comme un électoral éclairé, votant en liberté de conscience et en fonction de critères modernes par opposition aux conduites de type traditionnel. C'est à cet électoral flottant, idéologique, versatile et méfiant à l'égard des politiciens, que le PLD, compte tenu de l'affaiblissement de ses réseaux de contrôle des votes fixes, doit sa victoire.

Cet électoral flottant reflète une tendance profonde de la culture politique japonaise. Celle-ci, comme l'expérience historique nipponne, dévalorise l'activité politique. On dit souvent que les Japonais croient

moins en leurs politiciens qu'aux discours des diseurs de bonne aventure. Ils considèrent en général les premiers comme des hommes uniquement intéressés par le pouvoir et ils ne se font guère d'illusion sur leur intégrité. Ce scepticisme s'enracine dans une culture rétive à l'utopie d'un ordre idéal. La culture politique japonaise est un mélange de pragmatisme et d'acceptation de l'ordre des choses.

L'Etat ne fut jamais perçu comme un instrument au service de certains idéaux transcendant son pouvoir et son autorité. Le système parlementaire importé à l'époque Meiji (milieu du dix-neuvième siècle) n'est pas apparu comme le signe de la prise en main de son destin par un peuple. Et dans l'après-guerre, l'utopie démocratique, véhiculée par la Constitution de 1946, fut rapidement évincée par le dynamisme économique. De manière symptomatique, en 1960, le mot d'ordre du premier ministre Ikeda de « doublement du produit national brut en dix ans » avait pour corollaire un « nécessaire effacement du politique ». Commencement pour le Japon la période de consensus par la croissance économique.

Le pragmatisme

Ce substrat culturel lié à l'expérience historique du Japon explique le faible succès d'idéologies systématiques, comme le marxisme, sauf parmi les représentants de l'intelligentsia. Les déceptions des grandes utopies de changement des années 70 (de l'Amérique latine au Vietnam) accélèrent la retombée des phénomènes de résistance qui, après la grande effervescence politique du lendemain de la guerre, avaient marqué les années 60 (lutte contre le traité de sécurité nippon-américain et luttes étudiantes).

En même temps, le Japon découvrait, avec la crise pétrolière, la précarité de ses succès économiques. C'est à partir de cette époque, d'ailleurs, que le conservatisme regagna du terrain. De 1967 à 1975, on avait noté une poussée progressiste dans les préfectures fortement industrialisées (Tokyo, Osaka). Mais avec la crise économique et l'insuffisance des ressources pour financer les ambitieux programmes sociaux des municipalités « rouges », l'électoral se retourna vers le camp conservateur. De même, les mouvements sociaux, nés dans les années 70 du décalage entre les demandes sociales et les interventions politiques, commencent à régresser. Les Japonais, avec pragmatisme, préfèrent s'en remettre à un pouvoir qui gère les affaires du pays au nom de la compétence plutôt qu'au nom d'idéaux.

Le mouvement de mauvais humeur que manifesta l'électoral flottant à l'égard du PLD en 1983 fait partie de sa versatilité et de sa sensibilité à la conjoncture. Trois ans plus tard, il a fait pencher la balance dans l'autre sens.

D'une manière générale, les Japonais sont conscients que le vrai débat (notamment en matière économique) a lieu au sein du PLD et non entre la majorité et l'opposition. Le Parti conservateur n'est en effet en rien monopolistique : ses clans sont la garantie de sa flexibilité. Son caractère de « coalition » fait que même s'il est dominant il ne s'apparente pas au parti unique : les critiques de la politique de dépenses militaires de M. Nakasone sont venues autant, sinon plus, du PLD que de l'opposition.

Le pragmatisme que les Japonais ont démontré dans ces dernières élections conduit à nuancer le caractère de succès personnel de M. Nakasone qu'elles peuvent avoir. Pour l'instant, et les Japonais sont les premiers à le savoir, le PLD est une machine qu'un individu ne peut monopoliser. Sans doute le néo-nationalisme de M. Nakasone a pu séduire certains ; les autres ne s'en sont guère inquiétés, le mettant au compte de sa « politique-spectacle ». Le premier ministre cherche assurément à combler un vide dans le leadership du parti gouvernemental laissé par la disparition ou le retrait des grandes figures politiques des années 70 (MM. Fukuda, Ohira, Miki et Tanaka). Mais il lui assure par les « nouveaux dirigeants » dont la campagne électorale a rehaussé le prestige et dont aucun, pour l'instant, n'a fait allégeance au premier ministre « victorieux ».

PHILIPPE PONS.

(1) Le Parti libéral démocrate dispose à la Chambre basse de 304 sièges sur 512. (En comptant le ralliement de quatre indépendants.) Ce qui lui assure la majorité absolue. En termes de pourcentage de voix, le PLD a obtenu 49,4 % (43,7 % en 1983). A la Chambre haute, il dispose de 140 sièges sur 252.

# EUROPE

LA PRESTATION DE SERMENT DE M. WALDHEIM

## Cheval géant à Vienne et film-témoignage à Jérusalem

M. Kurt Waldheim a prêté serment, le mardi 8 juillet, devant le Parlement autrichien réuni en séance extraordinaire. Dans son allocution, le nouveau président a stigmatisé, pour la première fois, le système nazi [qui] avait perdu toute dignité humaine du fait du traitement infligé aux juifs. « Chacun doit œuvrer quotidiennement pour que ses concitoyens soient traités en êtres humains, quelle que soit leur race », a-t-il ajouté. La cérémonie d'investiture s'est déroulée en l'absence de l'ambassadeur d'Israël, qui n'a pas rejoint son poste, et de celui des États-Unis. L'ambassadeur d'URSS à Vienne, en vacances, était représenté par un conseiller.

L'ambassadeur de France, M. François-Régis Bastide, était présent. Pendant ce temps, dans le centre de Vienne, une manifestation était organisée par des membres du groupe Nouvelle Autriche, animé par des intellectuels. Un cheval de bois de 4 mètres de haut, coiffé d'un bonnet portant une croix gammée, œuvre du sculpteur Alfred Hrdlicka, a été érigé sur la place Saint-Etienne. C'était là une allusion à un épisode du passé de M. Waldheim, son adhésion à une association de sport équestre des SA. A Jérusalem, nous rapporte notre correspondant J.-P. Langel-

lie, à l'heure où M. Waldheim prêtait serment, les témoins-acteurs du film Shoah interrogés par le cinéaste Claude Lanzmann dans la campagne polonaise où a lieu l'holocauste défilent sur l'écran dans une petite salle de la Knesset. Une vingtaine de députés, soit un sur six, et le ministre de la justice, M. Modai, assistaient à la projection organisée par la commission de l'éducation du Parlement. Le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, avait d'abord jugé ce geste inopportun, avant de lever ses objections. Le premier ministre, M. Shimon Pérès, s'est contenté d'une litote : « Aujourd'hui, je ne célèbre rien. »

## Italie LA CRISE GOUVERNEMENTALE Echec de la « mission d'exploration » de M. Fanfani

De notre correspondant

Rome. — La « mission exploratoire » de M. Amintore Fanfani, démocrate-chrétien et président du Sénat, chargé il y a cinq jours par le chef de l'Etat de trouver les bases d'un compromis entre les cinq partis de la coalition sortante pour résoudre la crise, s'est achevée le mardi 8 juillet sur un constat d'échec. L'impatience des deux camps opposés du PSI de M. Bettino Craxi et de la démocratie-chrétienne de M. Ciriaco De Mita.

Les deux principaux partis de la majorité, le PSI et la DC sont toujours plus bloqués sur leurs positions. Les socialistes refusent totalement l'hypothèse d'un gouvernement « Craxi bis » de transition, destiné à ne durer que jusqu'en décembre prochain. La direction du PSI s'était réunie lundi et avait rendu public un document illustrant les mérites des trois dernières années du gouvernement de coalition à direction socialiste. La délégation socialiste à l'issue de ses entretiens avec M. Fanfani, a fait les points sur les « + », affirmant que son objectif était un second gouvernement Craxi « renforcé et renouvelé » sans aucune hypothèque quant à sa durée. Face à ce refus pur et simple de prendre en considération ses requêtes, la DC exigeait toujours plus

clairement pour l'un des siens la présidence du conseil. Elle pense que ce poste lui revient de droit après les trois ans de gouvernement Craxi, l'alternance au sein de la coalition devant jouer en faveur du « premier parti italien ».

Les trois petits partis du gouvernement sortant — sociaux-démocrates, libéraux et républicains, — réduits depuis le début de la crise à jouer les utilités, proposent le renvoi pur et simple du cabinet sortant devant le Parlement. Désormais un tel recours est difficilement praticable.

Certains évoquent l'hypothèse d'un cabinet de transition présidé par un représentant d'un des « trois petits ». D'autres estiment que la seule solution est un gouvernement dirigé par un démocrate-chrétien soutenu du bout des lèvres, ou même seulement de l'extérieur par le PSI. Le Parti communiste, cantonné à un puis trois ans dans l'opposition, estime, par la voix de son secrétaire général, Alessandro Natta, que « la charge de soupçons et de méfiance entre DC et PSI est arrivée à un tel point que la reconduction d'une coalition à cinq, quelle qu'en soit la forme, semble même franchement dommageable ».

(Intérim.)

Grèce

## Vers une normalisation complète des rapports avec l'Albanie

De notre correspondant

Athènes. — La Grèce n'a toujours pas concrétisé son intention, proclamée depuis longtemps, de mettre fin à l'état de guerre avec l'Albanie. Mais cette décision désormais ne saurait tarder. Selon un communiqué rendu public à la fin d'une visite en Albanie de hauts fonctionnaires grecs sous la direction du secrétaire du ministère des affaires étrangères, le côté albanais a « salué l'intention du gouvernement grec, manifestée par des déclarations du premier ministre et du ministre des affaires étrangères, d'annuler l'état de guerre entre les deux pays et d'assurer que, sur la base des dispositions de la Constitution de l'Albanie ainsi que par d'autres moyens et actions, le gouvernement albanais fera tout ce qui est possible pour que la minorité grecque de l'Albanie prospère et jouisse de tous ses droits ».

En fait, la Grèce avait annoncé à maintes reprises et dès 1979 son intention de normaliser ses relations avec l'Albanie, mais les gouvernements successifs se sont toujours heurtés à l'opposition des organisations de Grecs originaires de l'Epire du Nord (actuellement Albanie du Sud) vivant en Grèce ou à l'étran-

ger, notamment aux États-Unis, ainsi qu'à des problèmes politiques et juridiques assez complexes. L'état de guerre entre les deux pays existe depuis 1940 et avait été déclaré par la dictature de Metaxas par simple décret royal lors de l'invasion italienne en Grèce. Il faut encore décider si la fin de l'état de guerre doit être proclamée par décision du gouvernement, par décret présidentiel ou par une loi du Parlement, chacune de ces solutions engageant de manière différente le gouvernement actuel et ceux qui lui succéderont.

En attendant, les deux pays ont échangé depuis longtemps des ambassadeurs, ont développé leurs échanges commerciaux (80 millions de dollars annuellement, qui seront portés à 120 millions après l'accord passé en janvier 1986), sont reliés par des vols réguliers et viennent de décider, lors de la récente visite en Albanie, d'établir une ligne de carterie entre l'île de Corfou et la côte albanaise.

L'opposition de gauche approuve cette évolution et souhaite la voir couronnée par une normalisation complète, alors que l'opposition de droite se déclare surtout soucieuse de protéger et développer les droits de la minorité grecque vivant en Albanie. THÉODORE MARANGOS.

## Une lettre de l'ambassadeur d'Autriche

M. Erik Nettel, ambassadeur d'Autriche en France, nous a fait parvenir, à l'occasion de la prise de fonctions du président Waldheim, une longue lettre dont voici l'essentiel :

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Autriche a connu le développement d'un système authentiquement démocratique et dépourvu des défauts du passé. Dans le cadre de ce système, M. Waldheim a été élu président de la République au suffrage universel direct avec 54 % des voix. Il est aberrant de penser que 54 % des électeurs sont des nazis, des antisémites et des militants du pangermanisme ! Cette accusation visant les partisans de M. Waldheim minimise singulièrement la définition même du national-socialisme. Ceci ne peut être dans l'intérêt de tous ceux qui se désolent avec horreur des atrocités perpétrées avant ou pendant la guerre. (...)

16,5 % seulement des Autrichiens ayant le droit de vote ont vécu l'époque de l'occupation allemande de leur pays. Une grande majorité de la population n'a que peu ou pas du tout connu cette période et a grandi dans un Etat démocratique. Il est donc plus qu'improbable qu'une partie des 54 % des votants ait élu M. Waldheim du fait de convictions national-socialistes ou antisémites. La jeune génération, en particulier, comprend pas du tout les accusations formulées contre elle par la presse étrangère.

ملکة امینہ الاصل



# TOULOUSE JOUE F.A.U.S.T.

TOULOUSE a réconcilié la création artistique avec la recherche scientifique :

- Hermès et l'Orchestre du Capitole
- Airbus et le gothique occitan
- l'électronique et l'art de vivre...

F.A.U.S.T., Forum des Arts de l'Univers Scientifique et technique, est le grand rendez-vous des techniques et de la création.

F.A.U.S.T. c'est aussi :

- le laser qui devient pinceau pour restaurer une toile de Maître, ou ciseau dans les mains du sculpteur,
- le satellite Spot qui photographie depuis l'espace les grandes capitales du Monde mais aussi les cités oubliées,
- des ordinateurs qui jouent aux échecs, composent des slogans publicitaires ou des poèmes, écrivent des chorégraphies, font chanter des robots, fabriquent des dessins animés...

Industriels, Entrepreneurs, Créateurs, Artistes, soyez avec nous au rendez-vous de F.A.U.S.T., à Toulouse, du 21 au 26 octobre 1986.

*Dominique Baudis*

Dominique Baudis  
Maire de Toulouse  
Président du Conseil Régional  
Midi-Pyrénées

et la participation de

**TOULOUSE a réconcilié la création artistique avec la recherche scientifique :**

- Hermès et l'Orchestre du Capitole
- Airbus et le gothique occitan
- l'électronique et l'art de vivre ...

**F.A.U.S.T., Forum des Arts de l'Univers Scientifique et technique, est le grand rendez-vous des techniques et de la création.**

**F.A.U.S.T. c'est aussi :**

- le laser qui devient pinceau pour restaurer une toile de Maître, ou ciseau dans les mains du sculpteur,
- le satellite Spot qui photographie depuis l'espace les grandes capitales du Monde mais aussi les cités oubliées,
- des ordinateurs qui jouent aux échecs, composent des slogans publicitaires ou des poèmes, écrivent des chorégraphies, font chanter des robots, fabriquent des dessins animés...

**Industriels, Entrepreneurs, Créateurs, Artistes, soyez avec nous au rendez-vous de F.A.U.S.T., à Toulouse, du 21 au 26 octobre 1986.**

Dominique BAUBIS  
Maire de Toulouse  
Président du Conseil Régional  
Midi-Pyrénées

Je désire recevoir une documentation en tant que  
☐ exposant    ☐ visiteur  
**F.A.U.S.T. 34, rue Pargaminières, 31000 TOULOUSE**  
**Tél. 61.21.44.74 - Télex : 531079 F**

Société	
Adresse	
Activité	Tél.
Responsable	



# politique

## LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### ● Le débat sur l'immigration

#### Les socialistes veulent pousser M. Pasqua dans ses retranchements

La polémique sur l'immigration s'est à présent arrêtée aux portes de l'Assemblée nationale. Cette fois elle va y pénétrer sans retenu. La situation des étrangers en France est depuis plusieurs années au cœur du débat politique, mais les députés avaient en ce débat sereinement l'adoption à l'unanimité du dernier texte de loi le réglementant, celui de juillet 1984 créant un titre unique de séjour, avait été, à cet égard, significative. Depuis les prises de position du Front national, l'ambiance de la dernière campagne électorale a envahi le débat, au point que la discussion du projet de loi de M. Charles Pasqua sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, qui doit commencer ce mercredi 9 juillet au Palais Bourbon, se déroulera sans doute pas dans le calme. D'autant moins que la gauche entend bien en profiter pour faire le procès des méthodes du ministre de l'Intérieur.

La majorité, sous la pression de l'opinion publique qui s'est mobilisée, a sensiblement corrigé les propositions qu'elle avait annoncées lors de la campagne électorale. Le projet de M. Pasqua va moins loin que son avant-projet; la commission des lois, à l'initiative de son rapporteur, M. Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie) et de son président, M. Jacques Toubon, en a encore atténué la sévérité. Pas assez, au goût des plus libéraux de ses membres. Trop pour ceux qui restent très sensibles à

l'éclectisme. Le Front national, bien entendu, va tenter de jouer sur ces divergences plus ou moins camouflées. Car, pour lui, l'affaire est entendue, le projet gouvernemental ne répond pas aux souhaits des électeurs de la droite.

M. Jean-Marie Le Pen ne l'a pas caché, mardi, au cours d'une conférence de presse. Pour lui, les mesures gouvernementales ne tiennent pas compte de la gravité du problème (voir ci-contre le compte rendu de cette réunion). Aussi, si les amendements, que défendra son groupe, ne sont pas adoptés, ses amis ne pourront pas adopter le projet « dans son état actuel ». L'extrême droite profitera donc de ce débat pour montrer que ses propositions correspondent mieux aux souhaits des électeurs de la droite que celles du gouvernement. M. Le Pen, qui compte intervenir personnellement dans le débat, en profitera pour se démarquer clairement de la majorité, sur un thème qui lui paraît favorable.

#### Une certaine d'amendements

Le débat ne devrait pas être simple pour la majorité. M. Pierre Messmer en est parfaitement conscient, prévoyant qu'il pourra difficilement être achevé à la fin de cette semaine, contrairement à ce qui est pour l'instant prévu. Bien que le conseil des ministres ait déjà autorisé le gouvernement à engager sa responsabilité sur le vote de ce projet, le président du groupe RPR souhaite, pour une fois, que M. Jacques Chirac puisse éviter d'y avoir recours, car ce texte « touchant aux libertés, il est préférable que le débat aille à son terme ».

Les socialistes, eux non plus, n'ont pas l'intention de faciliter la tâche de la majorité. D'abord parce qu'ils sont, a rappelé leur porte-parole, après la réunion de leur groupe,

M. Jean Anciant (PS, Oise), contre l'esprit de cette législation et que les amendements adoptés par la commission des lois ne le rendent « toujours pas acceptable ». Ensuite parce qu'il va leur permettre de s'en prendre directement aux méthodes du ministre de l'Intérieur, contrairement à la discussion des projets sur la sécurité qui avaient été défendus par M. Albain Chalandon.

Malgré les réserves de M. Pierre Joxe, qui a estimé que les résolutions de la pratique policière de MM. Pasqua et Pandraud, allaient finir naturellement par retourner l'opinion, les députés socialistes sont bien décidés à profiter de ce débat sur les étrangers pour demander au ministre de l'Intérieur des explications sur les récents événements. Constatant que ce texte renforce les pouvoirs de la police, ils s'inquiètent de l'attitude qu'elle pourrait avoir, car pour les socialistes la situation des étrangers est « moins un problème de législation, a expliqué M. Anciant, qu'un problème d'application des textes ». D'où l'importance pour eux de connaître très précisément les consignes que pourra donner le ministre aux policiers.

Affirmant, à encore, qu'il ne veut pas faire « d'obstruction », le PS a l'intention de déposer une centaine d'amendements et il s'agit que le débat soit notablement « approfondi » pour débattre sur la « fond » pour débattre sur la « forme ». En fait, son objectif, non avoué, est de suffisamment pousser M. Pasqua dans ses retranchements pour l'amener à dire une phrase de trop, pour le pousser à la faute. Histoire, bien entendu, de relancer la discussion et de dévoiler les intentions « cachées » du gouvernement, pour tenter de mobiliser derrière l'opposition, les mouvements philosophiques et religieux qui, après avoir contesté les projets du ministre de l'Intérieur, ont décrié une « trêve ».

THIERRY BRÉHER.

#### « La procédure administrative est très supérieure à la procédure judiciaire »

affirme M. Robert Pandraud

Dans une interview que publie mercredi 9 juillet le *Figaro*, M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, souligne que le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France vise à lutter contre l'immigration clandestine et à faciliter l'expulsion de ceux qui ont enfreint la loi.

Selon lui, on ne portera pas atteinte aux libertés individuelles en confiant à l'administration — et non plus à la justice — les décisions de reconduite à la frontière. Au contraire : « La procédure administrative de reconduite à la frontière est très supérieure à la procédure judiciaire. Celle-ci, peu efficace, avait donné des résultats très limités. Les juges, en effet, n'étaient pas obligés de prononcer la reconduite à la frontière et beaucoup d'entre eux préféraient prononcer une peine d'amende ou d'emprisonnement. Cette situation était tout à fait paradoxale puisqu'elle aboutissait en fait à maintenir sur notre territoire, moyennant le paiement d'une amende ou l'exécution d'une courte peine de prison, les immigrés clandestins ».

« Au plan des libertés individuelles, la procédure judiciaire était particulièrement humiliante et dégradante pour l'étranger lorsqu'elle aboutissait à une peine de prison ».

« J'ajoute d'ailleurs que l'emprisonnement des immigrés clandestins aboutissait à surcharger les établissements pénitentiaires de notre pays ».

« Enfin, la procédure administrative permettra à chaque préfet d'apprécier au cas par cas, en fonction des circonstances humanitaires, les situations difficiles qui lui seront soumises (...) ».

« J'ajoute d'ailleurs que l'emprisonnement des immigrés clandestins aboutissait à surcharger les établissements pénitentiaires de notre pays ».

« Enfin, la procédure administrative permettra à chaque préfet d'apprécier au cas par cas, en fonction des circonstances humanitaires, les situations difficiles qui lui seront soumises (...) ».

### ● L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

#### Le trublion, les apôtres de Saint-Denis et le néophyte canaque...

Le Parlement, c'est comme la météo : les prévisions y sont toujours fautes. On pouvait supposer, par exemple, que la discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie constituerait, le mardi 8 juillet, à l'Assemblée nationale, une simple formalité. Dès lors que le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, s'était mis d'accord avec la commission des lois pour que les députés de la majorité entérinent le texte amendé le 10 juin, en première lecture, par le Sénat, sans en changer une seule virgule (le *Monde* du 8 juin), la messe paraissait dite. Et M. Pons ayant confirmé sa volonté d'obtenir un « vote conforme », l'issue du débat, qui devait se poursuivre ce mercredi, ne fait en effet aucun doute après le rejet (par 324 voix contre 242) de l'exception d'irréversibilité soulevée par les socialistes, qui jugent le projet inconstitutionnel, et celui, à main levée, de la question préalable déposée par les communistes, selon lesquels il n'y avait pas lieu de débattre.

Pourtant, bien que sur le fond tout ait été dit et redit, depuis deux ans, sur la question calédonienne, le débat a été sauvé du ronronnement par les interventions d'un trublion, de deux apôtres de Saint-Denis et d'un néophyte canaque.

Le trublion, ce fut M. Jean-Pierre Soisson. Au nom de l'UDF, le député de l'Yonne, délégué national de son mouvement pour l'outre-mer, n'a pas manqué l'occasion de se démarquer des orientations du RPR suivies par M. Pons. Oh ! Il serait excessif d'affirmer que sa prise de distance gêne vraiment le gouverne-

D'emblée, M. Soisson avait affirmé qu'il voterait le projet de loi. Mais la tonalité critique de son discours, conçu pour servir de point de repère, n'est pas passée inaperçue. M. Soisson a interrogé sur l'opportunité du plan de M. Pons : « Trois réformes en trois ans pour préparer un quatrième statut, c'est beaucoup, c'est même trop. Ce projet de loi était-il vraiment nécessaire ? Un équilibre fragile s'est instauré en Nouvelle-Calédonie. Nous devons le préserver ». M. Soisson a même déposé plusieurs amendements tendant à adoucir la remise en cause du statut « Fabius-Pisani », histoire sans doute de prouver aux libéraux du territoire que l'UDF n'entend pas laisser le champ libre au mouvement séparatiste.

De l'avis de M. Soisson, « les dispositions relatives au développement rural et à l'aménagement foncier doivent permettre de prolonger l'action de réforme foncière engagée il y a plus de six ans » (sous M. Giscard d'Estaing) et « elles ne sauraient être interprétées comme la remise en cause de l'effort accompli en vue d'une meilleure répartition des terres ». Sur ce point crucial M. Soisson conteste donc le choix de M. Pons et du Sénat : « Dans cette perspective la compétence doit revenir à l'Etat et non au territoire ».

Pour quelques mois il n'est pas nécessaire de décider un transfert de compétences. » De même M. Soisson demande-t-il un renforcement des moyens en faveur de l'objectif prioritaire : le développement de l'intérieur de la Grande-Terre et des îles. Il regrette, enfin, que le ministre des DOM-TOM ait cédé aux pressions de ses partisans locaux en laissant au congrès du territoire, contrôlé par les anti-indépendantistes, le soin de fixer les seuls sociaux dans les entreprises. M. Soisson a ainsi bien rempli la fonction de poil à gratter la majorité mais sa démonstration aurait été plus forte s'il n'avait pas retiré ses amendements au moment de la discussion des articles.

#### « L'ennemi, c'est l'Anglais ! »

Les deux « apôtres » qui se mirent en vedette appartenaient à l'Église de M. Le Pen. Intervenant contre l'exception d'irréversibilité défendue par M. Joseph Franceschi (PS, Val-de-Marne) — qui avait invité M. Pons et ses compagnons à se demander ce qu'aurait fait le général de Gaulle en Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Claude Martineau (FN, Hérault) a beaucoup amusé ses collègues du RPR et de l'UDF en exécutant un extraordinaire numéro de batteur tricolore.

Tout y est passé ! Le Carrefour du développement et l'« affaire » de l'ONASEC : « Alors qu'à Paris M. Chaillet offre des studios et des voitures à des hôtes de l'air, que les amis d'un ancien ministre peuvent acheter un château dans le val de Loire avec des fonds publics, qu'à Carcassonne M. Courrière peut « placer » son cousin Fernand dans la fonction publique, il existe en Nouvelle-Calédonie un demi-millier de petits réfugiés, véritables petits harikis du Pacifique, qui en sont réduits à attendre leur survie de la charité ! »

Les jugements sur « les Canaques de la brousse (...) civilisés de la civilisation du jet de pierre », la mise au cachot de l'ancien ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, accusé « d'avoir empêché les gardes de remplir leur mission, d'avoir laissé voler, violer, tuer » : « Ou c'est la sédition, et cela relève de tout le droit », et l'article 68 de la Constitution sur la Haute Cour s'applique. Je ne vois pas pourquoi M. Pisani peut encore se promener librement ».

La négation du droit à l'autodétermination : « Le principe d'autodétermination est une norme perdue, une machine à découper les peuples. Il porte atteinte à l'intégrité du territoire et à l'unité de la République. Quoi ! On a ramené au sein de la France, par le feu et par le sang, la Vendée chouanne, le Langue doc cathare, les Chévennes camargues, la Commune communarde, les girondins et les fédéralistes, et en Nouvelle-Calédonie on laisserait maintenant filer une poignée qui veut l'indépendance ! »

La France « de Dunkerque à la terre Adélie, de Strasbourg à Clipperton, de Brest à Nouméa ! ». Avec, in fine, les pétales de la guerre de Cent Ans : « Je vous pose la question : la France de Bouvines, qui s'est rassemblée derrière l'oriflamme de Saint-Denis, pourrait-elle aujourd'hui résister à la Nouvelle-Calédonie ? »

#### L'épiscopat redoute « les conséquences malheureuses » du nouveau statut

La commission française Justice et Paix, organisme de l'épiscopat catholique, présidée par Mgr André Fauchet, évêque de Troyes, a écrit aux députés qui examinent le projet de nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie. Pour elle, les dispositions de ce texte constituent un retour en arrière et risquent d'entraîner des conséquences malheureuses.

Rappelant l'insistance des forces morales et religieuses de Nouvelle-Calédonie en faveur d'une « conception entre toutes les parties prenantes », la commission Justice et Paix écrit : « Plus ou moins bien acceptées au départ, les structures qui constituent les régions ont détourné vers le développement une agressivité latente. Entre les groupes ethniques divers, elles ont introduit des habitudes de travail en commun ».

Et elle ajoute : « La suppression des organismes chargés du développement et du problème foncier, ainsi que l'aménagement prévu du contenu de l'action régionale peu-

s'arrêter à Thio devant le tee-shirt d'Éloi Machoro ? » Les socialistes en ont eu le souffle coupé.

Compte de M. Martineau et chargé de répondre à la question préalable posée par les communistes, M. Roger Holeindre, député du Front national en Seine-Saint-Denis, sur un registre moins humoristique mais tout aussi toussant, a requis la « réclusion perpétuelle » non seulement pour M. Pisani, mais aussi pour les autres hauts fonctionnaires socialistes impliqués dans les événements de ces dernières années. Il a évoqué également, avec émotion, le sort des vieux pionniers calédoniens isolés en brousse, pour en arriver à la conclusion que le problème calédonien se résume à la rivalité ancestrale... entre les anglicans et les papistes.

Ceux qui détiennent la vérité, selon M. Holeindre, ce sont ces missionnaires qu'il a rencontrés en Nouvelle-Guinée (« de vrai missionnaires », précise l'ancien baroudeur, pas des prêtres ouvriers guchos) et qui lui ont dit en trinquant à la santé de la France : « L'ennemi, c'est l'Anglais ! ».

#### « Bon » et « mauvais » Canaque

Quant au néophyte Canaque de cette histoire, c'est le nouveau député RPR du territoire, M. Maurice Nenon-Pwataho, seul porte-parole de la majorité calédonienne en l'absence de M. Jacques Laffleur en convalescence à la suite d'un infarctus. Pour être de circonstance, son propos ne sonne pas moins juste : « Celui qui, suivant nos coutumes, attend parler au nom de tous les Canaques, celui-là est un menteur car personne, dans notre histoire et aujourd'hui encore, n'a reçu une telle délégation. (...) La France peut être fière de ce qu'elle a accompli dans cette région du Pacifique. (...) Il n'existe pas de problème racial en Nouvelle-Calédonie. (...) J'ai connu l'époque où la citoyenneté française ne nous était pas reconnue, à nous Calédoniens d'origine mélanésienne. (...) De cette époque je ne tire aucun amertume car la France a eu le génie de se remettre en question. (...) Pourquoi faudrait-il salir et accuser la France de tous les maux pour être « bon Canaque » et n'être qu'un « mauvais Canaque » lorsqu'on veut conserver sa nationalité française tout en étant fier de son identité mélanésienne ? ».

M. Pons a passé une journée tranquille, mardi au Palais-Bourbon, malgré les multiples mises en garde du PS et du PC. Le ministre des DOM-TOM a même vécu un rare moment d'occurrences quand, un instant après avoir vu M. Martineau lui exprimer toute son « affection » (dans l'espoir illusoire de voir le gouvernement retirer quelques-uns de ses amendements), il a entendu le président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, pourtant très ferme et parfois même pathétique dans sa dénonciation de la remise en cause du statut actuel et sa demande de renvoi en commission, rendre hommage à sa « sagesse » et à sa tempérance dans l'art « de prendre le vent et de ne pas aller trop loin ».

Que pouvait-il rêver de mieux ?

ALAIN ROLLAT.

### Le Conseil constitutionnel annule les élections législatives dans deux départements

Les électeurs de Haute-Garonne et de Haute-Corse vont retourner aux urnes pour élire à nouveau leurs députés. Réunis mardi 8 juillet, le Conseil constitutionnel a décidé d'annuler l'élection, le 16 mars dernier, des dix députés de ces deux départements. En revanche, les neuf autres ont été maintenus, l'une de M. Jean Gatel, ancien secrétaire d'État à l'économie sociale, tendant à obtenir l'annulation de cette consultation dans le Vanuatu, et une autre de M. Marcel Estrada concourant au même but en Guadeloupe.

Concernant la Haute-Garonne, le Conseil constitutionnel a examiné quatre requêtes qui réclamaient principalement l'annulation des dernières élections législatives dans ce département. Il a constaté que la non-participation à ce scrutin de la liste conduite par M. Gérard Houtet, député socialiste sortant, dont la liste n'avait pas été enregistrée à tort, « a été de nature à affecter les résultats du scrutin et à modifier éventuellement la répartition des sièges entre les listes en présence ».

Cette annulation est aussi gênante pour le PS que pour les partis de la majorité. Elle constitue une véritable suppléance dans la crise que traverse la fédération socialiste de Haute-Garonne (le *Monde* du 12 et du 16 avril). Mécontent de la place qui lui avait été accordée lors de la constitution des listes par le PS,

#### DIX INVALIDATIONS

La décision du Conseil constitutionnel entraîne l'invalidation de dix députés en exercice : cinq de la majorité et cinq de l'opposition. Pour la Haute-Garonne, il s'agit de MM. Gérard Bapt (PS), Pierre Baudis (app. UDF), Jean Diebold (non inscrit), Pierre Montané (app. UDF), Pierre Orat (PS), Alex Raymond (PS), Jacques Roger-Machart (PS), Jean-Paul Séguin (RPR). En Haute-Corse, MM. Pierre Pasquini (RPR) et Emile Zuccarelli (MRG app. PS) sont concernés.

Dans ces deux départements, les résultats des listes ayant obtenu des sièges de députés lors des élections du 16 mars avaient été les suivants : En Haute-Garonne : liste Raymond (PS), 37,90 % ; liste Baudis (divers droite-UDF), 33,94 % ; liste Séguin (RPR), 19,17 % ; liste Pasquini (RPR), 28,17 % et liste Zuccarelli (MRG), 24,03 %.

député sortant — avait décidé de mener sa propre liste. Or le nom et la date de naissance d'un de ses collaborateurs, M. Salva, figuraient également sur une liste de Rassemblement des usagers et contribuables (RUC) des Hautes-Alpes, ce qui interdisait formellement l'article L. 156 du code électoral. Cette constatation avait conduit le commissaire de la République de Haute-Garonne à rejeter la liste Houtet.

Le Conseil constitutionnel lui en fait le reproche en remarquant que le préfet « n'aurait pas dû refuser l'enregistrement de la candidature de la liste conduite par M. Houtet, mais aurait dû saisir le tribunal administratif ainsi d'ailleurs que l'intéressé le lui avait expressément demandé ».

Du côté de la majorité qui n'avait pas réussi avant le 16 mars à constituer une liste unique RPR-UDF, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, va devoir expliquer à ses électeurs pourquoi il brigue un siège de député alors qu'il ne souhaite pas aller au Palais-Bourbon. N'avait-il pas, après le 16 mars, démissionné au profit de son père en raison de la loi sur les cumul de mandats ? Le prochain scrutin pourrait se dérouler le 5 octobre.

Pour la Haute-Corse, le Conseil a également examiné quatre requêtes qui tendaient à l'annulation de l'élection de MM. Pierre Pasquini (RPR) et Emile Zuccarelli

(MRG). Il a considéré que « de nombreuses procédures irrégulières ont été utilisées », le 16 mars à Bastia, que les listes d'émargement « transmises à la préfecture n'étaient pas celles utilisées lors du scrutin », que « la disposition des volets de procuration suivie de la substitution des listes d'émargement faussait tout contrôle du nombre exact et de la validité des votes par procuration ». En conséquence, « de telles irrégularités par leur gravité, leur nombre et le caractère organisé des opérations de vote dans la ville de Bastia et de déterminer avec certitude le nombre de voix obtenues (...) par chacune des listes en présence ».

De nouvelles élections partielles doivent être organisées dans un délai de trois mois, dans ces deux départements, selon le même système que le 16 mars, c'est-à-dire à la proportionnelle. Ces annulations ne modifient en rien, pour le moment, l'équilibre droite-gauche à l'Assemblée nationale, majorité et opposition perdant chacune cinq députés.

Le Conseil constitutionnel a ainsi achevé l'examen des trente-trois requêtes dont il avait été saisi à l'occasion des dernières législatives. Le Conseil a rendu trois décisions donnant acte du désistement des requérants, vingt-deux décisions de rejet et deux décisions d'annulation.



هكذا امه الاصل

(PUBLICITÉ)

# Ou bien, les capitaux restent à l'étranger et font travailler des étrangers. Ou bien, ils rentrent en France et font travailler des français.



DE TOUTES FAÇONS  
LES CAPITAUX,  
C'EST PAS MORAL !

Cette annonce n'émane pas d'un quelconque comité du genre : La Mémoire-Qui-Flanche, Les Yeux Mi-Clos, Espace 81, Là et Ailleurs. Elle est signée du Rassemblement Pour la République

**Rassemblement  
Pour la République**





## POLITIQUE

### AU SÉNAT

#### La majorité contre-attaque pour sortir M. Léotard de l'enlèvement

Décidément, le Sénat affectionne la période estivale pour faire parler de lui. 1984 : l'école privée et le référendum sur le référendum ; 1985 : la Nouvelle-Calédonie ; 1986 : la communication. Les sujets se suivent sans se ressembler, et les rôles s'inversent. La droite est toujours largement majoritaire au Luxembourg ; hier elle combattait le gouvernement socialiste, aujourd'hui elle combat l'opposition socialiste.

Depuis le 25 juin (date à laquelle s'est ouvert en séance publique le débat sur le projet de loi relatif à la communication), la majorité sénatoriale s'est montrée attentive, laissant la commission spéciale chargée d'examiner le texte, et le gouvernement faire face à l'obstruction de la gauche, des socialistes en particulier. Du coup, M. François Léotard est apparu politiquement isolé entre des sénateurs obligés à des « tours » de présence muette, une commission recevant son texte, et une poignée de sénateurs socialistes munis d'amendements par centaines et prêts à tenir un long siège.

Commencé lundi 7 juillet, l'examen des amendements sur le seul article 33 du projet (qui fixe les conditions dans lesquelles la CNCL autorise l'usage des fréquences par les radios) n'a pu être achevé dans la journée du mardi. « Ce n'est même plus de l'enterrement, c'est du pourrissement ! » Cette constatation explique que la majorité ait aujourd'hui décidé de réagir.

Après avoir envisagé plusieurs hypothèses, les responsables de la majorité sénatoriale vont se mettre en avant. La venue de M. Jacques Chirac dans l'hémicycle pour soutenir son ministre est apparue prématurée ou risquant d'être interprétée comme un signe de dramatisation inutile aux yeux de l'opinion ; puis, que difficultés il y a au palais du Luxembourg, autant tenter de les régler *intra muros*. A commencer par l'exploitation faite des confidences peu amènes des sénateurs de la majorité sur le projet de loi ou sur celui qui a la responsabilité de le défendre.

Une conférence de presse des présidents et responsables des groupes de la majorité, mercredi midi, devait permettre d'affirmer « l'union » de la majorité au Sénat, « ni nouvelle ni menacée » selon la formule de M. Marcel Lucotte. Ce dernier, président du groupe RI et conseiller politique de M. Léotard au PR, en sa qualité de coordinateur de la majorité sénatoriale, devait aussi faire part du « soutien sans réserve » sur la « forme » et sur le « fond » de ses amis à la réforme de l'audiovisuel promise dans la plateforme RPR-UDF, et de la « détermination » à voir le texte adopté au cours de l'actuelle session extraordinaire, aussi longue doit-elle être.

Tout cela assorti d'une « mise en garde » à l'intention de la minorité sénatoriale, c'est-à-dire d'une « opposition communiste militante entraînée » et d'une « opposition socialiste légitimée ». C'est surtout cette dernière qui est visée par la contre-attaque de la majorité, comme l'attestent les propos tenus mardi par MM. Jean-Claude Gaudin et Pierre Messmer. Les présidents des groupes UDF et RPR de l'Assemblée nationale ont insisté sur le soutien logistique apporté aux

sénateurs socialistes par d'anciens membres du cabinet de M. Georges Fillioud. S'y ajoute le fait que, selon eux, les socialistes agissent en « étroite liaison avec les hommes de l'Elysée », accusation traditionnelle qui prend appui sur la présence au Sénat de M. Michel Charasse, élu du Puy-de-Dôme et conseiller technique auprès de M. François Mitterrand. Si les sénateurs socialistes ne font pas mystère de l'aide apportée par les spécialistes du PS sur les aspects techniques du dossier, ils se défendent de tout encouragement venu du palais présidentiel. Le choix de retarder, voire d'empêcher l'adoption du projet, la définition de la tactique à adopter se font, pour eux aussi, *intra muros*.

#### Une chambre d'appel ?

Après quelque soixante-douze heures de discussion publique, la question reste posée de savoir comment en sortir ? La détermination prend le pas au sein de chaque camp sur les nuances qui pouvaient s'exprimer sur le fond de la réforme. La majorité soudée dans la dénonciation de l'obstruction pratiquée par les socialistes, ceux-ci motivés par les possibilités de blocage qui existent dans la deuxième chambre du Parlement : le schéma est classique.

Il ne manque pas d'inquiéter les députés. Certes, MM. Gaudin et Messmer comprennent que leurs amis sénateurs entendent regarder de près un texte qui « sera épluché », selon la formule du président du groupe UDF, par le Conseil constitutionnel. Toutefois, le même M. Gaudin constate que « les sénateurs font durer le plaisir » et, parallèlement, il lui semble maintenant indispensable que le gouvernement « aille au bout » de l'adoption de sa loi. La session parlementaire est donc partie pour durer, au risque de compromettre l'examen des autres projets inscrits au son ordre du jour.

Reste que M. Léotard pourrait trouver au Palais Bourbon une chambre d'appel. Ainsi M. Messmer promet que, « si le projet gouvernemental est trop déséquilibré, les députés pourraient réagir ». Le déséquilibre pourrait venir entre autres du maintien, fût-il provisoire, des concessions de la « 5 » et de la « 6 ». Le président du groupe RPR observe que les sénateurs « ont travaillé dans la nuance » mais que lui est peu partisan de cette technique. De même la composition de la CNCL, si elle satisfait M. Gaudin, suscite chez M. Michel d'Ornano des regrets (le Monde du 8 juillet). La modification de cette composition ne remplit pas d'aise non plus le président du groupe RPR qui, « à titre personnel », n'apprécie guère « le voisinage de personnalités désignées par des instances politiques et d'autres élues par des instances judiciaires ». En tout état de cause, MM. Gaudin et Messmer semblent prêts à taire leurs insatisfactions car, estiment-ils, vu la tournure prise par l'examen de cette loi, le gouvernement se doit d'utiliser la 49-3 pour l'adoption de sa réforme à l'Assemblée nationale... dès que le débat fléchira vers le Sénat.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### SELON UN SONDAGE

#### 56 % des électeurs communistes souhaitent le départ de M. Marchais

Un sondage fait par la SOFRES pour un groupe de quotidiens de province, qui en publie les résultats le mercredi 9 juillet, indique que 65 % des personnes déclarant avoir voté pour le Parti communiste le 16 mars dernier expriment leur « sympathie » pour le courant « rénovateur » au sein de ce parti. 16 % d'entre elles expriment un sentiment différent, 19 % sont sans opinion.

Selon cette enquête, menée du 20 au 25 juin, auprès d'un échantillon de mille personnes, représentatif de la population française en âge de voter, le PCF apparaît aux Français dans leur ensemble comme un parti « divisé » (67 %) plutôt qu'« uni » (21 %), tandis que les électeurs communistes, à l'inverse, le jugent « uni » (55 %) plutôt que « divisé » (38 %). Les deux groupes, en revanche, souhaitent majoritairement que M. Georges Marchais soit « remplacé dans les prochains mois à la tête du Parti communiste », mais 44 % des Français dans leur ensemble n'ont pas d'opinion à ce sujet, alors que cette proportion n'est que de 16 % chez les électeurs du PCF, 56 % d'entre eux souhaitant le départ du secrétaire général et 28 % son maintien.

47 % des électeurs communistes (contre 30 %) souhaitent la convocation d'un congrès extraordinaire du PCF à l'automne prochain (ce que demandent les opposants), et 69 % d'entre eux (contre 5 %) estiment que l'action de M. Pierre Juquin, principal porte-parole de l'opposition au comité central, ne justifierait pas sans exclusion du parti. Parmi les candidats possibles du PCF à l'élection présidentielle, M. Marchais ayant annoncé qu'il ne se présentera pas, M. Charles Fiterman arrive en tête comme « meilleur candidat » aux yeux de l'ensemble des Français (24 %), suivi par MM. André Lajoinie (7 %), Georges Ségué (6 %), Antéc Le Pors (5 %) et Jean-Claude Goyssot (2 %). Chez les électeurs du PCF, M. Fiterman est aussi en tête (40 %), suivi par MM. Lajoinie (16 %), Le Pors (9 %), Goyssot et Ségué (5 %). Comme la majorité des Français (39 % contre 27 %), les électeurs communistes souhaitent, à 58 % contre 21 %, que le PCF appelle à voter pour le candidat socialiste au second tour de la prochaine élection présidentielle.

## COMMUNICATION

### Point de vue

#### LA PRIVATISATION DE TF1

#### Lettre ouverte aux gaullistes

Le gouvernement, vous le savez, a décidé la privatisation totale de TF1. Au-delà, le projet de loi prévoit la possible privatisation d'autres secteurs entiers du service public de l'audiovisuel (SFP, stations régionales de radio et de télévision) et la dérogation totale des télécommunications.

Certains leaders politiques qui, comme vous, en rêvent encore aujourd'hui de la tradition gaulliste, vous appellent à soutenir cette décision. Pourtant, vous ne pouvez pas l'ignorer : ces choix concernant l'audiovisuel ne sont pas seulement non gaullistes, ils sont anti-gaullistes.

Souvenez-vous : le général de Gaulle a toujours repoussé lui-même les projets de privatisation qui étaient proposés par certains de ceux qui l'entouraient. Souvenez-vous : ils ont attendu la mort du général de Gaulle et de Georges Pompidou pour, en 1974, faire voter la loi, au mois d'août, le démantèlement de l'ORTF.

Pourt-être êtes-vous de ceux qui croyaient sincèrement, en 1974, qu'il s'agissait d'adapter le service public de l'audiovisuel aux conditions modernes de la communication. Peut-être pensiez-vous, réellement, qu'il y avait, cette année-là, un déficit important, comme on vous le disait. Vous savez, maintenant, qu'il n'en était rien et que l'ORTF fut, en réalité, bénéficiaire. Et vous avez vu, dans les rapports de la Cour des comptes, combien la réforme de 1974 fut cause de dysfonctionnements, de gâchis et d'appauvrissement de la culture.

Souvenez-vous : pendant la grande crise de la SFP, en 1978-1979, le gaulliste André Astoux, ancien directeur-général adjoint de l'ORTF, exprimait ainsi son sentiment : « La vérité est que les gaullistes ont une conception de l'évolution de la société, qui exclut la reconnaissance de la dimension culturelle. Dès l'origine, j'ai essayé de faire entendre que la réforme de 1974 de l'ORTF était une imposture. Les faits le confirment chaque jour. »

Souvenez-vous encore, le 14 juin 1972, Edgar Faure, rapporteur de la Commission des affaires culturelles, déclarait : « Pour-on laisser à la disposition de l'industrie privée, uniquement préoccupée, selon sa logique, de la rentabilité et du profit, la gestion d'une activité qui s'installe dans l'intimité du foyer ?... La notion essentielle, c'est que le service public, à l'inverse du secteur commercial, s'inspire, au moins théoriquement, du souci éducatif et culturel qui correspond à une mission propre de l'Etat envers la collectivité ».

La presse et l'édition font des émules au second marché boursier. Succèdent aux publications Filipacchi et aux Editions Belfond, qui sont déjà cotées depuis plusieurs mois sur le marché des bourses, les Publications Denis Jacob (revues spécialisées sociologiques), sont cotées en Bourse depuis le 19 juin dernier et un autre groupe de presse, spécialisé cette fois-ci dans l'information économique et financière, a été introduit le 7 juillet au second marché de la Bourse de Paris, dans le cadre d'une opération conduite par le Crédit commercial de France et la charge d'agents de change Ferri-Germe. Il s'agit d'AGEFI-Développement, une société-holding qui détient pour l'instant une participation unique de 98,50 % dans le capital de l'AGEFI SA, société éditrice d'un quotidien du même nom, bien connu des milieux financiers. Or l'AGEFI, qui a vu le jour en 1911, fournit des informations boursières relatives à la vie des sociétés et institutions tant françaises qu'étrangères. Disposant officiellement d'un fichier de sept mille abonnés et d'une équipe d'une soixantaine de personnes, elle a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires de 69 millions de francs (réparti en 23 millions environ, au titre des abonnements, et 46 millions en publicité financière et à dégaçé un bénéfice après impôt de 4,6 millions de francs).

Le but de cette introduction en Bourse ? « Essentiellement pour une question de notoriété », répond M. Bruno Bertez, patron de l'AGEFI et du groupe de presse qu'il a constitué autour d'autres publications. Mais, dans un deuxième temps, « Nous avons besoin de reconstruire le potentiel d'acquisition du groupe, voire de

publique, envers les citoyens, envers la jeunesse ».

Jacques Chirac lui-même, en 1974 déjà premier ministre, se souvient-il de ses propos dans l'exposé des motifs de la loi du 7 août 1974 ? : « Dans des structures renouvelées, la radio et la télévision demeurent un bien commun de la nation et soumis à aucun intérêt particulier, ouvert à tous, sans distinction de condition, de croyance, mais respectueux de la liberté de chacun. »

#### Un recul sans précédent

Comme le rappelaient les résistants de la Radiodiffusion télévision française dans une lettre du 10 avril 1986 au premier ministre, le général de Gaulle, à la Libération, donnait mission à un groupe de résistants de préparer les nouvelles structures de la radio : « Il s'agissait de doter notre pays, au fur et à mesure que se libéreraient les villes et les régions, d'une radiodiffusion de la nation française », laquelle, par une volonté délibérée de rupture avec ce qui existait avant et pendant l'occupation, ne ferait aucune place aux intérêts privés. »

Comme le précisait encore l'association des résistants dans la même lettre : « L'apparition de nouveaux médias, la multiplication des radios locales libres et l'apparition de chaînes de télévision privée rendues possibles par les progrès techniques réalisés dans tous les domaines, ne portent pas atteinte à cette doctrine historique. Mais il n'en serait pas de même des décisions qui seraient pour effet de spolier la nation française en bradant à des intérêts privés ce qui fait partie intégrante de son patrimoine et constitue, aujourd'hui, le service public. »

Nous pensons que le service public peut et doit être amélioré. Nous pensons que la séparation nette qui fut réalisée, en 1982, par la création de la Haute Autorité, entre le service public et le pouvoir politique du pays, était nécessaire, indispensable, mais pas encore suffisante. Vous pouvez, avec nous, avec tous les citoyens soucieux de préserver l'avenir démocratique, agir pour de nouvelles améliorations. Mais ne soyez pas, devant l'histoire, de ceux qui auront décidé ou laissé décider un recul culturel sans précédent dans la nation. Rejoignez ceux qui s'engagent pour la sauvegarde et l'amélioration du service public de la radiodiffusion française.

Pour le Comité national « la Télé est à nous ». CHRISTIAN DES PALLIERES.

### APRÈS PLUSIEURS ÉDITEURS ET GROUPES DE PRESSE

#### M. Bruno Bertez introduit l'AGEFI en Bourse

La presse et l'édition font des émules au second marché boursier.

Succèdent aux publications Filipacchi et aux Editions Belfond, qui sont déjà cotées depuis plusieurs mois sur le marché des bourses, les Publications Denis Jacob (revues spécialisées sociologiques), sont cotées en Bourse depuis le 19 juin dernier et un autre groupe de presse, spécialisé cette fois-ci dans l'information économique et financière, a été introduit le 7 juillet au second marché de la Bourse de Paris, dans le cadre d'une opération conduite par le Crédit commercial de France et la charge d'agents de change Ferri-Germe. Il s'agit d'AGEFI-Développement, une société-holding qui détient pour l'instant une participation unique de 98,50 % dans le capital de l'AGEFI SA, société éditrice d'un quotidien du même nom, bien connu des milieux financiers. Or l'AGEFI, qui a vu le jour en 1911, fournit des informations boursières relatives à la vie des sociétés et institutions tant françaises qu'étrangères. Disposant officiellement d'un fichier de sept mille abonnés et d'une équipe d'une soixantaine de personnes, elle a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires de 69 millions de francs (réparti en 23 millions environ, au titre des abonnements, et 46 millions en publicité financière et à dégaçé un bénéfice après impôt de 4,6 millions de francs).

Le but de cette introduction en Bourse ? « Essentiellement pour une question de notoriété », répond M. Bruno Bertez, patron de l'AGEFI et du groupe de presse qu'il a constitué autour d'autres publications. Mais, dans un deuxième temps, « Nous avons besoin de reconstruire le potentiel d'acquisition du groupe, voire de

disposer d'argent pour d'autres sociétés ou projets ».

C'est avec la Vie française qu'il a commencé sa carrière journalistique, lorsque cet hebdomadaire financier travaillait à une grave crise financière, en 1978. Entré comme conseiller de la rédaction en chef, M. Bertez a rapidement acquis le pouvoir et entrepris un incontestable redressement, avec l'appui de M. Jean-Pierre Peyraud.

#### Trois sociétés nouvelles

La suite, c'était le rachat, en 1984, de la SEFEP de l'AGEFI et du Nouveau Journal, un quotidien de l'après-midi initialement axé sur les seuls cours de Bourse assortis de commentaires. Ce dernier, profondément remanié, rebaptisé la Tribune de l'économie et enrichi d'une nouvelle équipe rédactionnelle, devait, cependant, déboucher sur un échec commercial.

Un grave conflit interne devait aboutir à la démission de près d'une trentaine de journalistes de la Tribune, qui continue cependant à paraître.

Dans le même temps, M. Bertez était confronté aux difficultés de l'imprimerie de la presse nouvelle (où le groupe a investi quelque 35 millions de francs), nées essentiellement du départ de deux publications économiques, les Echos et Investir, qui y étaient imprimées jusque-là. M. Bertez décidait, à l'issue d'une des nombreuses restructurations de capital qu'ont connues la SEFEP et l'Opinion SA, les deux entités qui coiffent le groupe, de créer des sociétés dis-

### L'ANNONCE DE « MESURES D'URGENCE »

#### Les syndicats de l'AFP consultent la base

Le conseil d'administration de l'Agence France Presse (AFP) a accepté mardi 8 juillet le plan de restructuration proposé par M. Henri Pigeat, le PDG de l'agence. Seuls les deux représentants du personnel se sont opposés aux « mesures d'urgence » de M. Pigeat, qui prévoient notamment la suppression de 300 emplois d'ici à la fin de l'année 1988, dont 200 en un an ; 56 postes de journalistes seront cependant créés à l'étranger, ce qui réduit à environ 250 le nombre d'emplois supprimés, une centaine chez les rédacteurs, 75 parmi les employés et 70 parmi les techniciens.

M. Pigeat envisage par ailleurs de décentraliser sur les régions correspondant à leur marché certains des bureaux d'information Afrique-Asie fusionneront en une rédaction centrale ; le desk anglais s'installera à Washington ; le bureau de Hong Kong sera renforcé. Le desk Asie-Pacifique du Sud sera également établi à Washington. La nouvelle configuration des services prévoit aussi le transfert des équipes des radios en langue russe à Moscou et le renforcement d'un centre régional du Proche-Orient basé à Nicosie (Chypre). Enfin, le service allemand, bien que largement déficitaire, sera déplacé de Paris à Bonn.

Plusieurs secteurs d'activité doivent être supprimés au siège parisien, en particulier le service des magazines, la rubrique « hebdo », et les horaires des rédacteurs augmenteront d'une heure quotidienne. A cause du caractère pénible de la rédaction sur console informatique, les journalistes de l'AFP ne travaillaient jusqu'à présent que six heures et demie par jour. Le réseau de province doit en outre être réorganisé en 1987, ce qui entraînera la suppression de 50 postes non rédactionnels.

Le PDG de l'AFP espère rétablir l'équilibre financier en 1989 et a obtenu une dotation gouvernementale de 80 millions de francs, dont 30 millions versés immédiatement ; 60 millions de francs pourraient par ailleurs provenir d'emprunts que l'AFP contracterait auprès de banques au cours de l'automne prochain.

L'annonce de ces mesures attendues, il est vrai, depuis quelque temps n'a pas provoqué de mouvement immédiat. On signalait bien comme un fantasme précoce le fait qu'un morcraou du plafond s'était subitement effondré au troisième étage de la rédaction. Mais les agents s'appliquaient sur leur clavier en attendant le compte rendu de la réunion de l'intersyndicale convoquée dans la foulée de celle du comité d'entreprise en début d'après-midi.

Les syndicats ont finalement tenu une assemblée générale pour rendre compte de leurs positions. La CGT

organise une consultation parmi ses membres avant de se prononcer mercredi sur un éventuel mouvement de grève. La CFDT, FO, le SNJ et la CFTC, toutes catégories de personnel confondues, ont réaffirmé leur « refus des licenciements autres que les départs volontaires ». Ils proposent que « le personnel soit consulté à Paris, en province et dans les bureaux étrangers pour décider ou non la grève totale reconductible sur tous les fils de l'agence ». Résultat du vote le jeudi 10 juillet.

CATHERINE YOUNOU.

#### Après le rachat de l'agence

#### LE PDG DE UPI DÉMISSIONNE

Le PDG de l'agence de presse américaine, United Press International (UPI), M. Luis G. Nogales, a annoncé, mardi 8 juillet, sa démission. Il occupait ce poste depuis mars 1985. M. Nogales est remplacé par M. Mario Vasquez-Rana, éditeur de journaux le plus important du Mexique mais aussi l'un des responsables de l'association internationale des Jeux olympiques. Le 10 juin dernier, après accord de la justice américaine et en association avec un homme d'affaires de Houston (Texas), M. Joe Russo, M. Vasquez-Rana a pris le contrôle de UPI pour un montant de 41 millions de dollars.

Le PDG démissionnaire, M. Nogales, âgé de quarante-deux ans, avait rejoint l'agence, en 1983, au poste de directeur administratif. Il en était devenu le directeur général en septembre 1984, date à laquelle il avait élaboré un plan de quinze mois pour tenter de redresser la situation de UPI qui connaissait, alors, une grave crise financière.

#### Radio Ici et Maintenant

#### LA HAUTE AUTORITÉ DEMANDE À RFM ET À SKYROCK DE BAISSER LEUR PUISSANCE

M<sup>me</sup> Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, et M. Claude Contamine, PDG de Télédiffusion de France (TDF), se sont entre-tenus mardi 8 juillet du problème de la radio Ici et Maintenant, dont les animateurs ont engagé une grève de la faim le 7 juin pour protester contre les conditions de diffusion des radios locales parisiennes. La Haute Autorité a décidé de demander aux stations Skyrock et RFM, qui encadrent Ici et Maintenant sur la bande FM, de baisser leur puissance.

En ce qui concerne les radios périphériques Europe 1 et RTL, trop puissantes selon les grévistes de la faim, M<sup>me</sup> Cotta a réaffirmé dans un communiqué que cette question « relevait uniquement de la compétence gouvernementale ». TDF se dit prêt à « rechercher des solutions techniques susceptibles d'améliorer immédiatement la réception d'Ici et Maintenant sur Paris ». L'établissement public a évoqué, selon l'un des animateurs de la radio, « la possibilité à long terme d'une transmission depuis la tour Eiffel », mais les grévistes de la faim ont indiqué qu'ils poursuivraient leur jeûne tant qu'« une solution immédiate n'aura pas été trouvée ».

#### Le sort du plan-câble

#### LES INDUSTRIELS S'INQUIÈTENT DU DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

Les industriels de l'électronique s'inquiètent du « désengagement partiel » de l'Etat dans le domaine du câble. Rassemblés au sein de la Commission de distribution de la télévision par câble (CODITEC), ces entreprises, qui réalisent un chiffre d'affaires global de 70 milliards de francs par an et qui dépendent pour une bonne part des commandes de la direction générale des télécommunications (DGT), appellent les pouvoirs publics à « faciliter plutôt qu'à ralentir la position d'entrepreneur prise par la DGT » en matière de réseaux câblés. Elles ajoutent que « le secteur privé ne pourra constituer qu'un complément et non une substitution » à l'action de l'Etat dans l'établissement des réseaux.

L'industrie électronique réagit ainsi à la volonté déclarée du secrétaire d'Etat aux PTT de remettre en question le plan-câble de 1982, de renoncer au financement automatique des réseaux et de laisser le champ libre à des investisseurs privés pour concurrencer la DGT (le Monde du 7 juin).

SERGE MARTI.







## SOCIÉTÉ

Le dénouement de l'affaire Greenpeace

## L'accord avec la France continue d'être sévèrement critiqué en Nouvelle-Zélande

Le dénouement de l'affaire Greenpeace continue de soulever des vagues de protestation en Nouvelle-Zélande où le premier ministre, M. David Lange, fait face aux critiques acerbes de la presse et de l'opposition parlementaire. Selon un sondage réalisé le mardi 8 juillet, lors d'une émission télévisée, 63 % des Néo-Zélandais seraient hostiles au transfert des agents français à Hao alors que 30 % y seraient favorables.

Au Parlement de Wellington, quatre députés de l'opposition qui tentaient, en les riant, d'empêcher les représentants de la majorité de s'expliquer, ont été expulsés. Le chef de l'opposition, M. Jim Bolger, est intervenu dans le débat pour stigmatiser la « courtoisie » de M. Lange « auquel il ne pourra plus jamais accorder sa confiance ».

Dans leurs éditions de ce mercredi, deux importants quotidiens australiens, le *Sydney Morning Herald* et *The Australian*, ont, de leur côté, accusé M. Lange d'« hypocrisie ». Le premier ministre néo-zélandais a « vendu ses principes pour une poignée de heures », écrit notamment *The Australian*, propriété du magnat de la presse, M. Robert Murdoch.

Les Etats-Unis se sont, pour leur part, « félicités » de l'intervention de l'accord. « Les Etats-Unis sont favorables au règlement pacifique des disputes en accord avec les principes de la charte de l'ONU », a ajouté, mardi, un porte-parole du département d'Etat à Washington. Même son de cloche à Bonn, où le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, remercie personnellement, ce mercredi, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, attendu en visite officielle en Allemagne fédérale.

A Paris, entretemps, le ministère de la Défense a refusé, mardi, de commenter les révélations faites à Wellington par un historien néo-zélandais, M. Michael King, qui affirme que les charges explosives placées sous le *Rainbow Warrior* avaient été déposées par un agent de la DGSE nommé Jacques Camurrier. Dans un livre à paraître jeudi, *The Death of the Rainbow Warrior* (« La mort du *Rainbow Warrior* »), M. King affirme que les charges placées sous le navire ont été par une troisième équipe formée de Jacques Camurrier, Jean-Louis Dorman, Alain Tonel et François Verlet.

## A l'étranger

■ DANS LE MILIEU DES NATIONS UNIES, on se félicite naturellement de l'accord conclu entre la France et la Nouvelle-Zélande sous l'autorité de M. Perez de Cuellar. L'Association française pour les Nations unies, que préside M. Gabriel Peronnet, a adressé au secrétaire général un message de félicitations dans lequel elle souhaite « que ce succès serve de modèle à travers le monde ».

■ A LA HAYE, le gouvernement néerlandais se réjouit également de l'accord, et rappelle que M. Rüd Lubbers, premier ministre, avait publiquement invité la Nouvelle-Zélande et la France à soumettre leur différend à une troisième partie.

■ A MOSCOU, où séjourne actuellement M. Mitterrand, l'agence Tass a fait rapidement état lundi, sans commentaire, de l'accord franco-néo-zélandais, en relevant le rôle joué par M. Perez de Cuellar à cet égard.

## ENVIRONNEMENT

## L'an X de la révolution verte

(Suite de la première page)

Une orchidée rare, comme à Olyo (Alpes-Maritimes), peut retarder l'implantation d'un Club Méditerranée. Et le TGV Atlantique, pour compenser d'inevitables destructions, recrée des mares pour le confort des grenouilles !

« Avant, on pouvait tout chasser, sauf quelques rares espèces. Aujourd'hui, c'est le contraire », note avec satisfaction Jean-Patrick Le Duc, secrétaire général de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSNP). Que la faune sauvage — et aussi domestique, puisque la loi a étendu la protection à tous les animaux — acquière une existence légale, c'était en effet une révolution mentale. C'en était une aussi d'accorder aux associations de protection de la nature le droit de se porter partie civile contre un aménagement destructeur, voire de déposer un recours devant le tribunal administratif pour un simple vice de forme. « Il y a un progrès incontestable », affirme Jean-Pierre Raffin, qui vient d'achever son mandat de président de la FFSNP. Avant la loi, on peut estimer que 10 % seulement de nos recours étaient admis. Aujourd'hui, ce serait plutôt 90 %.

## Les ruses des aménageurs

De quoi se plaint-on, alors ? Si la loi a érigé l'étude d'impact en règle pour les projets d'une certaine dimension, elle n'a pu éviter les ruses. Certains aménageurs fractionnent leur projet pour qu'il demeure en dessous de la barre légale — comme on l'a vu pour le drainage des marais de l'Ouest. D'autres soustraient l'impact à un bureau d'études qui leur fournit un dossier tout ficelé. Les voilà disposés de réfléchir eux-mêmes. « Une bonne étude d'impact devrait être un outil de décision », observe M. Corinne Lepage, spécialiste du droit de l'environnement. Or, ce n'est souvent qu'une formalité administrative, une simple pièce à joindre au dossier.

La loi de 1976 n'a pu contourner l'obstacle de la propriété foncière. Même si elle invite l'aménageur à proposer des « variantes », c'est-à-dire des formules alternatives, elle ne lui en fait pas obligation. Un aménagement ne se fait pas en fonction de l'environnement, mais en fonction du terrain — des crédits ! — dont on dispose. « On ne peut pas attendre beaucoup d'une étude d'impact si le problème est séparé de la maîtrise des sols », constate M. Christian Huglo, le défenseur de toutes les victimes des catastrophes écologiques.

L'étude d'impact souffre aussi de graves lacunes. Elle n'a pas besoin d'être rendue publique pour être légale, ce qui autorise toutes les cachotteries. Surtout, ses conclusions, même très défavorables, n'empêchent pas la décision. L'administration, par exemple, n'est pas obligée de tenir compte des contre-projets éventuels soumis par les associations. Ces dernières peuvent alors saisir le ministre, mais celui-ci reste totalement libre de ses actes. En milieu rural, « l'urbanisation échappe de plus en plus aux études d'impact », note Dominique Prieur, professeur de droit de l'environnement à l'université de

Limoges. « Le Conseil d'Etat considère qu'un plan d'occupation des sols (POS) est déjà une étude d'impact en soi. Or, avec la décentralisation, les POS sont de plus en plus bécotés ».

La preuve a contrario que les études d'impact ont un effet limité est donnée par les industriels eux-mêmes. « L'étude d'impact ? Mais c'est ce que nous faisons avant, en plus formalisé. Conceptuellement, ça n'a rien changé », déclare M. Jacques de Perthuis, responsable de la commission environnement au CNPF. Aux yeux des entrepreneurs privés, la loi de 1976 n'a introduit que des formalités nouvelles, qui entraînent des délais supplémentaires. Pécadillies, en somme.

Il n'est pas de même, semble-t-il, pour les aménageurs publics. « Je peux vous dire que les Ponts et Chaussées font très attention aujourd'hui », coupe M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne et rapporteur de la loi qui ne porte pas son nom — ni celle de qui, conque, tant il y avait consensus. Il se rappelle comme il avait dû batailler pour faire admettre aux grands corps de l'Etat la nécessité de l'article 2 créant l'étude d'impact. « Si les Ponts et Chaussées ont fait passer l'autoroute A 86 en souterrain à Nogent-sur-Marne, c'est grâce à cette loi. C'est aussi grâce à elle que l'on peut condamner aujourd'hui Rhône-Poulenc ou Elf-Aquitaine, là où on ne s'en prenait avant qu'aux ferrailleurs. Mais il a fallu cinq ou six ans pour que la greffe prenne ».

## Faune et flore

S'il est souvent contourné ou dévoyé, l'article 2 est en règle générale appliqué. Les articles concernant la protection de la faune et de la flore, en revanche, ne le sont pas. Et pour cause : ils sont pratiquement inapplicables sur le terrain. « Il y a quatre cents espèces énumérées au tableau de la flore protégée », explique le directeur de la protection de la nature au ministère de l'environnement, M. François Letermeux. « Les botanistes en voulaient dix fois plus, mais il en faudrait dix fois moins pour que les gendarmes puissent dresser procès-verbal à bon escient ». On se dispense donc de punir d'éventuels contrevenants. Comme on oublie de faire respecter des textes qui, pris au pied de la lettre, interdisent au citoyen ordinaire toutes sortes d'activités naguère considérées comme innocentes.

Comment se livrer en amateur à la chasse aux escargots si l'on ne sait pas distinguer les trois espèces autorisées des sept qui restent interdites ? Comment collectionner insectes ou papillons si l'on n'a pas sous le bras un exemplaire du *Journal officiel* et les savants ouvrages qui décrivent chaque animal ? Comment expliquer à des gosses qui capturent des tritons dans une mare qu'ils commettent un délit ? Et comment la marée hautes, qui a déjà fait à faire avec les automobilistes, pourrait-elle punir pour transport prohibé ceux qui ramassent une chouette ou un hérisson sur le

bitume ? Ecraser un hérisson sur la route est licite, mais ramasser son cadavre est interdit.

On est passé d'un extrême à l'autre, admet Pierre Pellerin, naturaliste et farouche protecteur. La loi est trop dogmatique. « Mais il lui reconnaît l'immense mérite d'avoir mis un terme aux « persécutions de la faune, qui étaient la règle et sont devenues l'exception ». Comme le constate pour sa part M. Letermeux, « les espèces ont cessé de disparaître en France ». Son adjoint, M. Gilbert Simon, précise : « La plupart des animaux qui étaient détruits volontairement, que ce soit par la chasse, le piégeage, l'empoisonnement, ou pour la pelletterie et la taxidermie, ont vu leurs effectifs augmenter depuis la sortie des textes de protection ». Un bon point donc. La rigueur, inapplicable dans le détail, a été globalement positive.

## Mission impossible

Restent de graves lacunes, que la loi n'a pas prévues. En dehors des gendarmes, des gardes-chasse et des gardes-pêche, aucune « police de la nature » n'a été mise en place pour faire appliquer la loi. On a créé quelque quatre-vingt-trois réserves naturelles, mais les crédits de gestion ont été en diminuant. Si les associations ne prennent pas le relais, bénévolement, les espaces théoriquement protégés restent à l'abandon et les élus, bientôt, se mobilisent pour les récupérer. Dans le rapport préparé pour l'anniversaire de la loi, la direction de la protection de la nature au ministère de l'environnement écrit : « Sauver le lynx, l'ours, les aigles migrateurs, les zones humides et les espèces marines avec quelques millions de francs par an et aucun service national sérieux relève de la mission impossible ».

La loi veut sauver l'ours des Pyrénées ou la grande outarde de la Crau, mais elle ne peut à elle seule préserver leur biotope, condition de leur survie. La protection administrative, même effective, ne vaut pas la protection du milieu. A quoi bon des listes interminables de noms latins au *Journal officiel* si, par ignorance ou par commodité, les cultivateurs continuent à déverser dans leurs champs des tonnes d'herbicides et d'insecticides ? Même reconnu d'intérêt général, le patrimoine naturel reste menacé, car certains intérêts sont plus « généraux » que d'autres. Ce n'est pas pour préserver la nature que l'on a finalement renoncé à la centrale nucléaire de Flageol ou au camp militaire de Larzac. Et ce ne sont évidemment pas les études d'impact qui ont empêché les ingénieurs d'EDF d'entreprendre le chantier de la centrale de Civaux ou qui dissuadèrent les ingénieurs de construire le pont de l'île de Ré, si telle est la volonté du département.

La « révolution tranquille » de M. d'Ornano commence à peiner. Le patrimoine naturel avait besoin d'une loi. Il ne lui manque plus que des hommes, des crédits et une véritable détermination politique.

ROGER CANS.

## SPORTS

## LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

## Repli stratégique

Vainqueur mardi 8 juillet de la cinquième étape Errev-Villers-sur-Mer, Johan Van der Velde a emporté le maillot jaune avec 36 secondes d'avance sur le précédent leader Dominique Gaigne. Il s'était détaché dès le quinzième kilomètre en compagnie de Joël Pélissier. Cette échappée, qui faisait indirectement

le jeu de l'équipe Système U, consciencieuse de partager les responsabilités, s'assura jusqu'à 5 minutes 45 secondes d'avance.

Les coureurs de Cyrille Guimard, sur la défensive, réagirent ensuite afin de réduire l'écart à 1 minute 15 secondes.

## De notre envoyé spécial

Villers-sur-Mer. — Perdre pour gagner. C'est exactement ce que vient de faire Cyrille Guimard.

## Au Pays basque

## EMA INTERVIENDRA

Le mouvement nationaliste basque de gauche EMA (Ezkerre Mugimendu Abertzalea) a annoncé, dans la soirée du mardi 8 juillet à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), son intention d'intervenir pendant la traversée du Pays basque par le Tour de France.

Dans un communiqué remis à l'AFP, ce mouvement a dénoncé l'attitude des « touristificateurs qui se sont employés à obtenir le passage du Tour de France avec l'objectif de vendre un Pays basque idyllique, source de profits ». Le communiqué conclut en indiquant que « lors du passage du Tour de France en Pays basque, EMA, mouvement de la gauche abertzale (nationaliste), interviendra pour montrer la réalité du peuple basque, ses difficultés, ses aspirations et ses luttes ».

## ATHLÉTISME

## SERGUEI BUBKA BAT SON RECORD DU MONDE DE SAUT A LA PERCHE

Moins d'un an après avoir franchi la fabuleuse barrière des 6 mètres, le 13 juillet 1985, à Paris, le perchiste soviétique Sergueï Bubka a ajouté 1 centimètre à son record du monde en le portant à 6,01 mètres, mardi 8 juillet à Moscou, dans le cadre des Jeux de la bonne volonté. Bubka, après deux sauts réussis au premier essai à 5,70 mètres et 5,85 mètres, a franchi la barre avec une marge de sécurité d'au moins 20 centimètres. Cet exploit a été salué par une explosion de joie dans le stade Lénine, une enceinte qui n'avait jamais beaucoup réussi au Soviétisme puisque tous ses records depuis 5,85 mètres, il les avait battus à l'étranger.

■ BASKET-BALL : La France bat le Brésil. — En battant nettement le Brésil (93-85), mardi 8 juillet à Saragosse, en poule préliminaire des championnats du monde, la France a écarté toutes ses chances de qualification pour les demi-finales. Il lui faut désormais battre Panama et la Corée du Sud, deux adversaires à sa portée.

directeur sportif de l'équipe Système U, et il a signé en la circonstance un chef-d'œuvre de tactique cycliste. En laissant le Néerlandais Johan Van der Velde prendre de justesse le maillot jaune, véritable cadeau empoisonné, il a enfin déchargé ses hommes du poids de la course, un fardeau qu'il a perfidement reporté sur les épaules de l'adversaire. Et, suprême habileté, il s'est donné une liberté de manœuvre qu'il ne possédait pas auparavant.

Ce repli stratégique refusé correspond précisément au plan qu'il avait défini avant le départ : premièrement abandonner l'initiative aux autres, sans perdre le contact ; deuxièmement se maintenir en retrait avant la montagne pour intervenir plus efficacement ensuite.

Résultat de l'opération : nouveau leader du Tour, Van der Velde reste sous le masque direct de Gaigne, Thierry Marie, Mottet et Fignon, les cinq premiers du classement général étant groupés en 49 secondes seulement. Pour reprendre le langage des pelotons, l'ancien champion des Pays-Bas est dans le collimateur et les quatre Français, qui appartiennent tous à la formation Système U, sont à l'abri du vent. Postés en embuscade, ils pourront intervenir d'autant mieux semble-t-il qu'ils bénéficient d'une puissance collective pour l'instant incontestable.

## Un vélo

## non réglementaire

Une seule ombre au tableau dans cette ambiance idyllique pour Cyrille Guimard : le vélo très spécial utilisé par Thierry Marie au cours du prologue de Boulogne-Billancourt (le *Monde* du 6 juillet) n'est pas réglementaire. En examinant la photo de cette curieuse machine équipée d'un aileron arrière, M. Verbruggen, président de la Fédération internationale du cyclisme professionnel, a déclaré que le dispositif adopté par le coureur Système U, premier leader du Tour, n'était pas conforme aux statuts de l'Union cycliste internationale. Et il s'est étonné que les commissaires aient pu autoriser Thierry Marie à prendre le départ.

Que penser dans ces conditions du commentaire de Jacques Goddet, directeur du Tour de France, qui écrivait dans *l'Equipe* du 7 juillet : « La théorie qui consistait à interdire tout appareil, tout système qui n'était pas d'usage courant, dans l'esprit d'établir l'égalité des chances entre les concurrents, est devenue tout à fait périmée ».

Le communiqué publié à Villers-sur-Mer par la direction de l'épreuve oppose un démenti à cette affirmation. Il stipule que « dans le souci de maintenir l'égalité des chances entre tous les concurrents, les organisateurs réclament l'interdiction formelle des bicyclettes de type non courant ».

## JACQUES AUGENDRE.

## LES CLASSEMENTS

Cinquième étape : Errev-Villers-sur-Mer (124,5 km). — 1. Johan Van der Velde (P-B.), 3 h 4 mn 5 sec ; 2. Joël Pélissier (Fr.) à 2 sec ; 3. Eddy Planckaert (Belg.) à 39 sec ; 4. Miguel Indurain (Esp.) à 40 sec ; 5. Alfonso Goniérrez (Esp.) à 1 mn 15 sec.

Classement général. — 1. Johan Van der Velde (P-B.), 19 h 1 mn 50 sec ; 2. Dominique Gaigne (Fr.) à 36 sec ; 3. Thierry Marie (Fr.) à 42 sec ; 4. Charles Mottet (Fr.) à 45 sec ; 5. Laurent Fignon (Fr.) à 49 sec.

## DÉFENSE

## Ventes d'armes en baisse en 1985

Les commandes d'armements reçues par la France à l'exportation en 1985 se sont élevées à 44,5 milliards de francs : 63 % pour des matériels aéronautiques, 26 % pour des matériels terrestres et 11 % pour des matériels navals. Par zones géographiques, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord viennent en tête (avec 42 %), suivies du Maghreb et du Proche-Orient (avec 39 %), de l'Amérique latine et des Caraïbes (7,5 %) pour les principales régions. En 1984, la France avait réalisé un montant-record de commandes étrangères, avec 61,8 milliards de francs, au lieu de 41,6 milliards de francs en 1985.

## RELIGIONS

## La prêtrise des femmes ajournée par les anglicans

Les cinq cent cinquante délégués du synode général de l'Eglise d'Angleterre se sont séparés, le mardi 8 juillet, sans avoir pris de décision sur la question controversée de l'ordination des femmes. Soucieux d'éviter la crise, les évêques ont proposé de différer tout vote et se sont engagés à rédiger un rapport avant le mois de février prochain. La division de l'Eglise entre factions favorable et hostile au sacerdoce des femmes a été envisagée par un groupe présidé par le théologien David Mac Lean, dont le texte a « abasourdi » les adversaires de l'ordination des femmes. Les partisans de la prêtrise mixte avaient perdu une première bataille, le samedi 5, lorsque le synode s'était prononcé contre le droit des femmes déjà ordonnées à l'étranger d'exercer leur ministère en Angleterre (le *Monde* du 8 juillet).

## PREP' ATHENA

Préparation intensive en août

## Sciences-Po

Jardin du Luxembourg - Tél. : 48-24-16-11

هنا منه الأصل



# ARTS ET SPECTACLES

## Le rapport de M. Chevrillon sur l'Opéra de la Bastille

L'Opéra de la Bastille est de tous les « grands projets » du président, celui qui fut le plus contesté. Et il demeure le plus menacé. Aussi, dès son arrivée rue de Valois, M. François Léotard chargea-t-il d'une mission M. Olivier Chevrillon, ancien PDG de l'hebdomadaire *Le Point*.

Après enquête, il devait déterminer le bien-fondé de ce mastodonte qui commence à sortir de terre, l'examiner sous tous les angles - commercial, artistique, financier, - suggérer d'éventuelles modifications et, plus généralement, réfléchir au bouleversement produit par l'irruption de ce futur opéra dans le paysage musical, lyrique et chorégraphique de la capitale.

L'enquête fut courte : six semaines. M. Chevrillon s'entoura d'une pléiade de magistrats et de hauts fonctionnaires. De spécialistes de la culture ou de l'art lyrique,

point. Ces derniers furent certes consultés, mais souvent écoutés du bout de l'oreille, comme s'en sont plaints Pierre Boulez ou Marc Bleuse, le directeur du Conservatoire national de musique.

Le rapport rédigé fut remis au ministre il y a quelques semaines. Il doit être rendu public en même temps que la décision de M. François Léotard d'ici quelques jours. Nous en publions dès aujourd'hui de larges extraits.

Bien évidemment, M. Léotard n'est tenu par aucune de ces conclusions. Il faut compter également avec d'autres influences : celle de l'Hôtel Matignon, par exemple (Pierre Boulez, très attaché à l'opération Bastille, compte sur le soutien du premier ministre) ou celle de la Rue de Rivoli, dont l'hostilité au projet quel qu'il soit n'est un secret pour personne.



### I. - Force et failles du projet

Le projet d'Opéra de la Bastille part d'un constat de carence et débouche sur une vaste ambition : porter Paris au premier rang des métropoles de l'art lyrique.

Le constat porte sur le palais Garnier, structure jugée désuète, irréformable et dispendieuse par suite d'une addition de défauts. A des tares physiques (exiguïté de la salle, manque de dégagements pour le stockage des décors, absence de salle de répétition) s'ajoute une sorte de maladie sociale due à la fois aux perversions corporatistes et aux mauvaises conditions de travail : les conventions collectives empêchent une gestion plus économique de l'Opéra ; le personnel, surprotégé, est en même temps démotivé. Renonçant à traiter une à une ces diverses infirmités, les promoteurs du nouvel Opéra affirment que l'art lyrique périrait si on le laisse dans la vieille maison. Les défauts dont elle souffre ont en effet plusieurs conséquences négatives.

Offrant trop peu de représentations dans une salle trop petite

changement de lieu serait l'occasion d'une métamorphose mentale.

Le personnel de l'Opéra de la Bastille, en effet, serait recruté à neuf sur des bases saines et il travaillerait mieux dans un cadre moderne. La productivité s'améliorerait, les recettes propres grossissant en même temps que le public (malgré des tarifs abaissés), l'argent des contribuables ne serait plus dilapidé. Les promoteurs du projet admettent néanmoins que les subventions additionnelles des deux établissements, Bastille (opéra) et Garnier (ballet) dépasseraient d'un tiers la subvention actuelle du TNOP.

C'est un projet qui a sa force et sa logique. Notons dès à présent que la société Concha International, à qui la mission a été confiée de vérifier le montant total de l'investissement, estime qu'il ne dépassera pas l'enveloppe de 2 590 millions de francs (valeur d'exécution) correspondant aux prévisions actuelles. L'opération de construction a donc été conduite avec le plus grand sérieux. (...)

#### Les failles

Les failles du projet sont dues à des lacunes dans les études qui ont précédé ou suivi la décision de créer le nouvel Opéra. Manquant en particulier des analyses suffisamment précises sur l'importance des publics potentiels de l'opéra et du ballet dans l'agglomération parisienne, sur les conditions de recrutement et d'emploi du personnel de l'Opéra de la Bastille et sur les coûts de production d'activités lyriques et chorégraphiques beaucoup plus intensives. Le dossier que nous avons examiné comporte trois paris fragiles : pari sur l'importance du public potentiel de l'Opéra de la Bastille, pari sur son régime financier, pari sur la maîtrise des coûts de l'ensemble Bastille-Garnier.

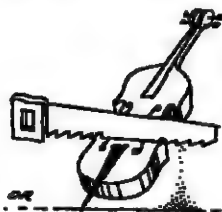
#### Le pari commercial

En régime de croisière, c'est-à-dire à partir de 1991, le nombre d'entrées effectives aux spectacles lyriques de l'Opéra de la Bastille (grande salle et salle modulable) serait 2,7 fois supérieur au total actuel de l'Opéra de Paris

(Garnier et Favart). Il passerait de 240 000 à 657 000. Plusieurs considérations justifiaient cette prévision :

● Le goût de la musique et spécialement de l'opéra ne cesse de monter. Ce phénomène bien connu est attesté par quantité d'indices relatifs à la pratique musicale, à la vente des disques et cassettes, au succès de certains films d'opéra, etc.

● Le TNOP refuse les spectateurs, et les demandes seraient plus nombreuses encore si les



clients n'étaient pas dissuadés par le parcours du combattant qui leur est imposé.

● Proportionnellement à la population, les publics d'opéra sont plus importants à Londres, New-York, Berlin ou Munich qu'à Paris. Ils seraient supérieurs dans plusieurs villes de la province française.

● Les tarifs de l'Opéra de la Bastille seraient inférieurs de moitié, en moyenne, à ceux du TNOP. D'ailleurs, le futur Opéra mènera une politique active de prospection et de promotion. Il atteindra par là un nouveau public plus jeune et moins « initié ». Ici l'on compte beaucoup sur la recherche d'abonnés et sur le rayonnement d'une Maison de l'opéra (animation, exposition, bibliothèque, etc.) qui provoquerait une sorte d'effet Beaubourg.

Ces arguments ont leur valeur. Ils sont malheureusement trop généraux pour entraîner la conviction.

Qu'il y ait une demande insatiable est évident. Mais quel est, à peu près, son volume ? 200 000 spectateurs ? 500 000 ? Sur ce point capital, les données recueillies n'apportent aucune réponse fiable (...).

La statistique des refus de places n'est pas concluante. On ne connaît pas le nombre des places refusées au guichet. Mais, pour la saison 1985-1986, on sait que :

a) Sur 33 000 places demandées par correspondance, 15 000 ont été refusées et que

b) sur 93 752 places recherchées par la voie de l'abonnement, 26 418 ont été refusées. Les abonnements représentent environ 30 % du total des places.

A supposer que le taux des refus au guichet soit égal à celui de la location par correspondance ouverte au public - ce qui est une évaluation large - le déficit total pour l'année serait légèrement inférieur à 90 000 places.

La rareté même des places stimule peut-être la demande, et la magie du palais Garnier attire probablement la clientèle. Mais négligeons ces arguments. Pour tenir compte, en revanche, de la cherté des places (par rapport aux tarifs envisagés à la Bastille) et du découragement des amateurs rebutés, multiplions par 2 le chiffre de 90 000 : le potentiel théorique serait alors de 180 000 entrées à comparer aux 657 000 qui mesurent l'ambition de l'Opéra de la Bastille. L'objectif ne serait atteint qu'à 64 % et la « jauge » moyenne tomberait à 55 %. Ce résultat décevant ne peut pas être exclu (...).

● L'offre de spectateurs lyriques s'est développée dans les dernières années en dehors du TNOP. Compte non tenu des représentations de Bercy (qui relèvent d'un « genre » différent) et de la saison lyrique de l'Orchestre de l'Île-de-France, cette offre supplémentaire a représenté 87 000 places d'opéra et 450 000 places « lyriques », opérettes comprises. Elle provient du Théâtre musical de Paris et du Théâtre des Champs-Élysées. Or, celui-ci, comme on le sait, s'apprête à renforcer sa position dans le domaine lyrique. La pénurie, par conséquent, n'est pas aussi sévère qu'on le croirait à la lecture du dossier et l'avenir du TNOP (...).

Il reste que, au total, le pari commercial de l'Opéra de la Bastille nous semble aventureux. Par sa fragilité, il jette une ombre sur l'ensemble du projet.

#### Le pari financier

Les comptes prévisionnels qui nous ont été soumis font apparaître un déficit de 271,3 millions de francs pour l'Opéra de la Bastille, de 140,5 millions pour les ballets du Palais Garnier, de 8 à 18 millions pour la salle Favart (1), de 15 millions pour l'école de danse, soit au total 127,8 à 137,8 millions de plus que le montant de la subvention actuelle du TNOP

#### Le pari social

(...) Délié de toute obligation envers le personnel actuel du

Palais Garnier, le futur Opéra recruterait librement, et sur des bases nouvelles, les collaborateurs dont il aurait besoin. « Il faut avoir le courage de remettre en question toutes les conventions collectives », explique M. Gérard Mortier, le futur responsable de l'Opéra de la Bastille. « Sinon ce n'est pas la peine : ne construisons pas la Bastille. »

Les documents relatifs au fonctionnement de l'Opéra de la Bastille tiennent pour acquis ce changement. Les temps de travail sont devenus flexibles, la sixième semaine de congés a disparu, le régime des repos hebdomadaires est modifié. Pourtant la création du nouvel Opéra, à elle seule, ne permet pas d'obtenir ce résultat.

● Le nouvel Opéra serait, de notoriété publique, le successeur du TNOP dans son activité lyrique. Dès lors aucune solution juridique ne lui permet de se soustraire de manière certaine à l'obligation, résultant de l'article L. 122-12 du Code du travail, de

(307 millions, caisse de retraite du personnel non comprise). L'examen critique de ces documents nous a conduits à rectifier ce chiffre en hausse et à estimer que le besoin de subvention total serait en définitive de 521,9 à 531,9 millions de francs. En retenant le milieu de cette fourchette, la différence pour l'Etat, entre la charge présente et la charge future, atteindrait donc 220 millions de francs (...).

(...) Dans les limites présentes du budget du ministère de la culture et spécialement de la direction de la musique la charge annuelle, pour l'Etat, des deux établissements (527 millions de francs) nous semble démesurée (...).

Même si les crédits de la musique étaient relevés, on peut évidemment redouter que les actions en profondeur et surtout l'enseignement soient tôt ou tard les victimes des fastes lyriques et chorégraphiques de la capitale. Ce résultat serait d'autant plus paradoxal que l'unanimité s'est faite sur le rôle décisif joué par l'essor de cet enseignement dans le regain musical français. Le premier ministre et le ministre de la culture et de la consommation, d'ailleurs, n'ont-ils pas accordé clairement une priorité aux actions de formation ? En supposant que l'Etat veuille dépenser 220 millions de plus par an pour la musique, il paraît clair que le meilleur emploi de ces fonds n'est pas dans le projet Bastille-Garnier.

On fait valoir le rayonnement des institutions-phares et les effets d'entraînement que susciterait le développement de l'Opéra de Paris. Nous ne les négligeons pas. Mais les phares sont d'une utilité médiocre si les bateaux viennent à manquer. Ils n'expriment plus, alors, qu'une politique de prestige au mauvais sens de ce terme. A moins - bien entendu - que le budget culturel de l'Etat ne change de dimension, la mission estime que le maintien pur et simple des projets actuels doit être écarté.

(Lire la suite page 14.)

(1) Transformée en théâtre d'essai, sans vocation exclusive musicale, et distincte de l'Opéra de Paris.

#### AUJOURD'HUI

Des histoires comme ça, quand vous les lisez dans les journaux vous faites hoo là là ! Jusqu'au jour où ça vous arrive !!

**MICHEL BOUJENAH**

*Prunelle Blues*

VALERIE STEFFEN  
VINCENT LINDON  
KARIM ALLAOUI  
MICHEL AUMONT

avec ROBERT SAHR

Adaptation et dialogues JACQUES OTMEZGUINE d'après son roman Éditions Fayard (Paris)

## EMENT

### la révolution verte

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

#### Mission spéciale

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.

Le Conseil d'Etat vient de rendre son avis sur le projet de loi relatif à la création d'un organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires. Le projet de loi a été adopté par le Conseil d'Etat le 2 juillet 1986.



Le rapport de M. Chevrillon

## II. - Les options

Si le programme actuel est trop coûteux pour être maintenu, trois sortes de possibilités doivent être examinées : l'abandon pur et simple de tout projet public à la Bastille, l'option de correctifs laissant intact l'essentiel du projet, enfin les choix entraînant une révision plus profonde. Nous en avons étudié trois, qui ont chacun leur cohérence : le regroupement à la Bastille de l'Opéra et du ballet, leur maintien au palais Garnier, enfin, variante de cette dernière option, l'installation à la Bastille d'un « Domaine de la musique » comprenant le Conservatoire de Paris.

## L'abandon pur et simple

Les sommes perdues se montent à 776 millions de francs, les dépenses d'investissement économisées par rapport à l'enveloppe totale de 2 590 millions représentent (y compris la revente de terrains) 1 814 millions de francs.

Nous avons écarté cette option pour trois motifs :

- Le gaspillage qu'elle entraîne. Si elle procure, par hypothèse, la plus grosse économie, elle assure en même temps la perte maximale.
- L'extrême rareté des espaces disponibles dans le centre de Paris pour de grands équipements collectifs.
- Paris n'a pas de grande salle de concert soutenant la comparaison avec celles de Londres, Berlin ou New-York. Ce manque se fera sentir dans les années qui viennent.

## Les correctifs

(...) Parmi les correctifs importants, nous avons limité notre étude aux deux principales hypothèses d'allègement des coûts : la suppression de la salle modulable et celle des ateliers.

● **La salle modulable.** - Sa suppression entraînerait une économie d'investissement de 240 millions de francs et une économie annuelle de fonctionnement de 58,26 millions de francs. Le chantier devrait être interrompu pendant six mois environ.

La salle modulable est peut-être l'innovation la plus intéressante du projet. On lui attribue aujourd'hui deux fonctions principales : présentation d'œuvres contemporaines (créées à l'Opéra de la Bastille ou invitées) et d'œuvres plus anciennes, baroques, notamment, inadaptées à la grande salle.

La deuxième mission n'est pas encore clarifiée et suscite quelques objections. La grande salle ne pourra pas donner en alternance plusieurs opéras « lourds », c'est-à-dire gros consommateurs de musiciens d'orchestre et de chœurs. Il faudra bien y présenter aussi des opéras du dix-huitième siècle pour obtenir une programmation viable.

Mais il paraît exact que la création des œuvres contemporaines est entravée ou même défigurée par l'absence d'une salle adaptée à la variété de leurs mises en scène et de leurs configurations orchestrales.

Ici surgissent une foule de questions. Y aura-t-il vraiment un opéra du vingtième siècle ? Existe-t-il suffisamment d'œuvres contemporaines dignes d'être jouées ? Auront-elles un public ? Une réponse a priori négative à cet ensemble d'interrogations serait trop pessimiste. Il ne faut certes pas s'attendre à de fortes « jauges » pour la moyenne des opéras contemporains, et ils coûtent chers, ne serait-ce qu'en raison du nombre des répétitions qu'ils exigent. Pourtant des dizaines d'œuvres modernes ont trouvé un public. Le directeur de l'Opéra de Lyon, Louis Erlo, a pu en monter deux par an pendant dix ans sans se couper des habitudes de sa maison. On souhaiterait donc donner toutes leurs chances aux compositeurs d'aujourd'hui et de demain, dans l'espoir d'un regain. (...)

Mais la mission estime que la création d'opéras contemporains - malgré son intérêt - ne suffit pas à justifier les coûts très élevés de l'équipement et du fonctionnement de la salle modulable. En revanche, cette salle mériterait d'être construite pour un usage réellement polyvalent - création et formation - sous le triple parrainage de l'Opéra, du conservatoire de Paris et de l'Ensemble Intercontemporain. C'est pourquoi nous suggérons le maintien de la salle modulable dans l'une des options suggérées par ce rapport : l'installation de la Cité de la musique à la Bastille.

● **Les ateliers.** - Leur suppression procurerait une économie d'investissement de 150 millions de francs.

Il faut ici distinguer deux questions :

- La localisation des ateliers à la Bastille est-elle judicieuse ?
- Le nouvel Opéra doit-il conserver la formule des ateliers en régie ou

s'orienter dès le départ vers la sous-traitance des décors, costumes et accessoires ?

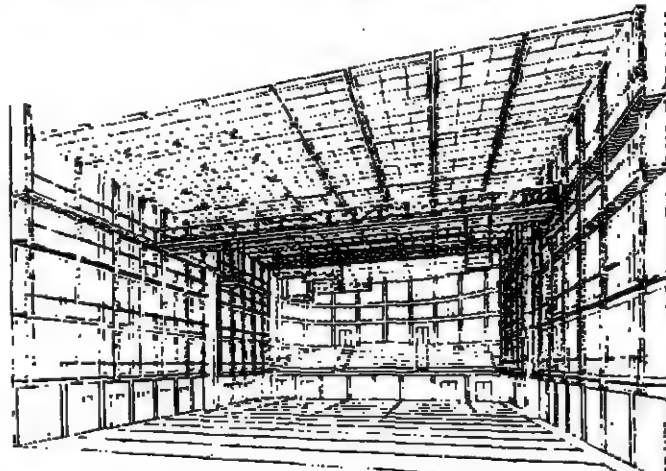
Le choix de l'un des emplacements les plus chers de France pour une activité de fabrication nous paraît discutable. Mais c'est l'alternative régie ou sous-traitance, à notre avis, qui domine le sujet. La mission recommande la suppression des ateliers prévus à la Bastille parce qu'elle estime que la régie est une survivance coûteuse de l'économie d'arsenal. Si l'Opéra de Paris est transféré, mieux vaudrait en profiter pour rompre avec cet archaïsme. (...)

La mission propose donc la suppression des ateliers prévus à la Bastille et le recours à la sous-traitance. (...)

Cette solution pose toutefois le maintien dans les effectifs de

l'ensemble « bipolaire » critiqué précédemment. Dès lors, le meilleur ou plutôt le moins mauvais usage du palais Garnier consiste à le convertir en salle de concert. Pour éviter la mauvaise solution consistant à maintenir au palais Garnier l'entraînement et les répétitions du corps de ballet, il conviendrait de transférer cette activité à la Bastille dans des locaux à édifier sur une partie de l'emplacement des ateliers. La mission n'a pas pu chiffrer précisément le coût de cet investissement (terrain et construction). Mais il atteindrait au moins 100 millions de francs. Le délai nécessaire à l'étude et à la réalisation de l'équipement nouveau peut être estimé à un an (...).

Sur ces bases, le calcul aboutit pour l'Opéra de la Bastille seul à un



La salle modulable

déficit de 295,3 millions de francs, donc inférieur à celui du TNOP.

Le progrès le plus sensible résulte évidemment de la progression de l'offre annuelle des places d'opéra (+ 150 000) et de ballet (+ 48 000), à des prix abaissés.

● **La conversion de l'Opéra en salle de concert.** - Nous avons admis, d'une part, que la capitale manquait d'une grande salle de concert supplémentaire, et, d'autre part, que le moindre mal consiste à donner cette fonction au palais Garnier, dès lors qu'il perdrait sa vocation première.

La mission a écarté l'éventualité d'une concession à une entreprise privée de spectacles. L'on ne voit pas en effet comment cette formule pourrait se concilier avec le respect

## Le regroupement de l'opéra et du ballet

Dans cette option, l'Opéra de la Bastille est achevé dans son programme actuel, mais amputé des ateliers et de la salle modulable. Le TNOP s'installe en bloc à la Bastille, pour épargner les coûts du sys-

tème « bipolaire » critiqué précédemment. Dès lors, le meilleur ou plutôt le moins mauvais usage du palais Garnier consiste à le convertir en salle de concert.

La puissance publique resterait donc gestionnaire de la salle. Celle-ci serait louée pour des récitals et concerts symphoniques et deviendrait le domicile de l'Orchestre de Paris à l'expiration de la convention qui le lie à Pleyel. L'Etat conserverait donc à sa charge le déficit probable de l'établissement, évalué à 9,4 millions de francs.

La solution envisagée ici rencontre, il est vrai, un obstacle sérieux. Est-il souhaitable que l'Orchestre de Paris quitte une grande salle (Pleyel) pour une plus petite (Garnier) ? Le voudra-t-il ? Si la réponse était négative, le déficit prévu serait à majorer. La conversion de l'Opéra en salle de concert - surtout - perdrait une grande partie de son sens.

Dans l'option du regroupement à la Bastille de l'opéra et du ballet, la salle Feytaud devient inutile à l'Opéra. Nous supposons qu'elle sert alors de théâtre d'accueil, géré par la puissance publique, comme prévu dans le dossier initial (pour un coût de 8 à 18 millions de francs). Les frais de fonctionnement de l'école de danse (15 millions de francs) ne changent pas non plus.

Au total, cette option économise, en investissement, la valeur de la salle modulable, des ateliers et des terrains correspondants, mais elle entraîne la construction des locaux nécessaires au ballet. Son coût est de 2 300 millions de francs.

En fonctionnement, elle met à la charge de l'Etat une somme de 328 millions de francs par an environ.

## Le maintien de l'implantation actuelle de l'Opéra de Paris

Dans cette option, l'opéra et le ballet restent au palais Garnier, qui est modernisé. Une salle lyrique-auditorium est construite à la Bastille à la place de l'Opéra projeté. Elle devient à la fois le domicile de l'Orchestre de Paris et un lieu d'accueil pour des spectacles lyriques et chorégraphiques - notamment ceux que le TNOP viendrait y présenter. La salle modulable disparaît. Les terrains rendus disponibles sont remis sur le marché.

Comme on le voit, le but est triple : a) préserver la vocation naturelle de Garnier ; b) mieux répondre à la demande d'opéras et de ballets ; c) créer le grand audito-

rium dont la capitale aura très probablement besoin dans les cinq à dix ans qui viennent.

● **Le réaménagement du palais Garnier.** Il faut certainement dessiner les contraintes physiques qui empêchent une meilleure exploitation et restreignent à l'excès le nombre des représentations.

Bien que sa modernisation n'ait fait l'objet - bizarrement - d'aucune étude d'ensemble, le palais Garnier a la réputation d'être impossible à réformer. La recherche effectuée à la demande de la mission par M. Roubert, architecte de l'Opéra, en liaison avec M. Warnier, montre que cette réputation n'est pas méritée.

- Il est exact que la capacité de la salle est peu élastique. Un remaniement très respectueux du site permettrait néanmoins de créer cinquante-deux bonnes places.

- Le principal défaut du bâtiment, qui est le manque de dégagements pour le stockage des décors, peut être corrigé dans une large mesure par la libération d'un vaste espace des deux côtés et à l'arrière de la scène.

M. Rolf Liebermann avait suggéré la construction dans l'enceinte des ateliers de Berthier d'une salle aux dimensions de la scène de l'Opéra. Les répétitions pourraient y être organisées dans les décors qui viennent de ces ateliers.

Nous n'avons pas retenu cette solution séduisante. (...) En revanche, l'aménagement - pour 5 millions de francs - de la salle de répétition dès à présent utilisée par les ballets et par l'orchestre, boulevard Berthier, permettrait d'y répéter les œuvres lyriques (sans leurs décors). Cet aménagement contribuerait à libérer la scène du palais Garnier.

Une meilleure exploitation exige aussi la refonte complète des équipements de scène, qui sont dans un état de vétusté pitoyable.

Les transformations envisagées par M. Roubert entraîneraient une légère recatégorisation du profil arrière du bâtiment. Mais la poupe du monument n'est pas sa plus belle partie, et l'esthétique ne souffrirait pas de cette légère opération. Un délai de deux ans est à prévoir pour l'ensemble de ces travaux. C'est dire qu'ils devraient être différés jusqu'au moment où la salle lyrique-auditorium de la Bastille serait en état d'accueillir temporairement les spectacles de l'Opéra de Paris.

## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

QU'EST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ? Jusqu'au 13 octobre. Grande Galerie.

MAGNELL. Ardoises et collages. Jusqu'au 21 septembre. Salle d'art graphique.

DEBORAH TURBEVILLE. Jusqu'au 29 septembre. Galerie du Forum.

ENZO CUCCHI - TONI GRAND - LA REVUE PARRETT. Jusqu'au 24 août. Galerie contemporaine.

LE GRAND PARIS. Un projet de la Mission Bassano 89. Du 10 juillet au 1<sup>er</sup> septembre. - CRÉER DANS LE CRÉE. Jusqu'au 8 septembre. - LIEUX ? DE TRAVAIL. Jusqu'au 13 octobre. CCL.

IMAGES DE TRAVAIL. Jusqu'au 29 septembre. BFL.

REGARD COMPLEXE. Photographies de châteaux par M. Corneil. Jusqu'au 8 septembre. Foyer de la salle Guernica.

## Musées

LA SCULPTURE FRANÇAISE AU XIX<sup>SIÈCLE</sup>. Grand Palais, entrée avenue du Général-Eisenhower (42-89-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; samedi : 18 F. Jusqu'au 28 juillet.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HERNÉ LARTIGUE. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tj, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars 1987.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA TAPISSERIE DU XVI<sup>SIÈCLE</sup> AU XVIII<sup>SIÈCLE</sup> (collections de la Ville de Paris). Jusqu'au 17 août. - LA RENAISSANCE AU PETIT PALAIS. Nouvelle présentation des collections permanentes. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F.

PRUD'HON. La Justice et la Vérité. Exposition itinérante poursuivra le crime. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. - LES MOTS DANS LE DESSIN. Acquisitions récentes. Jusqu'au 29 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaquet (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuite le dimanche).

PHRA NARAI ROI DE SIAM, ET LOUIS XIV. Orangerie des Tuileries, place de la Concorde (42-97-48-16). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 15 F ; dim. : 8 F. Jusqu'au 13 juillet.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'Océanie. Collections Clémence. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

1968. LES NOUVEAUX REALISTES - JEAN-LOUP SIEFF. Photographies 1953-1966. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 septembre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1937. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). En permanence.

REBECCA HORN. Nait et joue sur le dos du serpent à deux têtes - FRANÇOIS PERRODIN - REINER RUTHEN-SECK. Entre chien et loup. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 11 juillet au 22 septembre.

MARINETTE CUECO. Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 octobre.

GEORGES MELIES - KEIICHI TAHARA. Images de la fin du siècle. - MARC TRIVIER. Jusqu'au 26 septembre. - ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septembre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS. XVIII<sup>SIÈCLE</sup> - XIX<sup>SIÈCLE</sup> - ANIMAUX D'ÉDUCATION. Cernuschi, 1871-1872. Musée Cernuschi, 7, avenue Voltaire (45-55-91-30). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 octobre.

YVES SAINT LAURENT ET LE THÉÂTRE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 7 septembre.

YVES SAINT LAURENT. 28 années de création. Musée des arts de la mode, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 octobre.

PAUL POIRET ET NICOLE GROULT. Maîtres de la mode art déco. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie (47-20-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

JEAN CLAREBOUDT V. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

LEONOR FINI. Musée de Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (43-34-20-00). Tj, de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 juillet.

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-55-91-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 40. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellechasse (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

ALEXANDRE THÉODORE BRONGNIART, 1739-1813. Architecture et décor. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 juillet.

L'ART DE LA PLUME AU BRÉSIL. Muséum national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (45-87-00-28). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

FORAIN. Chroniques illustrées de guerre, 1914-1918. Musée des deux guerres mondiales, hôtel des Invalides (45-54-92-30). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h (fermé le soir). Jusqu'en décembre.

LISZT ET LE ROMANTISME FRANÇAIS. Musée Renan-Schoffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

BOUXX, TABLEAUX ET MÉDAILLONS EN CHEVEUX. Donation A. Chevalier. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne) (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'en octobre.

L'INSTITUT DE FRANCE DANS LE MONDE ACTUEL. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (45-62-39-94). Tj, de 11 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 20 juillet.

SUR L'EAU, SOUS L'EAU. Images et techniques dans le Musée 1686-1738. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

ROLAND BARTHES. Le texte et l'image. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 3 août.

BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée Bourdelle, 16, rue A. Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 28 septembre.

PAUL BAUDRY. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

L'ATELIER DE RAYMOND CORBIN. Sculptures, dessins, médailles. Musée de Paris, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

GEORGES GROSZ. Les années de Berlin. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 24 août.

L'USINE ET LA VILLE 1836-1906. 150 ans d'urbanisme. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai (46-33-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 11 octobre.

TRES FRANÇAIS. 40 graphiques à l'aiguille. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). Sauf sam. et dim. de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 17 juillet.

TRESORS D'ART DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE. Collection Wilbert. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 septembre.

DOTREMENT ET LA PEINTURE CORREA. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (42-36-27-53). Tj, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

LIBERTES DE LA PEINTURE. Union de Boulogne à Paris, 22, boulevard Malesherbes (42-68-33-33). Jusqu'au 30 août.

JOS DECOCK. Œuvre 1956-1966. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). Jusqu'au 2 août.

CENT DESSINS DE LE CORBUSIER. Fondation Le Corbusier, 10, square Blanche (42-88-41-53). Sauf dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 juillet.

IMRE VARGA, un sculpteur hongrois. Musée, 4, place du Louvre. Tj, de 11 h 30 à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 juillet.

QUATRE JEUNES PEINTRES ROMANTIQUES. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (45-51-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 septembre.

BIÈRES ET BRASSERIES DU NORD-PAS-DE-CALAIS. Mairie du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (42-46-18-14). Sauf sam. et dim. de 9 h à 19 h. Jusqu'au 4 octobre.

Centres culturels

L'AFFICHE DANS LA RUE. Hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (42-74-44-44). Sauf dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 août.

SEOUL-PARIS. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (43-63-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 4 août.

Galeries

NOUVEAUX REALISTES. Galerie Zablinski, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 31 juillet.

ALBERTO BALL. Affiches. Ateliers, 9, avenue Marignan (42-99-16-16). Jusqu'au 31 juillet.

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

**XVIII<sup>ème</sup> FESTIVAL DE L'ORANGERIE DE SCEAUX**

35 concerts du 12 juillet au 5 octobre

les samedis, dimanches et fêtes à 17 h 30

Musique à la Cour des Habsbourg, Musique française

Brochure sur demande : S.M.E.S. BP 52 - 92333 SCEAUX - Tél.: 46.60.07.79

**USA LANGUAGE**

Prenez l'anglais américain

L'anglais tel qu'on le parle en Amérique

Stages d'été : juillet - août

Sessions 2 semaines Petits groupes Professeurs Américains

**COUNCIL**

Centre Franco-Américain

1, place de l'Odéon, 75006 Paris

Tél. : 46 34 16 10

**Le Monde Informations Spectacles**

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

مكتبة الامن الاول



هذا من الأصل

Le rapport de...

II. - Les options

sur l'Opéra de la Bastille

La construction d'une salle lyrique-auditorium à la Bastille. Une grande partie de la cage de scène prévue pour l'Opéra de la Bastille serait consacrée, de manière à obtenir une salle réellement utilisable pour les spectacles lyriques.

Sur le plan technique, c'est à coup sûr la meilleure solution de rechange (...). La mission n'avait pas le temps de faire réaliser une étude de marché sur les concerts. Pourtant l'unité d'un grand auditorium de 2 500 à 3 000 places paraît plus que probable (...).

L'auditorium de la Bastille pourrait donc devenir la « maison » de l'Orchestre de Paris. Y aurait-il alors, au total, surcapacité ? Le risque existe.

Equipée en théâtre, la salle de la Bastille - sans être elle-même un centre de production - recevrait d'ailleurs des spectacles divers, et notamment ceux qu'y présenterait le TNOP. La mission a chiffré à 16 millions le supplément de subventions dont cet établissement aurait besoin pour y donner 40 représentations supplémentaires.

On peut estimer que la modernisation du palais Garnier permettrait

d'y donner 200 spectacles par an au lieu de 150. L'offre supplémentaire de places « lyriques », dans l'option que nous examinons ici, pourrait donc être augmentée de 150 000 places environ, comme dans l'option précédente du regroupement à la Bastille. Les représentations supplémentaires données à la Bastille apportent à elle seules 108 000 places par an.

La privatisation des surfaces rendues disponibles à la Bastille. La vente des terrains extérieurs à l'emprise de la salle réduit le coût de cette option. Elle exige une modification du POS - donc des délais importants - et suscitera sans aucun doute des récriminations et recours contentieux.

Dans cette option, l'investissement total de 2 500 millions de francs comprend le réaménagement de l'Opéra (710 millions) et la construction de la salle lyrique-auditorium (1 790 millions), déduction faite de la valeur des terrains privatés.

Le coût de fonctionnement annuel du TNOP, de la nouvelle salle et de l'école de danse serait de 347 millions, supérieur de 40 millions à la subvention du TNOP.

Un domaine de la musique à la Bastille

En un sens, cette dernière option est une variante de la précédente, puisqu'elle prévoit le maintien de l'Opéra de Paris au palais Garnier et la construction à la Bastille de la salle lyrique-auditorium décrite plus haut. Mais en même temps elle en diffère profondément par son ambition. Elle crée en effet à la Bastille le grand pôle musical de la capitale comprenant non seulement l'auditorium, mais la salle modulable et le Conservatoire national supérieur de musique de Paris, qui s'installe sur les surfaces libérées (...).

La salle modulable aurait trois utilisations : l'Ensemble intercontemporain, qui y donnerait des concerts ; le TNOP, qui pourrait y créer des opéras contemporains, et le Conservatoire. Elle remplacerait, pour celui-ci, la petite salle de concert prévue à la Villette. La salle accueillera en outre d'autres institutions musicales pour des concerts ainsi que des représentations lyriques et chorégraphiques. Cette polyvalence justifie l'investissement. Elle paraît parfaitement viable.

Pour l'ensemble intercontemporain, les professeurs et les élèves du

conservatoire, l'emplacement de la Bastille paraît préférable à celui de la Villette en raison des commodités de transport et d'une situation centrale facilitant l'accès du public aux manifestations.

L'option comporte toutefois un inconvénient sérieux : elle reculerait d'environ dix-huit mois l'installation du Conservatoire national de musique dans ses nouveaux locaux et elle entraînerait l'abandon du projet Portzamparc à la Villette, qui a recueilli l'adhésion des futurs utilisateurs.

Dans cette option, selon une évaluation très prudente, l'investissement total se monterait à 3 400 millions de francs (Bastille, 2 120 ; Cité de la Musique, 570 ; Garnier, 710), contre 3 220 prévus (Bastille, 2 590 ; Villette, 630). Mais il faut souligner qu'outre la rénovation du Palais Garnier, la salle modulable y est incluse.

Les frais de fonctionnement (non compris ceux du Conservatoire, supposés égaux quelle que soit son implantation) passent à 356 millions, soit environ 50 millions de plus que la subvention actuelle du TNOP.

Le rapprochement des coûts et avantages économiques n'apporte pas d'argument décisif pour ou contre l'une des trois options envisagées plus haut. Et finalement le choix entre le maintien de l'Opéra de Paris là où il est aujourd'hui et son transfert à la Bastille dépend surtout d'un élément immatériel : la valeur attribuée à la survie du palais Garnier en tant qu'Opéra.

J'estime personnellement que cette valeur est importante pour une société qui cherche de mille manières à maintenir des ponts entre elle-même et son passé, par conséquent à éviter que ses grands monuments deviennent des vestiges. L'exemple de plusieurs pays d'Europe mérite ici d'être cité et médité. Les Opéras de Dresde, de Munich, de Vienne et de Milan, détruits en tout ou en partie pendant la dernière guerre, furent reconstruits à l'identique, peintures, soieries comprises - pour certains - aux prix que l'on devine. Pourquoi ? Les villes ont-elles senti que la magie de l'Opéra était en partie liée aux lieux de son essor et de sa gloire ? Que pour un art dont l'apothéose et la plupart des grandes œuvres datent du dix-neuvième siècle, les instruments superbes de cette époque sont irremplaçables ?

Entre le contenant et le contenu, il y a sans doute un lien plus fort qu'on s'imaginait. Quoiqu'il en soit, l'abandon du palais Garnier ferait de Paris un cas unique et sans doute étonnant pour des yeux étrangers. Le palais Garnier passe en effet dans le monde entier pour un chef-d'œuvre de l'architecture et de l'acoustique. Peut-être est-il le plus bel Opéra du monde. Il est intact. Et il peut être rénové.

Y donner des concerts vaut certes mieux que d'en faire un musée. Pourtant le bâtiment, coupé de sa vraie fonction, serait à demi mort au beau milieu du centre de Paris. L'avenir, la place de l'Opéra, prouveraient un sens commémoratif. Et cette désaffection enlèverait un peu de vie à des quartiers qui en ont déjà perdu. Elle démolirait un mythe ou un symbole qui a du sens pour les Parisiens et pour les visiteurs étrangers.

Sans me cacher le caractère subjectif de ces raisons, je recommande donc à l'attention de M. le Ministre de la Culture la conservation des solutions qui préservent la vocation du palais Garnier, et spécialement la création d'un « Domaine de la musique » à la Bastille.

OLIVIER CHEVRILLON.

Le Festival de La Rochelle

Hommages à Max Ophüls et à Heinosuke Gosho

Survivant des Rencontres d'art contemporain, le Festival de cinéma de La Rochelle se consacre aux films d'auteurs.

Il offrait cette année une rétrospective Max Ophüls et un panorama de l'œuvre du cinéaste japonais Gosho.

Créé il y a quatorze ans, en même temps que les Rencontres d'art contemporain, le Festival de La Rochelle est le seul survivant d'un programme ambitieux où la musique et la danse tenaient le devant de la scène. La présentation intégrale, ou presque, de l'œuvre du cinéaste japonais Heinosuke Gosho, également célébré avec Max Ophüls. Tout le monde, parmi les spécialistes, assure que, dans un avenir plus ou moins proche, le vidéodisque, inusable, incassable, impeccable, assurera au support filmique une longévité supérieure même à celle du livre. La couleur sera-t-elle au rendez-vous ?

Des sept films de Gosho montrés à La Rochelle, trois étaient en noir et blanc, sauf le *Corbeau jaune* (1957). Contemporain de Mizoguchi et d'Ozu, le réalisateur des *Quatre Cheminées* (1953) a cessé de travailler à partir de 1968, après plus de cent films, mais ne mourut qu'en 1981, président de l'Association des cinéastes japonais. Il débute à l'âge de vingt ans comme assistant réalisateur, réalise son premier film en 1925, à vingt-deux ans. Son premier film parlant, *Mon amie et mon épouse* (1931) joue de façon assez humoristique avec le son. Un écrivain en mal d'inspiration imite le maulé d'un chat, un vrai chat lui répond. Des bruits rythmés parviennent chez les voisins, où s'exerce un jazz band nippon. L'épouse se fâche. Le gratte-papier, envoyé en mission, est subjugué, son rythme de travail accéléré par les nouvelles cadences. Deux ans plus tard, Gosho revient au muet avec une très belle histoire d'amour, la *Danseuse d'Izu*, rencontre fugitive d'un étudiant et d'une geisha, Gosho semble avoir

revers de la médaille - nous l'avons découvert cette année, - c'est que les anciens films n'ont pas pu toujours être conservés dans les conditions requises.

Revoir ainsi *Lola Montes*, film en couleurs, de Max Ophüls (1955), sur une copie complète et conforme au montage original, de la Cinémathèque de Toulouse, a de quoi ravir, sauf qu'une dominante rougeâtre gâche une bonne partie de notre plaisir. Le son original, surtout pour les œuvres tournées dans les années 30, n'est parfois qu'un lointain souvenir, un souffle que compensent, heureusement, les sous-titres, comme dans le cas du cinéaste japonais Heinosuke Gosho, également célébré avec Max Ophüls. Tout le monde, parmi les spécialistes, assure que, dans un avenir plus ou moins proche, le vidéodisque, inusable, incassable, impeccable, assurera au support filmique une longévité supérieure même à celle du livre. La couleur sera-t-elle au rendez-vous ?

Avec le Festival des trois continents de Nantes, La Rochelle représente aujourd'hui ce qu'il y a de mieux dans le genre, pour une raison essentielle : avoir su durer, avoir poursuivi une politique bien définie. Si, à Nantes l'esprit de découverte domine, La Rochelle s'affirme d'abord comme une sorte de cinématèque mondiale ouverte au grand public et à l'air du large. Le cinéma d'auteur - notion discutable, car elle semble faire fi des réalités économiques - est un film, aujourd'hui plus que jamais, se tourne en équipe, une équipe parfois considérable - y tient le devant de la scène. Il fait désormais partie intégrante de la culture de l'honnête homme du vingtième siècle, comme aime le rappeler Jean-Loup Passek. Le

vécu en étroite proximité avec le monde féminin, purement japonais, décrit avec une minutie et une affection particulières. *La Femme de la brume* (1936) montre un autre jeune étudiant assez pâlot, qui aime la jeune hôtesse d'un bar de Ginza, à Tokyo, et la rend enceinte. L'homme offre de se « sacrifier » en faisant endosser l'enfant à maître par sa propre femme, stérile. La mort prématurée de l'enfant résout le problème, chacun repart de son côté, les hommes indifférents, les femmes victimes consentantes, victimes néanmoins. Nous retrouvons ici l'essence du style de Gosho. La famille reste le fondement de la vie sociale, un ordre qu'on dirait inattaquable si déjà les premiers craquements n'étaient perceptibles.

La guerre semble avoir profondément marqué le réalisateur, qui va devenir avec *Quatre Cheminées* une sorte d'humaniste professionnel : Gosho croit à la solidarité, à l'amour du prochain. Mais *Une auberge à Osaka* (1954) prouve qu'il restait lucide. Le *Corbeau jaune* ramène quelques années en arrière, après la fin de la guerre et le retour d'un père longtemps prisonnier. Gosho reprend toujours, très simplement, très directement, les mêmes thèmes : difficulté de vivre en société, au Japon en particulier. Sorte de Michael Curtiz nippon, il sait créer l'émotion et mérite peut-être mieux que la place relativement secondaire qu'on lui accorde dans certaines histoires du cinéma.

Une rétrospective en cours à la Cinémathèque - vingt-quatre films - devrait permettre de mieux faire le point. Outre les œuvres précitées, on y verra notamment *Élégie du nord* (1957) et les *Lucioles* (1958), à ne pas manquer.

LOUIS MARCORELLES.

\* Rétrospective Gosho, du 3 juillet au 18 août. Cinémathèques Chailot puis Beaubourg.

\* *Regard complice*, portraits de cinéastes au Festival de La Rochelle, par Michel Cornier, 6d. Centre Georges-Pompidou, 110 F.

EXPOSITIONS

En province

BOST. Peinture. Galerie Jean Peyrolle, 18, rue de Sévigné (43-77-74-59). Jusqu'au 26 juillet.

DENIS BRIDAT. Photographies. Galerie Saline, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 26 juillet.

FRANÇOISE GILOT. Améthystes 1981-1985. Galerie des Femmes, 74, rue de Soane (43-29-50-75). Jusqu'au 31 juillet.

KIM HAMSEY. Sculptures récentes. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-Bouche (42-78-66-67). Jusqu'au 30 septembre.

LÉGER. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue de Bae (45-48-45-15). Jusqu'au 24 août.

SANDROFF. Galerie Lavigne-Bastille, 27, rue de Charonne (47-90-88-18). Jusqu'au 30 juillet.

TAL-COAT. Peintures. Galerie Ciganga, 46, rue de la Université (42-96-69-57). Jusqu'au 31 juillet.

BREITIGNY - SUR - ORGE. Dedans/Dedors/Propositions V : C. Blanc, G. Chaplain (sculptures). Centre culturel communal, rue Henri-Domard (60-84-36-68). Jusqu'au 27 septembre.

FONTAINEBLEAU. Ouverture du musée Napoléon I<sup>er</sup>. Musée national du château (64-22-27-40). Sauf mardi, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h.

JOUVIN-JOSAS. Les années 68. Fondation Carlier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Sauf lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

NEMOURS. Liliane Emilie Cron. Châneau-musée, rue Gastine-1<sup>er</sup> (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre - 1900 ans av. J.-C. en Europe - barbare - Musée du préhistorique, avenue de Stalingrad (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre.

PONTOISE. Hommage à Albert Gleizes, 1881-1953. Jusqu'au 21 septembre. MONSIEUR ET MADAME TAVEL. Collections et documents. Jusqu'au 28 septembre. Musée Tavel-Dolencour, 4, rue Lemerier (30-38-02-40). Sauf mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

VERSAILLES. 200 ans d'histoire de France 1715-1915 : nouvelle présentation des collections des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Musée national des châteaux de Versailles et de France (39-50-53-32).

En province

ADEN-EN-PROVENCE. Thomas Giot et sa patrie : la sculpture. Musée des Tapisseries, 28, place des Martyrs-de-la-Résistance (42-21-05-78). Jusqu'au 15 septembre.

ANNÉCY. Ensembles 80 : œuvres de FRAC Rhône-Alpes. Musée-château (50-45-25-66). Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

ANTHÈS. Trésors de la terre et de la mer : Patrimoine archéologique d'Antès. Musée d'histoire et d'archéologie, Bastion Saint-André (93-34-48-01). Jusqu'au 17 juillet.

ARLES. Tapiss. Sculptures et monuments 1985-1986. Abbaye de Montmajour (90-54-64-17). Jusqu'au 13 octobre.

ARAS. Armes-Nécessaires. Musée, ancienne abbaye de Saint-Vaast, 22, rue Paul-Dominer (21-71-26-43). Jusqu'au 18 août.

AVIGNON. E. et E. Pelagier : travaux au Palais des Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 28 juillet. Victor Leydet, 1861-1904. Rétrospective. Palais du Rone, 3, rue du Collège (90-83-57-51) et musée Louis-Voulard, 17, rue Victor-Hugo (90-86-03-79). Jusqu'au 15 août.

BAYONNE. Hans Soller. Musée Bonnat, 5, rue Jacques-Laffitte (59-59-08-52). Jusqu'au 15 septembre.

BEAUVILLE. H. et E. Pelagier : travaux au Palais des Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 28 juillet. Victor Leydet, 1861-1904. Rétrospective. Palais du Rone, 3, rue du Collège (90-83-57-51) et musée Louis-Voulard, 17, rue Victor-Hugo (90-86-03-79). Jusqu'au 15 août.

BORDEAUX. Hommage à Bernard. Musée des beaux-arts, cours d'Albret (56-50-91-60). Jusqu'au 25 août. - Gilbert et Georges. Cape, entropie Laidé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 7 septembre.

BOULOGNE-SUR-MER. Francis Modet. Gravures. Les Pipits, 37, rue des Pipits (21-30-28-01). Jusqu'au 26 juillet.

BOURG-EN-BRESSE. Sculptures de la collection Delmonne - Sculptures de Michel Gérard. Prioué de Brou, 63, boulevard de Brou (74-22-22-31). Jusqu'au 27 juillet.

CAHAIS. Jochen Gerz. Œuvres sur papier photographique 1983-1986. Musée des beaux-arts, 25, rue Richelieu (21-97-09-00). Jusqu'au 8 septembre. Christian Zeinert on les effaces de la contrainte. Galerie de l'Antienne Poète, 13, bd Gambetta (21-36-27-40). Jusqu'au 15 août.

CASES-DE-PENES. Bernard Dubou. Peintures 1958-1967. Fondation du château de Jan (68-64-11-38). Jusqu'au 30 août.

LE CATEAU-CAMBRESIS. Matinee, la période apogée. Musée Matinee (27-84-13-15). Jusqu'au 30 septembre.

CHAUNY. L'Amérique au temps de la statue de la Liberté. Musée national de la

coopération franco-américaine, château de Blandinval (23-39-60-16). Jusqu'au 13 octobre.

CLUNY. Jean Miro. Œuvre gravé et peintures. Espace de Saint-Hippolyte (85-59-05-87). Jusqu'au 14 septembre.

COLMAR. Beyer. Musée d'Unterlinden, place d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au 5 octobre.

COUTANCES. Yo Marchand. Musée, 2, rue Osmont-Morin (33-45-11-92). Jusqu'au 31 août.

DAULAS. Au temps des Celtes, du V<sup>e</sup> au I<sup>er</sup> siècle avant J.-C. Abbaye (98-25-84-39). Jusqu'au 14 septembre.

DIJON. Trésors des collections. En permanence - Musée. Jusqu'au 8 septembre. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11).

DUNKERQUE. Christiane. Rétrospective. 1986-1986. Musée de la Marine, 10, rue de la Marine (20-59-05-87). Jusqu'au 15 septembre.

EVREUX. Hans Hartung. Musée de l'ancien Evêché, 6, rue Charles-Corbeau (32-39-34-33). Jusqu'au 15 septembre.

FEUILLIN. Œuvres de l'Amérique. Chapelle du château (55-66-33-06). Jusqu'au 7 septembre.

FONTVRAULT-L'ABAYE. Claude Bosc. Sculptures. Abbaye royale (41-51-73-32). Jusqu'au 31 août.

GENAIS. La collection de Beaulieu : sculptures et perspectives. Abbaye de Beaulieu (65-67-06-84). Jusqu'au 13 septembre.

GRAVELINES. 1<sup>er</sup> Printemps de la gravure : James Ensor, l'œuvre gravé.

Arsenal, salle de la Poudrière. Jusqu'au 7 septembre.

GRENOBLE. Walter Dala. Musée de peinture, place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 18 août. Sam Leewitz. Wall drawings - General Idea et Ken Lum. Centre national d'art contemporain, magasin site Bouchayer-Viallet, 155, cours Berriat (76-21-95-84). Jusqu'au 25 septembre.

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE. Serge Pallaskoff. Hôtel Domest de Campredon, 20, rue du Docteur-Tallet (90-38-17-41). Jusqu'au 12 octobre.

LA ROCHELLE. Jeanne : le tymphe de Saint-Ayrol. Tour Saint-Nicolas (46-41-37-79). Jusqu'au 28 septembre.

LE TOUQUET. Les peupliers, sismes de leur temps, de 1880 à 1948. Palais de l'Europe (21-05-21-65). Jusqu'au 31 juillet.

LYON. Particuliers lyonnais, 1880-1914. Musée des Beaux-Arts, 20, place des Terreaux (78-28-07-66). Jusqu'au 15 septembre. - Carmelo Zagari. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-E. Herriot (78-30-06-66). Jusqu'au 28 juillet.

MARCO-EN-BREUIL. Art déco, 1928-1936. Fondation Septentrion (20-46-26-37). Jusqu'au 21 juillet.

MONTAUBAN. Vedova, Seytourt, Garcia-Servita. Œuvres de FRAC Midi-Pyrénées. Musée Jaurès, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-63-18-04). Jusqu'au 7 septembre.

NANTES. Giuseppe Penone. Musée des Beaux-Arts, 10, rue Clemenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 30 septembre - Moderne Cracy (17-69-18-26), architecte peintre. Musée Dobré, place Jean-V (40-89-34-32). Jusqu'au 17 août - Un siècle de réclames illustrées. Château des Ducs de Bretagne, Tour du Fer à Cheval (40-47-18-15). Jusqu'au 14 septembre.

NICE. Delacroix : peintures et dessins d'inspiration religieuse. Musée national Message biblique Marc Chagall, avenue Docteur-Ménard (93-81-75-75). Jusqu'au 6 octobre. - L'espèce abstraite : Hartung, ENAC, 24, avenue Jean-Médécine (93-62-18-85). Jusqu'au 30 septembre - Espace abstrait : Debré, Hartung, Oliva, Ripollé, Souderberg, Acropolis, 1, esplanade Kennedy (93-92-81-43). Jusqu'au 27 juillet. - Louis Chacalis. Galerie d'art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (93-62-37-11). Jusqu'au 27 juillet - Emile Cressat. Musée international d'art naïf A. Jaisvsky, château Sainte-Hélène, avenue Val-Marie (93-71-78-33). Jusqu'au 30 septembre.

PONT-AVEN. Cent ans, Garguin à Pont-Aven. Musée, place de l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au 30 septembre.

RENNES. De Bessane à Gresson, peintures françaises et italiennes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile Zola (99-79-44-16). Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-DIE. L'art en plein jour. Musée municipal, place Georges-Trinonville (29-55-21-56) et jardin de la Bibliothèque. Jusqu'au 31 août.

SAINT-FARGEAU. Bouvard, Collin, Quennou, Veret : peintures. Château (86-74-05-67). Jusqu'au 5 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Un musée d'histoire : collections privées françaises 1945-1985. Fondation Maugé (93-32-81-63). Jusqu'au 5 octobre.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE. Immigration Fondation Marie Praxinos. Chapelle Notre-Dame-de-Puë, hôtel de Sade, hôtel Estrine (90-92-95-22). Jusqu'au 15 octobre.

SEDAN. La statue religieuse dans les Ardennes : la piété populaire. Musée-château. Jusqu'au 28 septembre.

STRASBOURG. Gaston Ponce, design et architecture 1975-1985 - André Groussin, 1980-1986. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux Marché-aux-Poissons (88-32-46-07). Jusqu'au 17 août - Dessins hollandais et flamands du cabinet des dessins de l'université de Leyde. Musée historique, 3, rue de la Grande-Boucherie (88-32-25-63). Jusqu'au 31 août.

TANLAY (Yonne). James Ensor, peintures, dessins, gravures - Rodi d'Alenc, dessins, sculptures. Château (86-52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

TOULOUSE. Talbot, miroir de temps. Musée Paul-Dupuy, 13, rue de la Place (61-25-21-83). Jusqu'au 30 septembre.

TOURS. Maugé : A proximité des poètes. Centre de création contemporaine, rue Racine (47-66-50-00). Jusqu'au 28 septembre.

VALENTIGENNES. L'Académie de peinture et sculpture à Valenciennes au XVIII<sup>e</sup> siècle. Musée des Beaux-Arts, boulevard Watteau (27-46-21-09). Jusqu'au 28 septembre.

VAL-DE-VESE (Marne). Roger Ackling. Église de Courcelles (26-61-64-94). Jusqu'au 31 juillet.

VILLENEUVE-D'ASCQ. A. Barro et M. Dujardin - R. Fritsch - R. Daparis - J. Mayeux - Donatien M. Maréchal, 1882-1968. Musée d'art moderne, allée du Musée, sortie Château (20-05-42-46). Jusqu'au 21 septembre.

VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON. Robert-Scapellato : les machines mécaniques. Ciron, la Chartraine (90-25-05-46). Jusqu'au 6 août.

VILLEURBANNE. Collection souvenir. Le Nouveau Musée, 11, rue Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 21 septembre.

FESTIVAL DE MUSIQUE DE HONFLEUR

Samedi 12 juillet  
21 h Bach Antiqua Musica.

Samedi 19 juillet  
21 h Liszt Orchestre symphonique de Budapest France Clidat.

Samedi 2 août  
21 h Mozart, Brahms, Beethoven, Anne Queffelec, Régis Pasquier.

(\* Hôtel de Villa 14600 Honfleur.  
Tél. : 31-89-16-47).

Vous préparez un voyage à l'étranger, vous êtes lycéen, étudiant, homme d'affaires et vous souhaitez apprendre à parler et comprendre l'américain?

SESSIONS INTENSIVES DE JUILLET A L'AMERICAN CENTER

AMERICAN CENTER

201 RD RASPAUL 75014 PARIS - REP. DENFER-ROCHEAUX - TEL. (1) 43 35 21 50

Le Monde Informations Spectacles  
43-81-26-20



## THEATRE

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

## Les salles subventionnées

OPERA (47-57-50), ven., mar., à 19 h 30 : la Bohème ; jeu., sam., dim., à 19 h 30 : Don Quichotte ; mer., à 19 h 30 : Salomé.

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : jeu., sam., la Fête enchanteresse.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), sam., mar., à 20 h 30 : le Menteur ; jeu., dim., à 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme ; ven., 20 h 30 : dim., 14 h 30 : Un chapeau de paille d'Italie ; mer., à 20 h 30 : le Balcon.

BEAUBOURG (42-77-12-33) (Mar.) Début-Réouverture : mar., à 19 h, le projet du Grand Paris ; jeu., de 10 h à 20 h : présentation des Cadavres exquis ; Vidéo-animés : tj., à 13 h : En remontant le Mississippi, de R. Manthoulis ; 16 h : Aïda, de Verdi ; 19 h : Le Lac des cygnes, de Tchaïkovski.

Les autres salles

ATELIER (46-06-49-24) (D. soir, lun.), 21 h, dim. 15 h : Hot House (dém. le 12).

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 : les Amoureux de Molière.

BOURVILL (43-73-47-84) (D. lun.), 22 h, sam., 16 h : Pas deux comme elle ; 20 h 30 : Y'a a marre, a-z-voez.

CENTRE CULTUREL DU XVII<sup>e</sup> (45-43-32-92) (D.), 20 h 30 : Poquelin et l'autre.

CENTRE LATINO-AMERICAIN (45-08-48-28) (D. soir, L., mar.), 20 h 30, dim. 16 h : Eklabre de la dernière chance.

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11) (D.), 21 h : Pail de carotte.

CRYPTÉE SAINT-AGNES (47-00-19-31) (D.), 13 h, 15 h, 20 h 30 : Phédon.

DECHARGEURS (42-36-00-02) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : Poèmes avec Vicky Messica (dém. le 13).

EDEN-THEATRE (43-56-44-37) (D., L., mar.), 21 h : De sang sur le cou du chat (dém. le 12).

ESPACE GAITE (43-27-95-94) (D.), 21 h : Vieilles Canailles.

ESSAION (42-78-46-42) (D. soir, L.), 20 h 30 : C'était comme déjà, du café ; à Saint-Germain-des-Près ; à 22 h : Un souvenir... les années tristes.

FONTAINE (48-74-74-00) (D.), 20 h 30, sam., et 18 h : Les mystères du confessionnal ; (D.) 22 h, samedi 15 h 30 : Les chausures de Madame Gilles.

GAITE-MONTMARTRE (42-22-16-10) (D. soir, lun.), 21 h, mar., 15 h : Mémorial des Ronds-de-cuir.

GALERIE 55 (42-26-63-51) (D., lun.), 20 h 30 : The Fantasticks.

GRAND HALL MONTORGUEIL (39-52-42-79) 20 h 30 : l'Ecole des maîtres (dém. le 13).

HUCHETTE (43-26-38-99) (D.) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Lapon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.

LA BRUYERE (48-74-76-99) (D. soir, lun.), 20 h 30, mar., dim. 15 h : la Voisine.

LUCERNAIRE (45-44-51-34) (rel. le 14), L., 19 h : le Maître de l'ennemi (dém. le 12) ; 20 h 30 : le Rire national ; 22 h 15 : Arlequin, serviteur de deux maîtres ; 22 h : Pas de balcons pour 1910. Petite salle, les lun., mer., ven., à 19 h : Pardon m'écrit Prévert.

MARIE-STUART (45-08-17-80) (D., L.), 20 h 30 : Maman Napoléon.

MICHEL (42-65-35-02) (D. soir, lun.), 21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyramide pour six (dém. le 13).

PALAIS-ROYAL (42-97-59-11) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79) L. du mer. au sam. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

## FESTIVALS

## Les festivals à Paris

## FESTIVAL DU MARAIS

(46-87-74-31) Centre culturel Wallonie-Bruxelles (D.), 20 h 30 : les Exaltés (dém. le 12).

Cave gothique de l'hôtel de Beaurival (D.), 20 h : Au perroquet vert (dém. le 12).

## FESTIVAL DE LA BUTTE MONTMARTRE

(42-54-87-03) Arènes de Lauch, 14 h 30 : Bonum Taf Clowns (dém. le 12) ; à 21 h 30 : E. Pericoloso Sporgani (dém. le 12).

## FESTIVAL DE LA FOIRE SAINT-GERMAIN

(42-29-12-78) Salle du Manège de l'Hôtel des monnaies, (D., L.) à 22 h : A quoi rêvent les jeunes filles ? (dém. le 11).

## Ile-de-France

(47-23-40-84) BRETEUIL, Châteauneuf, le 13 à 16 h : Quatuor de clarinettes Laube (Hannet, Viraldi, Breuill, Arries, Meaux).

## FESTIVAL DE REUIL-MALMAISON

(47-32-92-33) Eglise Saint-Pierre Saint-Paul, le 10 à 21 h : Orchestre J.-F. Paillard. Châteauneuf de Malmaison, le 15, à 21 h : Orchestre J.-F. Paillard.

XVIII<sup>e</sup> FESTIVAL DE L'ORANGERIE DE SCEAUX

(47-02-95-91) Le 12 à 17 h 30 : C. Helffer (Beethoven, Schubert, Berg, Bartók, Schönberg), le 13 à 17 h 30 : Orchestre baroque d'Ile-de-France (Schneider, Fux, Haydn, Salieri, Mozart), le 14 à 17 h 30 : Beni Schmid and Co.

## Aquitaine

BLAYE, théâtre de la Nourie, le 11, à 21 h : ensemble orchestral des solistes du Bolchoï, dir. musicale A. Lazarev.

BONAGUIL, théâtre de Fumel, le 16, à 18 h 30 : E. Beaufortier (Bach, Schumann, Liszt, Manuel de Falla).

BORDEAUX, musée des Arts décoratifs, le 16, à 18 h : orchestre des solistes du Bolchoï, dir. musicale A. Lazarev.

CASTILLON, théâtre, le 11, 12, à 22 h 30 : le Ballet de Castillon.

ISSAC, théâtre de Montfort, le 15, à 21 h : ensemble orchestral des solistes du Bolchoï, dir. musicale A. Lazarev.

SAINT-JULIEN-BEYCHEVELLE, théâtre Beychevelle, le 13, à 16 h : idem.

SARLAT, musée en Sorlaire (53-01-09-49) : spectacle culturel, le 10 : orchestre de chambre de la jeune philharmonie de Cologne.

PIEGUT-PLUVIERS, musique en Périgord vert (53-09-24-08) : Chapelle, le 12 : L. Brizac-M. Poletto (clarinette-piano).

SAINT-BARTHELEMY-DE-BUS-BOIS, théâtre, le 10 : orchestre de chambre philharmonique.

MONTIGNY-MENESTEROL, 1<sup>er</sup> festival de la chanson (53-82-23-77) : le 13, à 18 h : L. Roman ; le 13, à 20 h : A. Vandenove ; le 13, à 22 h : J. Bertin ; le 14, à 18 h : C. Aubert ; le 14, à 20 h : N. Poirier ; le 14, à 22 h : C. Nougare.

## Auvergne

BUSSET, théâtre, le 10, à 21 h : ensemble instrumental des solistes du Bolchoï (Haydn, Wagner, Stravinski).

GANNAT, église Sainte-Croix, le 12, à 21 h : M.-C. Alain (orgue).

MONT-DORE, mairie, le 12, à 21 h : G. et

C. Andrian (Beethoven, Rachmaninov, Gershwin).

VOLLORE, église de Courpière, le 12, à 21 h : quatuor à cordes Bartholdy (Haydn, Beethoven, Schubert) ; église, le 13, à 21 h : quintette de cuivre G. Tournon (Bach, Gershwin, Chostakovitch) ; le 16, à 21 h : V. Botta, A. Biffema, R. de Lecay (Liszt, Saint-Saëns, Schoenberg).

## Bretagne

COMBOURG, cour de châteaux, le 16, à 21 h 30 : la Faune Sauvage, de Marvaux.

HENNEBONT, salle des rassemblements (97-36-12-42) : plect des rassemblements, le 16, à 22 h : l'Alouette, d'Anouilh.

SUSCINIO, sources du château, le 16, à 22 h 30 : le Prince et le Bouffon, mise en scène de D. Anny.

VITRE, cour de Châteauneuf, le 10, à 21 h 30 : orchestre de la ville de Rennes, dir. musicale C. Schmitzler (Bach, Mozart) ; les 11, 12, à 21 h 30 : la Faune Sauvage, de Marvaux, mise en scène de P. Debussé ; le 13, à 21 h 30 : G. Mossak.

## Bourgogne

BEAUNE, rencontres musicales (80-22-24-51) : dans la cour des hospices, à 21 h : le 12 : ensemble baroque anglais (Monteverdi) ; dir. musicale D. Robiou ; le 13 : orchestre de chambre de la Communauté européenne (Mozart), dir. musicale R. Baril ; le 14 : T. Berganza, J. Alvarez, P. Parjo (Pergolesi, Handel, Haydn, Massenet, Bizet).

CHATELAIN, église Saint-Vincent, le 11, à 20 h 45 : académie internationale de musique (Frescobaldi, Schöcher, Falcou, Lacro).

COMTE-MARTIN, théâtre, le 11, à 21 h : ensemble instrumental La Revue (Schubert, Viraldi, Mozart).

DUMON, salle des Etats, le 10, à 20 h 45 : autour du tango argentin : église Sainte-Margite, le 11, à 20 h 30 : A. Schimacher (Grieg) ; festival, le 11, à 20 h 45 : L. Julien, G. Ferris, C. Lema, le 13, à 23 h : S. Contoux ; le 14, à 15 h : stagiaires et professeurs de l'AIM ; théâtre de parvis Saint-Jean, les 15, 16, à 21 h 30 : la Fête à Jean.

MENETREUIL-LE-PIETON, le 12, à 21 h 30 : M. Benin.

MEURSAULT, 1<sup>er</sup> festival des grands crûs de Bourgogne (42-77-75-64) : château, le 12, à 20 h 45 : quatuor Audiot, concert Arba ; église, le 15, à 20 h 45 : concert Brisi, concert Arba ; église, le 16, à 20 h 30 : concert : la grande génération romantique.

PREGILBERT, église Notre-Dame, le 10, à 21 h : petit chœur de Paris.

SAINT-FARCEAU, théâtre, le 13, à 20 h 45 : A. Memier, F. Bou (Beethoven, Schubert, Brahms).

SAULIEU, église, le 12, à 20 h 45 : le concert Brisi (Frescobaldi, Schöcher, Lacro, Falcou).

TANNERRE, théâtre, le 12 : orchestre de chambre Berlioz et chœur régional de Bourgogne.

## Centre

CHARTRES, cathédrale, le 13, à 17 h : K. Marshall (Dupré, Franck, Messiaen, Alain, Durufé) ; église Saint-André, le 11, à 20 h 30 : orchestre de chambre de Hambourg (Mozart), dir. musicale R. Leupman.

SULLY-SUR-LOIRE, XIV<sup>e</sup> Festival international (32-53-05-93) : Beaune, le 11, à 21 h : quatuor Suk de Prague (Dvorak, Brahms, Janacek) ; Saint-Benoît, le 12, à 21 h : Camerata scade-

mica du Mozartium de Salzburg (Händel, Mozart, Grieg) ; Saigy, le 13, à 20 h 30 : C. Bolling Big Band ; Gersy-des-Près, le 14, à 19 h : A. sei vocci ; le 15, à 20 h 30 : concert de clôture de l'académie (Liszt, Cléon).

## Champagne-Ardenne

BOURMONT, église, le 13, à 16 h : ensemble vocal régional (Charpentier, Bach, Monteverdi), dir. musicale F. Lasserre.

REUX-SAINT-GERMAIN : le 12, à 21 h : trépidante schubertiade.

GRANDPÉRE, église, le 12, à 21 h : ensemble vocal régional.

REIMS, cour du Palais de Thun, le 10, à 22 h : festival cathédrale de lumière.

## Franche-Comté

ARC-ET-SENNANS, Salles royales, le 11, à 21 h : Journal d'un usager de l'espace.

FONTAINE, festival des Nuits de Jean, château de Jean, les 11, 12, à 21 h 30 : les Aventures du baron de Fano, de A. d'Aubigné ; conservatoire, le 12, à 15 h : ouverture de l'académie d'été, dir. musicale M. Schelle ; théâtre des capucins, le 16, à 21 h : Marché noir, de groupe théâtral Dérives urbaines.

## Languedoc-Roussillon

BAIXAS : le 10, à 20 h 30 : orchestre de chambre de Nîmes, dir. musicale J. Dolzani.

BAGNOLS-SUR-CEZE, Mont Catin, le 11, à 22 h : opéra-comique Miroir, poèmes de F. Mistral, musique de Gounod ; le 13, à 21 h 30 : la Bande à Basile, A. Dena.

CARCASSONNE, Théâtre de la Cité, le 13, à 21 h : l'Ecole des femmes, de Molière, mise en scène J. Sorey ; Théâtre de la Cité, le 12, à 21 h : orchestre national du Capitole de Toulouse (Berlioz), dir. musicale M. Plasson ; théâtre Le Lézard, le 13, à 21 h : idem.

MONTPELLIER, festival international de Radio-France et de Montpellier (67-52-84-84) : cour des Ursulines, le 12, à 21 h 45 : C. Ludwig, P.-E. Deiber (Schubert, Liszt, Wolf, Brahms).

NARBONNE, cathédrale, le 16, à 21 h : J.-C. et J. Dabais (Hôte de pan, orgue).

NIMES, arènes, les 10, 11, à 22 h : le Cercle, opéra de Verdi, dir. musicale E. Krivine, mise en scène J.-L. Thamin ; XP festival de jazz, jardins La Fontaine, le 15, à 21 h : Kurbandet, Hot Antic, grand orchestre du jazz-club de Nîmes ; le 16, à 21 h 30 : C. Bley Sextet, J.-P. Liberdor Quartet.

PEZENAS : le 15, à 21 h : Académie internationale de musique, dir. musicale H. Parraon.

SAINT-GILES, abbaye, le 16, à 21 h 30 : ensemble orchestral de Haute-Normandie, dir. J.-P. Berlingue.

LE VEGAN, église Saint-Pierre, le 16, à 21 h 30 : quintette de cuivres G. Tournon.

## Limousin

AUBRISSON, Bayère de Vassivière, le 12, à 21 h : Y. Egorov.

BELLAC, église de Compiègne, le 11, à 21 h : ensemble Du Vieux (Viraldi, Albinet, Pergolesi) ; théâtre de Fraize, le 12, à 21 h 30 : Siegfried, de J. Giroudoux.

TULLE, rencontres internationales de l'académie (55-29-21-27) : le 10 : A. Piazola ; le 12 : D. Collin ; le 13 : O. Durif ; le 14 : A. Allibert ; théâtre de rue, les 13, 14, places Faucher, de la Poste, M. Brigueux, Mgr Berthaud ; place Brigueux, le 14, à 21 h : Big Bubble Band.

## Lorraine

BUSSANG, théâtre de Pessy, le 14, à 19 h : la Légende d'Amys et Amyle, d'après M. Pottecher, mise en scène de T. Egervari.

MIRECOURT, VF festival des cordes (52-57-57-57) : église Notre-Dame, le 12, à 20 h 30 : M. Benstar (guitare).

## Midi-Pyrénées

CAHORS, V<sup>e</sup> Festival de Blues (65-35-09-56) : Clarence, Gatemouth Brown, Buddy Guy, Junior Wells, les 11, 12.

CONDOM, fêtes musicales en Armagnac (62-28-00-80) : Orchestre national du capite de Toulouse, dir. M. Plasson, le 10, Cathédrale.

GAVARNIE, Divine Comédie, d'après Dante, mise en scène F. Jean, le 16 à 19 h 30, Cirque.

SYLVANES, A. Dumas, R. Poirier (Caldara, Monteverdi, Caccini, Porpora), le 10 à 17 h, Abbaye ; chants et musiques traditionnelles du Québec et de l'Occident, le 13 à 21 h, idem ; R. Poirier (Orgue), le 16 à 21 h, idem.

SAINT-LEZIER, XV<sup>e</sup> Festival, Orchestre national de chambre de Toulouse (Mozart, Bach, Haydn), le 15 à 21 h, Cathédrale.

TARBES, M. Franco (guitare), le 10 à 21 h, Théâtre des Nouveautés, A. Pieri (Luth), le 16 à 10 h, salle des fêtes de l'hôtel de ville, à 21 h, Théâtre des Nouveautés.

## Nord-Pas-de-Calais

BERCK, V. Samson, A. Souchon, le 14 à 20 h, salle Fiolet.

BOULOGNE, la Mer, de Debussy, le 12 à 21 h, Théâtre.

HARDELOT, XIII<sup>e</sup> Festival, solistes, chœurs et orchestre, dir. musicale P. Kuentz (Mozart, Haydn), le 12 à 21 h, Country club ; Orchestre symphonique 1900, le 13 à 21 h, idem.

GRAVELINES, J.-C. Casadesu et l'Orchestre national de Lille (Rossini, Bizet, Beethoven), le 12 à 20 h 30, Espace international.

LILLE, Théâtre de la Comédie, le 11 à 20 h, salle Léo Lagrange d'Estennes ; Djamel Touli, le 11 à 22 h 30, idem ; Trompe l'œil Klaidon, le 12 à 20 h 30, idem ; Théâtre de la Gayolle, le 13 à 17 h, Théâtre de l'Estuaire ; Trompe l'Estuaire de Beir, le 13 à 18 h, idem ; Théâtre de la zone, le 13 à 20 h 30, idem.

LOOS, J. Casadesu et l'Orchestre national de Lille (Bizet, Rossini, Beethoven), le 11 à 15 h, Centre de diffusion.

LE PORTEL, Nuit de piano, le 13 à 22 h, stage.

LE TOUQUET, Talk-Talk, le 15 à 21 h, Palais des Sports.

## Normandie

MONT-SAINT-MICHEL, Northamptonshire Youth Orchestra, dir. M. Tyler (Purcell, Bachmann, Camille), le 11 à 21 h, Abbaye.

SAINT-PIERRE DU VAUVRAY, solistes, de stage d'interprétation du Lied, dir. musicale U. Reinemann (Schumann, Brahms), le 10 à 20 h, Mairie d'André ; Duo de l'Estuaire (Mozart), le 12 à 20 h, idem.

## Pays de la Loire

BRUCE, les Fourberies de Scapin, de Molière, le 15 à 21 h 30, place de l'Église.

NUILLE/VICOM, M. De Charente a dit, de M. Julien, le 10 à 21 h 30, Châteaux de Landéa.

GRANGENT, Spectacle vivant, les 11, 12 à 22 h, Lac.

LA PLAINE/MER, III<sup>e</sup> Festival d'art (40-21-50-14) : G. Yanowitz, le 11, M. De Pina, le 12.

SAINT-MAUR, M. De Charente a dit, de M. Julien, le 10 à 21 h 30, Châteaux de Landéa.

SAINT-MAUR, M. De Charente a dit, de M. Julien, le 10 à 21 h 30, Châteaux de Landéa.

## Poitou-Charentes

LA ROCHELLE, Festival de musique (46-37-79) : V. Samson, K. Kozel, A. Souchon, W. Scheller, le 10, Infocine, C. Couture, Gold, le 11, Renaud, F. Cabel, L. Beaumange, R. Didier, le 12, R. Lavilliers, Mami Dango, Les Etudes, R. Pélissier, Xadim, le 13.

SAINTES, XV<sup>e</sup> Festival de musique (46-92-51-35) : Abbaye aux Dames, A. Molton, C. Roussel (variations sur des thèmes italiens), le 10. Ensemble musique oblique, dir. B. Poirion et Ensemble Orgues, dir. M. Paves, le 11 : T. Koopman (Orgues), le 12 : cathédrale, T. Koopman (clavier), Ensemble de jeunes madrigalistes italiens, M. Zanetti, B. Ranson, Orchestre de Bordeaux Aquitaine (Monteverdi, Frescobaldi, Rameau, Verdi) ; Madrigalisti, A. Molton, G. Lema, P. Koop, H. Crook, le 14 ; Ensemble oblique, Ensemble vocal de la Chapelle royale, le 15 ; Ensemble vocal de la Chapelle royale, dir. P. Herreweghe, le 16.

## Provence-Côte d'Azur

AIX-EN-PROVENCE, 39<sup>e</sup> Festival d'art lyrique (42-23-11-20) : Don Giovanni, opéra de Mozart, dir. musicale : S. Soltau, mise en scène : G. Bourdet ; les 10, 18, à 21 h 15, Archevêché ; Idem, opéra de Mozart, dir. musicale : H. Graf, mise en scène : P. Strasser, les 11, 16, 21 à 15, Archevêché ; Tancrède, opéra de A. Campra, dir. musicale : J.-C. Maigret, mise en scène : J.-C. Pencheval, le 15, 21 à 15, Archevêché ; Idem, le 10 à 12 h, Cathédrale ; Saint-Simon ; M. Tchernov, le 10 à 18 h (Idem) ; Une heure avec J.-S. Bach, le 11 à 12 h (Idem) ; Concert Mozart, dir. musicale : H. Graf, Orchestre de chambre de Pologne, le 12 à 21 h 30, Cathédrale Saint-Louis ; Concert Beethoven-Mendelssohn, dir. musicale : S. Soltau, Orchestre de chambre de Pologne, le 13 à 21 h 30 (Idem) ; Tour de Babyl, de G. Agapiou, récit musical d'après P. Bural, les 14, 15 à 18 h, Théâtre municipal ; Une heure avec Mozart, le 15 à 12 h, Centre Saint-Sauveur ; F. Loperido, le 15 à 18 h, Cathédrale Saint-Sauveur ; J. Schroeder, le 16 à 12 h (Idem) ; J. Kotowicz, le 16 à 18 h (Idem).

## VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale et Orchestre - F.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à heures

# DINERS

## RIVE DROITE

**ARMAND** 6, rue du Beaulieu, 1<sup>er</sup>  
(Palais-Royal) F. sam. midi et dim.

**SAADA** 48-87-28-23  
37, rue Beaumont, 3<sup>e</sup> T.L.J.

**TY COZ** 48-78-42-95  
15, rue Saint-Georges, 9<sup>e</sup> F. dim., lundi

**PAGODA** 48-74-81-48  
50, rue de Provence, 9<sup>e</sup>

**AU PETIT RICHE** 47-70-68-68 47-70-68-50  
25, rue Le Peletier, 9<sup>e</sup> F. dim.

**CLOSURE SARLADAISE** 43-46-68-07  
94, bd Diderot, 12<sup>e</sup> Ts les jours

**PALAIS DU TROCADERO** 47-21-05-02  
7, avenue d'Eylau, 16<sup>e</sup> Tous les jours

**EL PICADOR** 43-87-28-87  
80, bd des Bergues, 17<sup>e</sup> F. lundi, mardi

**ANNICK et FRANÇOIS VALLOT** 42-97-59-11 **et SANTIANY**  
75, av. Nid, 17<sup>e</sup> 42-97-88-44

## RIVE GAUCHE

**LE MARAJAH** 43-54-26-07  
72, boulevard Saint-Germain, 5<sup>e</sup> T.L.J.

**TIEMMO** 46-33-12-12  
3, rue Champollion, 5<sup>e</sup> Fermé le lundi

**LE MALIK** 46-33-40-50  
Spéc. MAROCAINES F. dim.

**CHEZ FRANÇOISE** 47-05-49-03  
Agréable des Invalides, 5<sup>e</sup> F. dim. soir et lundi

Dans une maison et table aux vitres de l'XV<sup>e</sup>, le mer. ven. et sabbat : pizzas, hot, tartes, les. lund., Ghinea. Menu 130 F. Accueil : 1 h à la carte. Recoman. par G. et Millan. Tél. 42-46-05-11.

**CADRE RAFFINE Spécialités MAROCAINES.** Cuscous, Méchoui, Tagines, Bessels. Déjeuners et dîners d'affaires. Banquets, Mariages. Ambiance typique avec danses.

**NOUVEAU TY COZ A LYON (1<sup>er</sup>)** 15, rue Royale, fermé dimanche et lundi. 78-27-26-28. MEMES SPECIALITES DE POISSONS, CREPES, GALETTES. J. 23 h.

**Spécialités chinoises.** Dî. dîn. T.L.J. jusqu'à 22 h 30. « Un des meilleurs restaurants de Paris ». Gault et Millan. « Cambridge et grande cuisine ». Figaro Magazine.

Son étonnant menu à 110 F service compris. Vins du Loire. Décor 1880. Salons de 6 à 50 personnes. Spécialités, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.

## SPECIALITES DU PERIGORD

Déjeuners d'affaires - Dîners - Salons pour groupes

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Service et livraisons à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.

Dî. dîn. j. 22 h. SPEC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zurritos, gambas, bacalao, calamarsitos. Environ 145 F. Formule à 79,90 F. s.a.c. avec spécialité.

Dans leur nouveau décor Napoléon III. Ses produits de 1<sup>re</sup> qualité. Cuisine personnalisée. Déjeuners, dîners aux chandeliers. Terrasse. F. dîn. soir et lundi.

J. 23 h 30. Spéc. INDIENNES, PAKISTANAISES : Biryani, Tandoori. PRIX KALI 84 : meilleur chef de Paris. « GRILL D'OR 86 » de la gastronomie indienne.

Nouveau décor, Cuisine rare traditionnelle : spécialités OKROCHKA, SMARODNICK, courriel « OHOTNIK ». Menu : 75-110 F. et carte grand prix de VODKAS. Dîners aux chandeliers. Médailles.

Claude ALISSA attend ses amis au 15, r. DES GRANDS-AUGUSTINS, 6<sup>e</sup>, de 19 h 30 à 0 h. Couscous, Pastilla, Tagines, Poulet croustillant, Pikissieres maison, vins de Médiane.

Menu PARLEMENTAIRE à 95 F s.a.c.

PARKING ASSURÉ DEVANT LE RESTAURANT : FACE AU N° 2, RUE FABER.

## SOUPERS APRÈS MINUIT

**DESSIRIER** T.L.J. 42-27-82-14  
9, place Paturel

LE SPÉCIALISTE DE L'HOTRE, POISSONS, SPÉCIALITÉS, GRILLADES



## FESTIVALS

## MUSIQUE

## Les concerts

## MERCREDI 9 JUILLET

Espace Kirov, 19 h : C. Laporte, P. Lacroix (Corti, Bellini, Rossini, Verdi, Meyerbeer).

Table Verte, 22 h : P. Nazarian et M. Blot (Bach, Spohr, Gluck, Ravel, Khatchaturian) (+ les 10, 11, 12).

Eglise des Billettes, 20 h 45 : J.-P. Vasseur, J. Pons (Schubert, Haydn, Hummel, Beethoven).

Pelouse de Bagatelle, 17 h : ensemble orchestral de Paris (dir. musicale J.-P. Wallon) (Mozart).

## JEUDI 10

Espace Kirov, 19 h : W. Voguet (Haydn, Chopin).

Table Verte, 22 h : voir le 9.

Eglise des Billettes, 20 h 45 : I. Drenikov (Beethoven, Chopin, Liszt, Clementi).

Eglise de la Madeleine, 21 h : Chœur de la Chapelle Sixtine (dir. musicale Mgr Barbedor).

## VENDREDI 11

Table Verte, 22 h : voir le 9.

Eglise des Billettes, 20 h 45 : P. Brice, A. Rahmet El Bacha (Beethoven).

SAMEDI 12

Table Verte, 22 h : voir le 9.

Eglise Saint-Merri, 21 h : N. Gervand (Musique spirituelle indienne au siècle).

## DIMANCHE 13

Eglise Saint-Merri, 16 h : N. Bera Taghian (Bach, Mozart, Chopin, Debussy, Liszt, Ravel).

Chapelle de la Salpêtrière, 16 h 30 : M. Guyard (orgue).

Salon-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (Musique du XVI<sup>e</sup> siècle).

LUNDI 14

Salon-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (Musique du XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles).

Salle Gerson, 20 h 30 : E. Mouzillas (Liszt).

## MARDI 15

Espace Kirov, 19 h : G. et P. N'Guyen (Handel, Schubert, Beethoven).

Auditorium des Halles, 18 h 30 : Duo A. Goldin et R. Lombravolo (Liszt).

Eglise Saint-Séverin, 21 h : A. Quéclois (Beethoven).

Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : The Choir of New College of Oxford (dir. musicale et orgue E. Figgis) (W. Byrd).

## Jazz, pop, rock, folk

ARTISTIC ATHEVANS (43-79-06-18), 20 h 30, le 9 : Quartet M. Despond, le 10 : Duo H. Bourde, B. Phillips; le 12 : Duo musique indienne P. Dos.

RAISER SALE (42-33-37-71), 20 h : A. 20 h 30, les 10, 11, 12 : Alpha et les Indes; à 23 h : jusqu'à 15 : Bonob Tropical Group; le 14 : Max Galland Blues Band; le 15 : D. Levy.

## Caveau de la Huchette (43-26-65-05), 21 h 30, les 9, 10 : S. Guernat, B. Vasseur Quintet; du 11 au 15 : Claret Connection.

## DUNOIS (43-84-72-00), 20 h 30, du 11 au 13 : A. Rodriguez Combo; le 13 : Macabary.

GIBUS (47-00-78-88), 23 h, le 9 : Lys; le 10 : J. Enard et California; les 11-12 : The Sentinels; le 13 : King Size.

MAGNETIC TERRACE (43-36-26-44), 22 h : les 9, 10, 11 : Great Friends; le 15 : Hank Jones Trio.

MERIDIEN (45-58-12-30), 22 h 30 : Orchestre R. Martel (jusqu'au 12).

MONTANA (45-48-93-08) (D.), 20 h 30 : D. R. Unger, R. Gallazzi.

MONTROUILLE (45-54-95-00), 22 h : S. et N. Rahmet El Bacha (jusqu'au 12); le 13 : P. Galligani et S. Guernat; à partir du 14 : S. Guernat.

NEW MORNING (45-23-51-41), 20 h 30, C. Freeman Quartet; le 11 : R. Brecker Group; le 12 : J. Copeland Blues; le 15 : Don Cherry.

OPERA NIGHT (45-26-00-48), 23 h : le 9 : Drones Toys et Monsieur, Madame K et C.

PETIT JOURNAL MONTMARTRE (43-21-56-70), 21 h 30 : mer., Richard Cole; jeu., M. Nacache Quintet; ven., Claret Connection Quintet.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : mer. Watergate Seven + One; jeu., JC JB Old Finest Stompers; ven., De Preissac Quintet; sam., Caladonia; mar., Mad. Brass Band.

PIED BLEU (43-85-32-16), (D., L.), 23 h : Jenny Bel Air.

PETIT OPPORTUN (43-36-01-36), (Me), 23 h : du 9 au 15 : Sal Nistic, H. Selin, A. Cullaz, A. Levit.

SUNSET (42-61-46-60), du 9 au 15 à 23 h : E. Lockwood, J.-M. Jafet, A. Roman.

TROTTIERS DE BUENOS AIRES (42-33-58-37), (D., L.), 22 h + V. et S. à 24 h : G. Piro Quintet.

ZENTH (42-45-44-44), 20 h 30 : le 9 : R. Stewart.

En région parisienne

LEVALLOIS-PERRET, place de Verdun (43-28-15-48), à partir du 11 h : Tahiti à Levallois (dern. le 14).

MEAUX, Cour du vieux chapitre (64-34-90-11), les 11, 12 à 22 h 30 : Spectacle son et lumière.

JOYEUX-EN-JOSAS, fondation Carrier (39-56-09-99), le 12 à 19 h : Caméra de Versailles.

MONTREUIL, salle Berthelin (48-58-65-33), le 9 à 21 h : la Grande Sauterie et le Moïse.

NEUILLY, Amicé (46-24-03-83), (D. son, L. M.), 20 h 30, D. à 16 h : Tournes musiques (dern. le 10).

SAINT DENIS, Fort de l'Est (48-91-92-52), le 11 à 19 h : Rock Rai Reggae (Volcan, Raïza, Tippi-Tric, Pato-Boston, Général T, Pablo Master, Général Murphy).

VINCENNES, Châteauneuf (43-28-15-48), 18 h 30 les 12, 13 : Donjon, Mémoire de Pierre.

Alz dans le rue, Moulin, danse, théâtre, les 10, 11 à 21 h 45. Ecole normale, Groupe Danes, le 10 à 23 h 30, Palais de justice.

## AVIGNON

40<sup>e</sup> Festival (90-42-65-11) : Chœur des Carmes, Don Carlos, d'après F. von Schiller, texte français de G. Bergaud, mise en scène de M. Marquais, à partir du 11, 22 h.

Palais des Papes : La Tempête, de Shakespeare, Centre national d'Aubervilliers, mise en scène de A. Arias, à partir du 11, 22 h, Cour d'honneur.

Chapelle des Plaisants blancs. Les filles du chef, d'après des contes nigériens, coupé par P. Murin, F. Hiffner, à partir du 12, 21 h 30.

Centre des Châteaux : Musique africaine (Mali, Guinée, Maroc), les 12, 13 à 22 h.

Notre-Dame-des-Neiges : Misa ad Bonum placitum, de L. Luzzachi, par l'Ensemble vocal d'Avignon, dir. musicale G. Demare, le 13 à 10 h.

Théâtre municipal : Le drame de la vie, premiers scènes, mise en scène de V. Novarina, les 13, 15, 16, 21 h 30.

Centre des Châteaux : Musique africaine (Zaire), les 13, 16 à 22 h.

Salle René XII : Le meilleur indifférent. Histoire française de A. Gaudin et J.-A. Goldschmidt, mise en scène de J. Champagnon, les 15, 16 à 21 h 30.

Chapelle des Cordeliers. Les dévies du Diable, de R. M. Rizzo, mise en scène de H. Karaghazian, les 15, 16 à 21 h 30.

Chœur des Châteaux. Parloir africain, mise en scène de G. Garra, les 15, 16 à 18 h.

Cour de l'Église Saint-Louis. Cour-musée, mise en scène J.-L. Houdin, les 15, 16 à 22 h.

Chœur de Palais Vieux. Pour Louis de Funès, de V. Novarina, les 15, 16 à 19 h.

Notre-Dame-des-Neiges. L'Antoinette (orgue), Frescobaldi et les maîtres des orgues et de l'instrument, le 16 à 18 h.

ANTHÈS, Orchestre Camerata de Versailles, dir. musicale : A. du Closel (Bach, Stravinsky, Tchaïkovski), le 15 à 21 h 15, Cathédrale.

ARLES (90-43-98-10) : R. Charles, le 13 à 22 h, Théâtre national; le 15, 16 à 18 h, Cour de l'Église Saint-Louis; le 16 à 19 h, Cour de l'Église Saint-Louis; le 17 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31 à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 25<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 26<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 27<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 28<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 29<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 30<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 31<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 1<sup>er</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 2<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 3<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 4<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 5<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 6<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 7<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 8<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 9<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 10<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 11<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 12<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 13<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 14<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 15<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 16<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 17<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 18<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 19<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 20<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 21<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 22<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 23<sup>e</sup> à 21 h, Théâtre de la Chapelle; le 24<sup>e</sup>



## CINEMA

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

## La Cinéma hebdomadaire

## CHAILLOT (47-84-24-34)

MERCREDI 9 JUILLET  
16 h, l'Oncle de Pékin, de J. Derront ; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers : Ottawa, de Back to God's Country, de D. M. Hartford ; 21 h, Hommage à Heineke Gosh : les Luchies (v.o. a.s. ang.).

## JEUDI 10 JUILLET

16 h, le Paradis de Satan, de F. Gaudin et J. Delannoy ; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers : Washington : Blue Collar Thirteen ; 21 h, Hommage à Heineke Gosh : le Coq chante deux fois (v.o. a.s. ang.).

## VENDREDI 11 JUILLET

16 h, La nuit s'achève, de P. Méré ; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers : Washington : Street Justice ; 21 h, Hommage à Heineke Gosh : le Coq chante deux fois (v.o. a.s. ang.).

## SAMEDI 12 JUILLET

Hommage aux cinéastes étrangers : 15 h, Washington : The Ten Commandments, de C. B. de Mille ; 19 h, Munich : Mystery of the Priest, de B. Brecht, E. Engel et K. Valentin ; la Fiancée vendue, de M. Ophüls ; 21 h, Hommage à Heineke Gosh : Encore une nuit (v.o. a.s. ang.).

## DIMANCHE 13 JUILLET

Cycle : Les grandes restaurations de la Cinéma française : 15 h, la Mort du soldat, de G. Dulac ; 17 h, C'est le feu, de J. de Burmann ; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers : Munich ; 21 h, Hommage à Heineke Gosh : Croisade (v.o. a.s. ang.).

## LUNDI 14 JUILLET

## MARDI 15 JUILLET

15 h, Paris-New York, de Y. Mirandé ; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers : Nouvelle Zélande : 15 h, Hommage à Heineke Gosh : le Coq chante deux fois (v.o. a.s. ang.).

## MERCREDI 9 JUILLET

15 h, Les cinéastes, de A. E. Green ; 17 h, les Evénements de Bronte, de F. Vancini ; 19 h 15, Avignon 86 : The French-American film workshop : My Dinner with André, de L. Malle (v.o. a.s. ang.).

## JEUDI 10 JUILLET

15 h, Wine of Youth, de King Vidor ; 17 h, Un si bel été, de L. Gilbert (v.o. a.s. fr.) ; 19 h, Avignon 86 : The French-American film workshop : Heartbreakers, de B. Roth (v.o. a.s. fr.).

## VENDREDI 11 JUILLET

15 h, Son homme, de T. Garnett (v.o. a.s. fr.) ; 17 h, Cent millions ont disparu, de E. Scoll (v.o. a.s. fr.) ; 19 h, Avignon 86 : The French-American film workshop : Purple Heart, de D. Burton Morris (v.o.).

## SAMEDI 12 JUILLET

15 h, la Volonté du mort, de P. Lenz ; 17 h, le Jardin des Finzi Continzi, de Vittorio de Sica ; Avignon 86 : The French-American film workshop : 19 h, l'Hôtel New York, de A. Raynal (v.o. a.s. fr.) ; 21 h, The Best Son, de B. Roth (v.o.).

## DIMANCHE 13 JUILLET

15 h, Tramp tramp tramp, de H. Edwards ; 17 h, Un pouce, un train, et quelques monstres, de D. Risi ; Avignon 86 : The French-American film workshop : 19 h 15, Eating Racoon, de P. Burtel (v.o. a.s. fr.) ; 21 h, Walls of Glass, de S. Goldstein (v.o.).

## LUNDI 14 JUILLET

15 h, les Chagrins de Satan, de D. W. Griffith ; 17 h, Amo uno, de R. Rossellini (v.o.) ; 19 h 30, Avignon 86 : The French-American film workshop : Sherman's March, de M. Elvén (v.o.).

## MARDI 15 JUILLET

Tous les jours à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma jeunesse (programmation décalée au 42-78-37-29).

## Les exclusivités

## ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.)

Lucas, 15 (45-44-57-34).

## AFTER HOURS (A., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 6 (45-62-45-76) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.F. : Gaîté Rochecouart, 9 (48-78-11-71) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Images, 18 (45-22-47-94) ; Secrétaire, 19 (42-41-77-99).

## FUTURE COP, film américain

de Charles Baud, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount, 14 (43-35-30-40) ; V.F. : Lumière, 9 (42-46-49-07) ; Maubouff, 9 (47-70-72-86) ; Bastille, 11 (43-07-54-40).

## LA LOI DE MURPHY, film américain

de John Lee Thompson, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (45-62-41-46) ; V.F. : Grand Rex, 2 (45-74-94-94) ; Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galaxie, 13 (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## TOUT VA TROP BIEN, film américain

de Jim Kauf, V.F. : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 14 (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

## ANGLE DE FER (A., v.o.)

Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Montparnasse Pathe, 14 (43-20-12-06).

## L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES ANGES SONT PIÉS EN DIEUX

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## L'AMIE SUEUR (Suiss.)

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-35-21-21).

## LA MACHINE À DÉCOUVRIR (Fr.)

Salut, 15 (42-42-60-13) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-92-82) ; Studio 45, 9 (47-70-63-40) ; Paramount, 14 (43-



# RADIO-TÉLÉVISION

# INFORMATIONS «SERVICES»

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

## Mercredi 9 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilleton : Les aventures du jeune Patrick Pacard.  
Après le roman de Justus Frane, réal. Gero Erhardt. Avec H. Martz, W. Kisting, F. Boogart... (2<sup>e</sup> partie). Le professeur Guntram, qui a découvert un système capable de résoudre les problèmes de la faim dans le monde, est devenu amnésique après avoir parlé à un espiègle qui avait mis un sursis de vérité dans son dentifrice. Une série d'épisodes réalisés par la télévision allemande. Une sorte de James Bond familial dans les montagnes norvégiennes.
- 21 h 30 Opéra-comique : la Fille du régiment.  
Musique de Donizetti, livret de Saint-Georges et Bayard, orchestre sous la direction de B. Campanella, mise en scène B. Steffano. Enregistré à l'Opéra-Comique. Avec Jane Anderson, Alfredo Kraus, Antoine Garçon, Michel Tremont, Hélia T'Hezan, Jean-Noël Bequelin. (Diffusion simultanée sur Franco-Musique.)
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 15 Carnet de bord.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 30 Le grand échiquier.  
De Jacques Chancel.  
Invité : Luciano Pavarotti (rediff.). Accompagné par l'Orchestre de l'Opéra de Paris sous la direction d'Antonio Guadagnoli, Luciano Pavarotti interprète des œuvres de Donizetti, Verdi, Puccini, Boito. Il présente aussi un extrait de concert avec Joan Sutherland, dans un duo de Lucia di Lammermoor, de Donizetti. Avec Livio Bori, organiste à Modène, il chante l'Ave Maria de Schubert, et avec John Wustman, pianiste, il interprète plusieurs airs de Bellini, Rossini, Tosti et Puccini.
- 23 h 20 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 Variétés : les Communards.  
Concert enregistré au Théâtre national de Bordeaux.
- 21 h 30 Thalassa.  
Magazine de la mer de G. Pernoud. Le secret du San-Juan.  
Ce film documentaire canadien de Thomas Cadiweux retrace la vie des premiers chasseurs de baleine européens au 15<sup>e</sup> siècle.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 40 Cinéma : Polar.  
Film français de J. Bral (1983). Avec J.-F. Balmer.

- S. Montaigne, P. Santini, R. Dubillard, C. Chabrol, M. Dufour.  
Un ancien gendarme mobile, devenu détective privé et installé dans l'échec, est entraîné dans une sombre aventure par une jeune fille mêlée à un meurtre. Libre adaptation d'un roman policier « noir » de Jean-Patrick Manchette. Jacques Bral a filmé une existence à la dérive, une enquête-labyrinthe et, surtout, l'histoire d'une fascination amoureuse destinée à transformer un homme sans espoir.
- 0 h 20 Prélude à la nuit.  
Les sons et les parfums vont dans l'air du soir, de Debussy, par Pascal Rogé, pianiste.
- 0 h 25 Journal des festivals.

### CANAL PLUS

- 21 h, Out of order, film de Carl Schenkel ; 22 h 25, 1984, film de Brian Radford ; 0 h 15, David, Thomas et les autres ; film de László Szabó ; 1 h 50, Feuilleton : Lili, petit à petit.

### LA « 5 »

- 20 h 30 Série : Riposte ; 21 h 35, Série : l'inspecteur Derrick ; 22 h 30, Magazine scientifique : Big Bang.

### TV 6

- 19 h, NRJ 6, invité : Serge Guirou ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

### FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Pour ainsi dire : avec Alain Jouffroy : portrait Sade ; reportage à propos du festival poétique de Cognac.
- 21 h 30 Musique : le chant de la sorcière, de M. von Schilling.
- 22 h 30 Nuits magiques : La nuit et le moment ; les voliers.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Concert (donné au Théâtre musical de Paris le 9 juin) : Symphonie « Prague », de Mozart ; Don Juan, poème symphonique, de Strauss ; Symphonie n° 8, de Dvorak, par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. : V. Neumann.
- 21 h 30 Opéra (en simultané avec TF1) : la Fille du régiment, de G. Donizetti, livret de J.H. Vernoy de Saint-Georges et F. Bayard.
- 23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

## Jeudi 10 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 14 h 45 Les habits du dimanche.
- 15 h 35 Quarté en direct d'Enghien.
- 15 h 45 Croque-vacances.  
Réal. : Dore-dore motus ; Variétés ; Bricolage, etc.
- 17 h 25 Boîte à mots.
- 17 h 30 Série : Les ruses de la fortune.
- 18 h 25 Mini-journal, pour les jeunes.
- 18 h 35 Feuilleton : Danse avec moi (rediff.).
- 19 h 10 La vie des Botes.
- 19 h 40 Le masque et les plumes.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Feuilleton : Nous sommes terroristes I  
Téléfilm en trois parties de Carlo Lizzani, d'après le livre de Lucio d'Eramo : Nucleo Zero.  
Le groupe terroriste entreprend trois hold-up, se déclare et décide d'exterminer l'un des siens. Le film est plutôt raté, mais le témoignage sur l'activisme meurtrier du début des années 80 dans la Rome des Brigades rouges est intéressant.
- 21 h 35 INA : nuits d'été.  
Graf'nitz, le monde merveilleux du cirque dans un regard d'enfant.  
Voyage sentimental : La mort du bœuf, un documentaire de création réalisé par Dominique Gros, un village quasi abandonné en Australie depuis la fermeture d'une mine de cuivre. Une gare, une poste, un pub et la brousse... Que sera, sera : les Diamants roses, une création musicale et vidéo-graphique.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 25 Carnet de bord.  
Journal du Tour de France à la voile.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 14 h 20 Série documentaire : Un monde défilant.  
Le monde secret des grandes balcons.
- 15 h 15 Sports été.  
Hippisme : championnat du monde à Aix-la-Chapelle. Cyclisme : Tour de France.
- 18 h 05 Série : Capitot.
- 18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
Deuxième coupe des clubs, en direct d'Antibes (demi-finales).
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Le journal du Tour.
- 20 h 00 Journal.
- 20 h 35 Cinéma : Cadet Rousselle.  
Film français d'A. Hucobelle (1954). Avec F. Périer, D. Robin, Bourvil, M. Lebeau, N. Roquefort, C. Carrère.  
Le dernier-né d'une famille de paysans quitte son village par dépit amoureux. Il se joint à une troupe de saltimbanques complottant pour faire évader Louis XVI. La Révolution à l'Empire, les aventures du personnage emprunté à la chanson populaire s'évalent en une plate imitation de Fanfan la Tulipe.
- 22 h 20 Magazine : J'aime à la folie... la photographie.  
Présenté par Michel Honorin, en direct du Festival d'Arles.  
Des photos de Robert Doisneau et, sous réserve, le premier film du célèbre photographe : des photos d'archives ; l'atelier de Jean-François Javelle à Arles ; comment sélectionner les photos d'un reportage.
- 23 h 20 Histoires courtes.  
Solitaire à micro ouvert.
- 23 h 40 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 30 Série : La mémoire des pôles.
- 17 h 45 Reprise : Thalassa (diffusé le 9 juillet).
- 18 h 15 Série : Cheval mon ami.
- 18 h 45 Journal des festivals.

- 19 h La « 19-20 » de l'information.
- 19 h 55 Dessin animé : Les entrecatchés.
- 20 h 05 Les Jeux, à Saint-Palais-sur-Mer.
- 20 h 35 Cinéma : La vallée des poupées.  
Film américain de Mark Robson (1967), avec B. Parkins, P. Duke, S. Tate, S. Hayward.  
Une acrobate, une chanteuse, une danseuse, obsédées par des rêves de luxe et de gloire, naviguent entre la réussite et l'échec, abusent de l'alcool et des tranquillisants. Cette prétendue étude de mœurs, inspirée d'un roman de Jacqueline Susann, fut au cinéma américain des années 60 ce que sont, maintenant, Dallas et Dynasty à la télévision.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 55 Contes d'Italie : Le commissaire.  
Téléfilm de F. Vancini, d'après une nouvelle de Mario Pomilio, avec P. Bonacelli, A. Ferréol, J. Jenkins et M. Mell.  
Le plus brillant téléfilm de cette série adaptée des grands noms de la littérature italienne. L'épopée quotidienne d'un bureaucrate obscur qui a réussi, grâce à une technique du mensonge et un rituel sans faille, à passer pour un grand fonctionnaire... Humour surréaliste, mettant en œuvre une logique aberrante. Bonacelli est génial !
- 23 h 55 Prélude à la nuit.  
Danse roumaine de Barot.
- 0 h Journal des festivals.

### CANAL PLUS

- 14 h, On m'appelle Providence, film franco-italo-allemand de Giulio Petroni (1972) ; 15 h 20 Rendez-vous, film français d'André Téchiné (1985) ; 16 h 50, Série : Winchester à l'honneur ; 18 h, Série : Danse d'été ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 45, Série : Blavie ; 20 h, Les tripes ; 20 h 45, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 20 h 55, Adieu Bonaparte, film franco-égyptien de Youssef Chahine (1984) ; 22 h 35, Possessions, film franco-allemand d'A. Zulawski (1981) ; 0 h 35, Starfighter, film américain de Nick Castle (1984) ; 2 h 10, Série : Exploz à la mode.

### LA « 5 »

- 18 h 45, Feuilleton : Flamingo Road ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Chips, (et à 23 h 15) ; 21 h 25, Série : Kojak (et à 0 h 10) ; 22 h 15, Musique : Cinq sur cinq (et à 1 h 05).

### TV 6

- 14 h, Tonic 6 (et à 20 h) ; 17 h, Système 6, Invité : Valérie Stephen ; 19 h, NRJ 6 (et à 22 h) ; 23 h, Profil 6, Invité : Stevie Wonder.

### FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Chambre d'hôtel, d'après une nouvelle de Collette, avec N. Borgeaud, C. Rich, D. McAvoy, C. Nicot...
- 21 h 30 Notes en marge : l'actualité du livre musical.
- 22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; les voliers.
- 0 h 10 De jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné le 10 juin au Théâtre musical de Paris) : Une aventure de Don Quichotte, de Guinidi ; Cinq chœurs noirs, de Montsalvatge ; Le tricorné : suites 1 et 2, de M. de Falla ; Sept chansons populaires espagnoles, de M. de Falla/L. Berio, par l'Orchestre symphonique de la radio-télévision espagnole, dir. M. A. Gomez-Martinez, sol. A. Nafe, mezzo-soprano.
- 23 h Les soirées de France-Musique : à 1 h Bing Crosby et les crooners.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 11 JUILLET

- « Les Hôtels du Marais (2<sup>e</sup> cycle) ». 14 h 30, métro Chemin-Vert (M. Banasat).
- « La Sorbonne et l'histoire de l'Université ». 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Corise Segave).
- « Les neuf plus jolies demeures du Marais et leurs jardins secrets, promenade dans le Marais galant. Evocation de M<sup>me</sup> de Maintenon, Voltaire, du maréchal Tallard ». 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (L. Haultier).
- « Une heure au Père-Lachaise ». 10 heures et 11 h 30, porte principale (V. de Langlade).
- « La Cour des miracles, évocation des voleurs et mendiants, des malingres, des francs miteux du Grand Coesre et des archiprêtres ». 15 heures, métro Bonne-Nouvelle devant poste (M. C. Lasnier).
- « L'Hôtel de Lauzun ». 15 heures, 17, quai d'Anjou et « Un parc du souvenir : le Père-Lachaise ». 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).
- « L'Opéra et son sous-sol ». 14 heures, devant entrée (C. Meric).
- « L'Île de la Cité, Notre-Dame et Saint-Julien le Pauvre ». 14 h 30, métro Pont-Marie (les Planeries).
- « Les vieux Belleville ». 15 heures, métro Place-des-Fêtes, sortie Crimeé (G. Boiteau).
- « Montmartre ». 15 heures, devant église Saint-Pierre de Montmartre, porche principal (M. Dussart).
- « Paris et ses hôpitaux : le musée de l'Assistance publique ». 15 heures, 47, quai de la Tourneille (M. Jacomet).
- « L'aube des chemins de fer ». 15 heures, gare de l'Est, hall des départs (M. Serres).

## SALONS

### MAIRIE-EXPO A LYON

Pour sa troisième édition, le salon Mairie-Expo se décentralise : il sera organisé du 3 au 7 novembre prochain à Lyon sur le centre Euroexpo. Motif de ce déménagement : à Paris, c'est une manifestation parmi d'autres, en province, elle a tout de suite une place à part et les visiteurs sont plus disponibles et motivés : en outre, beaucoup d'entreprises de Rhône-Alpes travaillent pour les collectivités locales. Ces explications sont données par Alain Trampolier, commissaire général du salon, qui précise encore qu'il attend à Lyon 400 exposants et 70 000 visiteurs.

Mairie-Expo est traditionnellement le lieu de rendez-vous des responsables locaux et des entreprises dont ils sont les clients. De véritables marchés se sont ainsi créés pour tout ce qui intéresse l'équipement urbain mais aussi, plus nouveau, pour l'affichage, les transports des personnes du troisième âge, la sécurité...

Cette année, les grands prestataires de service des collectivités locales comme la « Générale » ou La Lyonnaise des eaux seront présents à Lyon où ils voisineront avec des fournisseurs plus modestes ou plus folkloriques, comme ce vendeur de plaque d'égout aux armes des villes, ou ce fabricant d'instruments de musique pour fanfares municipales...

\* 94, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 42-66-26-16.

## EN BREF

**TOUT POUR PLAIRE.** — Science et Vie consacre un numéro hors série aux « Médecines de la beauté ». Quels sont les traitements anti-rides, sont-ils efficaces ? Peut-on bronzer sans danger ? Quels sont les composants des cosmétiques ? Comment soigner la cavité, l'acné ? Que penser de la chirurgie esthétique, etc.

\* Numéro hors série du 7 juin au 7 septembre 1986, 18 F dans les kiosques ou à Science et Vie, 5, rue de la Bièvre, 75006 Paris.

## VACANCES

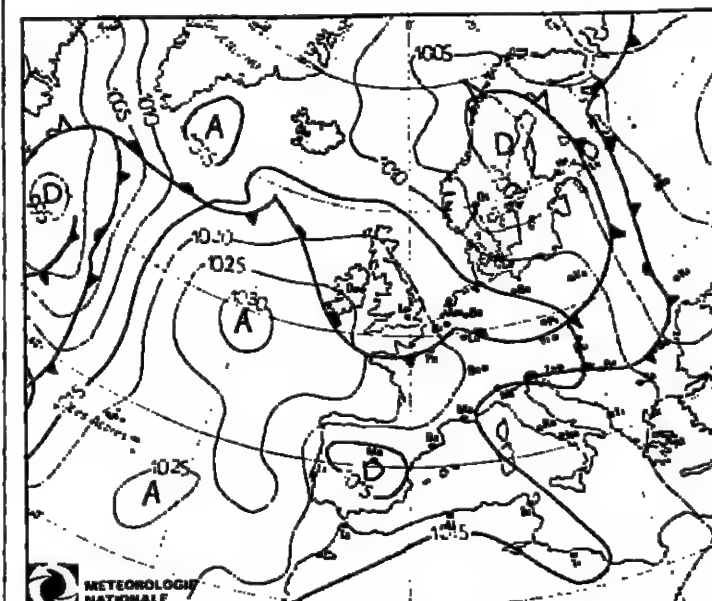
**CHALOM ISRAËLI.** — Sions organise un voyage en Israël du 4 au 24 août prochains. Les participants seront logés dans des hôtels de 4 ou 5 étoiles à Tel-Aviv et à Natanya, selon leur choix. Ils pourront également participer à des excursions à travers le pays, à des activités d'animation et des rencontres sur le thème de l'intégration et des investissements. Une formule « Spécial Jeunes » de dix-huit ans-trente ans est prévue au club hôtel Blue Bay de Natanya. Pour tous renseignements, téléphoner de 10 heures à 18 heures au 42-46-04-34 ou 42-46-01-91.

**VU DU PONT.** — Embarquement à Buzet-sur-Baïse, et tout le long du canal latéral à la Garonne, entre Casters-en-Dordogne et Castelnaudary, les vignobles du Sauternes et la richesse du patrimoine historique d'Agon, Montech et Toulouse. Sans oublier, bien sûr, la gastronomie. Le plaisir du tourisme fluvial. Une semaine à partir de 2 300 F. Bateau d'une capacité de quatre à six personnes.

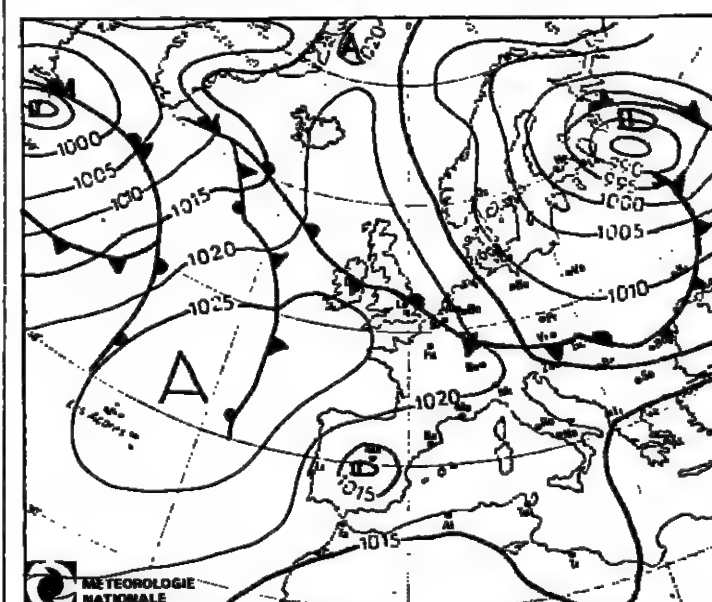
\* France Anjou Navigation, qual National, 72300 Sablé. Tél. : (43) 95-14-41.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 9 JUILLET 1986 A 0 HEURE TU



### PRÉVISIONS POUR LE 11 JUILLET A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 9 juillet à 0 heure et le jeudi 10 juillet à minuit.

Les hautes pressions du proche Atlantique progressent la France du courant perturbé de nord-ouest qui circule sur le nord de l'Europe ; toutefois, de l'air toujours frais et humide traversera les régions du Nord-Est.

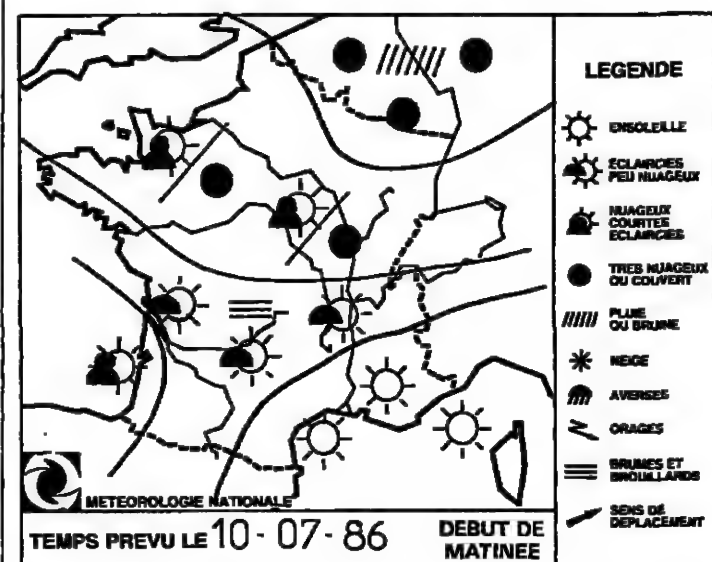
Jeudi matin, un temps très nuageux prédominera sur les régions de la moitié nord, excepté sur le sud de la Bretagne où des éclaircies sont probables ; quelques gouttes de pluie pourront même accompagner les nuages près des frontières du nord-est ; plus au sud, le temps sera clair, malgré la formation de nuages bas sur les Landes et le Pays bas-

que, et quelques brumes sur l'ouest du Massif Central et les Pyrénées.

Au cours de la journée, le beau temps ensoleillé va s'étendre à la plupart des régions, avec cependant quelques nuages de la Normandie aux Pays de Loire et au nord des Alpes, mais aussi des passages nuageux toujours importants du Nord aux Vosges et au Jura.

Le vent de nord-ouest à nord sera faible à modéré ; près du golfe du Lion, à l'ouest de Toulon, mistral et tramontane vont faiblir, mais souffleront encore modérément.

Les températures, voisines le matin de 8 à 13 degrés, 16 à 18 degrés près de la Méditerranée, atteindront l'après-midi 18 à 23 degrés sur la moitié nord, 23 à 26 degrés plus au sud, et 26 à 30 degrés sur le sud-est de la Corse.



TEMPÉRATURES maxima - minima					Temps observé				
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-7-1986 à 6 h TU et le 9-7-1986 à 6 h TU					le 9-7-1986 à 6 heures TU				
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	27	15	S	C	TOULOUSE	26	16	N	S
BARCELONE	27	16	C	N	POINTE-AUX-VALENS	-	-	-	-
BORDAUX	22	12	C	N					
BREZIL	21	12	N	N					
CHEN	17	11	N	N	ALGER	31	17	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	AMSTERDAM	20	9	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	ATHÈNES	31	23	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	BANGKOK	35	26	C	C
CHENOUA	18	10	N	N	BARCELONE	27	20	C	C
CHENOUA	18	10	N	N	BELGRADE	23	12	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	BERLIN	20	10	A	A
CHENOUA	18	10	N	N	BRUXELLES	19	12	A	A
CHENOUA	18	10	N	N	LE CAIRE	32	25	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	COPENHAGUE	20	10	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	DALAN	24	24	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	DELHI	35	26	C	C
CHENOUA	18	10	N	N	DIERNA	32	21	C	C
CHENOUA	18	10	N	N	GENÈVE	23	11	C	C
CHENOUA	18	10	N	N	BONGKOK	32	27	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	OSAKA	31	19	N	N
CHENOUA	18	10	N	N	ISTANBUL	31	19	N	N
CHENOUA	18	10	N	N	JERUSALEM	27	15	S	S
CHENOUA	18	10	N	N	LISSABON	30	15	N	N
CHENOUA	18	10	N	N	LONDRES	22	8	N	N
CHENOUA	18	10	N	N	LONDRES	22	8	N	N

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
ALGER	BRUXELLES	CHEN	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
BARCELONE	BORDAUX	BREZIL	CHEN	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
BREZIL	CHEN	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHEN	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA	CHENOUA
CHENOUA	CHENOUA								

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## ABONNEMENTS VACANCES



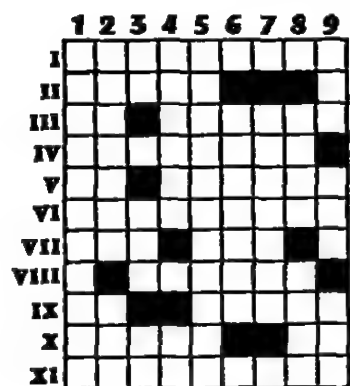
ABONNEMENTS VACANCES  
Le Monde  
1986  
12 F  
1987  
15 F  
1988  
18 F  
1989  
21 F  
1990  
24 F  
1991  
27 F  
1992  
30 F  
1993  
33 F  
1994  
36 F  
1995  
39 F  
1996  
42 F  
1997  
45 F  
1998  
48 F  
1999  
51 F  
2000  
54 F  
2001  
57 F  
2002  
60 F  
2003  
63 F  
2004  
66 F  
2005  
69 F  
2006  
72 F  
2007  
75 F  
2008  
78 F  
2009  
81 F  
2010  
84 F  
2011  
87 F  
2012  
90 F  
2013  
93 F  
2014  
96 F  
2015  
99 F  
2016  
102 F  
2017  
105 F  
2018  
108 F  
2019  
111 F  
2020  
114 F  
2021  
117 F  
2022  
120 F  
2023  
123 F  
2024  
126 F  
2025  
129 F  
2026  
132 F  
2027  
135 F  
2028  
138 F  
2029  
141 F  
2030  
144 F  
2031  
147 F  
2032  
150 F  
2033  
153 F  
2034  
156 F  
2035  
159 F  
2036  
162 F  
2037  
165 F  
2038  
168 F  
2039  
171 F  
2040  
174 F  
2041  
177 F  
2042  
180 F  
2043  
183 F  
2044  
186 F  
2045  
189 F  
2046  
192 F  
2047  
195 F  
2048  
198 F  
2049  
201 F  
2050  
204 F  
2051  
207 F  
2052  
210 F  
2053  
213 F  
2054  
216 F  
2055  
219 F  
2056  
222 F  
2057  
225 F  
2058  
228 F  
2059  
231 F  
2060  
234 F  
2061  
237 F  
2062  
240 F  
2063  
243 F  
2064  
246 F  
2065  
249 F  
2066  
252 F  
2067  
255 F  
2068  
258 F  
2069  
261 F  
2070  
264 F  
2071  
267 F  
2072  
270 F  
2073  
273 F  
2074  
276 F  
2075  
279 F  
2076  
282 F  
2077  
285 F  
2078  
288 F  
2079  
291 F  
2080  
294 F  
2081  
297 F  
2082  
300 F  
2083  
303 F  
2084  
306 F  
2085  
309 F  
2086  
312 F  
2087  
315 F  
2088  
318 F  
2089  
321 F  
2090  
324 F  
2091  
327 F  
2092  
330 F  
2093  
333 F  
2094  
336 F  
2095  
339 F  
2096  
342 F  
2097  
345 F  
2098  
348 F  
2099  
351 F  
2100  
354 F  
2101  
357 F  
2102  
360 F  
2103  
363 F  
2104  
366 F  
2105  
369 F  
2106  
372 F  
2107  
375 F  
2108  
378 F  
2109  
381 F  
2110  
384 F  
2111  
387 F  
2112  
390 F  
2113  
393 F  
2114  
396 F  
2115  
399 F  
2116  
402 F  
2117  
405 F  
2118  
408 F  
2119  
411 F  
2120  
414 F  
2121  
417 F  
2122  
420 F  
2123  
423 F  
2124  
426 F  
2125  
429 F  
2126  
432 F  
2127  
435 F  
2128  
438 F  
2129  
441 F  
2130  
444 F  
2131  
447 F  
2132  
450 F  
2133  
453 F  
2134  
456 F  
2135  
459 F  
2136  
462 F  
2137  
465 F  
2138  
468 F  
2139  
471 F  
2140  
474 F  
2141  
477 F  
2142  
480 F  
2143  
483 F  
2144  
486 F  
2145  
489 F  
2146  
492 F  
2147  
495 F  
2148  
498 F  
2149  
501 F  
2150  
504 F  
2151  
507 F  
2152  
510 F  
2153  
513 F  
2154  
516 F  
2155  
519 F  
2156  
522 F  
2157  
525 F  
2158  
528 F  
2159  
531 F  
2160  
534 F  
2161  
537 F  
2162  
540 F  
2163  
543 F  
2164  
546 F  
2165  
549 F  
2166  
552 F  
2167  
555 F  
2168  
558 F  
2169  
561 F  
2170  
564 F  
2171  
567 F  
2172  
570 F  
2173  
573 F  
2174  
576 F  
2175  
579 F  
2176  
582 F  
2177  
585 F  
2178  
588 F  
2179  
591 F  
21



# « SERVICES »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4265



**minceurs.** - XI. Des endroits où l'on cuisine.

**VERTICALEMENT**

1. Poules de basse... cour. - 2. Un os dans l'os. Femme du monde. - 3. Négation. Ville du Pérou. Article étranger. - 4. Avec lui, cela ne colle jamais. Personnel. - 5. N'est donc pas du genre à nous faire « souffrir ». - 6. Travaille en jouant. - 7. Manière de parler net. - 8. Peut faire une belle dame. Fil conducteur. - 9. Un service qui se demande souvent en tête à tête. Vidait la nef. Réunion en masse.

Solution du problème n° 4264

**HORizontalement**

1. Angleterre. - 2. Na. Aras. - 3. Gire. Prend. - 4. Unis. Meule. - 5. Asperion. (Allusion aux frères Lumière). - 6. Elles. - 7. Rat. If. Sève. - 8. Couteau. UE. - 9. Os. Strictes.

**VERTICALEMENT**

1. Anglier. (Frères sculpteurs). - II. Nain. Lact. - III. Rialto. - IV. Laisse. Ue. - V. Era. Pait! - VI. Ta. Me. Fer. - VII. Espère. Ai. - VIII. Rus. Suc. - IX. Réclire. - X. Néo. Vue. - XI. Edentées.

GUY BROUTY.

## PHILATÉLIE

### A nos lecteurs

Plusieurs lecteurs nous écrivent ou nous téléphonent pour regretter la disparition de notre rubrique philatélique hebdomadaire. Qu'ils se rassurent, cette rubrique n'est que suspendue et, dès la rentrée, nous leur fournirons les informations qu'ils demandent dans ce domaine.

Nous rappelons à nos lecteurs qu'ils peuvent se reporter à notre mensuel spécialisé, le *Monde des philatélistes*, dont le numéro de juillet-août vient de paraître. (Téléphone : (1) 42-47-99-08).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 9 juillet 1986 :

### DES DÉCRETS

● N° 86-809 du 7 juillet 1986 modifiant le décret n° 83-1247 du 23 décembre 1983 relatif au concours de l'internat en pharmacie.

● N° 86-810 du 7 juillet 1986 modifiant certaines dispositions du code du travail (troisième partie) relatives à la taxe perçue à l'occasion du renouvellement des autorisations de travail délivrées aux étrangers.

### UN ARRÊTÉ

● Du 3 juillet 1986 portant désignation des auditeurs de la trentième session nationale de l'Institut des hautes études de défense nationale (cycle 1985-1986).

## Naissances

- M<sup>me</sup> Roger LEFEBVRE

est heureuse d'annoncer la naissance de son premier petit-enfant

Agatha,

chez Francis et Hanna-Ebhardt

le 2 juillet 1986.

9 A, allée d'Honneur,

92330 Soaux.

## Mariages

- Claude BOUVIER

et

Jacques MIQUEL,

ont la joie d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le 30 juin 1986.

- Lella BOUHDIBA

et

Christophe ALVISET

ont la joie d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu à Paris, le 17 mai 1986.

## Décès

- Jean Adam,

son épouse,

Martine, Catherine, Olivier, Sophie

Adam,

ses enfants,

Yvette Adam,

sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

Amie ADAM,

en son domicile, le 7 juillet 1986.

Les obsèques auront lieu le jeudi 10 juillet, à 16 heures, au cimetière de Chaville.

- Tous ses amis de Lire pour comprendre ont la tristesse de faire part du décès de

Amie ADAM,

qui a été et inlassablement animé leur association.

L'inhumation aura lieu le jeudi 10 juillet 1986, à 16 heures, au cimetière de Chaville.

## Les obsèques de

M<sup>me</sup> Gabrielle AVELLA,

décédée dans sa soixante-dixième année

auront lieu le vendredi 11 juillet 1986, à 14 h 15.

On se réunira à l'église Saint-Joseph de Carcassonne (Aude).

De la part de

M. et M<sup>me</sup> André Rouja

Et de ses nombreux amis.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

6, boulevard de la République,

92250 La Garenne-Colombes.

- Karl Flinker a la profonde tristesse de faire part de la mort de son père

Martin FLINKER,

libraire et éditeur,

chevalier de la Légion d'honneur,

qui s'est éteint paisiblement à Paris, le samedi 21 juin 1986, dans sa quatre-vingt-onzième année, après une vie de travail exemplaire.

Selon sa volonté, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Rémy GOUSSAULT,

chevalier de la Légion d'honneur,

ancien membre du Conseil

économique et social,

survenu le 4 juillet 1986 à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Un service religieux aura lieu ultérieurement à Paris.

11, rue Suger,

75006 Paris.

[Né le 17 avril 1903 à Paris. Rémy Goussault, ingénieur agricole, a rempli des fonctions d'expert au sein des commissions de 1948 à 1951, avant d'être envoyé en mission aux Nations unies et à diverses conférences internationales. Il était entré au Conseil économique et social en 1959 et fut chargé de mission auprès du ministre d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer (1968).]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du *Monde*, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

# LE CARNET DU Monde

## Remerciements

- Le cardinal Jean-Marie Lustiger,

La paroisse Saint-Pierre de Mont-

rouge.

Et les familles Menillet, Cardenas et

Zoulié,

remercient tous ceux qui se sont associés

à leur peine profonde lors du rappel à

Dieu de

M<sup>gr</sup> Roger MEUILLET.

M<sup>me</sup> Germaine GAUTHIER.

- M<sup>me</sup> Pierre POINT,

ses enfants et petits-enfants,

M<sup>me</sup> Marcelle Point,

Et toute la famille,

profondément touchés des marques de

sympathie que vous leur avez témoi-

gnées vous adressent leurs sincères

remerciements.

## Rectificatif

- Dans l'avis passé le 8 juillet 1986,

il fallait lire :

M<sup>me</sup> Germaine Lubetzki

et son fils, Michel Lubetzki,

infiniment touchés par les marques de

sympathie et d'amitié qui leur ont été

témoignées lors du décès de

M. Maries LUBETZKI,

remercient tous ceux qui ont pris part

à leur grand chagrin.

## Anniversaires

- Ce 10 juillet 1986, quinzième

anniversaire de la mort du

docteur Estienne GRANOTIER.

une pensée est adressée à ceux qui

l'ont connu et qui restent fidèles à son

souvenir.

## Soutenances de thèses

### DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-IV, mercredi

9 juillet, à 15 heures, salle des Conseils,

M. Mohamed Rida : « La faisabilité

économique du nucléaire dans les pays

en voie de développement : le cas du

Maroc. »

## Mort du peintre Gérard Schneider

Le peintre Gérard Schneider est mort à Paris dans la nuit du 7 au 8 juillet. L'exposition organisée par la galerie Patrick Trigano, pour fêter son quatre-vingt-dixième anniversaire, venait à peine de fermer ses portes.

Gérard Schneider s'est imposé en

1946 chez Denise René comme l'un

des leaders de l'abstraction lyrique

avec Hartung et Soulages. Il prend

alors son vrai départ. Les diverses

phases d'une carrière qui s'est éten-

due sur soixante-dix ans ont d'ail-

leurs été rappelées lors de la rétro-

spective qui, en 1983, après le

Musée d'art et d'histoire de Neu-

châtel, avait été présentée au Musée

d'art moderne de Dunkerque.

Gérard Schneider est né le

28 avril 1896, à Saint-Croix, dans

le Jura suisse, d'un père antiquaire

ébéniste à Neuchâtel qui, frappé par

sa précocité, l'envoie à Paris en

1916. Après deux ans à l'École des

arts décoratifs, il entre à l'École

nationale des beaux-arts dans l'at-

elier Cormon, le temps d'acquies-

cer à la doctrine de Paul Gauguin

et, entre autres, de restaurer de

tableaux anciens et les portraits de

commodore qui l'excite pour vivre.

Lorsque, ayant épuisé toutes les

ressources de l'art figuratif, il se

lance dans l'informel, c'est tout

l'acquis antérieur qui, à son corps

déformé, dicte l'élégance et l'agen-

cement des formes, règle leur

conflict. A travers sa mémoire, les

couleurs éclatantes s'appellent les

unes les autres, trouvent d'elles-

mêmes le ton juste. Il en résulte une

œuvre violemment romantique,

véritablement, somptueuse.

Gérard Schneider, naturalisé

français en 1948, avait notamment

obtenu le Grand Prix International

de l'art abstrait Lissone 1957 ; en

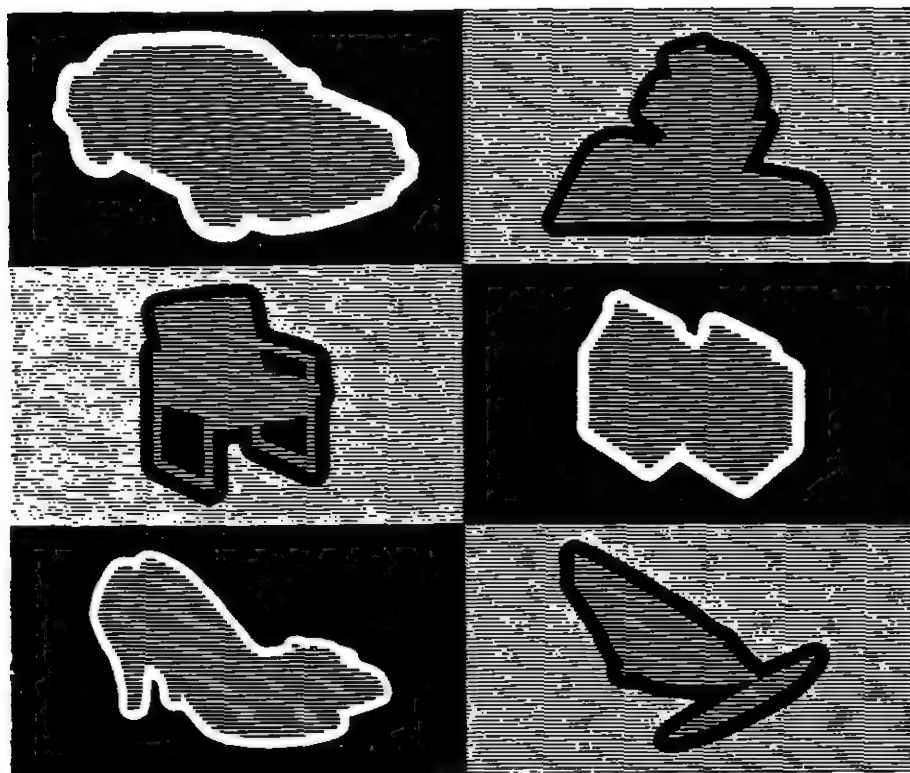
France, le Grand Prix national des

arts de 1975, la médaille de vermeil

de la Ville de Paris en 1983.

JEAN-MARIE DUNOYER.

## Nous participons à l'essor des industries que nous servons



EniChem utilise l'énergie et l'innovation pour aider au développement des nombreuses industries - de l'automobile au textile, en passant par l'emballage et l'ameublement.

Grâce à une étroite collaboration avec ses clients directs et indirects, EniChem suit ses matériaux d'un bout à l'autre de la chaîne de transformation - des matières premières aux produits finis.

EniChem est l'un des producteurs pétrochimiques les plus importants et les plus diversifiés d'Europe. Basé sur des moyens techniques et commerciaux considérables, EniChem, partenaire de ses clients, contribue à

l'amélioration de la valeur ajoutée des produits existants et à la conception des produits futurs. Le large faisceau des matières premières EniChem couvre l'industrie : produits chimiques de base, plastiques, polymères techniques, caoutchouc et latex synthétiques, fibres synthétiques, intermédiaires pour détergents, produits agricoles, produits de chimie fine et spéciaux, produits pharmaceutiques et autres. Tous ces matériaux sont disponibles à travers un réseau mondial de vente et de distribution. EniChem peut certainement faire quelque chose pour vous!

**EniChem**

EniChem (France) SA, Rue Lionel Terry 10, 92804 Rueil-Malmaison.  
Téléphone 1/470 892 49 Téléc. 203 998 Fax 1/470 804 69

## LÉGION D'HONNEUR

### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Balignat, Charles Buffe-

noir, Jean Divert, Emile Jaulin, Clé-

ment Joly, Jean-Baptiste Loques, Louis

Blondeau, Abel Seguin, Robert Tassot.

MM. Gustave Abelleit, Jean Arché,

Jean Balespouy-Castille, Joseph Be-

ron, Jean Barrère, Marcel Bazin, Mar-

cel Beaugendre, Louis Bellard, Charles

Bernard, Clément Berthomieu, Maurice

Bourton, Henri Blin, Emile Blot,

Camille Bonneau, André Bonnet, Jean

Bordenne, André Bousut, Gaston Bour-

geois, Georges Callet, Alcide Canut,

Louis Capron, Eugène Carrière,

Georges Carrey, Joseph Casoli, Jean

Castagnet, Jean Charroin, Paul Clau-

del, Jean Clout, François Conin, Fran-

çois Corion, Camille Cotere, Noël

Crambert, Gaston Deloy, Oscar Del-

marie, Pierre Dijoux, Jules Dufour, An-

dré Dumas, Joseph Dumortier, Charles

Duplacy, Adrien Dupouy, André Du-

pret, Paul Flaxjac, Abel Fontan, Marcel

Fossé, Constant Fouquet, Albert

Fourny, Claude Galluchon, André Gé-

raud, Pierre Gerbaud, Louis Gossard,

Pierre Gouzes, Henri Grambach, Ma-

gloire Guénolé, Julien Guilbert,

Edouard Guillaume, Jean-Marie

Henry, Jean Henri, Maurice Jolin,

Raymond Jolivet, José Maurice, Jean-

Marie Jouron, Ludovic Laffan, Léon

Lanoix, Jean Lapetite, Emile Lebigo,

Jean-François Le Blos, Robert Le-

noire, Jean Léonard, Augustin Leroy,

Louis Lesaulnier, Ernest Loubier,

Eugène Louis, François Magnaud, Léon

Mahlo, Albert Malbrand, Henry Mar-

cel, Clément Marchand, Marcel Mar-

cel, Georges Martin, Désiré Martinec, Mar-

cel Maurice, Jean Mazaudier, Sébastien

Milence, Maurice Meunier, Claudius

Milge, Victor Millet, Silvain Monrobo,

Félix Montjovent, Julien Morin, De-

miel Neveu, Georges Nivoit, Raymond

Pagin, Kléber Palzi, René Parisot,

Alexandre Parize, Jean Pavier, Pierre

Péneau-Ponçon, Emile Perrin, Camille

Petit, Jean Petit, Jean Philpott, Domini-

que Piccard, Louis Pignard, Marcel

Pig, Joseph Pitié, Joseph Planty, Clé-

ment Pozzinger, Léon Pozzoles, André

Henry, Eugène Portier, Maurice Poin,

Sylvain Pouchet, Léon Quentin, Henri

Retourné, François Rey, Pierre Ri-

chard, Georges Ricotti, Alphonse Ro-

cheville, André Rollet, Emile Romain,





Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU et d'associations françaises pour le développement

## Quand règnent la peur et la colère...

TRENTE-HUIT gouvernements seulement ont adressé au secrétaire général de l'ONU des commentaires ou des propositions après que l'Assemblée générale ait, en 1982 puis le 24 octobre 1985, jour du 40<sup>e</sup> anniversaire des Nations unies, proclamé 1986 Année internationale de la paix, et qu'elle ait invité tous ses membres à intensifier leurs efforts de coopération. Aucun d'eux n'appartient aux pays les plus riches et les plus puissants.

Plus préoccupant encore, un grand nombre des pays occidentaux témoignent aujourd'hui d'une nette désaffection à l'égard de l'ONU. Les Etats-Unis exercent même sur elle une sévère pression financière pour l'amener à modifier ses orientations et à changer le système de vote de son budget en faveur des Etats membres qui y contribuent le plus.

Pour cette raison, et bien d'autres qui résultent de l'implacable confrontation manichéenne entre l'Est et l'Ouest, la coopération internationale, dont dépend le bon fonctionnement du système des Nations unies au service de la paix, est tombée au niveau le plus bas. Tandis que la course aux armements atteint des dimensions inégalées et que le fossé entre pays riches et pays pauvres continue de s'élargir.

Progressivement donc, le régime de la peur - celui aussi de la colère - s'étend, dans un monde menacé par ces deux bombes à l'énorme pouvoir destructeur que sont les armes nucléaires d'annihilation et la misère indicible de centaines de millions d'hommes.

Corrélativement, la recherche de la sécurité est devenue l'obsédant souci des pays du Nord. Mais, s'il est naturel et légitime que partout les peuples prennent des mesures de défense pour assurer leur vie et leur indépendance, de telles mesures sont injustifiables dès lors qu'elles visent aussi, comme c'est souvent le cas, à maintenir les positions de force et les privilèges de certaines nations gâtées par la géographie, l'histoire ou l'avance technologique qu'elles ont su prendre. Les chances d'un véritable développement s'en trouvent gravement compromises. Cette injustice est de moins en moins acceptée dans un monde qui connaît une multiplication sans précédent des moyens de communication, une croissance démographique explosive, et une dégradation écologique dont on commence à mesurer les désastreuses conséquences.

Des centaines de millions d'hommes refusent désormais de se résigner à la faim, au chômage, à la misère,

alors qu'un lieu de combatte systématiquement cette épave qui défigure le visage de l'humanité, des centaines de milliards sont consacrés par les Etats les plus forts à la recherche d'une supériorité militaire qui paraît à leurs yeux le seul vrai moyen d'assurer leur sécurité et leur prédominance. Mirage de tous les temps, cette quête de la sécurité militaire n'aboutit finalement qu'à créer toujours davantage d'insécurité.

Il est donc grand temps d'attacher la plus grande importance aux facteurs de sécurité et de paix non militaires. Tout particulièrement aux facteurs moraux et même religieux qui tendent à nous donner une vision globale du « bien commun » de l'humanité, vision dont bien peu d'hommes d'Etat et d'informateurs sont pourvus. Celle que détestait par exemple M. Olaf Palme.

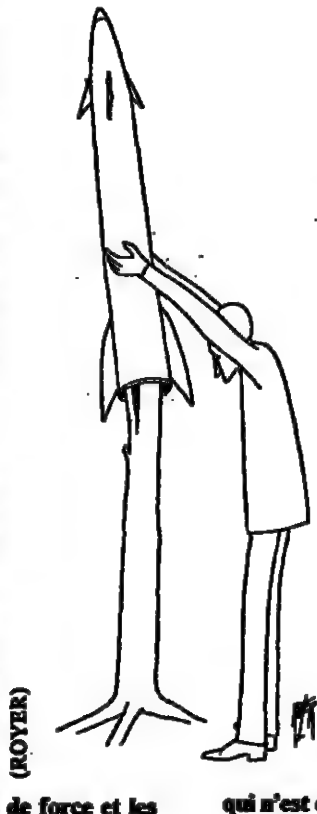
Comment cependant, sans davantage de lucidité, de sagesse et de générosité, les habitants de la planète seront-ils en mesure de prévenir l'affrontement inévitable qui se dessine entre deux sociétés rendues aveugles, l'une par son opulence excessive, l'autre par son insupportable misère.

Les manifestations pour la paix se multiplient aujourd'hui; elles témoignent d'une prise de conscience croissante de l'urgence de mesures de coopération et de solidarité. A cet égard, le drame de Tchernobyl constitue un spectaculaire avertissement. Deux journalistes américains fort connus, Anthony Lewis et Flora Lewis, dont pourtant les options diffèrent souvent, l'ont tout de suite compris. « Il est temps, vient d'affirmer le premier, de reconnaître que la menace nucléaire est plus importante que l'idéologie, et que nos différences politiques sont modestes en comparaison du danger qui pèse sur nous. Il faut cesser d'avoir une foi aveugle dans une technologie qui n'est et ne sera jamais infallible. »

An lieu, écrit en substance l'autre journaliste, de se livrer à une bataille de propagande dérisoire au sujet de Tchernobyl, les Super-Grands feraient mieux de conclure, avec l'aide de l'Agence atomique de Vienne, un traité établissant les règles rigoureuses d'une sécurité nucléaire internationale.

Est-il en effet d'autres moyens de désamorcer au plus vite l'une des deux bombes qui mettent en péril le destin de l'humanité ?

JEAN SCHWCEBEL  
coordonnateur.



(MOYER)

## NATIONS UNIES

### Les voies non militaires de la sécurité

AFFECTER une partie des ressources libérées par le désarmement au profit du développement socio-économique des pays du tiers-monde est en général considéré comme souhaitable. Il devient aussi évident qu'il ne peut s'agir d'un simple transfert de ressources. D'une part les pays industrialisés, tout comme les pays en développement, voient dans le développement et le désarmement deux processus distincts et parallèles. Comme si l'absence de progrès de l'un n'avait pas de répercussions sur l'autre. D'autre part, tout le monde est persuadé qu'il ne peut y avoir ni désarmement ni développement sans le respect des règles de sécurité.

La reconnaissance de cette interaction triangulaire entre développement, désarmement et sécurité offre donc un cadre de réflexion politique. Mais les difficultés commencent quand on cherche à rendre ces notions opérationnelles. Si lent et hésitant qu'il soit, le processus de désarmement est grossièrement quantifiable par la réduction des arsenaux et des personnels militaires. De même, le développement, sous des formes très différentes d'un pays à l'autre, offre des critères identifiables. Seule la sécurité reste une perception, et non un processus. La poursuite de la course aux armements, surtout dans le domaine nucléaire, menace plus l'humanité qu'elle ne la protège, conclut très clairement le document final de la session sur le désarmement. De plus, la géo-politique conduit à définir la sécurité dans des termes de plus en plus économiques. Il est temps de considérer les menaces non militaires à la sécurité, comme la baisse de croissance économique, les freins au progrès social, le chômage, la rareté des ressources humaines et matérielles, l'insécurité alimentaire et une grave dégradation de l'environnement. Ces problèmes non militaires appellent des réponses non militaires. Or les ressources financières et matérielles pour y faire face sont limitées et mal réparties.

Une réduction des armements permettrait de dégager des moyens qui élargiraient la gamme des possibilités de l'économie. Ce qui intéresserait autant les pays industriels que les autres puisque personne n'échappe aux

effets pervers de la course aux dépenses militaires. En effet, en situation de crise, les exigences militaires ont tendance à supplanter les besoins civils, au Nord comme au Sud. Pourtant, il est bien préférable de s'atteler à améliorer les niveaux de vie, plutôt qu'à accroître l'arsenal militaire. D'autant que ce qui est militaire est très vite détruit ou périmé. Si la recherche ou la formation militaires offrent parfois des débouchés dans le domaine civil, cette voie reste douteuse pour mettre en valeur le capital humain. Il existe des voies plus sûres, nos militaires.

Du fait que les dépenses mondiales en armement continuent d'être concentrées dans les pays industriels, et que les problèmes socio-économiques les plus aigus restent localisés dans les pays en développement, on a tendance à considérer le développement comme l'ultime bénéficiaire du désarmement. Pourtant, l'envisager le développement qu'en termes de bénéfice ne contribue guère à créer entre ces deux processus une relation dynamique de renforcement mutuel.

Ces tensions socio-économiques nées du sous-développement, ce mal-développement sont les menaces non militaires à la paix et à la sécurité, au niveau mondial. C'est pourquoi le développement est un facteur de paix; il écarte les menaces non militaires qui pèsent sur le bien-être et la sécurité des peuples, et favorise ainsi un climat international plus stable. C'est pourquoi on peut considérer le lien entre désarmement et développement comme une voie à double sens.

Le souci de sécurité et de souveraineté de tout Etat est légitime. Mais il est vain de rechercher la sécurité par un degré toujours plus poussé de militarisation. La sécurité passe au contraire par des niveaux plus bas, plus équilibrés et vérifiables de l'investissement militaire. Ainsi, le désarmement, le développement et la sécurité peuvent être considérés comme une véritable triade, pour le bénéfice et la paix internationale.

JAN MARTENSON  
Secrétaire général  
pour la Conférence sur le désarmement  
et le développement.

## CHOSUN/ILBO (Séoul)

### Corée : les cendres brûlantes de l'histoire

PEU de peuples ont aussi soif de paix que le peuple coréen, qui a connu la tragédie d'une querelle intestine ne peut imaginer cette époque sans l'avoir vécue.

Pendant la guerre de Corée, commencée en 1950, les Coréens ont assisté à des scènes inhumaines. Un frère aîné braquant son fusil sur le frère cadet, un fils trahissant ses parents...

Cette guerre était une guerre idéologique entre l'Est et l'Ouest, dans laquelle les intérêts s'opposaient totalement.

Les montagnes fleuries, les rivières, la côte de la mer du Sud dont les Coréens sont si fiers ont été tachées du sang de plus de 1 600 000 jeunes soldats. Ceux de la Corée du Sud, ceux de l'armée américaine, des contingents des seize pays engagés sous le drapeau des Nations unies, ceux de l'armée de Corée du Nord et de l'armée chinoise.

En outre, plus de dix millions de familles dispersées par la guerre, séparées entre le Nord et le Sud, attendent

le jour de se retrouver. Quarante ans de séparation est une période trop longue pour eux.

Aujourd'hui, la « ligne d'armistice » entre le Nord et le Sud est fortifiée, impenable. Seuls les animaux peuvent la traverser. Récemment, des délégués des deux zones l'ont franchie dans le cadre des entretiens entre le Sud et le Nord; mais cela reste exceptionnel. Les civils n'ont pas le droit d'approcher.

#### Une division à caractère international

Les Coréens d'aujourd'hui ressentent une grande douleur et une profonde rancœur face à cette situation. Mais devant les épisodes récemment connus de cette guerre de Corée, nous nous réjouissons que l'armistice ait été conclu dans la péninsule. Le général

James Van Fleet, alors commandant de l'armée des Nations unies et commandant de la huitième armée américaine, a en effet déclaré, le 24 juin 1983, alors qu'il était interviewé par des journalistes coréens, que les Etats-Unis avaient eu l'intention d'utiliser à cette époque des armes nucléaires. Des documents du département d'Etat américain montrent bien que le président Eisenhower avait examiné la possibilité de lancer des bombes nucléaires près de la ville de Kaesung, au nord de la ligne d'armistice.

La Corée n'est ni un pays vaincu de la deuxième guerre mondiale, ni un pays qui a provoqué la guerre. La Corée était un Etat nouvellement indépendant, qui s'est empressé de constituer un nouveau gouvernement dès sa libération de la colonisation japonaise.

La seule pensée que la Corée ait failli recevoir des bombes nucléaires au nom de la confrontation idéologique Est-Ouest nous effraie.

YONG-SUK SHIN.  
(Lire la suite page 22.)

## LE MONDE (Paris)

### Un doigt dans l'engrenage

DANS un coin de la planète, sans grande importance pour les superpuissances, un chef de gouvernement soucieux de paix, mais inquiet de voir les déclarations d'intention régulièrement démenties par les faits, a tenté une expérience. L'an dernier, en désespoir de cause, mais délibérément, il a mis le doigt - un doigt de raison - dans l'engrenage irrationnel et ruineux de la surenchère nucléaire militaire.

Depuis lors, l'engrenage, mû par la logique antagoniste des Goliaths planétaires, Etats-Unis en tête, menace de broyer ce David pacifiste ravalé au rang de mauvais exemple et de mauvais allié.

La démarche du premier ministre David Lange - c'est évidemment de lui qu'il s'agit - a essentiellement consisté, on le sait, à interdire l'accès des ports néo-zélandais aux navires dotés d'armements nucléaires. Chez les Américains, les premiers touchés, la mesure a suscité un tollé et des mesures de rétorsion. Et l'affaire n'est pas terminée.

Pourtant, le défi néo-zélandais ne manquait à priori ni de bon sens, ni de logique, ni même de sens démocratique. La démarche se voulait un premier pas concret dans le sens d'un « renforcement négatif » de la dissuasion, par opposition au « renforcement positif », qui consiste à revoir indéfiniment à la hausse les stocks d'armes et les zones d'influence nucléaires.

Allant au-delà de la rhétorique pacifiste qui accompagne rituellement chaque progrès dans l'escalade, Wellington disait, en quelque sorte, à Washington et, incidemment, à Moscou : 1. Vous êtes piégés dans une surenchère dont vous ne sortirez jamais seuls; 2. Sa dynamique et son potentiel destructif sont tels que la logique de la négociation préalable à toute diminution est absurde; aujourd'hui la guerre des étoiles, demain quoi? 3. On peut, on doit, faire le premier pas. Nous le faisons compte tenu de nos possibilités. Pas contre nos alliés, mais pour préserver les voies de la raison et les chances de paix.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.  
(Lire la suite page 22.)

## CARNET DU Monde

La conférence de presse de l'Assemblée générale de l'ONU a été marquée par la déclaration de M. Martenson, secrétaire général pour la Conférence sur le désarmement et le développement, qui a souligné l'importance de la coopération entre les pays industrialisés et les pays en développement pour atteindre les objectifs de la Déclaration de l'Assemblée générale de 1978.

M. Martenson a également souligné l'importance de la coopération entre les pays industrialisés et les pays en développement pour atteindre les objectifs de la Déclaration de l'Assemblée générale de 1978.

M. Martenson a également souligné l'importance de la coopération entre les pays industrialisés et les pays en développement pour atteindre les objectifs de la Déclaration de l'Assemblée générale de 1978.

## ort du peintre Gérard Schneider

Le peintre Gérard Schneider est mort à Paris, le 9 juillet 1986, à l'âge de 58 ans.

Gérard Schneider est né le 10 septembre 1927 à Paris. Il a étudié à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts. Il a été membre du mouvement Fluxus. Il a travaillé avec John Cage et Merce Cunningham. Il a été directeur du Centre de la photographie à Paris de 1978 à 1985.

## MARTE ROSSINI

BRANCHE 202 390

TRAGÉDIE DU MARDI 8 JUILLET

NUMÉRO 202 390

RELAIS DE TROUVAILLE PAR 1 2 2

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN

## MARTE ROSSINI

BRANCHE 202 390

TRAGÉDIE DU MERCREDI 9 JUILLET

NUMÉRO 202 390

RELAIS DE TROUVAILLE PAR 1 0 4

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL

Parution le 18 septembre 1986

40-55-60-62, page 4196



## ZYCIE WARSZAWY (Varsovie)

## Allemands et Polonais

« Tant que le monde durera, Allemands et Polonais ne sauront être frères. » Ce vieux proverbe polonais reflète la terrible histoire germano-polonaise, pleine de haine et de guerres, illustrée par une frontière qui a toujours été un front. Histoire également de la fabrication de stéréotypes hostiles, véhiculés aussi par les livres scolaires d'histoire, et de géographie en particulier.

Après la première guerre mondiale déjà, la Société des Nations avait lancé l'idée d'une critique de l'enseignement de ces disciplines. Sans grand effet. Après la seconde guerre mondiale, l'UNESCO relance l'idée, et des commissions se forment. La commission franco-allemande pour les manuels scolaires se met à l'ouvrage de façon très constructive. Le dialogue entre la Pologne et la RFA fut plus délicat. Il se poursuivait dans un vide politique, les deux pays n'entretenant aucun contact diplomatique et le sujet étant particulièrement brûlant. Il fallut attendre 1970 et la signature du traité de normalisation de ces relations pour que des historiens et des géographes élaborent des recommandations sur les points les plus controversés de ce passé : la formation des États européens, la Silésie et la Poméranie, la colonisation de l'Europe centrale et orientale au Moyen Âge, le partage de la Pologne, la question des frontières, Gdansk...

Ces recommandations ont dans l'ensemble répondu aux attentes, même si l'application de certaines d'entre elles ont posé quelques problèmes en RFA. Le mythe de l'expulsion de la population allemande après 1945 persiste par exemple, considéré en RFA comme « l'initiative des Polonais », sans qu'il soit tenu compte des ordres donnés par les nazis ni des décisions de Potsdam.

Cependant, les efforts pour surmonter quelques controverses sont réels, de part et d'autre. C'est en ce sens que le premier président de la commission germano-polonaise déclarait : « L'issue d'un tel combat ne peut être qu'une défaite ou une victoire commune, puisqu'il s'agit d'éveiller chez les jeunes un esprit de compréhension, de réconciliation et d'amitié. »

WOJCIECH POMIANOWSKI.

## ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

## Des techniciens japonais pour l'Afrique

La beauté et la solidité d'un tapis tiennent à l'entrecroisement soigné de la chaîne et de la trame. A cet égard, il y a bien peu de beaux tapis en Afrique : vingt-cinq ans après l'indépendance, aucun pays du continent ne présente de signes d'amélioration dans sa situation économique. Et même l'écart continue de se creuser avec les démocraties industrielles. La fragilité des relations horizontales dans le continent en est sans doute la cause.

Il faut trente-cinq heures pour aller de Dakar à Nairobi, le téléphone marche si mal que les fonctionnaires des Nations unies par exemple communiquent par radio.

Depuis 1960 (année d'Afrique), plus de soixante-dix coups d'État ont eu lieu et treize chefs d'État ont été assassinés. Cette situation encourage les populations, condamnées à la misère, à désavouer les gouvernements élus au profit d'un dictateur qui promet de soulager les misères, tuant ainsi dans l'œuf le germe de la démocratie.

Le fait que l'ONU ait proclamé 1986 Année internationale de la paix et désigné l'Afrique comme priorité pour la communauté mondiale est tout à fait significatif. Il est grand temps en effet que les pays donateurs prennent conscience que le traitement ponctuel des symptômes ne guérit pas le mal africain. Il ne suffit pas que des canions et des appareils électriques japonais affluent en Afrique. Si les Japonais ne travaillent pas au coudé à coudé avec leurs homologues africains, ce type d'aide reste vain. Le Japon doit désormais aller davantage son aide vers l'envoi d'un personnel compétent et qualifié.

SEIICHI KUBOTA.

## EL DIA (Mexico)

## Une question de vie ou de mort

Les deux guerres mondiales ont été l'occasion pour les connaissances scientifiques de faire de grands progrès, par leur application au domaine militaire. C'est ainsi que les blindés ont remplacé la cavalerie, que l'aviation a été utilisée pour l'attaque et l'observation militaires, que l'on a commencé à utiliser la chimie contre les armées et les populations civiles. La seconde guerre mondiale a marqué le franchissement d'une étape encore plus dangereuse, l'affrontement par les armes nucléaires.

En même temps, la fin de cette guerre menait à la création de l'Organisation des Nations unies. Depuis, plus d'une centaine de conflits ont éclaté, dont beaucoup durent encore. Pour des millions d'êtres humains, la guerre est plus qu'une menace : c'est la sinistre réalité de la faim, de la misère, des maladies de la malnutrition, autant de fléaux qui portent en eux un réel potentiel d'extermination de l'espèce humaine. Ce sont là les caractéristiques « secondaires » d'un monde prétendu pacifique, où l'on pratique une « économie de guerre » très développée et sophistiquée.

Personne n'a su empêcher que la médecine serve la guerre : la même science a permis d'éliminer la variole et de créer, associée à la chimie, de nouvelles armes de mort. L'astronautique nous permet de percer les mystères de l'univers et invente des armes atomiques de plus en plus perfectionnées et dangereuses. Les moyens de communication jouent dans la « conditionnement » de nos consciences, donnant une sorte de brevet de « naturalisation » à la destruction et à l'holocauste.

Interrogé sur la façon dont il envisageait la troisième guerre mondiale, Albert Einstein répondit : « Ce que je sais, c'est que la quatrième se fera à jeta de pierre. » Outre sa brutalité, cette réponse semble bien optimiste : qui, en effet, sera encore en vie pour la lancer ?

RUBEN MONTEDONICO.

## EL PAIS (Madrid)

## Vers une communauté ibéro-américaine

L'Espagne prépare avec discrétion mais détermination ce qui pourrait bien être sa principale contribution aux célébrations du cinquantième anniversaire de la découverte de l'Amérique (qui se dérouleront en 1992) : la constitution d'une communauté ibéro-américaine des nations, qui offrirait de solides bases de pacification en Amérique latine. Le roi Juan Carlos I<sup>er</sup> a laissé prudemment entendre que cette idée pourrait devenir réalité dans les six ans à venir. Une réunion des chefs d'État latino-américains dans l'un des lieux où prirent forme les voyages de Christophe Colomb jetterait les premières bases juridiques de la communauté.

Fort de l'autorité que lui confère le passage pacifique d'un régime autoritaire à un système démocratique effectif, l'Espagne est aujourd'hui pleinement qualifiée pour prendre une initiative de ce genre. A Madrid, on conclut des alliances, des rapprochements se négocient... La communauté de langue, la singularité d'un même tronc culturel pour 300 millions de personnes sont en Amérique des réalités puissantes et vivantes. L'autorité morale du roi Juan Carlos à des moments critiques de l'histoire de certains pays, comme l'Argentine au sujet des droits de l'homme, a eu pour effet d'éveiller les consciences collectives et de provoquer un sursaut. Aujourd'hui même, l'ethnie de l'Amérique centrale est l'un des points chauds de la géographie mondiale, où les blocs se disputent l'hégémonie et où la paix est gravement menacée.

ANGEL LUIS DE LA CALLE.

## LE SOLEIL (Dakar)

## L'apartheid, régime de guerre

L'INTRANSIGEANCE du président sud-africain et son entêtement à vouloir pérenniser le régime de l'apartheid contribuent de plus en plus à la destruction économique de son pays et à celle de ses voisins de la ligne de front, en plus de la menace qu'ils font peser sur la paix de la région. Les manœuvres de diversion et les réformes trompeuses, dictées par le souci d'endiguer la vague d'inquiétude et d'agitation sociale, masquent mal la réalité. La levée de l'état d'urgence, les réformes de lois d'urbanisation, la suppression des « pass », sont appuyées par un regain d'agressivité et une escalade militaire vis-à-vis des pays limitrophes, comme le prouve la mise au pas du Swaziland et du Lesotho, qui menaçaient d'asphyxie économique, s'est jeté dans les bras de Pretoria, — et la livraison en mars dernier de missiles Stinger au rebelle Sawimbi. Les « préoccupations sécuritaires » paralysent tout essor économique et social de l'Afrique du Sud et de ses voisins. Le président cap-verdien, récemment en visite en Afrique australe, l'a dit très clairement : « Tant qu'il y aura l'apartheid, il n'y aura pas de paix dans la région. »

Le budget sud-africain pour 1986-1987 reflète lui aussi la nature belliste du régime de Pretoria : une hausse de 20 % des fonds consacrés aux tâches de maintien de l'ordre raciste portent à quelque 2,56 milliards de francs CFA l'enveloppe de la défense. Ces chiffres montrent bien qu'aucune perspective sérieuse de paix n'est envisagée par le pouvoir, malgré les gestes politiques et les coups médiatiques destinés à endormir l'opinion internationale. Les déclarations du président

Botha, au début du mois de mars devant son Parlement, au sujet de l'accession à l'indépendance de la Namibie qu'il administre illégalement étaient d'ailleurs bien inconsistantes ; bien peu convaincantes également la tentative de faire du retrait des Cubains d'Angola le dernier obstacle à un règlement pacifique des conflits de la région.

Pretoria va augmenter de 55 % le budget destiné à la Namibie. Cette augmentation, ajoutée à celle du budget de guerre, exaspère la communauté noire et précipite les risques d'explosion. Certains milieux d'affaires blancs prennent également conscience que ce régime de ségrégation ne favorisera pas toujours leurs intérêts.

La conjonction des effets de la crise économique généralisée et des violences raciales exacerbées laissent entrevoir de sombres perspectives pour l'Etat sud-africain, aujourd'hui au bord du refus obstiné de son président de satisfaire les revendications légitimes de l'immense majorité de la population : la libération de Nelson Mandela et l'abolition du système de l'apartheid.

La coïncidence fortuite, ce mois de juin, de la conférence internationale sur l'Afrique du Sud (où sont étudiées les sanctions contre elle), du dixième anniversaire de la tuerie de Soweto, mais surtout du mouvement de grève généralisée décidé par l'ANC en Afrique du Sud, sont autant de signes que le pouvoir devrait prendre en considération, comme tous les hommes épris de paix et de justice.

AMADOU GAYE.

## TRIBUNE DES NATIONS UNIES : UNESCO

## Construire la paix dans les esprits

VOQUER la « défense » de la paix provoque des réactions paradoxales dans l'opinion publique. D'un côté, la permanence, voire la primauté de la force dans les rapports entre les nations et au sein des sociétés, conduit à taxer les apôtres de la paix d'idéalistes, sinon d'imposteurs.

A l'opposé, le spectre de la guerre hante toujours ceux qui l'ont vécue et effraye leurs enfants. « Plus jamais ça » reste un mot d'ordre universel.

L'action et, quarante années après sa fondation, le bilan du système des Nations unies sont parfois appréciés d'une façon tout aussi ambivalente. Défendre la paix, c'est d'abord éviter la guerre là où court le risque qu'elle se déclare.

L'Organisation des Nations unies abrite les mécanismes politiques visant à résoudre les crises pouvant conduire à un conflit armé. Elle dispose même des instruments destinés à interdire ou à empêcher le recours à la guerre. Mais le système des Nations unies, et en particulier ses « agences spécialisées », dont l'UNESCO, se consacrent autant à la construction de la paix qu'à la prévention de la guerre.

Le préambule de l'acte constitutif de l'UNESCO s'ouvre ainsi : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être érigées les défenses de la paix. »

En quarante années d'existence, l'UNESCO a tissé un réseau sans équivalent au monde pour échanger les connaissances, confronter les expériences, diffuser les idées, avancer dans la recherche fondamentale et appliquée. Directement, à travers les commissions nationales et des organisations non gouvernementales, ou dans le cadre des grands programmes internationaux, des milliers d'éducateurs, d'hommes de sciences, d'artistes venus de tous les continents et d'opinions les plus diverses communiquent à travers l'UNESCO.

Cette action intellectuelle est la base même de son œuvre. Elle est complétée autant qu'irriguée par l'adoption de conventions, recommandations ou déclarations, et l'action opérationnelle : le développement pratique de l'éducation, de la science et de la culture, surtout dans les pays qui en ont un urgent besoin.

Dans ses domaines de compétences, l'UNESCO veut asseoir la paix en pro-

moquant une pensée universelle qui repose sur les mêmes idéaux tout en s'enrichissant des acquis propres à l'histoire de chaque peuple. Tout le reste est technique.

Utopie ? Echech ? Certes, le monde n'a pas connu de conflagration généralisée depuis quarante ans, mais des millions de personnes ont péri dans des guerres localisées pendant cette période. Le taux d'analphabétisme dans le monde diminue, mais il est encore plus de huit cents millions à n'avoir pas eu la chance d'apprendre à lire et à écrire. En général, les capacités éducatives, scientifiques et culturelles restent très inégalement réparties entre les pays, et parfois même les disparités s'accroissent.

## La carence de la coopération intergouvernementale

Faut-il pour autant condamner en bloc le système des Nations unies parce que les guerres continuent, parce que la pauvreté, la maladie et l'ignorance restent le lot quotidien de milliards d'individus ? Il est certes impossible d'évaluer ce qu'il a apporté.

De combien la paix se renforce-t-elle quand des scientifiques venus de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud travaillent ensemble à réhabiliter des terres arides au Sahel, quand une nouvelle école s'ouvre au fond d'une vallée andine, quand la restauration d'un chef-d'œuvre du passé le révèle enfin à des visiteurs venus du monde entier ?

Mais avant d'affirmer l'insuffisance du système des Nations unies à remplir son rôle, voire sa nocivité, il conviendrait de répondre à une question : tous les pays, et en particulier les plus puissants, se sont-ils réellement appuyés sur ce système pour qu'il accomplisse sa mission, c'est-à-dire contribue à résoudre les grands problèmes mondiaux ?

C'est un manque de coopération internationale intergouvernementale qui aujourd'hui freine les efforts de paix. Rappelons-nous un précédent, de sinistre mémoire : la paralysie de la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU, a précédé de quelques années seulement la deuxième guerre mondiale.

RENÉ LEFORT,  
Officier pour l'information du public (OPI).

## LE MONDE (Paris)

## Un doigt dans l'engrenage

(Suite de la page 21.)

Pour M. Lange, la position géopolitique marginale de la Nouvelle-Zélande devait permettre de se soustraire à la logique de la confrontation globale et aux contraintes des alliances sans vraiment mettre ses alliés en danger. Des considérations morales et électorales lui en faisaient, en outre, une obligation.

Enfermés dans une logique opposée, les grands de son camp (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et même, en Asie, Japon et Australie) n'ont guère apprécié la leçon. Ils n'y voient qu'utopie, danger de contamination, trahison et affaiblissement de l'Occident face à Moscou. On ne met pas impunément en doute les prémisses d'une stratégie qui fait de la suprématie nucléaire et du machiavisme politique les meilleurs garants de la paix planétaire ; qu'elle soit américaine ou soviétique. Encore moins, lorsqu'on est dans le camp de l'Occident, en postulant que l'atome militaire est plus maléfique que le communisme lui-même.

Dans le même ordre d'idées, les puissances occidentales n'ont pas non plus goûté la création l'an dernier par les pays du Pacifique sud (Australie et Nouvelle-Zélande en tête) d'une zone dénucléarisée, la troisième du genre. Contrairement à Pékin et Moscou, disposés à s'y associer, elles rendent à signer les protocoles du traité. Question de philosophie autant que de stratégie.

Dans leur résistance à l'entraînement dans la dynamique globalisante de la course à l'apocalypse (et aux campagnes d'essais nucléaires français dans leur environnement), les pacifistes du Pacifique — qui sont soit dit en passant, plutôt modérés et occidentaux — ont paru ces temps derniers singulièrement isolés.

Cependant, depuis peu, divers signes semblent aller dans leur sens : celui, disent-ils, du bon sens. Certaines initiatives : maintien pendant un an du moratoire sur les essais nucléaires soviétiques, en dépit de la poursuite des tirages américains ; mise en cause du programme IDS (guerre des étoiles) et appel à son boycottage par six mille savants américains qui le jugent plus dangereux que bénéfique pour la paix ; catastrophe de la centrale soviétique de Tchernobyl et effets anti-nucléaires : tout cela devrait conforter quelque peu M. Lange et ses voisins allergiques à l'atome.

Sans doute ces quelques hirondelles ne suffiront-elles pas à faire le printemps. Du moins peut-on espérer qu'elles éloigneront le spectre de l'hiver nucléaire des mers du Sud. Une région, entre autres, où on se porterait mieux si les superpuissances ne venaient pas traîner leurs sabres atomiques. Et si une partie, même infime, des milliards engloutis dans la surcapacité du potentiel de destruction des populations était investie dans des programmes indissociables à leur survie.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

## CHOSUN/ILBO (Séoul)

## Corée : les cendres brûlantes de l'histoire

(Suite de la page 21.)

Depuis l'accord d'armistice de juin 1953, quatre cents réunions de la commission militaire d'armistice et plus de cinq cents rencontres de secrétaires se sont tenues. Malgré ces efforts, la situation sur la ligne de démarcation de 250 km, lot de l'amélioration, continue de se tendre. Des faits se succèdent sans cesse qui pourraient entraîner une guerre générale entre le Nord et le Sud. L'amélioration constante des forces de combat pèse sur l'économie, tant du Nord que du Sud, et demande des sacrifices de plus en plus lourds aux Coréens, provoquant des tensions intérieures politiques et sociales.

La situation internationale dans la région n'est pas calme non plus. Les Etats-Unis, le Japon, la Chine, renforcent leurs armées. On se demande chaque jour quand cette paix incertaine se brisera. La réalité est comme un tas de cendres fumantes, ni paix ni non-paix.

Nous savons que certains cherchent à tirer profit de cette situation en soufflant sur les braises de la guerre dans la péninsule coréenne. Nous leur disons : « Nous sauvegarderons la paix en toutes circonstances, nous ne nous trompons pas sur votre idéalisme et ne tremblons pas devant vos menaces. »

Les Jeux olympiques de Séoul en 1988 contribueront concrètement à établir la paix en Corée. L'esprit de ces Jeux n'est-il pas de promouvoir l'entente mutuelle ?

L'idéal de réunification de notre pays est beau. Mais nous avons appris à plusieurs reprises que les seuls principes ne suffisent pas à construire la paix. Nous nous baserons donc sur des réalités concrètes. La paix dans la péninsule relève de la responsabilité de ceux qui l'habitent. Mais nous désirons aussi l'aide de la communauté internationale. Puisque la division de notre pays a un caractère international.

YONG-SUK SHIN.



Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

# INTERNATIONALE DE LA PAIX

LE DEVOIR (Montréal)

## Les scientifiques américains en révolte ?

LES scientifiques américains, après avoir contribué allégrement à la course aux armements depuis la seconde guerre mondiale, sont-ils en train de tourner le dos à leur gouvernement et aux projets militaires du Pentagone ? Si la révolte grandit, comme l'indiquent les campagnes contre l'augmentation de l'arsenal nucléaire et le projet d'initiative de défense stratégique, on est encore loin du désarmement ou de la remise en question totale de la recherche militaire.

Depuis un an, une importante campagne contre le programme de recherche sur l'IDS se déroule à travers les Etats-Unis et frappe surtout les campus universitaires. De nombreux scientifiques, persuadés que l'IDS représente une nouvelle course aux armements qui n'apportera pas la protection promise par le président Reagan, font circuler une pétition demandant à leurs collègues de promettre de ne pas accepter de contrats liés à la défense stratégique. Jusqu'ici, ils ont réussi à recueillir les noms de 5 000 professeurs, étudiants diplômés et chercheurs de quarante-trois universités. Dans certaines d'entre elles, 75 % des professeurs de physique, 40 % dans l'ingénierie et 80 % dans l'informatique ont fait vœu de ne pas céder aux 300 millions de dollars que le Pentagone offrirait aux universités d'ici à 1988.

putés d'Amérique (qui a démissionné d'un comité du Pentagone sur l'IDS), a bien pris soin de faire la différence entre son opposition - technique et non politique - à l'IDS et la poursuite de ses recherches militaires. Il semble bien que, s'il advenait un ralentissement du programme IDS et une amélioration des relations politiques et militaires entre les Deux Grands, les scientifiques contestataires retourneraient dans leurs laboratoires. « Ils poursuivront leur travail, déclarait devant le Congrès un ancien directeur du laboratoire de Los Alamos, et tenteront d'influencer le Pentagone pour qu'il envisage d'utiliser les armes qu'ils développent. »

JOCELYN COULON.

## Trente et une universités

La contestation a même entraîné un scientifique aussi réputé que Hans Bethe, prix Nobel de physique et un des pères de la bombe atomique, qui lutte aussi contre les essais nucléaires. Toutefois, le Strategic Defense Initiative Office a fait savoir qu'il avait reçu plus de trois mille demandes de subvention de la part d'universitaires. Déjà, trente et une universités ont reçu 84 millions de dollars dans le cadre de l'IDS.

Mais les chercheurs universitaires ne représentent qu'une fraction des 200 000 scientifiques qui travaillent dans le domaine militaire aux Etats-Unis. Ainsi, la recherche militaire s'effectue principalement dans les laboratoires privés et gouvernementaux, comme ceux de Los Alamos et Lawrence-Livermore, en Californie.

Ces deux institutions emploient 16 000 personnes et ont un budget total de 1,5 milliard de dollars, en hausse de plus de 100 % depuis 1980. Le Lawrence-Livermore est le fer de lance du développement d'armes nucléaires de troisième génération et qui sont destinées à équiper des armes antimissiles. De nombreux scientifiques ont accusé leurs collègues de mentir sur les performances du laser et son rôle uniquement défensif. La guerre ouverte entre les partisans et les opposants est tellement vive qu'on s'accuse mutuellement d'incompétence, et certains jeunes scientifiques vont jusqu'à demander aux opposants, dont le Dr Bethe, de leur donner une chance et de se rappeler leur enthousiasme lorsqu'ils construisaient la première bombe atomique.

## 40 milliards de dollars pour la recherche militaire

Le gouvernement américain consacre 73 % de ses ressources en recherche et développement aux programmes militaires (le Japon 5 %). Sur les 40 milliards de dollars alloués, 1 milliard de dollars seulement vont aux universités. Le Pentagone n'est donc pas dépendant des universités, mais celles-ci le sont et de plus en plus. Depuis 1980, le financement de la recherche universitaire par le Pentagone a augmenté de 74 %.

La dépendance envers le Pentagone se fait particulièrement sentir dans certaines disciplines. Les sciences de l'informatique et les mathématiques reçoivent 50 % de leurs subventions du Pentagone et l'ensemble de la recherche dans l'ingénierie 40 %. Les départements de physique sont aussi touchés, car bientôt la seule source nouvelle de financement viendra du programme IDS.

Les universités sont piégées. Le Massachusetts Institute of Technology (MIT) reçoit par exemple 30 % de son budget de recherche du Pentagone. Et le gouvernement ne se gêne pas pour menacer les universitaires qui protestent contre le programme IDS.

Malgré cet acôt de fièvre, la plupart des chercheurs universitaires ne sont pas contre la recherche militaire. David Parnas, un des informaticiens les plus ré-

JINGJI RIBAO (Pékin)

## Un énorme gaspillage de ressources

LES deux problèmes fondamentaux de la paix et du développement restent, aujourd'hui, toujours sans solution. Le total des dépenses mondiales en matière d'armement a atteint en 1984 800 milliards de dollars, et 980 milliards en 1985 ; soit plus que le revenu global de la moitié pauvre de l'humanité. Plus de 70 % de ces dépenses sont imputables aux deux grands blocs militaires des pays signataires du traité de Varsovie et de l'OTAN. La course aux armements n'a pas seulement aggravé le danger d'un conflit nucléaire, elle a également absorbé d'énormes ressources humaines et matérielles et aggravé les difficultés économiques mondiales. Si elle fait obstacle au développement économique des pays industriels, les principales victimes sont bien les pays en développement.

Les nations industrielles à économie de marché souffrent de l'inflation, du chô-

mage et d'un manque de capitaux, en partie à cause des dépenses militaires. Après la crise économique que le monde capitaliste a subie entre 1980 et 1982, les Etats-Unis et quelques autres pays ont connu une reprise d'environ dix-huit mois, liée essentiellement à la politique économique américaine. Un déficit budgétaire considérable, associé à un contrôle monétaire rigoureux, a favorisé une hausse des taux d'intérêt qui a drainé les capitaux étrangers et favorisé la montée en flèche du dollar sur le marché des changes. En même temps que l'afflux de capitaux étrangers accélérât la reprise de la croissance économique américaine, la hausse du dollar aidait les autres pays à exporter davantage vers les Etats-Unis, stimulant ainsi leur propre croissance.

Mais, au fur et à mesure que le temps passait, l'importance du déficit, les taux d'intérêt élevés et la surévaluation du dollar exerçaient une influence de plus en plus néfaste sur l'économie mondiale. Depuis le second semestre 1984, la croissance économique aux Etats-Unis et dans d'autres pays industrialisés s'est fortement ralentie, et la dynamique de la reprise a rapidement perdu de son impact. La baisse récente des prix du pétrole, jointe à d'autres facteurs, semble avoir rendu la conjoncture un peu plus favorable, mais c'est aux dépens de bon nombre de pays en développement.

## Une parodie de civilisation

La plupart de ces pays n'ont jamais complètement surmonté les effets désastreux de la crise mondiale de 1980-1982, et leur situation économique s'est encore aggravée en 1985. A l'heure actuelle, le fardeau de la dette, les barrières protectionnistes, le manque de capitaux et la baisse du prix des matières premières exportées constituent les principales sources de difficultés du tiers-monde.

Le montant global de la dette des pays en développement atteint près de 1 000 milliards de dollars. Pour la seule année 1985, les pays endettés auraient dû rembourser plus de 140 milliards de dollars au titre du remboursement de la dette et des intérêts.

LE SOIR (Bruxelles)

## Un écosystème de la paix

ILS étaient quatre cent mille en octobre 1983 à Bruxelles pour dénoncer la course aux armements nucléaires. Six mois plus tôt, ils n'avaient été que quelques centaines pour protester contre la guerre des Malouines. Et qui, dans les pays industrialisés, est jamais descendu dans la rue pour s'indigner des massacres de la guerre irano-irakienne ou de la crise libanaise ?

Les mouvements de paix qui ont déferlé dans les pays du nord de l'Europe ont été l'un des phénomènes sociaux les plus marquants des années 80, et pourtant, même si de nombreux dirigeants pacifistes étaient issus des groupes d'aide au tiers-monde, seule la crainte d'une « Euro-shima », d'une guerre nucléaire limitée en Europe, a réussi à mobiliser des millions de personnes.

Les mouvements de paix européens auraient-ils oublié le tiers-monde, cette zone des tempêtes où seize millions de personnes ont été tuées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale dans des conflits armés ? Après l'état de choc provoqué par le déploiement des euro-missiles dans quatre pays de l'OTAN (RFA, Belgique, Grande-Bretagne, Italie), la relation entre le désarmement et le développement est redevenue l'un des thèmes prioritaires des discussions au sein des organisations « pacifistes » : « Il faut désarmer pour survivre, désarmer pour développer. »

Les équations entre le surarmement et le sous-développement apparaissent aujourd'hui évidentes. « Chaque minute de chaque jour », écrit l'ancien chancelier ouest-allemand Willy Brandt dans son livre *World Armament and World Hunger*, les nations du monde consacrent près de deux milliards de dollars aux dépenses militaires. Chaque minute de chaque jour, une trentaine d'enfants de moins de cinq ans meurent parce qu'ils n'ont pas assez à manger ou parce qu'ils n'ont pas d'eau potable ou de soins médicaux. Nous nous trompons, ajoutait le prix Nobel de la paix, lorsque nous ne voyons la sécurité qu'en termes purement militaires, comme si l'explosion démographique, la faim, la limitation des ressources et le viol de l'environnement étaient des risques de deuxième ordre. »

Au-delà de ces rapports entre la paix et le développement, les mouvements pacifistes européens ont exprimé une revendication fondamentale qui touche aussi bien les pays du Nord que ceux du Sud : la recherche d'une plus grande autonomie, d'une meilleure maîtrise de son propre destin, le refus d'un tassement du monde

obligés de consacrer d'importantes quantités de devises étrangères au remboursement des intérêts de leur dette, les pays du tiers-monde ont aussi, pour la plupart, beaucoup de mal à obtenir de nouveaux prêts sur le marché international des capitaux. C'est-à-dire que les pays pauvres du tiers-monde sont aujourd'hui devenus les pourvoyeurs de fonds des pays développés. Cette inversion du flux des capitaux a considérablement entravé le développement économique de ces pays et, par conséquent, la croissance réelle des pays industrialisés, créant un cercle vicieux qui aboutit à une détérioration de la situation économique mondiale.

Pendant que des millions et des millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffrent de la maladie et de la faim, les deux superpuissances consacrent des sommes énormes à l'intensification de la course aux armements. C'est là une cruelle parodie de civilisation.

Mettre fin à la course aux armements et œuvrer ensemble pour le développement : tels sont les deux grands défis historiques majeurs pour l'humanité. Tout doit inciter les peuples du monde à exiger des deux Super-Grands dotés des arsenaux militaires les plus importants qu'ils donnent l'exemple et réduisent radicalement ces arsenaux, qu'ils renoncent sincèrement à toute supériorité militaire, pour négocier un accord propice à une paix mondiale dans les faits.

En attendant, chaque peuple doit pouvoir apporter sa contribution à la prospérité commune de l'humanité. Cela suppose de réels efforts de la part des pays en développement, pour faire progresser leur économie nationale et renforcer la coopération Sud-Sud ; cela exige aussi la relance de l'ordre économique international et l'adoption de mesures efficaces, tant en matière financière, monétaire et commerciale que sur le plan de la dette et de la solidarité internationale, afin d'améliorer les relations Nord-Sud.

Tout cela favorisera à la fois le développement économique, au Nord comme au Sud, et le maintien de la paix dans le monde.

CHEN DONG WEL



(PLANTU)

DAWN (Karachi)

## Sous la menace des Grands

SELON l'un des scénarios classiques de la troisième guerre mondiale, l'apocalypse se déclencherait dans le tiers-monde. Pourquoi ? Parce qu'il est à prévoir que les grandes puissances préféreront tester l'efficacité de leur arsenal nucléaire aussi loin que possible de leur territoire.

En fait, un accord tacite de non-agression entre les Deux Grands, à supposer qu'il existe, accablait considérablement les risques de conflit nucléaire. Fort heureusement, on ne peut imaginer de situation qui exacerberait totalement le risque d'une destruction mutuelle, et ce seul fait a jusqu'à présent retenu les Grands de se livrer à des expériences désastreuses.

Certes, il y a bien d'autres variables, comme l'accession de plusieurs Etats du tiers-monde à l'arme nucléaire. Mais les Grands conservent une supériorité technologique très avantageuse.

Etant donné que la guerre nucléaire constitue actuellement la plus grave menace qui pèse sur la survie de l'humanité et que la probabilité de l'emploi d'armes nucléaires est beaucoup plus élevée dans le tiers-monde, ce problème mériterait, de la part des pays en développement, une attention beaucoup plus grande que celle qu'ils lui accordent généralement. S'il est normal que les problèmes régionaux prennent le pas sur les problèmes mondiaux, le Mouvement des non-alignés et les autres organisations du tiers-monde devraient participer activement à des efforts visant à dénucléariser la planète.

Laisser entendre que de tels efforts sont prématurés et vains, c'est accepter l'idée fallacieuse que le tiers-monde ne compte guère sur l'échiquier mondial. Si c'était vrai, les Grands n'auraient pas été tentés d'intervenir dans des conflits régionaux, ni de jouer les catalyseurs dans les pays en développement.

Les révolutions de l'Iran et du Nicaragua, qui ont soulevé le glas de régimes dictatoriaux et réprimés étroitement liés à Washington, ont porté aux Etats-Unis un coup dont ils ne sont pas encore remis. L'autre événement de première importance : l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. La pratique des guerres par proxy interposées plonge inexorablement les pays du tiers-monde dans des conflits dont ils ne peuvent en aucun cas tirer le moindre profit, et dont, malheureusement, les exemples ne manquent pas.

En mars 1986, les Etats-Unis ont entrepris de fournir des missiles sol-air Stinger à la guérilla de droite en lutte contre les régimes marxistes d'Afghanistan et d'Angola. Dans les deux cas, ce cadeau empoisonné aura sans doute pour effet de

favoriser l'escalade et de prolonger des conflits qui se soldent, sans nécessité aucune, par de lourdes pertes en vies humaines.

Les rebelles de l'UNITA qui veulent renverser le gouvernement de Luanda sont ouvertement aidés par le régime raciste de Pretoria ; c'est assez dire dans quelle mesure ils sont qualifiés pour prendre éventuellement la tête d'un Etat africain. En outre, l'escalade des hostilités armées retardera encore le départ des Cubains qui aident le gouvernement du MPLA. De même, en dotant les moudjahidines d'une capacité militaire accrue, on ne fait qu'amplifier les chances de règlement de la question afghane, en prolongeant la présence soviétique.

## La guerre par tiers-monde interposée

Si le Honduras et le Salvador sont utilisés par Washington contre le gouvernement sandiniste de Managua, le Pakistan, pour sa part, a été impliqué dans l'embroglio afghan. On peut en déduire que, si l'URSS décidait de donner une leçon aux Etats-Unis, elle n'aurait pas besoin de s'approcher des côtes américaines.

Et lorsque les Grands ne trouvent pas de pays qui acceptent de faire leur sale besogne, ils choisissent de recourir eux-mêmes à la force, comme en témoigne l'agression américaine contre la Libye, qui a provoqué des protestations même parmi les alliés des Etats-Unis. C'est là précisément le genre d'acte qui peut déclencher un conflit nucléaire.

Les troupes soviétiques sont entrées en Afghanistan il y a plus de six ans, et elles y sont encore installées, sous le prétexte d'aider le régime de Kaboul à mater la contre-révolution. Moscou a aussi prêté main-forte à l'intervention vietnamienne au Kampuchea. Quelles que soient les circonstances, l'intervention directe est inexorable.

En dépit des déclarations officielles, il est clair que le rôle des Grands dans le tiers-monde n'est nullement propice à la paix. Les politiques des deux Grands diffèrent certes par l'idéologie qui les inspire et les buts qu'elles poursuivent, mais leur effet conjugué est extrêmement négatif.

Si personne ne peut abolir les grandes puissances, peut-être les pays en développement pourraient-ils se concerter et unir leurs efforts pour les dompter.

MAHR ALI



## LA PAGE DES ONG

**V**AINCRE la pauvreté alors que certains facteurs d'appauvrissement se développent. Tel est le dilemme devant lequel se retrouvent la plupart des organisations non gouvernementales de développement (ONG) dans nombre de pays du tiers-monde, minés par des tensions intérieures ou épuisés par des conflits extérieurs.

Le Comité français contre la faim et pour le développement (CCFD) montre ici, avec Frères des hommes, au Brésil, aux Philippines, au Liban, l'aide qu'ils apportent aux civils dans leur vie quotidienne conduit très vite à la remise en cause d'un

ordre établi, souvent fondé sur l'ignorance des droits sociaux les plus élémentaires. Ils expliquent pourquoi, malgré cette fragile frontière entre éducation et subversion, les pouvoirs en place tiennent à la présence des ONG, indispensables soupapes à l'exaspération populaire dans ces pays.

Le Nigeria, le Cambodge, le Soudan, considérés riches il y a encore trente ans, sont aujourd'hui dépendants de l'aide internationale. Le Comité français contre la faim fait le parallèle entre ces pays, absorbés par des conflits, et d'autres, en Asie, qui redressent la tête après quelques années de paix qu'ils ont réussi à maintenir. D'autres associations concentrent leurs efforts sur la sensibilisation de l'opinion publique sur les questions de défense. Vie nouvelle essaie de mobiliser les chrétiens autour

d'un texte cherchant un consensus le plus large possible de ceux qui ne croient pas à l'équilibre de la terreur. Peuples solidaires s'organise pour que l'expérience des objecteurs de conscience qui effectuent leur service civil dans son association alimentent une réflexion en profondeur auprès des partenaires engagés sur le terrain.

Un représentant du CEDETIM enfin (Centre d'études anti-impérialistes) montre, à travers un historique, comment les mouvements de paix en Europe commencent à s'ouvrir sur le monde extra-européen et à se joindre, sur un mode réaliste, aux organisations non gouvernementales de développement. Il voit là l'émergence d'une nouvelle forme de solidarité, en rupture avec certains discours officiels sur l'équilibre de la terreur, mais en recherche d'un équilibre de la vie entre le Nord et le Sud.

## Briser la logique des blocs

**L**ES années 80 marqueront sans doute les mémoires par les foules impressionnantes qui se rassemblaient en Europe occidentale, mais aussi en Europe de l'Est, en Amérique du Nord et en Océanie, pour protester contre l'implantation de nouvelles armes nucléaires sur leur territoire et contre la poursuite de la course aux armements dans le monde.

Cette vague pacifiste, exceptionnelle par son ampleur, n'était pourtant pas sans précédent. Certains pacifistes d'avant 1941, déjà, cherchaient une nouvelle approche des relations internationales. Mais leur volonté s'est volatilisée le jour de la déclaration de guerre. Aujourd'hui, la démarche des pacifistes est moins idéologique, plus pragmatique. Elle se distingue aussi des mobilisations anti-atomiques des années 50, consacrées à l'appel de Stockholm. La logique des pacifistes est désormais non gouvernementale, fermement indépendante et non alignée sur les positions des grandes puissances. Elle vise un dialogue à la base dans les relations Est-Ouest et de nouvelles formes de partenariat dans le dialogue Nord-Sud.

Les différentes conventions européennes organisées dans la mouvance END - European Nuclear Disarmament - en sont la forme vivante. S'y regroupent une constellation de mouvements de paix, d'associations, de groupes et partis à la suite de l'appel lancé par la

Fondation britannique Bertrand Russell en 1980, pour la « dénucléarisation de l'Europe, de la Pologne au Portugal, contre la logique des blocs ».

Des groupes d'Europe de l'Est, du Japon, d'Amérique du Nord et du Pacifique-Sud ont participé à ces rassemblements, ainsi que de nombreuses personnalités du tiers-monde. Ce qui se soit à Bruxelles en 1982, à Berlin-Ouest en 1983, Pérouse en 1984 ou, en juin dernier à Evry, près de Paris, pour la cinquième convention, tous ces rassemblements sont marqués par leur caractère ouvert et peu formalisé. Ils ont permis de révéler les multiples activités des mouvements de paix à travers le monde. Activités parfois critiquées, suspectées de faire le jeu, tantôt de Moscou quand il s'agit des missiles américains, tantôt de Washington quand il s'agit de Solidarism ou de la Charte des 77.

Une critique néanmoins revient souvent, qui celle-ci est la plus fondée : ces mouvements ont le défaut d'être « euro-centristes », polarisés sur le nucléaire, « indifférents » aux conflits conventionnels en cours, notamment dans le tiers-monde. Les plus importants de ces mouvements, comme la Campagne pour le désarmement nucléaire (CDN), britannique, le Conseil inter-Eglises pour la paix (IKV), néerlandais, ou plus modestement le Conseil pour le désarmement nucléaire

en Europe (CODENE), en France, ont en effet tendance à se polariser sur ce qui menace directement ou pourrait menacer leurs concitoyens.

Pourtant, en partant de la réalité psychologique et politique de leurs sociétés, ces mouvements n'entendent pas limiter leur horizon. Si dans le passé un certain romantisme tiers-mondiste avait fait négliger la situation en Europe et idéalisé celle du tiers-monde, la conscience actuelle cherche à s'inscrire dans la réalité, sans pour autant renoncer à l'utopie de la paix.

Des progrès dans ce sens restent à faire. Mais, déjà, le mouvement a réussi à intéresser les Chinois par exemple, présents aux trois dernières conventions européennes. Grâce encore à ces conventions, des rencontres israélo-palestiniennes ont pu avoir lieu, des contacts Est-Ouest et Nord-Sud les plus divers.

Dans certains pays, ces mouvements de paix sont très liés aux organisations non gouvernementales pour le développement. Des intellectuels comme Gunter Frank, Samir Amin ou Mohamed Sid Ahmad votent à l'émergence d'une « autre solidarité ». Solidarité en rupture avec les discours dominants, fondée sur une confiance en l'équilibre de la vie entre le Nord et le Sud, et non plus sur l'équilibre de la terreur Est-Ouest.

BERNARD DRÉANO  
CEDETIM

## Plutôt que les kalachnikovs

**O**N accuse parfois les ONG françaises de sentiment indirectement les fureurs révolutionnaires des peuples du tiers-monde. Nous prétendons, au contraire, être d'indispensables facteurs de paix sociale et civile, alors que s'entassent alentour les barils de poudre.

Bertrand Schneider, secrétaire général du Club de Rome, le confirme, lorsque, analysant le rôle des ONG dans les pays en voie de développement, il écrit : « Cette vaste révolution engagée sur trois continents est - et c'est très frappant - une révolution pacifique, un mouvement agissant dans le respect de la légalité (1) ».

Ainsi, au Brésil, dans les communautés de base qu'ils forment, les habitants des favelas, exclus de la société, font quotidiennement l'apprentissage de la démocratie. Ils se regroupent d'abord pour résoudre des problèmes matériels, et découvrent peu à peu la force de l'union. Ils deviennent alors pour les pouvoirs publics des interlocuteurs responsables et souvent très déterminés. Ce mouvement communautaire, soutenu par l'Eglise ou les ONG occidentales, participe à la création d'un tissu social et de pouvoirs intermédiaires. Ce faisant, il limite l'arbitraire de l'Etat, qui l'atomisation de la société favorise toujours.

Lorsque aux Philippines, dans les bidonvilles de Manille, l'Alliance des consommateurs pour le progrès (CACP), soutenue par Frères des hommes et le CCFD, organise des réunions pour discuter du problème de l'accès à l'eau potable, du sous-emploi et de la délinquance qui règne parmi les jeunes, cela signifie qu'enfin la violence n'est plus la seule échappatoire à une misère insupportable. Le gouvernement Marcos le savait bien, qui jouait au chat et à la souris avec ces organisations. Sourd au sort des plus pauvres, il préférait rester aveugle à ces micro-espaces de liberté, soupape indispensable à l'exaspération populaire.

Toujours aux Philippines, l'île de Negros reste un véritable enfer vert pour les coupeurs de canne à sucre. Derniers esclaves du monde moderne, victimes impuissantes de l'effondrement du marché sucrier tant que de l'incurie des barons du sucre - fidèles de Marcos - ces coupeurs de canne, avec le Syndicat national des ouvriers de la canne (NFSW), soutenu par Frères des hommes, tentent de s'organiser pour obtenir, par de simples conventions collectives, le droit de se nourrir, se soigner, se loger, s'éduquer. Ces droits-là, essentiels, sont trop souvent oubliés au Nord parce qu'évidents.

An paroxysme de la violence, en plein conflit libanais, des ONG s'efforcent modestement de rendre possible la coexistence de différentes communautés et ainsi de contribuer à la paix civile. Ainsi, le CCFD participe avec d'autres associations au financement d'un programme d'aide au retour des réfugiés chrétiens, chassés du sud du Liban en avril 1985, au

moment du retrait des troupes israéliennes. D'ores et déjà, plus de six mille familles sont revenues dans cette région où depuis toujours coexistent musulmans, chrétiens et druzes.

Les ONG, pas à pas, essaient de construire cette paix toujours préférable à la voix des kalachnikovs. Alors que plusieurs tonnes d'explosifs s'accumulent sur chacune de nos têtes, nous incitons les hommes et les femmes de ces organisations de base à se rencontrer, d'un bout à l'autre de la planète, à partager leur expérience.

Lorsqu'un animateur rural indien rencontre son homologue zairois, c'est là que se construit le monde de demain, dans une humble maison paysanne. Par-delà l'insurmontable barrière culturelle et linguistique, on parle accès à la terre, commercialisation des productions, crédit rural, etc.

Ce dialogue est parfois difficile. Le Guatémaltèque, l'Afghan ou le Sud-Africain n'ont pas la même vision du monde, ne partagent pas les mêmes sensibilités politiques. Les situations très dures que vivent les uns les empêchent souvent de percevoir les difficultés des autres. Les ONG, par les rencontres Sud-Sud qu'elles organisent, leur donnent l'occasion de confronter leurs points de vue et d'élargir leur horizon.

Pour nourrir les dix milliards d'hommes de demain, ces hommes d'aujourd'hui construisent l'indispensable paix civile, loin des accords fébriles des idéologies épuisées.

(1) Bertrand Schneider, *La Révolution aux petits ans*. Rapport au Club de Rome. Fayard 1985.

FREDERIC MOURIER  
FRÈRES DES HOMMES  
YANN MENS  
(CCFD)

- CCFD, Comité français contre la faim et le développement : 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél. 42-61-51-60.
- FRÈRES DES HOMMES : 20, rue du Refuge, 75009 Paris. Tél. 39-50-69-75.
- VIE NOUVELLE : 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris. Tél. 42-85-08-55.
- CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes) : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. 45-31-43-38.
- PEUPLES SOLIDAIRES : 14, avenue Trudaine, 75009 Paris. Tél. 45-26-02-81.
- CFCF, Comité français pour la campagne mondiale contre la faim : 42, rue Cambronne, 75015 Paris. Tél. 45-66-55-88.

## L'engagement des objecteurs

**L**ES objecteurs de conscience ont une sensibilité particulière sur les questions de choix des politiques de défense, d'armements, sur les questions d'endettement, etc. C'est pourquoi Peuples solidaires a proposé cette année aux objecteurs qui effectuent leur service civil dans leur association d'animer une commission sur le thème « Conflits et développement », de façon à faire avancer la réflexion de l'ensemble des militants du mouvement. Cette commission proposera lors de la prochaine assemblée générale de Peuples solidaires des carrefours de travail au cours desquels les ouvriers, les cadres, les professeurs membres de l'association auront l'occasion d'échanger leurs positions sur les problèmes qu'ils rencontrent. Le groupe d'objecteurs étudie des textes très précis de conflits qui se posent sur le terrain, chez nos partenaires du tiers-monde.

La commission envisage également de se mettre en contact, à l'occasion de l'Année internationale de la paix, avec des mouvements pacifistes et non violents, pour approfondir ensemble l'étude des liens entre endettement et armement et affiner leur démarche.

D'autres ONG éprouvent elles aussi ce besoin de débats. Frères des hommes et Artisans du monde se sont ainsi déjà joints aux activités de la commission des objecteurs de conscience de Peuples solidaires. L'engagement de ces derniers dans le cadre d'une ONG est de cette façon particulièrement mis en valeur, en même temps qu'il enrichit la pratique de la solidarité internationale d'une nouvelle dimension.

MICHEL FAUCON  
PEUPLES SOLIDAIRES



## Les guerres et la faim

**H**UIT CENT MILLIONS de terriens vivent dans l'insécurité alimentaire totale. Près de la moitié d'entre eux s'endorment tous les soirs dans la guerre. Les grandes famines de cette fin de siècle éclatent toutes dans des « zones de turbulence » : l'Éthiopie et le Nord-est érythréen, par exemple, le Nord-est brésilien et sa chasse à l'homme permanente pour la propriété foncière. Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, remarque qu'il y a dix ans encore pour son équilibre entre les populations sédentaires du Sud et nomades du Nord, pour l'équilibre de sa production agricole et industrielle, aujourd'hui désorganisé par la guerre civile, tribale, religieuse, politique. Le Nigeria ne contourne désormais la faim que grâce à son pétrole, remède empoisonné qui accélère son processus de désorganisation.

Bref, sans la paix, aucun développement ne peut s'amorcer. En Afrique, par exemple, une sécheresse prolongée, un manque chronique de moyens, la confiance perdue dans le pouvoir politique, et c'est l'exode. Les villages se vident, les centres les paysans sans travail s'installent à la périphérie des villes. Très vite, le désespoir s'installe, puis la colère. La révolte n'est plus loin.

Au Cambodge, sept ans après la chute de Pol Pot, les habitants épargnés par le génocide survivent en partie grâce à l'aide alimentaire, consommée à doses homéopathiques. Pays voisin et ennemi, le Vietnam connaît globalement de meilleurs ratios grâce à quelques poches de croissance industrielle due à la production d'armes sophistiquées. Mais que dire du développement d'un pays que ses habitants abandonnent par milliers pour affronter la mer de Chine sur des embarcations de fortune ?

Autre exemple, le Soudan, pays riche des plaines alluviales du Nil, qui importe aujourd'hui de plus en plus de denrées alimentaires. Nous pourrions ajouter l'Angola, le Mozambique, le Zaïre, qui vivent encore les séquelles de la guerre civile ou de troubles intérieurs.

Inversement, d'autres pays, l'Indonésie, l'Inde, le Pakistan, conduits par des régimes politiques différents - et pas toujours démocratiques - ont réussi, en une ou deux décennies de paix, à restaurer la production agricole pour atteindre aujourd'hui l'autosuffisance alimentaire. L'Indonésie de Suharto tenait d'ailleurs à couronner cette étape de façon spectaculaire : lors de la dernière conférence de la FAO à Rome, en 1985, elle a offert à l'Afrique deux avions chargés de riz.

Paix, production agricole, autosuffisance alimentaire, le cycle reste fragile. Le passage d'une étape à l'autre n'est jamais assuré.

Pays repère aujourd'hui, l'Inde a réussi, malgré un accroissement important de sa population, à instaurer quelques grands équilibres politiques, économiques, sociaux, agricoles et industriels, menacés à tout moment par une explosion des conflits interrégionaux. L'actualité de ces luttes montre qu'elle n'a pas définitivement gagné la bataille. Mais son expérience est à méditer pour tous les pays confrontés aux mêmes types de difficultés, qui ont parfois moins d'atouts et plus de handicaps.

NICOLE MASSU-DUGAND  
VIE NOUVELLE

MENOTTI BOTTAZZI  
CCFD

## Vers une dissuasion civile non violente

**E**XPLORER la voie nouvelle d'une dissuasion civile non violente et d'une défense militaire excluant petit à petit tout recours à la force nucléaire. Tel est le sens du texte signé par plusieurs centaines de chrétiens en mars dernier, intitulé « La paix autrement : se défendre sans se rendre ».

Fruit d'une large consultation dans les milieux catholiques et protestants, ce document cherche à amener un débat de fond sur la défense dans la société civile. Fondé sur une double inquiétude, la tension Est-Ouest et les déséquilibres Nord-Sud, argumenté sur les plans technique, stratégique, éthique et théologique, le texte dénonce la politique de défense de la France, actuellement basée sur la dissuasion nucléaire. Il recense également tout pacifisme qui conduirait à se résigner à l'injustice et à l'asservissement.

Il s'oppose ainsi à l'analyse des évènements français qui estiment légitime la dissuasion nucléaire (dans un texte publié il y a trois ans) mais se rapproche de la position des évènements nord-américains qui jugent illégitime la possession des armes nucléaires par un pays qui n'aura jamais le droit de les utiliser. La Fédération protestante de France a elle aussi exprimé sa po-

sition sur la défense dans son document « La lutte pour la paix ».

Au-delà des clivages qu'ils dessinent, ces textes mettent en évidence l'amorce de certains consensus dans l'opinion publique française : de plus en plus de citoyens considèrent qu'une politique de défense doit être inspirée avant tout par la paix. De même, la dissuasion nucléaire commence à être perçue comme un mal, même si elle reste une étape nécessaire pour les uns, une étape inacceptable pour les autres.

Une autre idée a fait son chemin, y compris dans les milieux de la défense : la nécessité de doubler la défense militaire d'une dissuasion civile qui implique les citoyens. Par cette stratégie, l'éventuel agresseur sait qu'il aurait les plus grandes difficultés à récolter les fruits politiques, économiques et idéologiques de son agression. Cela suppose toute une éducation de la société en question. Enfin, s'impose l'idée de l'impérieuse nécessité du développement du tiers-monde. La paix en elle-même ne peut passer que par la justice, le partage et la solidarité.

## LA PRESSE DE TUNISIE (Tunis)

## Le grain de sable saharien

L'idée du Maghreb n'est ni un vœu pieux ni une vue de l'esprit. Fondée sur des motivations culturelles et géographiques, elle est née en 1958 d'une volonté populaire réelle, alors que les trois « fronts nationaux » maghrébins se réunissaient à Tanger pour soutenir l'Algérie au plus fort de son combat pour l'indépendance.

Cette idée du Maghreb n'a jamais été démentie depuis, mais sans jamais déboucher sur un véritable processus d'intégration. Des divergences politiques l'ont en effet mise « en panne » depuis un quart de siècle. Leur enjeu est une guerre des frontières que se livrent l'Algérie et le Maroc autour du Sahara occidental depuis l'indépendance algérienne.

La construction d'un édifice maghrébin permettrait pourtant une croissance anée sur les exportations, une union douanière bénéficierait à l'ensemble des États membres. A cet égard, l'Europe des Douze représente un modèle prometteur. Une politique hydrocarburifère augmenterait les surfaces cultivables, la valorisation des grandes richesses naturelles (pétrole, phosphore, fer, zinc) stimulerait la production industrielle et la consommation. La libre circulation des hommes sur l'ensemble des territoires contribuerait également à l'harmonisation de la région. Le Maghreb est donc plus qu'un choix, c'est un impératif historique. Mais aujourd'hui, il est bloqué par un conflit intérieur qui menace en permanence la paix.

SLAH MAADUL

## POLITIKA (Belgrade)

## Un pont sur l'Adriatique

Le 10 novembre 1975, Milos Minic et Mariano Rumor, alors ministres des affaires étrangères en Yougoslavie et en Italie, apposèrent leur signature sur un document qui devait bientôt devenir historique. L'événement eut lieu à Osimo, dans une ville italienne proche d'Ancone, dans l'arrière-pays montagneux de la côte adriatique, d'où l'on aperçoit par beau temps la côte yougoslave.

Cet accord mettait fin à une querelle frontalière vieille de près de trente ans. A la fin de la deuxième guerre mondiale, certains territoires qui avaient été donnés à l'Italie en 1915 (Istrie, Zadar et quelques îles) furent restitués à la Yougoslavie. Des revendications nationales posèrent alors le problème d'un autre territoire contesté, Trieste, à forte population slovéne. Un mémorandum avait été signé en 1954 sur les frontières nationales, qui divisait Trieste en deux zones, l'une confiée à l'Italie, l'autre placée sous contrôle yougoslave. Malgré cela, le problème subsistait, créant des tensions à la frontière et provoquant des affrontements violents sur le plan diplomatique et politique. On a même craint que la situation ne dégénère sur le plan européen vers un conflit plus grave.

Aujourd'hui, bien que l'Italie n'ait pas encore rempli ses obligations envers la protection des minorités yougoslaves vivant sur son territoire, cet accord d'Osimo est reconnu de part et d'autre comme un véritable succès. Les solutions trouvées respectent et reconnaissent les intérêts des deux pays. Les solutions trouvées respectent les concessions faites ont été mutuelles. Le ministre italien souligne que « cet accord n'a pu aboutir qu'au prix d'énormes efforts. Signé quelques semaines après la conférence d'Osimo, il illustre le véritable esprit de l'Acte final de la conférence ».

BORISOV ERDELJAN

مكتبة الامم المتحدة



# CHRONIQUE DES

# ANNEES

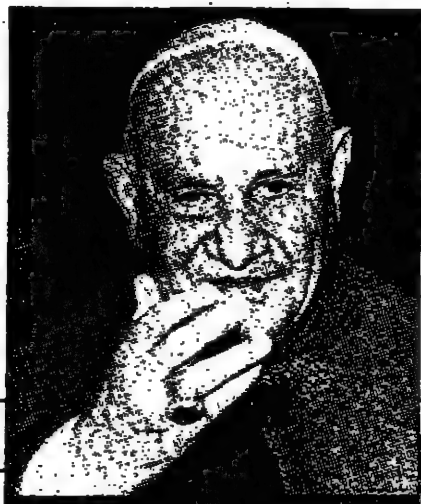
**A**u début tout paraît simple. De Gaulle règne sans partage. La coexistence pacifique promet la paix pour demain et Jean XXIII convoque Vatican II. L'Amérique, enlisée au Vietnam, prend le visage du diable quand nos intellectuels fondent leurs espoirs sur Cuba ou sur la Chine. Nouveau roman, nouvelle vague, nouvelle musique - celle des Beatles, il semble que des temps nouveaux soient venus. Les Français savourent les délices de la consommation.

Et soudain tout se brise. Une nouvelle guerre éclate au Proche-Orient. Paris s'enflamme un soir de mai. Prague sonne le glas des idées reçues. De Gaulle quitte le pouvoir.

En 40 épisodes, *Le Monde* retrace la décennie charnière du siècle : les grands événements, les hommes-clés, l'évolution de la société, les idées nouvelles.

**A partir du 15 juillet, chaque jour, découvrez ou revivez les années 60 dans**

# Le Monde



PHOTOS KEYSTONE

**Et que les kalachnikovs**

[illegible]

moment du  
 l'année. L'été  
 connaît une  
 de dépenses  
 élevées et  
 Les ONG  
 consacrent  
 le tout des  
 leurs locaux  
 alloués de  
 multiples  
 tous de base  
 outre de la  
 néces :  
 Lorsque  
 contre sur  
 et autres  
 les de  
 rance bar  
 parle avec  
 des product

[illegible]

- **CCB** - *Commissie voor de Cultuur* - 1992  
 in Brussel, België - 1992  
 4 van de 4000 - 1992  
 146.02-01 - 1992  
 - **FRANK** - *Frankrijk* - 1992  
 20 van de 4000 - 1992  
 146.02-01 - 1992  
 - **MS** - *Ministerie van de Middelen* - 1992  
 146.02-01 - 1992  
 - **CCB** - *Commissie voor de Cultuur* - 1992  
 146.02-01 - 1992

1. The following are the names of the persons who have been appointed to the various positions of the Board of Directors of the National Association of Manufacturers for the year 1911:

01-11-1964  
- FBI Miami  
14 Avenue  
Eng 43-26000  
- FBI Miami  
14 Avenue  
Eng 43-26000  
FBI Miami

**SIE DE TUNISIE** (Tunisie)

# grain de sable saharien

[illegible]

## Un pont sur l'Adriatique

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the subject. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

2. The second step is the collection of information. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

3. The third step is the analysis of the information. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

4. The fourth step is the dissemination of the information. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

5. The fifth step is the evaluation of the information. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

6. The sixth step is the conclusion of the investigation. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

7. The seventh step is the reporting of the results. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

8. The eighth step is the follow-up. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

9. The ninth step is the archiving of the information. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.

10. The tenth step is the destruction of the information. This is done by the use of the subject's name, address, and other identifying information. The subject is then located and interviewed.







هنا من الأصل

# économie

## REPÈRES

### Entreprises nationales : 6,5 milliards de francs en 1987

Le gouvernement a fixé une enveloppe de 6,5 milliards de francs pour les dotations au capital des entreprises nationales industrielles en 1987. Cette somme est destinée à Sidor, Usinor, Renault et CDF-Chimie. L'évolution des marchés pouvant faire varier les besoins de chaque entreprise, la répartition de l'enveloppe ne s'effectuera que dans le courant de l'année prochaine. Les dotations prévues pour le CNES (Centre national d'études spatiales) et les entreprises de la « filière électronique » (Thomson, Bull...) resteront à la charge des P et T. Leur montant n'est pas encore arrêté.

### Transports : améliorer la compétitivité des ports français

M. Jacques Dupuydubay, ancien PDG de la SCAC (qui est une société de transit) et actuellement vice-président du groupe Bouygues, vient d'être chargé par MM. Jacques Douffignies et Armand Guéhenne, ministre des transports et secrétaire d'Etat à la mer, d'une mission de réflexion et de propositions sur les ports maritimes. Il remettra son rapport le 1<sup>er</sup> décembre. Il s'agit de mettre un terme à une « dégradation de la position portuaire française », face à la concurrence des ports de l'Europe, notamment, et d'améliorer l'ensemble de la chaîne de transport, avec ses maillons terrestre et maritime.

## AGRICULTURE

### QUOTAS LAITIERS

### 370 millions de pénalités à la charge des éleveurs

Voici venu le temps des pénalités que doivent payer les producteurs de lait qui ont dépassé leur quota. Globalement, ce sont 370 millions de francs qui seront retenus à partir du mois de juillet. Ce traitement national des producteurs de lait, comme on pouvait s'y attendre, des protestations dans les régions les plus concernées par le dépeuplement, c'est-à-dire la Bretagne, l'Est et le Nord.

L'irritation vient surtout de l'inégalité de traitement entre les producteurs, puisque seuls sont soumis à ces pénalités ceux qui ont dépassé leur quota. Les producteurs qui ont respecté leur quota ne paient rien. Ce sont donc les producteurs qui ont dépassé leur quota qui paient. Ce traitement national des producteurs de lait, comme on pouvait s'y attendre, des protestations dans les régions les plus concernées par le dépeuplement, c'est-à-dire la Bretagne, l'Est et le Nord.

Il a aussi indiqué, le mardi 8 juillet au cours d'un déjeuner-débat avec l'Association française des journalistes agricoles (AFJA), qui recevait M. Lacombe, président de la FNSEA, que « le problème des agriculteurs prioritaires avait été à peu près résolu ». Il s'agit surtout des jeunes qui sont contraints de suivre un plan de développement de leur exploitation, avec des objectifs de production. Par le jeu d'une compensation nationale entre régions déficitaires et excédentaires, par rapport aux quotas fixés, ces jeunes pourront atteindre 97 % de leur objectif, sans pénalités et quel que soit leur quota. Par contre, à encore dit M. Lacombe, aucune solution n'a été trouvée pour compenser les pénalités que devront payer les petits producteurs.

Pour la troisième année consécutive, le gouvernement va distribuer des primes à la cessation d'activité laitière. M. Guillaumet avait

● Revenu agricole : + 2,8 %. - Selon l'institut de prévision IPE-CODE, proche du patronat, le revenu brut agricole par exploitation (en francs constants) augmenterait de 2,8 % en 1986, corrigeant ainsi partiellement la baisse intervenue en 1985 (- 4,7 %). Ce résultat serait dû à un accroissement des volumes produits et à une faible progression du coût de certaines consommations intermédiaires comme les produits énergétiques et les aliments pour animaux. L'IPECODE estime encore que le solide agro-alimentaire se maintiendra au niveau atteint en 1985, soit avec un excédent de 30,5 milliards de francs.

PRÉCISION. - Après la publication dans le Monde du 22 juin 1986 d'un article intitulé « M. de Benedetti est autorisé à prendre le pouvoir chez Valéo », où nous parlions de banque Worms et Co. Worms et Co. estime qu'une confusion est possible avec la Banque Worms nationalisée en 1982. Elle nous demande donc de préciser qu'il s'agit de MM. Worms et Co. maison mère du groupe privé Worms, et non de la banque qui n'a pas de liens juridiques avec le groupe.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## SOCIAL

### DANS LA FONCTION PUBLIQUE

## M. Hervé de Charette cherche à relancer la concertation avec les syndicats

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a commencé cette semaine une série d'entretiens avec les fédérations de fonctionnaires en recevant le mardi 7 juillet Force Ouvrière, et ce mercredi matin la CGT. Il doit rencontrer la CFDT mercredi soir, la FEN et la CFTC jeudi. Les deux premières fédérations reçues ont mis en garde le ministre contre une réaction syndicale à l'automne en raison du blocage des salaires et des suppressions d'emploi prévues.

Se présentant volontiers comme un « libéral modéré », M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et du Plan, déclare qu'« un ministre n'est pas chargé de défendre la corporation qu'il administre ». Nul ne risque, pour l'instant, de lui en faire le reproche. A peine nommé, ce responsable du Parti fédéraliste, ce libéral, a dû faire avaler aux syndicats une décision particulièrement dirigiste : le gel des salaires dans le secteur public en 1986.

M. de Charette estime cependant que, malgré ce gel et malgré cette absence de politique contractuelle, le pouvoir d'achat devrait être maintenu en moyenne dans la fonction publique en 1986. Mais il y a différentes façons de compter. Son prédécesseur, M. Jean Le Garrec, incluait dans la masse salariale les fameux GVT (glissement, vieillissement et technicité), qui prend en compte la promotion et l'ancienneté pour 0,5 %. Sur ces bases, on arrivait, pour 1986, avec 0,5 % de GVT, 2,1 % d'effet de report des augmentations de 1985 sur l'année en cours et 0,27 % de mesures catégorielles, à une augmentation de la masse de 2,87 %. Rapprochée de l'objectif de M. Chirac pour l'évolution des prix en moyenne en 1986 (2,4 %), cette hausse de la masse permettrait non seulement de maintenir le pouvoir d'achat moyen mais même de dégager un léger gain.

Or pour M. de Charette - et surtout pour les experts de Matignon - la réaction des syndicats a été vive, après la remise du rapport de la mission d'étude animée par MM. Roger Belin et Pierre Gisserot au ministre de l'économie et des finances (le Monde du 5 juillet). Ce rapport « propose un véritable lambruissement de la fonction publique », assure la CFDT. Plus de quatre mille emplois seront supprimés dans les administrations centrales, si ce rapport était appliqué, ont précisé les fonctionnaires CGT et la fédération des finances FO.

Cette dernière « conteste formellement » ce rapport, car « la plupart des services financiers connaissent plutôt à l'heure actuelle une pénurie de moyens préjudiciable au bon accomplissement de leur mission ». Même si le syndicat FO ne méconnaît pas « la possibilité dans certains secteurs de restructurations administratives ».

Pour la CGT, le rapport Belin-Gisserot cherche « à appuyer sur le mauvais fonctionnement des

Le gouvernement socialiste, qui avait pourtant caressé un moment l'idée d'un accord salarial avant les élections, a fait « un calcul politique, celui de nous embarquer », en épaulant l'année 1985 de telle façon qu'il ne restait plus rien à négocier pour 1986. Surtout il s'est livré à des comptes partiels.

Conçu au sens large, le GVT prend, en effet en compte les changements positifs (promotion, ancienneté et majoration salariale due à une modification du poste de travail à la suite d'un changement de technique) mais aussi les évolutions « négatives », se traduisant par un moindre coût d'une année sur l'autre (comme les départs d'agents à la retraite et remplacés par des débutants, ce qui réduit d'autant la charge financière de l'ancienneté). Le GVT est donc un « solde » généralement positif. Quand M. Le Garrec comptait dans la masse 0,5 % de GVT, il n'en intégrait donc qu'une fraction. Pour 1986, dit-on, aujourd'hui, la totalité du GVT positif est de 1,8 %, ce qui aboutit à une augmentation de la masse salariale de 4,17 %, très au-delà de la hausse moyenne des prix prévue.

Pour M. de Charette il n'y a donc pas de réel problème salarial pour 1986. Alors qu'il avait indiqué aux syndicats qu'une négociation pourrait s'ouvrir en fin d'année pour examiner une éventuelle clause de sauvegarde en cas de dérapage des prix, le ministre considère aujourd'hui avec le premier ministre que, les experts étant d'accord sur le taux d'inflation à attendre en 1986 (2,3 % en glissement, 2,4 % en moyenne), la question de la clause de sauvegarde ne se posera pas. Surtout que sur la base de 4,17 %, cela laisse une grande marge pour les dérapages.

### Le rapport Belin-Gisserot vivement critiqué

La réaction des syndicats a été vive, après la remise du rapport de la mission d'étude animée par MM. Roger Belin et Pierre Gisserot au ministre de l'économie et des finances (le Monde du 5 juillet). Ce rapport « propose un véritable lambruissement de la fonction publique », assure la CFDT. Plus de quatre mille emplois seront supprimés dans les administrations centrales, si ce rapport était appliqué, ont précisé les fonctionnaires CGT et la fédération des finances FO.

Cette dernière « conteste formellement » ce rapport, car « la plupart des services financiers connaissent plutôt à l'heure actuelle une pénurie de moyens préjudiciable au bon accomplissement de leur mission ». Même si le syndicat FO ne méconnaît pas « la possibilité dans certains secteurs de restructurations administratives ».

Pour la CGT, le rapport Belin-Gisserot cherche « à appuyer sur le mauvais fonctionnement des

Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille, la CGT et FO mettant toujours en avant les pertes de pouvoir d'achat subies lors des années antérieures. En signant l'accord salarial 1985, la CFDT et la FEN ont admis, sans le dire, l'intégration de 0,5 % de GVT dans la masse mais, l'encre à peine sèche, elles n'ont eu qu'une idée fixe : l'en faire ressortir. Pour ces syndicats, le seul chiffre à comparer aux 2,4 % attendus pour la moyenne des prix est 3,37 % (soit la masse sans le GVT...)

### La réduction des effectifs

M. de Charette doit donc s'attendre à une nouvelle pression syndicale en fin d'année. Pour l'heure, mais l'efficacité du service rendu n'a été prise, contrairement aux rumeurs, sur la politique salariale en 1987, il reste parfaitement.

Malgré la journée d'actions syndicales le 17 juin et quelques déclarations maladroites sur le droit de grève quelques jours auparavant (1), il ne croit pas à une dégradation du climat social dans la fonction publique. Mais il va soigneusement éviter d'agiter un nouveau chiffon rouge devant les syndicats et il envisage même de prendre des initiatives pour relancer la concertation.

Ainsi s'exprimant devant les anciens élèves de HEC, M. de Charette déclarait-il récemment : « Pour l'essentiel, je ne toucherais pas au statut de la fonction publique d'Etat », ajoutant qu'il n'avait pas l'intention « de modifier profondément les lois de 1982 et de 1983 ». Il est aussi visiblement décidé à mettre en œuvre son projet de réviser la législation de M. Le Pors sur les retenues en cas de grève.

administrations, la multiplication des gâchis et la bureaucratie des gestions », pour « porter un coup à certaines missions du service public ». Un rapport qui, selon elle, s'appuie « visiblement sur les travaux effectués en 1985 par la Direction du budget et la mission Baecque à la demande du gouvernement Fabius ».

La CFDT refuse que la modernisation de la fonction publique puisse se faire « par des décisions unilatérales ou des réflexions », et demande un « débat avec tous les acteurs », jugeant les solutions proposées « simplistes ».

Concernant une éventuelle remise en cause du commissariat au Plan, M. Hervé de Charette, ministre chargé de la fonction publique et du plan, tient à rappeler « qu'une mission d'étude et de proposition a été confiée à M. Ruault sur l'avenir de la planification publique et le rôle du commissariat au Plan ».

Il serait à l'évidence politiquement inopportun d'ajourner le contentieux avec les syndicats alors qu'un des axes de la politique du gouvernement pour 1987 est la réduction de 1,5 % des effectifs de la fonction publique (soit environ 40 000 emplois de moins).

Au diapasone de ses amis politiques, mais à aussi avec modération, M. de Charette est partisan d'une « logique de réduction du poids de l'Etat sur la société civile ». La réduction des effectifs - amorcée légèrement par les socialistes en 1985 et en 1986 - « n'est pas, dit-il, une atteinte au service public mais une meilleure façon de préserver sa qualité ». Pour lui, « le critère de la qualité n'est pas forcément le nombre mais l'efficacité du service rendu ». C'est sans « esprit malthusien », qu'il estime qu'on ne peut pas aller vers une augmentation continue du nombre de fonctionnaires. L'Etat, reconnaît-il, a des « missions essentielles à remplir » et dans certains cas « il n'a pas de moyens suffisants ». La réduction des effectifs doit donc permettre un vaste redéploiement pour corriger les « excès » ou combler les « manques ».

M. de Charette sait que le sujet est « difficile à faire comprendre », mais il voudrait amener les syndicats à reconnaître qu'il s'agit d'un « vrai problème » qui devrait être abordé non comme une « revendication » mais comme un « sujet de travail en commun ». Le ministre ne rêve pas pour autant d'une sorte de cession, avec les syndicats, de la réduction des effectifs, mais il est prêt à entamer une réflexion avec eux, par exemple sur la méthode. Il pourrait également relancer la concertation sur un autre sujet - qui fait déjà l'objet de « travaux en commun » - celui de la formation. Le 5 août 1985, M. Jean-Paul Baquias (2) avait présenté à M. Le Garrec un rapport élaboré par un groupe de travail administration-organisations syndicales sur l'introduction des nouvelles technologies dans l'administration. Le rapport Baquias avait, entre autres propositions, suggéré une diversification des formations initiales et permanentes à tous les niveaux de l'administration. Selon le cabinet de M. de Charette, ce rapport est mis en œuvre et même « au-delà ». Mais il ne serait peut-être pas inutile de reprendre l'initiative.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le ministre avait également indiqué que « le salaire minimal dans la fonction publique est de 2 127 F, alors que le SMIC pour les salariés du privé n'est que de 3 800 F ». Erreurs comptées, avouons-nous, car le ministre s'exprimait en salaires nets et ne tenant pas compte des variations de rémunérations minimales dans la fonction publique selon les zones, au nombre de trois (le Monde du 13 juin). M. de Charette nous a précisé : « Je confirme tout d'abord le montant du SMIC net (3 799,43 F arrondi à 3 800 F), correspondant à une valeur du SMIC brut de 4 493,71 F. Je confirme de même la manière le montant du minimum de traitement de la fonction publique en zone III, soit 2 127,54 F dont j'ai fait état en vous précisant que les traitements de la fonction publique en zone III sont exonérés de la contribution de solidarité ». Il reste qu'il est très inhabituel qu'un ministre s'exprime à l'Assemblée nationale en salaires nets, sans le préciser. Voilà qui est fait.

(2) Secrétaire général du comité interministériel de l'information et de la bureaucratie dans l'administration.

### DES DIRIGEANTS DE LA CGT CONDAMNÉS POUR ENTRÉE ILLÉGALE À L'USINE CITROËN D'AULNAY

La première chambre du tribunal civil de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a condamné, le mardi 8 juillet, MM. Louis Vianney, numéro 2 de la CGT, André Salin, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, Joël Biard, secrétaire, et plusieurs autres responsables de l'union départementale CGT de Seine-Saint-Denis à verser à la société Citroën 1 F de dommages et intérêts pour « avoir pénétré sans droit » dans l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, le 26 avril 1984, à l'occasion d'une « journée portes ouvertes » organisée par la CGT sans l'autorisation de la direction. L'avocat de la firme, M. Martin, avait réclamé 631 769 F de dommages et intérêts.

Citroën avait d'autre part réclamé 70 millions de francs à trois responsables syndicaux CGT d'Aulnay, dont M. Akka Ghazi, secrétaire du syndicat, pour la perte de production entraînée par la grève avec occupation organisée par la CGT du 11 au 19 mai 1984. La première chambre a ordonné une expertise pour évaluer le montant de cette perte. L'expert désigné dispose de quatre mois pour remettre ses conclusions.

**LA BAGAGERIE**  
SPECIAL DEPART  
sacs de voyage  
3 tailles, 4 teintes  
40 cm 120 F  
50 cm 149 F  
60 cm 179 F  
12, rue Tronchet  
41, rue du Four  
74, rue de Passy  
Tour Maine-Montparnasse  
Lyon - La Part-Dieu

**CREDIT OPEL**  
**7,5% FANTASTIQUE**  
En juillet, crédit total à 7,5% (T.E.G. sur 12 mois), sans apport initial, sur toutes les Kadett et Ascona neuves disponibles, et maintien des prix sur toute la gamme Opel.  
Offre valable sous réserve de livraison avant le 31 juillet 86 et d'acceptation du dossier par B.C.G.M. Tour Manhattan 92095 Paris-La Défense Cedex 21. Tél. : 47.73.17.00.  
EXEMPLE PAR TRANCHE DE 10.000 F EMPRUNTÉES  
NOMBRE DE MENSUALITÉS 12 MOIS 24 MOIS 36 MOIS 48 MOIS 60 MOIS  
T.E.G. 7,5% 12,4% 14,2% 15,3% 16,0%  
Montant des mensualités 867,58 F 472,00 F 342,74 F 278,83 F 243,18 F  
Coût total de l'opération 10.410,72 F 11.342,40 F 12.338,94 F 13.431,04 F 14.580,00 F  
**OPEL**  
LA MAÎTRISE DE L'INNOVATION.



# AFFAIRES

FERMETURE D'UNITÉS D'ALUMINIUM A NOGUÈRES ET A RIOUPÉROUX

## Pechiney préfère le Canada et l'Australie à la France

La direction d'Aluminium Pechiney a annoncé, le mardi 8 juillet à Paris, en comité central d'entreprise (CCE), son nouveau plan industriel. Il prévoit la fermeture, sur les quatre ou cinq prochaines années, des usines de Noguères (Pyrénées-Atlantiques, 700 personnes) et de Rioupéroux (Isère, 200 personnes). Les détails du plan industriel et du plan social seront présentés lors d'un prochain CCE à mi-septembre. Les

syndicats CGT, CFDT et FO de l'unité de Noguères, ont observé un arrêt de travail de trois heures, le 8 juillet dans l'après-midi, et de nombreux commerçants des villes situées autour du site de Noguères ont participé le même jour à une opération « ville morte » pour exprimer leur opposition à la fermeture de l'usine.

Pechiney ne modernisera pas Noguères. Cette vieille usine - elle a vingt-six ans - des Pyrénées-Atlantiques, à la technique surannée, fermera progressivement ses portes au cours des cinq prochaines années (nos dernières éditions du 9 juillet). Ses 700 salariés partiront en préretraite ou seront reclassés. Parce que, affirme la direction d'Aluminium Pechiney, le prix de l'énergie auquel le groupe a accès en France ne permet pas d'envisager

« une rentabilité convenable » pour un investissement important dans l'électrolyse de l'aluminium. Et pourtant... En signant en juillet 1983 avec l'Etat actionnaire le contrat de plan de Pechiney, M. Besse, son PDG de l'époque, avait bien laissé à penser que « le maintien d'une base française dans le domaine de l'électrolyse de l'aluminium » passerait par la modernisation du site de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie),

actuellement en cours d'achèvement, et par « la rénovation ultérieure de l'usine de Noguères ». Mais 1983 est bien loin. M. Besse a émigré chez Renault, les contrats de plan n'ont plus la cote, EDF a bon dos, et la logique de libéralisme balayera les derniers scrupules.

L'argument « énergétique » ne tient pas. Certes l'énergie entre, en moyenne, pour un tiers dans le prix de revient de l'aluminium. Certes le kilowattheure est plus cher en France qu'au Canada ou en Australie. Le rapport est peut-être de 1 à 3 ou 4, comme l'affirme le groupe nationalisé, entre la France et les pays à énergie à bon marché où le kilowattheure coûte 4 à 5 centimes. Mais tout cela n'est pas nouveau. Les contrats de fourniture d'électricité ne se négocient pas et ne se signent pas en quelques mois. Dès 1983, Pechiney connaissait les tarifs d'Hydroquébec au Canada et d'EDF en France.

### Deux nouvelles usines

Ce qui est nouveau pour Pechiney en 1986, c'est le démarrage de deux unités d'électrolyse. L'une à Saint-Jean-de-Maurienne, qui lui donnera une capacité de 120 000 tonnes par an; l'autre à Bécancour, au Québec, d'une capacité de 230 000 tonnes, dont Pechiney détient 51 %. Pouvait-on réellement imaginer la mise en service de ces deux usines sans les compenser par des fermetures, d'autant que le marché de l'aluminium est globalement stagnant depuis plusieurs années? La consommation du monde occidental devrait atteindre 12,65 millions de tonnes en 1986, contre 12,5 en 1985 et 12,7 en 1984.

Le producteur français d'aluminium poursuivra donc son redéploiement géographique en privilégiant les pays dont l'énergie est à bon marché. Dans le cadre du nouveau plan industriel annoncé mardi, il ne restera plus en France que quatre sites d'électrolyse: Saint-Jean-de-Maurienne (625 personnes) et trois sites de plus faible importance, Ausat (Ariège, 175 personnes), Venhon (Savoie, 300 personnes) et Lannemezan (Hautes-Pyrénées, 415 personnes), chacun d'une capacité moyenne de 40 000 tonnes par an. Après le chômage de Noguères (115 000 tonnes) et d'une autre petite unité (25 000 tonnes) à Rioupéroux (Isère), annoncée en même temps, ce ne sont plus que 240 000 tonnes au maximum que pourra produire le groupe en France (contre 400 000 environ en 1982) et de l'ordre de 750 000 tonnes dans le monde (en n'attribuant à Pechiney que la capacité proportionnelle à sa participation financière, soit 37 % à Tomago, en Australie, et 51 % à Bécancour).

Pechiney peut certes affirmer que la recherche n'est de conserver la recherche en France. Un nouveau centre verra ainsi bientôt le jour à Aix-en-Provence, qui emploiera à terme quelque 300 chercheurs. Pechiney oriente également de plus en plus ses fabrications vers des produits à forte valeur ajoutée. Mais un pays peut-il vivre uniquement de matière grise? La richesse nationale ne vient-elle pas aussi de l'activité industrielle et des emplois qu'elle fournit? Le plus piquant dans le cas de l'aluminium, c'est que la France perd une part de sa production alors même qu'elle dispose, dans ce secteur, de deux sérieux atouts: une bonne technologie dans l'aluminium (une cuve d'électrolyse sur deux dans le monde est de technologie Pechiney) et dans le nucléaire, qui devrait lui donner de l'électricité en abondance et à bon marché.

CLAIRE BLANDIN.

### RENAULT POURSUIT SA REMONTÉE

Le mois de mai avait été le signe d'un redressement commercial pour Renault. Juin confirme cette tendance. Sur un marché qui poursuit sa reprise (+ 4 à 5 % par rapport à juin 1985), Renault, selon les premiers chiffres disponibles, aura représenté près de 35 % des immatriculations (contre 33,1 % en mai et 28,7 % en 1985). La montée en puissance de la Renault 21 (environ 10 % des immatriculations), lancée en mars, et le succès confirmé de la Supercin (qui dépasse 10 % du marché) expliquent largement ces performances.

Mais juin aura également été profitable à Peugeot SA. Après un tassement de sa part de marché en mai (30 %), la firme de Sochaux

## LA REPRISE DE FERMENTA PAR MONTEDISON

## La fin du rêve de M. Refaat El Sayed

De notre correspondant

Stockholm. - M. Refaat El Sayed, patron de la société de biotechnologie suédoise Fermenta, annonçait le lundi 7 juillet, à la surprise générale, sa décision de vendre toutes ses actions personnelles à l'entreprise italienne Montedison pour une somme dont le montant exact n'a pas été révélé mais qui est sans doute supérieure à 3 milliards de couronnes (autant de FF). Ces titres représentent environ 80 % des avoirs de l'assemblée d'actionnaires. M. El Sayed quitte le conseil d'administration mais demeure « conseiller » de la direction.

En l'espace de quelques années, ce Suédois d'origine égyptienne, qui continuait à mener un train de vie modeste malgré ses succès en affaires, avait réussi à monter une belle entreprise et à prendre le contrôle de plusieurs sociétés étrangères, notamment en Italie, en France et aux Etats-Unis. Les actions Fermenta ont battu tous les records à la Bourse de Stockholm en 1985 et le PDG du groupe était couronné « homme de l'année » par la télévision. En janvier dernier, M. El Sayed franchissait un pas de plus en s'associant à Volvo dans un projet de restructuration de l'industrie pharmaceutique suédoise. Aux termes d'un accord de principe, le constructeur automobile devait céder ses actions dans les laboratoires Pharmacia et Leo en échange d'une part de 20 % du capital social de Fermenta nouvelle version, qui devenait l'un des dix grands mondiaux du secteur pharmaceutique. Volvo assurait de cette façon la diversification de ses activités, tandis que Fermenta avait trouvé le « muscle financier » dont il avait besoin pour poursuivre son expansion.

Mais le rapprochement ne s'est jamais fait. Depuis trois mois, M. El Sayed a, en effet, essuyé de nombreux revers car, dans l'industrie suédoise, tous ne voyaient pas d'un très bon œil la percée de ce nouveau venu. Les responsables de Pharmacia et de Leo le soupçonnaient, par

exemple, de ne s'intéresser qu'aux divisions biotechnologiques de leurs entreprises et de vendre ensuite, à bon prix, les autres secteurs à d'autres groupes. Un écologiste avait même prétendu que M. El Sayed avait menti en prétendant qu'il était titulaire d'un doctorat américain de microbiologie appliquée. En fait, il n'avait aucun diplôme. Il y a quelques semaines, le PDG de Volvo, M. Gyllenhammar, qui sautait au mois de janvier le « génie des affaires » de M. El Sayed, annulait l'entente conclue avec Fermenta, durcissant critique par l'inspection des banques et le conseil de direction de la Bourse de Stockholm pour irrégularités et bilans « enjolivés ». Enfin, le vendredi 4 juillet, Pharmacia et Leo annonçaient leur décision de fusionner pour former le trentième groupe mondial de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique.

Ce fut sans doute, pour M. El Sayed, la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Aujourd'hui, il accuse ses « ennemis » dans les milieux d'affaires suédois d'avoir volé ses

idées et de réaliser la restructuration envisagée sans lui. « Les responsables de l'industrie suédoise me déçoivent profondément: j'ai été malmené et maltraité », a-t-il déclaré avec amertume au cours d'une conférence de presse à Stockholm.

Pour vendre ses actions au groupe italien Montedison, M. El Sayed, qui a assuré avoir « beaucoup d'autres idées », doit recevoir un préalable l'accord du conseil d'administration de Fermenta, des syndicats et du gouvernement. Les syndicats sont pour le moment assez sceptiques. Certes, Fermenta était un groupe multinationnel. La majeure partie du chiffre d'affaires, de quelque 7 milliards de couronnes, était réalisée dans des unités de production à l'étranger, mais la direction et l'usine de pénicilline-base, avec ses deux cents employés, restaient à Strängnäs, à 70 kilomètres de Stockholm. L'entrée en lice de Montedison va sans doute entraîner des changements, qui, selon les syndicats, peuvent compromettre à terme l'emploi.

ALAIN DEBOVE.

### LE PROJET DE FUSION CGE-ITT

## Siemens demande la création d'un « marché européen » des télécommunications

Le groupe ouest-allemand Siemens veut racheter la Compagnie générale de construction téléphonique (CGCT), société française nationalisée en 1982 et spécialisée dans les télécommunications. « Nous demandons à accéder au marché français. S'il y a une solution européenne pour le téléphone, il faut qu'il y ait aussi un marché européen », a déclaré, le 7 juillet, son président, M. Karlheinz Kaske, en faisant allusion au projet de fusion annoncé la semaine passée entre la CGE française et l'américain ITT.

Le message de Siemens est clair et net: les vastes restructurations qui s'engagent dans l'industrie européenne doivent être coordonnées. L'opération CGE-ITT offrirait au groupe français, opérant sur le marché européen, une entrée sur le marché ouest-allemand au travers de Standard Electric Lorenz (SEL), la filiale locale d'ITT, qui possède 30 % à 35 % du marché de la Bundespost. Pour Siemens, cela n'est envisageable qu'en échange d'un contrôle allemand sur la CGCT, qui détient 15 % du marché des P et T françaises. Quitte - la seconde étape est déjà prévisible - à mieux « équilibrer » ensuite les parts respectives.

Le gouvernement français s'attendait à cette réplique de Siemens à la

fusion CGE-ITT. Elle ne surprend personne, sauf peut-être les libéraux, qui trouveront étranges ces marchandages pour des marchés auxquels se livrent les firmes, sans que ni les P et T ni la Bundespost, qui, après tout, devraient être maîtres de leurs achats, ne pipent mot... MM. Madelin, ministre de l'Industrie, et Longuet, secrétaire d'Etat aux P et T, favorables à l'opération CGE-ITT, ne trouveront-ils pas que le dominant-donnant qui s'annonce ressemble fort à une « cartellisation » du marché franco-allemand?

E. L. B.

### CONSTRUCTION NAVALE

## Les chantiers de Cherbourg devront supprimer le quart de leurs effectifs

De notre correspondant

Cherbourg. - Rendues célèbres par l'affaire des « vedettes de Cherbourg », disparues en décembre 1985, les chantiers de la Marine nationale, le chantier n'a pas construit que des chalutiers depuis le début de la décennie.

Après une première vague de départs à la retraite, dont certains par anticipation, dès 1984, les chantiers Amiot, qui employaient alors mille deux cents ouvriers à Cherbourg, se voient dans l'obligation d'anticiper leur compétitivité face à la concurrence des chantiers coréens, voire espagnols ou italiens. Pour cela, deux cent soixante et un postes de travail devraient être supprimés d'ici à la fin de l'année, soit le quart environ de l'effectif encore au travail. Pour cent trente ouvriers, il s'agit du licenciement pur et simple, ce qui implique encore une demande d'autorisation auprès de la direction départementale du travail. Cinquante autres bénéficieront de la convention du Fonds national de l'emploi qui permet de partir à la retraite à cinquante-cinq ans. Quarante autres seront l'objet de mutation ou de transformation à mi-temps d'emplois à temps complet.

La CGT a invoqué le « délit d'entraves » - un membre du comité d'entreprise n'aurait pas pu, à temps, le dossier préparé par la direction - pour faire annuler, le mardi 8 juillet, une réunion extraordinaire de comité d'entreprise appelé à connaître le « plan social », dont le contenu est pourtant connu de tous depuis les révélations des journaux. Un rassemblement convoqué le même jour par la CGT - à trois jours de la fermeture annuelle des chantiers pour congés - n'a pas eu le retentissement escompté: il n'a réuni que cinq cents manifestants dans les rues de Cherbourg.

RENÉ MORIMAND.

### VILLE DE PALERME

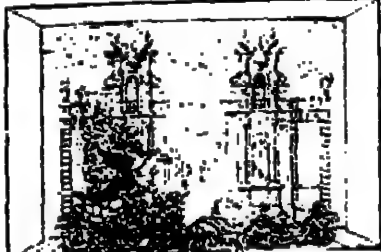
ASSESSORATO MUNICIPALE AU TOURISME, AUX SPORTS ET AUX LOISIRS  
9044 - VIA CROCE ROSSA, 28

## FÊTE DE SAINT ROSALIE

10-15 juillet

Spécialités diverses dans les 25 quartiers de la ville

- Jeudi 10 juillet - 10 h: Cortège du Saint palermitain partant du Palazzo della Aquila.
- 21 h: Illumination des monuments baroques.
- 23 h: Feu d'artifice d'inauguration.
- Vendredi 11 juillet - 20 h: Cortège en vêtements du dix-huitième siècle.
- Samedi 12 juillet - 11 h: Hommage à Son Excellence le cardinal Papalardo.
- 21 h 30: Concert de musique baroque en la cathédrale de Palerme.
- 22 h 30: Spectacles de feu d'artifice à Mondello.
- Dimanche 13 juillet - 17 h: Char triomphal.
- 21 h: Spectacle de variété.
- Lundi 14 juillet - 19 h: Messe solennelle en la cathédrale.
- 22 h 30: Feu d'artifice à la Marina.
- Mardi 15 juillet - 19 h: Procession solennelle des reliques de sainte Rosalie.



مكتبة الأصل



# ÉNERGIE

## Le baril à moins de 10 dollars

(Suite de la première page.)

Une fois ses objectifs atteints, et la discipline retrouvée au sein de l'OPEP, il y a toutes chances que le royaume saoudien cherchera à ramener le prix dans la fourchette qui lui semble idéale à moyen terme : entre 17 et 19 dollars par baril. Deux fois plus qu'aujourd'hui. Un bon tiers de moins que l'an dernier - 28 dollars environ. Reste à savoir quand ? Ce n'est pas le plus facile.

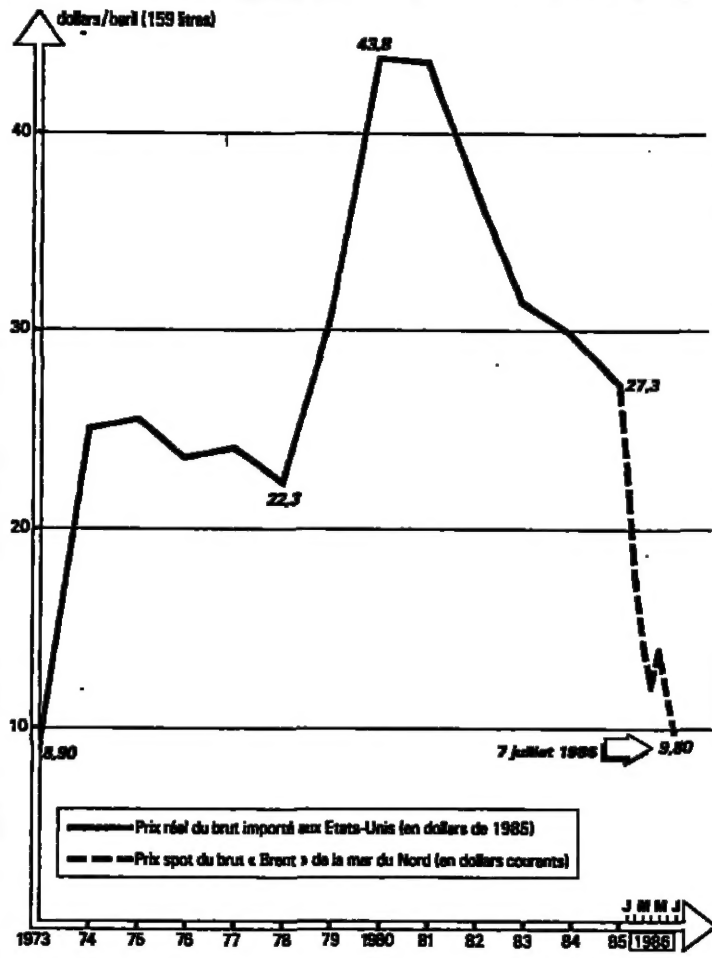
La glissade actuelle des cours s'explique par la politique menée depuis plusieurs semaines par l'Arabie saoudite et ses alliés du Golfe sur un marché déjà abondant. En gonflant massivement leur production à la veille de l'été, époque de faible demande, ils ont

d'abord rempli les stocks des compagnies, puis provoqué un surplus qui, aujourd'hui, se traduit dans les cours. Actuellement, les cuves débordent : « Les raffineries n'arrivent plus à stocker, même si les prix sont bons et qu'ils désirent en profiter », assure un négociant. « Il n'y a plus une capacité de stockage disponible dans toute l'Europe du Nord », confirme un autre. Or, l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, l'Irak continuent de pousser leur rythme d'extraction. Le royaume Wahabite a doublé son rythme d'extraction depuis un an. Ses alliés suivent avec plus ou moins d'ampleur le mouvement. Comme la plupart des autres pays de l'OPEP, sauf l'Iran, l'Algérie, la Libye et le Venezuela, gênés par

des difficultés d'écoulement ou des capacités de production insuffisantes, font de même, poussés par des besoins financiers pressants, l'organisation, au total, a retrouvé depuis un mois son niveau de production de 1982 : entre 19 et 20 millions de barils/jour, soit

production, de se laisser durablement enfermer dans une situation insoutenable pour l'équilibre financier de leur pays.

En cas d'échec, à Genève à la fin du mois, la dépression du marché pourrait durer encore quelque



## ÉTRANGER

### L'Argentine et le Brésil veulent créer un marché commun d'Amérique du Sud

Après deux ans de négociations, l'Argentine et le Brésil vont signer, le 28 juillet, un accord qui prévoit, entre les deux pays, la levée des barrières douanières pour les produits

industrialisés. Cet accord établit des mécanismes de consultation obligatoire entre les deux gouvernements avant toute décision d'ordre monétaire ou susceptible d'influer sur la valeur des échanges.

#### LA CHINE VEUT RÉINTÉGRER LE GATT

La Chine va « bientôt » demander officiellement à réintégrer le GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), a annoncé, le mercredi 9 juillet, un porte-parole du ministère des relations économiques et commerciales avec l'étranger.

La demande de réintégration vise à une plus grande ouverture de la Chine sur le monde extérieur et à développer ses relations économiques et commerciales avec les pays membres du traité, sur la base de l'égalité et de l'intérêt mutuel, a indiqué le porte-parole.

La Chine, qui n'a encore été indiquée, attendra du GATT un traitement équivalent à celui accordé aux autres pays en développement et se déclare prête à soumettre à ses obligations et règlements, en rapport avec son niveau de développement économique et commercial.

La Chine, qui faisait partie des quatre-vingt-huit États signataires du traité à sa création en 1947, avait suspendu sa participation, « pour des raisons historiques », a indiqué le porte-parole, en 1949 à l'avènement du régime communiste. — (AFP.)

L'accord stipule la mise en place de stocks d'intervention qui seront à la disposition de l'un ou de l'autre pays pour lutter contre les hausses conjoncturelles du prix des produits de grande consommation ayant une influence prépondérante sur l'indice du coût de la vie. Il prévoit enfin la création d'un statut d'entreprises binationales.

D'autres protocoles encore en négociation devraient être ajoutés d'ici à la fin du mois.

Dans l'esprit de ses promoteurs, cet accord n'est pas seulement un arrangement bilatéral mais constitue bien la première étape d'un véritable marché commun d'Amérique du Sud.

Le but, à terme, est de créer un nouvel espace économique susceptible de donner à ses partenaires une perspective autre que celle de « se faufiler dans les interstices » des marchés régionaux déjà existants (CEE, États-Unis, COMECON, Japon/Asie).

Le premier à s'y associer, a confirmé un responsable argentin, pourrait être — dès le mois d'août — l'Uruguay qui, en raison de sa situation géographique comme de sa spécialisation dans les activités de services, pourrait constituer le pont idéal entre les deux pôles de la nouvelle entité. — (AFP.)

## ENTREPRISES

### British Steel fait des bénéfices

British Steel Corporation, l'entreprise sidérurgique nationale britannique, a dégagé, en 1985, son premier bénéfice net depuis onze ans. Après impôt, celui-ci s'élève à 38 millions de livres, contre une perte de 383 millions un an plus tôt et un déficit record d'un milliard de francs en 1981. Ce résultat a été obtenu par une concentration sur les unités les plus rentables et les plus modernes, et par une réduction des effectifs, qui sont passés de 208 000 en 1977 à 54 200 en 1986. — (AFP.)

#### US Steel change de nom

La première entreprise sidérurgique américaine US Steel va désormais s'appeler USX Corporation. Ce changement de nom correspond à une restructuration, USX Corp. devenant la société mère de quatre unités (Marathon Oil, Texas Oil and Gas, US Diversified Group et USS), dont seule la dernière traite de l'acier. Des rumeurs ont couru sur la volonté d'US Steel de se désengager complètement de la sidérurgie.

#### Assurances : rapprochement entre Rhin-et-Moselle et le groupe Via

Le groupe d'assurances strasbourgeoise Rhin-et-Moselle, présidé par M. Michel Léonet, va se rapprocher du groupe parisien Via Assurance, filiale de la Compagnie de navigation marse, en réunissant au sein d'une compagnie commune les branches assurance-vie des deux groupes, avec un chiffre d'affaires annuel de 1,2 milliard de francs. Rhin-et-Moselle détient 62 % de cette nouvelle compagnie, que présidera M. Léonet, et 30 % dans la compagnie Via IARD. A l'issue de cette opération, la Compagnie de navigation marse sera le premier actionnaire du holding Rhin-et-Moselle SA, avec 22,7 %, d'une compagnie aux côtés du Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (15,2 %), de la Sogenal,

d'assurances suisses et d'une allemande. Le chiffre d'affaires cumulé du nouveau groupe d'assurances (Via et IARD) sera de l'ordre de 5,6 milliards de francs.

#### BL (British Leyland) devient le Rover Group

Pour faciliter une remontée de l'image de la marque d'automobile britannique dans le monde, BL, précédemment British Leyland, s'appellera désormais le Rover Group. Cette annonce a été accompagnée de la démission du directeur général de la division voitures particulières, M. Ray Horrocks, et d'une nouvelle aggravation des comptes.

#### La caisse régionale du Crédit agricole de la Creuse redresse la barre

La caisse régionale du Crédit agricole, dont les comptes avaient été refusés par la caisse nationale en avril, va regrouper ses moyens, en particulier pour les services informatiques, avec la caisse du Puy-de-Dôme. Il devrait en résulter un allègement des charges et un meilleur service, sans pour autant que des licenciements soient nécessaires. La crise financière n'ayant pas affecté la confiance de la clientèle, les difficultés de la caisse régionale de la Creuse sont en voie de réorption par la nouvelle direction. — (Corresp.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ÉPARGNER POUR INVESTIR

#### SLIVARENTE

Société d'investissement à Capital Variable

#### Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1986

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société, tenue le 24 juin 1986 sous la présidence de M. RIBAUD, a approuvé les comptes de l'exercice 1985 1986 :  
• Revenus distribuables : F 468 25 millions  
• Revenu global par action : F 19 22 composé d'un dividende net de F 17,73 et d'un emploi de F 1,49  
• Mise en paiement dès le 25 juin 1986 au titre du coupon n° 32.

#### GESTILION

Société d'investissement à Capital Variable

#### Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1986

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société, tenue le 25 juin 1986 sous la présidence de M. RIBAUD, a approuvé les comptes de l'exercice 1985 1986 :  
• Revenus distribuables : F 724 17 millions  
• Revenu global par action : F 6 951 22 composé d'un dividende net de F 5 840 20 et d'un emploi de F 1 111 02  
• Mise en paiement dès le 27 juin 1986 au titre du coupon n° 4  
Comme les années précédentes, le montant du dividende pourra être remis en achats de la Société, en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois à compter de la mise en distribution.

#### CREDIT LYONNAIS

## alain manoukian

- CA du 1<sup>er</sup> semestre : + 17 %.
- Option pour le paiement du dividende en actions.

L'AGO du 20 juin 1986, présidée par M. Alain Manoukian, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 26 MF, contre un bénéfice à structure comparable de 13,3 MF, soit une progression de 96 %.

#### Dividende

Le dividende a été fixé à 4 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 2 F, soit un revenu global de 6 F.

Les actionnaires pourront, du 1<sup>er</sup> au 15 juillet, opter soit pour le paiement en espèces, soit pour le paiement en actions, dont le prix d'émission a été fixé à 640 F et la jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1986.

A ce jour, l'action avoisine les 700 F.

#### Extension de l'objet social

Une AGE s'est tenue le 20 juin, à la suite de l'AGO. Elle a approuvé une extension de l'objet social à la prise de participation ou d'intérêts dans toute société ou entreprise, ainsi que l'acquisition ou la gestion de toute valeur mobilière.

#### Perspectives 1986

La CA au 30 juin s'établit à 183 MF contre 156 MF au premier semestre 1985, soit une progression de + 17 %.

Ces chiffres se situent dans le cadre des prévisions formulées pour l'ensemble de l'exercice, à savoir : chiffre d'affaires en hausse de 15 à 20 % et bénéfice net en hausse de 20 à 30 %.

# Empruntez. C'est le moment.

Pour exporter plus et mieux, il faut investir.

Aujourd'hui, la BFCE vous propose des prêts avantageux, à taux fixe, de 3 à 12 ans. Avec nous, sachez profiter de la baisse des taux. Appelez-nous. Nous étudierons la formule qui vous convient.

NUMERO VERT 05.23.99.04

AMIENS 22.91.21.87 - BAYONNE 59.25.60.10 et 11  
BORDEAUX 56.52.21.00 - CERGY-PONTOISE  
(1) 30.38.11.22 - CRÉTEIL L'ÉCHAT (1) 43.77.11.88  
DIJON 80.43.81.34 - GRENOBLE 76.44.82.81  
LE HAVRE 59.22.45.24 - LILLE 20.30.60.82  
LIMOGES 55.79.58.77 - LYON 78.27.71.60  
MARSEILLE 91.54.90.09 - NANCY 83.20.80.87  
NANTES 40.47.08.33 - NEUILLY  
(1) 47.47.50.00 - ORLÉANS 38.42.05.10  
PARIS LA DÉFENSE (1) 47.96.61.11  
PARIS NORDVILLE BLANC-MESNIL  
(1) 48.64.44.38 - REIMS 36.40.44.40  
ROUEN 35.98.27.87 - RUEIL  
MALMAISON (1) 47.49.10.92  
ST-QUENTIN-EN-YVELINES (1) 30.40.02.27  
STRASBOURG 88.32.48.80 - TOULOUSE  
06.02.11.31 - VILLÉVILLÉ-VILLACOULAY  
(1) 39.46.97.32



BFCE

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR - SEGE SOCIAL : 21, BOULEVARD HAINSMANN - 75477 PARIS CEDEX 09 - A COTRANGER, SUCCURSALES : LONDRES, MILAN, NEW YORK, HOUTON, SAN FRANCISCO, SINGAPOUR - BUREAUX DE REPRESENTATION : BANGKOK, CARACAS, HONG-KONG, LIMA, LA PAZ, MELBOURNE, MEXICO, NEW YORK, ROME, SAO PAULO - DELEGATIONS COMMERCIALES : BOGOTA, BOMBAY, JOHANNESBURG, PRAHA, TAIPEI.

## DE SEMER PAR MONTEDISON

### de M. Refaat El Sayed

Le 10 juillet 1986, M. Refaat El Sayed, ministre égyptien de l'Agriculture, a déclaré à la presse que le gouvernement égyptien envisageait de lancer un programme de semences de blé de haute qualité, destiné à répondre aux besoins de la population égyptienne. Ce programme, qui sera financé par le gouvernement égyptien, vise à augmenter la production de blé de 10 % par rapport à l'année précédente. M. El Sayed a également déclaré que le gouvernement égyptien envisageait de lancer un programme de semences de riz de haute qualité, destiné à répondre aux besoins de la population égyptienne. Ce programme, qui sera financé par le gouvernement égyptien, vise à augmenter la production de riz de 10 % par rapport à l'année précédente.

Le 10 juillet 1986, M. Refaat El Sayed, ministre égyptien de l'Agriculture, a déclaré à la presse que le gouvernement égyptien envisageait de lancer un programme de semences de blé de haute qualité, destiné à répondre aux besoins de la population égyptienne. Ce programme, qui sera financé par le gouvernement égyptien, vise à augmenter la production de blé de 10 % par rapport à l'année précédente. M. El Sayed a également déclaré que le gouvernement égyptien envisageait de lancer un programme de semences de riz de haute qualité, destiné à répondre aux besoins de la population égyptienne. Ce programme, qui sera financé par le gouvernement égyptien, vise à augmenter la production de riz de 10 % par rapport à l'année précédente.

## LE PROJET DE FUSION CSE-ITT

### Siemens demande la création d'un « marché européen » des télécommunications

Le groupe allemand Siemens a demandé la création d'un « marché européen » des télécommunications. Ce projet, qui vise à créer un marché unique pour les télécommunications en Europe, est soutenu par Siemens. Le groupe allemand Siemens a demandé la création d'un « marché européen » des télécommunications. Ce projet, qui vise à créer un marché unique pour les télécommunications en Europe, est soutenu par Siemens.

Le groupe allemand Siemens a demandé la création d'un « marché européen » des télécommunications. Ce projet, qui vise à créer un marché unique pour les télécommunications en Europe, est soutenu par Siemens. Le groupe allemand Siemens a demandé la création d'un « marché européen » des télécommunications. Ce projet, qui vise à créer un marché unique pour les télécommunications en Europe, est soutenu par Siemens.

## CONSTRUCTION NAVALE

### Les chantiers de Cherbourg devront supprimer le quart de leurs effectifs

Les chantiers de Cherbourg devront supprimer le quart de leurs effectifs. Cette décision, prise par le gouvernement français, vise à réduire les dépenses de la construction navale. Les chantiers de Cherbourg devront supprimer le quart de leurs effectifs. Cette décision, prise par le gouvernement français, vise à réduire les dépenses de la construction navale.

Les chantiers de Cherbourg devront supprimer le quart de leurs effectifs. Cette décision, prise par le gouvernement français, vise à réduire les dépenses de la construction navale. Les chantiers de Cherbourg devront supprimer le quart de leurs effectifs. Cette décision, prise par le gouvernement français, vise à réduire les dépenses de la construction navale.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## GROUPE GENERALE DES EAUX

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale réunie le lundi 30 juin 1986,  
sous la présidence de M. Guy Dejouany,  
a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Dans son allocation M. Dejouany a indiqué que l'année 1985 était une année importante pour la croissance du Groupe, pour la progression des investissements et pour celle des résultats (21,7% pour le consolidé; 18,5% pour la Compagnie elle-même).

#### Les événements marquants de 1985

Les éléments principaux de cette croissance proviennent des métiers de l'eau, qui est le métier de base de la Compagnie. De nombreuses conventions nouvelles ont pu être conclues directement, ou par l'intermédiaire de filiales, notamment à Saint-Malo, Sète, Marne-la-Vallée, Lille (agglomération) et Avignon. La convention qui lie la Compagnie au Syndicat des Eaux d'Ile-de-France a été transformée et prolongée. La nouvelle Compagnie des Eaux de Paris qui gère depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985 la distribution de l'eau dans les arrondissements de la rive droite, a immédiatement entrepris un large effort d'investissements et de renouvellement du réseau.

Cette croissance de 1985 se prolonge en 1986 avec les contrats de Quimper, Saint-Lô, Angoulême, Hénin-Beaumont, Donges, et alors que de nombreuses affaires sont à l'étude ou en cours de négociation.

Parmi les autres événements marquants de l'exercice, on peut citer: l'obtention d'un important marché pour le nettoyage des stations et du matériel de la RATP; le développement des opérations de promotion et d'aménagement dans le quartier de La Défense; le décollage commercial de Canal Plus; la signature de nombreuses conventions relatives à l'exploitation des réseaux câblés; le développement régulier des activités du Groupe en Amérique du Nord; la rapide avance dans le domaine des mini-centrales de production d'énergie hydro-électrique.

Le développement des investissements industriels a été très sensible au cours des dernières années: au niveau du Groupe, le montant de ces investisse-

ments est passé de 1.455,5 millions de francs en 1983 à près de 2 milliards de francs en 1985 (+ 37,5%).

Le Président a indiqué que l'évolution des différentes actions du Groupe était généralement satisfaisante, mais que la situation favorable des résultats consolidés en 1985 tenait aussi, pour une bonne part, à des éléments extérieurs à l'exploitation et notamment à diverses cessions de titres de placement.

#### Les perspectives d'avenir

Évoquant les perspectives d'avenir le Président a estimé que l'année 1986 a toutes chances d'être une année satisfaisante au plan de l'activité et des résultats, avec une atténuation des déceptions dans les secteurs difficiles (traitement de l'eau, maison individuelle). D'autre part, la présence aux côtés de résultats courants satisfaisants d'un niveau encore élevé de résultats hors exploitation, procurera un soutien très appréciable. Hors événements imprévisibles, le taux de la progression des résultats du Groupe sera donc encore bon en 1986 et s'annonce comme au moins égal à 20%.

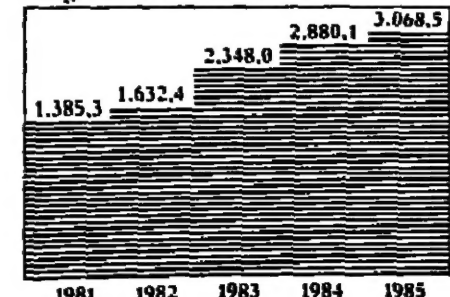
En conclusion, le Président a souligné les efforts faits par le Groupe et particulièrement dans son métier traditionnel, pour jeter les bases du développement de la "décennie 1990": en réalisant un bon équilibre entre les métiers d'aujourd'hui et ceux de demain; en associant la rigueur et l'émergence de nouvelles activités; en projetant dans l'avenir une réalité présente qui est bonne.

Le dividende net fixé à 21,50 francs pour chacune des 11.241.385 actions composant le capital social (le revenu global, avoir fiscal compris, est de 32,25 francs). Il est mis en paiement à partir du 15 juillet 1986.

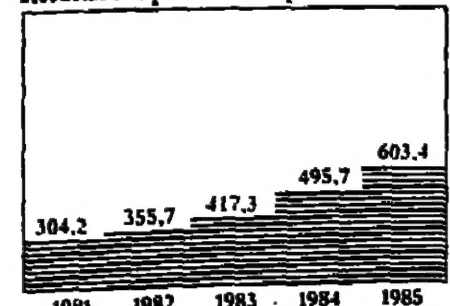
L'Assemblée Générale a renouvelé, pour une durée de six ans, le mandat d'Administrateur de M. Dejouany qui a, d'autre part, été renouvelé dans ses fonctions de Président-Directeur Général par le Conseil d'Administration.

Chiffres consolidés (en millions de F)	1981	1982	1983	1984	1985
C.A. consolidé hors taxe	23.469,3	26.765,3	29.700,6	39.901,1	44.231,2
C.A. à l'étranger	3.068,0	4.094,00	4.322,0	5.900,0	5.500,0
Résultat net, part du Groupe	304,2	355,7	417,3	495,7	603,4
Montant des bénéfices distribués	149,9	174,2	191,1	210,8	241,7
Marge brute d'autofinancement	1.385,3	1.632,4	2.348,0	2.880,1	3.068,5
Investissements	1.630,7	1.778,2	1.788,1	2.483,1	2.509,1
EBE (EBIT)	52.040,1	59.900	59.810	68.730	69.090

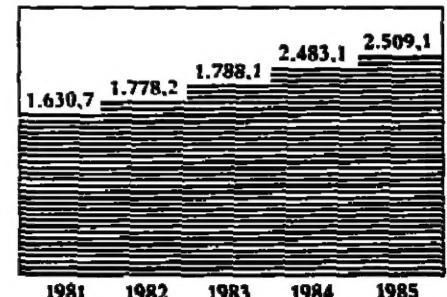
#### Marge brute d'autofinancement



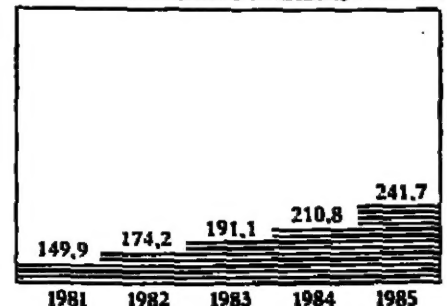
#### Résultat net part du Groupe



#### Investissements



#### Montant des bénéfices distribués



## MARCHÉS FINANCIERS

### Le CERC et les placements boursiers

Au hit-parade de la performance réelle des différents placements établie par le CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) dans le cadre de l'enquête sur « L'évolution récente des revenus en France », qui est organisée par le public (le Monde du 8 juillet), les valeurs mobilières, et tout particulièrement les actions, viennent naturellement en tête.

Avec une hausse moyenne de 38 % sur la période considérée (fin 1982-fin 1985), les valeurs à revenu variable ont réalisé une performance hors pair alors qu'elles ne se situaient qu'au troisième rang pour la précédente étude du CERC (fin 1977-fin 1982), devant les obligations avec une croissance qui n'était alors que de 5 %, dépassant il est vrai celle des obligations du secteur privé (1 %) et du logement (2 %). Mais loin derrière l'emprunt 7 % 1973 (20 %) et le lingot (18 %), deux placements qui avaient naturellement tiré profit de la hausse du cours de l'or.

Les premiers seront les derniers et le 7 % 1973 a rejoint, cette fois-ci, le lingot dans sa dégringolade en 1982-1985, l'un et l'autre perdant respectivement 7 % et 13 %. Les terres agricoles restent obstinément dans le « rouge » avec un rendement négatif voisin de 4 % à 6 % pour les deux périodes comparatives de cette étude. Grâce à la baisse régulière de l'inflation, le rendement réel des livrets de caisses d'épargne a quitté le « rouge » au cours des trois dernières années, mais ce sont les valeurs mobilières qui ont occupé l'essentiel des graduations sur le « thermomètre » des placements, tant directement que sous forme de parts de SICAV.

Les SICAV obligations françaises ont gagné 8 % de fin 1982 à fin 1985, le rendement des autres formes de SICAV étant de deux points supérieur alors que les seules SICAV « actions françaises » grimpent de 20 %, ce score étant seulement dépassé par les actions françaises en hausse de 38 % comme il a été dit.

De là à conclure que la gestion directe d'un portefeuille a été plus rentable pour l'épargnant que le fait de passer par l'un ou l'autre de ces instruments de gestion collective que sont les SICAV et les fonds communs de placement...

#### Cent mille francs net d'impôt

Abordant l'évolution de la rentabilité des placements et après avoir vu, le CERC souligne à propos de l'épargne liquide ou à court terme que ces placements ont tous bénéficié en 1985 d'une rémunération brute supérieure à la hausse des prix.

A titre de comparaison, en 1983, la rémunération brute des principales formes d'épargne liquide ou à court terme était généralement inférieure à l'inflation. En 1984, seuls les comptes épargne-logement, par contre, avaient pu d'une rémunération brute inférieure à la hausse des prix. En 1985, pour la première fois, toute cette épargne, « le contribuable imposé à 20 % a dégagé une rémunération nette positive pour les sommes déposées sur son livret bancaire ». L'évolution a été la même pour les bons à cinq ans: en 1983, seul le contribuable imposé à 20 % dégagait une rémunération nette positive alors qu'au cours des deux années suivantes les contribuables situés dans une tranche supérieure (40 % et 60 %) bénéficiaient, eux aussi, d'une rémunération positive, toujours en termes nets.

Pour ce qui est des valeurs mobilières, le CERC rappelle que, compte tenu de l'existence d'abattements forfaitaires, il était possible, en 1985, d'encaisser au moins 8 000 francs de revenus nets de valeurs mobilières sans être redevable d'aucun impôt sur le revenu à ce titre; ce qui correspond à un portefeuille boursier moyen de quelque 100 000 francs.

Pour ce qui est plus précisément des obligations, le CERC rappelle qu'au cours des trois années considérées, quelle que soit la tranche marginale d'imposition des contribuables, la rémunération nette des épargnants et restée supérieure à la hausse des prix. « De surcroît, et de façon inhabituelle, ces placements ont apporté des plus-values non négligeables ». Quant aux actions françaises, leurs taux de rendement courants, amputés ou non de l'impôt sur le revenu, sont allés en décroissant sensiblement. A l'inverse, les plus-values ont été extrêmement élevées et largement supérieures à la hausse des prix.

Du fait d'une faible imposition des plus-values, la plupart des actionnaires, quelles que soient leurs tranches d'imposition, ont réalisé des performances globales nettes « tout à fait exceptionnelles ». Pour se voir appliquer un taux unique de 16 % sur les plus-values, l'actionnaire devait en effet avoir réalisé en 1985 plus de 265 000 francs de cessions, tient à souligner cet organisme.

S. M.

### PARIS, 8 juillet

En baisse: - 1,48 %

La Bourse de Paris est rentrée dans sa coquille le 8 juillet, l'indicateur instantané perdant 1,48 % au son de cloche final. Si le marché a corrigé la baisse plus nette enregistrée à la séance du matin (- 2,87 %), il n'a pu remonter suffisamment la pente.

Parmi les valeurs en fort repli, Maisons Phénix cédait 7 %. Printremps, ACCOR, Télécom Electrique et Chargeurs SA perdaient aussi du terrain, de même que Synthelabo, Eurocom, Crédit National et Source Parier. Au chapitre des hausses figuraient Panaroya (+ 3,45 %), Géophysique, Lochind, ainsi que Louis Vuitton, Polet et Fives Lille.

Autour de la corbeille, les opérateurs n'étaient pas dérangés outre mesure par le vil recul essuyé la veille par Wall Street. « La perte de 60 points du marché américain a seulement incité les investisseurs à rester sur leur garde », observait un professionnel. Sous un marché très calme, où le volume s'aurait des plus étroits, chacun montrait une certaine réserve, en attendant de plus amples explications quant aux raisons de la baisse intervenue outre-Atlantique.

La Bourse limitait cependant les dégâts, compte tenu du fort repli noté en séance du matin (au cours duquel les cinq valeurs du marché cotées n'avaient pas été comptabilisées dans l'indice, en raison d'un incident technique).

Sur le marché obligataire et sur le MATIF, l'ambiance n'était pas au beau fixe, le mouvement de saisi des taux se faisant attendre dans les étapes. Au MATIF, l'échéance du mars 1987 se traitait à 112,95, en hausse de 0,08, pour 2 521 contrats échangés.

Lingot: 77950 (+ 7,50); napoleon: 514 (+ 3).

### CHANGES

#### PARIS

Dollar: 6,94 F ↓

Sur des marchés des changes très agités, le dollar a fléchi à nouveau. Le deutschemark s'est montré très ferme vis-à-vis de toutes les monnaies, s'élevant, mardi et mercredi, pour la première fois, au-dessus de 3,20 F.

FRANCFORT 8 juillet 9 juillet

Dollar (en DM) .. 2,18 2,1675

TOKYO 8 juillet 9 juillet

Dollar (en yen) .. 161 159,75

#### MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (9 juillet) .... 73/16 %

New-York (8 juillet) 63/4 %

### NEW-YORK, 8 juillet

Nouveau recul

Wall Street a continué de s'affaiblir le 8 juillet, dans un marché actif, où une demande sélective de dernière heure a, cependant, contribué à limiter les pertes.

En clôture, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles cédait 18,28 points, à 1 820,72, après être tombé en séance sous la barre des 1 800. 174,06 millions de titres ont été échangés, contre 138,23 millions la veille. On avait 1 400 valeurs en baisse, contre 281 en progression. 305 sont restées inchangées.

Autour du Big Board, les opérateurs étaient encore sous le coup de la sévère correction enregistrée la veille (- 62,01 points). Les analystes boursiers, déçus par une croissance jugée « anémique », conseillaient plutôt à leurs clients d'alléger leurs portefeuilles. Certains voulaient cependant faire montre de confiance. Ils indiquaient que le marché restait sur une tendance de long terme haussière, et se reprendrait avant la fin de l'été. La panne de croissance que connaît actuellement l'Amérique rend pourtant ce pronostic incertain.

Parmi les titres les plus traités figurait Pan American Airways (2.663 millions de transactions), IBM (1.757 millions) et Eastern Air Lines (1.573 millions).

VALEURS	Cours du 7 juillet	Cours du 8 juillet
Alcoa	27 1/8	26 7/8
A.T.T.	24 3/4	24 1/2
Boeing	61 5/8	61 1/8
Chemical Bank	42 1/4	42 1/4
De Post de New York	80 1/8	79 1/4
Emerson	58 3/4	58 3/4
GenCorp	50 3/4	50 3/4
General Electric	52 1/2	51 3/4
General Motors	76 3/4	76 3/8
Goodman	22 5/8	21 7/8
I.B.M.	146	144 3/8
I.T.T.	56	55 1/2
McGraw-Hill	20 1/4	20 1/2
Pfizer	68 3/4	68 5/8
Schlumberger	33	33 5/8
Tenneco	30	30
U.A.L. Inc.	51 3/4	51 1/4
Union Carbide	23	22 3/4
U.S. Steel	20 1/8	20 1/8
Westinghouse	50 3/8	49 5/8
Weyerhaeuser	58 3/4	58 7/8

### INDICES BOURSIERS

#### PARIS

(INSEE, base 100: 31 déc. 1985)

7 juillet 8 juillet

Valeurs françaises ... 142 139,8

Valeurs étrangères ... 107,5 104,4

C\* des agents de change

(Base 100: 31 déc. 1981)

Indice général ... 372,6 366,1

#### NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles ... 1 838,84 1 820,72

#### LONDRES

(indice Financial Times)

Industrielles ... 1 347,8 1 317,7

Mines d'or ... 194,6 197,3

Fonds d'Etat ... 91,56 90,80

#### TOKYO

7 juillet 8 juillet

Nikkei Dow Jones 17 744,1 17 734,1

Indice général ... 1 366,21 1 369,63

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 juillet

Nombre de contrats: 3 426

COURS	ÉCHÉANCES			
	— 7 juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier .....	110,85	111,65	112,35	112,50
Précédent .....	111,25	112,05	112,85	112,95

### AUTOUR DE LA CORBEILLE

AUGMENTATION DU CAPITAL DE LAFARGE-COPEE. — Lafarge-Coppée, l'un des principaux producteurs de ciment dans le monde, va renforcer ses fonds propres à hauteur de 1,04 milliard de francs. L'opération se fera par émission d'actions nouvelles, dont plus des trois quarts seront placés sur les marchés étrangers.

Une seconde augmentation de capital sera calculée par répartition d'actions gratuites, à raison d'une action pour dix existantes au 31 août 1986 (y compris les

actions nouvelles mentionnées plus haut). L'augmentation de capital en souscription intervient par émission de 800 000 actions nouvelles au prix de 1 300 F. Elles seront placées par un groupe de banques françaises et étrangères, dirigé par le Crédit commercial de France.

Ces émissions, indique la direction de Lafarge-Coppée, s'inscrivent dans « la stratégie du groupe, qui réalise deux tiers de son chiffre d'affaires hors de France ».

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-UL .....	6,9075	6,9785	+ 10	+ 22	+ 25	+ 100
DM .....	5,0478	5,0517	+ 77	+ 61	+ 146	+ 351
Yen (100) .....	4,3471	4,3517	+ 96	+ 112	+ 187	+ 211
DM .....	3,2865	3,2834	+ 68	+ 81	+ 135	+ 151
Flarin .....	2,8421	2,8445	+ 23	+ 38	+ 40	+ 62
F.S. (100) .....	15,5942	15,6075	+ 4	+ 49	+ 31	+ 77
F.S. .....	3,9298	3,9337	+ 74	+ 93	+ 154	+ 189
L.I. (100) .....	4,6621	4,6672	+ 172	+ 141	+ 332	+ 300
F. franc .....	16,6742	16,6838	+ 251	+ 259	+ 354	+ 495

### TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL .....	6 7/8	7 1/8	6 7/8	7	6 3/4	6 7/8	6 11/16	6 13/16
DM .....	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 5/8	6 9/16	6 11/16
Flarin .....	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/4	6	6 1/8	6 1/16	6 1/16
F.S. (100) .....	7	8	7	7 1/8	7	7 1/8	7 1/8	7 1/8
F.S. .....	2 1/4	2 3/4	2 1/4	2 3/4	2 1/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4
L.I. (100) .....	10	12	11 1/8	11 3/4	11	11 5/8	11 3/4	11 3/4
F. franc .....	10 1/4	10 1/2	10 3/16	10 5/16	10 1/16	10 3/16	9 7/8	9 7/8
F. franc .....	7 1/2	7 1/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS

**8 JUILLET**

# Règlement mensuel

VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	
1080 A.S. 1978 1656	1541	1541	- 0 00		408 Cédex P. imm. 520	516	520	- 1 88	210 Météo. Phénix 240	223 20	225	- 6 26	680 Schneider (Nal) 710	716	716	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
4410 C.A.P. 2% 4380	4386	4386	+ 0 08		300 Cédex P. imm. 300	300	300	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1140 C.A.P. 2% 1146	1152	1152	+ 0 08		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1140 C.A.P. 2% 1146	1152	1152	+ 0 08		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030	- 6 26	625 Schneider (Nal) 680	680	680	+ 0 70	270	270	270	+ 0 71
1080 C.A.P. 2% 1080	1080	1080	- 0 26		330 Cédex P. imm. 330	330	330	- 3 36	1030 Météo. Phénix 1030	1030	1030									

## Comptant

[illegible]

## Second marché (sélection)

VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	1600	1594	Daphin D.T.A.	1765	1750	Molier	328	315			
Aian Mercator	710	710	Doverlay	1400	1418	Monte-Carmel	648	648			
Alpar	328	325	Doville	956	962	On. Gen. Fin.	380	387			
BAPF	700	705	Drouot-Hausmann	540	536	Patrimoine-I.L.D.	3325	3180			
B.E.P.	1298	1335	Edison-Redford	387	390	Petit Bourse	219	220			
Bedford Technology	948	948	Elect. S. Dumont	923	925	Picardites	487	487			
Bellin	544	535	Egypt	400	400	Rhéal	880	850			
Cabotair de Lyon	820	817	Filigrade	870	860	St-Germain Emballage	1280	1225			
Calsonic	810	805	Galea	385	380	S.C.P.R.A.	195	195			
Canfil	1938	1930	Guy Daudin	975	980	Suez-Marine	800	800			
Cap Gemini Signal	1985	1980	L.C.C.	299	305	Talpa	1140	1140			
C.B.M.E.	818	844	Loi Internationale	480	480	S.E.P.R.	1480	1480			
C. Capis. Elec.	235	235	Lucas-Innovation	600	595	S.M. L. Gaspil	310	290			
C.E.L.S.	728	728	Mutuelle	937	937	S.M. L. Gaspil	310	290			
C.E.L. Information	498	498	Marin Investing	540	535	Sapin	845	845			
C. Océid. Financière	140	137	Mouchard, Michèle	182	20	Valérie de France	338	338			
Dafin	202	70	M.M.S.	609	590						

SICAV (sélection)

8/7

VALEURS	Emission Finis incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Finis incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Finis incl.	Rachet net
A.A.A.	696 78	679 79	Fest-Associations	1255 13	1285 13	Prémio-Molier	1086 41	1094 32
Adonis France	430 98	420 81	Fructifère	305 22	300 71	Prémio-Parade	1844 85	1872 41
Adonis France	598 44	611 41	Fructifère	351 18	347 12	Prémio-Parade	278 18	271 18
Adifrance	657 78	627 93	Fructifère	757 89	758 89	Picardites	740 57	700 59
A.E.F. Action Inc-CP	1112 28	1085 13	Fructifère	7509 36	7509 36	Prémio-Parade	10189 45	10189 45

<b>SICAV</b>	(sélection)	<b>8/7</b>
--------------	-------------	------------

[illegible]

## Droits et bons

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
<b>Attribution</b>		
Agence France .....	343	.....
Int. Médias .....	430	411
Presses Cif .....	370	....
<b>Subscription</b>		
Culture .....	\$	\$ 80
Colibri F. Int. ....	.....	.....
Panorama S.P. ....	.....	.....
Scoti .....	.....	.....
Sono .....	.....	.....

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS anc.	COURS 8/7	COURS DES BILLETS	
			Achat	Vente
Etats-Unis (\$ 1)	8 844	8 878	8 700	7 200
ECU	6 680	6 693		
Allemagne (DM 100)	318 300	320 700	310 700	320 800
Grèce (100 F)	16 622	16 638		15 850
Page 100 (100 L)	253 570	264 800	274 500	293 300
Danemark (100 kr)	86 010	85 570	82 500	80
Norvège (100 L)	33 470	33 570	31 800	97
Canada (Dollar C. 1)	86 867	87 114		11 160
France (100 F)	5 003	4 980	4 900	5 700
Italie (100 L)	6 061	4 572	4 402	4 800
Royaume (100 L)	304 400	304 200	302	402
Suisse (100 S)	35 280	36 470	35	101
Autriche (100 sc)	4 032	45 003	44 000	45 850
Espagne (100 pes)	4 500		4 950	5 450
Portugal (100 esc)	4 680	4 694	4 650	4 650
Courbe (100 esc)	5 036	5 040	4 850	5 300
Japon (100 yen)	4 326	4 261	4 190	4 300

### Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 8/7
Or fin (au gramme)	78000	78100
Or fin (au fléan)	77000	77850
Pièces françaises (20 F)	511	514
Pièces françaises (10 F)	375	
Pièces suisses (20 F)	518	518
Pièces italiennes (20 L)	442	448
Escudo portugais	528	538
Pièces de 20 dollars	2810	2885
Pièces de 10 dollars	1352	1400
Pièces de 5 dollars	680	
Pièces de 50 pence	2945	2915
Pièces de 10 pence	495	463
Or Londres	344 45	
Or Zurich	344 50	
Or Hongkong	345 10	344 70
Argent Londres	6 05	

## CHANGES

**PARIS**

[illegible]

**MAY 7**

	1960	1961	1962
1. Total	100.00	100.00	100.00
2. 1960	100.00	100.00	100.00
3. 1961	100.00	100.00	100.00
4. 1962	100.00	100.00	100.00

## AUTOUR DE LA CEE

1. The first step is to identify the problem. This is often done by asking the question "What is the problem?" and then trying to define it in as clear and concise terms as possible.

LE BUREAU INTERNATIONAL DES C.E.S.

RESEARCH		1970-71	
1970	1971	1970	1971
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

# TABLE DES EUROMONNAIES

[illegible]



# Le Monde

## LE PUTSCH AVORTÉ AUX PHILIPPINES

### Le ministre de la défense s'engage à ne pas « humilier » les officiers mutins

Les Etats-Unis ont annoncé une enquête sur le rôle qu'aurait pu jouer M. Marcos dans la rébellion avortée de ses partisans, le dimanche 6 juillet. Un porte-parole du département d'Etat américain a, toutefois, déclaré que « les récents événements de Manille illustrent clairement que l'influence et l'efficacité de Marcos n'existent plus ». De son côté, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a écrit à M. Aquino pour la féliciter de l'« habileté » avec laquelle elle avait fait face à la mutinerie.

#### Correspondance

Manille. — Les autorités paraissent divisées sur l'attitude à adopter envers les auteurs du putsch manqué du 6 juillet. Selon les instructions de M. Aquino, le ministre de la justice, M. Nepali Gonzales, a déclaré, le mardi 8 juillet, que les mutins, dont M. Arturo Tolentino — qui avait pris la tête du soulèvement manqué — devaient répondre de plusieurs titres d'accusation, dont ceux de sédition et d'abus de pouvoir. Mais, le même jour, M. Aquino a annoncé que, en vertu de la clemence promise, elle ne voulait pas faire un « martyr » de M. Tolentino. Après plusieurs déclarations contradictoires, l'état-major militaire et le ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile, ont néanmoins assuré aux « soldats perdus » qu'aucune mesure disciplinaire ne serait prise. Le ministre Enrile a

d'ailleurs juré sur son honneur, sa vie et sa charge (ministérielle) que les cinquante-huit hommes de troupe et les neuf officiers — dont deux généraux (trois d'active) et deux colonels — qui se sont rendus ne seraient en aucune façon « humiliés ». Pour les responsables militaires, le moment est non au châtiement, « qui achèverait de diviser les forces armées », mais plutôt à la « réconciliation ».

Dans les milieux politiques philippins, on s'interroge sur les conséquences du coup militaire bécoté de dimanche. De nombreux journaux estiment que si le gouvernement de M. Aquino sort « grandi » de l'affaire — un jugement partagé par l'administration américaine — la position du ministre Enrile, de plus en plus perçue ici comme un pôle d'opposition conservateur à M. Aquino, a, elle aussi, été renforcée, pour la simple raison que le ministre a « pu résister à la tentation » offerte par la rébellion. En fait, il apparaît qu'une lutte d'influence entre M. Enrile et M. Aquino a été engagée, et que la première manche concerne précisément l'avenir des soldats rebelles et la promesse du ministre Enrile de les protéger.

Cependant, la politique de « réconciliation nationale » de M. Aquino pourrait être mise à l'épreuve. Au moment où des négociations s'amorcent avec les représentants de la guérilla communiste, une trop grande clemence de la part de M. Aquino envers les rebelles militaires serait vraisemblablement interprétée comme une preuve de faiblesse susceptible de renforcer la méfiance de la direction communiste envers l'armée.

KIM GORDON-BATES.

#### La préparation du budget de 1977

### LA TAXE PROFESSIONNELLE BAISSERA DE 4 A 5 MILLIARDS

déclare M. Juppé

M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, a déclaré, le mardi 8 juillet à Versailles, que « le budget 1987 confirmera et amplifiera le changement de cap de la politique budgétaire de l'Etat ». « Nous visons trois objectifs », a poursuivi M. Juppé, au cours d'un déjeuner sur le « renouveau économique », organisé par la chambre interdépartementale de commerce et d'industrie des Yvelines et du Val-d'Oise : « Réaliser 40 milliards d'économies, réduire le déficit de 10 à 15 milliards et procéder à des allègements fiscaux d'au moins 20 milliards, à la fois pour les ménages et pour les entreprises. » Le ministre du budget a notamment annoncé une « baisse de la taxe professionnelle de 4 à 5 milliards de francs ».

« Nous avons opté pour une politique à long terme de redressement de l'économie française et il faudra attendre quelques semaines, voire quelques mois, pour que les résultats positifs de cette politique se fassent sentir, notamment sur le chômage ».

#### Bourse de la matinée

### REDRESSEMENT : + 0,84 %

La Bourse de Paris s'est redressée le 9 juillet. La séance du matin, l'indicateur de tendance passant à + 0,84 %. Source : Perrier (+ 3,10 %). Générale des eaux (+ 2,9 %). Chargeurs (+ 2,55 %). L'Oréal (+ 2,35 %) enregistraient les plus fortes hausses. En baisse, on notait Lafarge-Coppée (- 1,20 %). Leroy-Somier (- 1,16 %). Pernod-Richard (- 0,86 %) et Dumez (- 0,83 %).

#### A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 9 JUILLET

Indicateur de séance (%) : + 0,84

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Agac	418	423	420
Agac (H)	1730	1700	1750
Alcatel	751	748	755
Alcatel (H)	424	424	425
Alcatel (H)	1125	1130	1130
Bouygues	1875	1870	1880
Bouygues (H)	1185	1185	1180
B.S.R.	3820	3800	3780
Carrefour	3115	3115	3100
Carrefour (H)	1185	1185	1215
Club Méditerranée	548	548	548
Dumet	1440	1428	1428
Eau (H)	1220	1250	1285
E.F. Agence	286	287	290
Enx	2730	2755	2755
Lafarge-Coppée	1325	1315	1305
Michelin	2575	2575	2575
Michelin (H)	2550	2530	2530
Mot-Henry	2100	2100	2110
Oréal (H)	1000	1000	1025
Pernod-Richard	1155	1155	1145
Pernod (H)	983	975	974
Santel	720	730	730
Source Parler	720	720	720
Thomson-CSF	1285	1280	1285
Thomson (H)	381	384	385
T.A.T.	2850	2850	2850
Vallo	486	482	490

A B C D F G H

## A Munich

### Un des dirigeants de Siemens est tué dans un attentat

Un membre du directoire du groupe ouest-allemand Siemens, M. Karl Heinz Beckurts, et son chauffeur ont été tués à 7 h 30, ce mercredi 9 juillet, à Munich, par l'explosion au passage d'une bombe placée sur la route. La police ouest-allemande avance l'hypothèse d'un attentat politique par la Fraction armée rouge bien qu'aucune revendication ne soit intervenue en fin de matinée.

Spécialiste de physique nucléaire, M. Karl Heinz Beckurts était entré chez Siemens en 1980 après avoir dirigé de 1975 à 1980 le centre ouest-allemand de recherche nucléaire de Jülich, près de la frontière avec les Pays-Bas, l'un des principaux centres de recherche nucléaire publics en République fédérale d'Allemagne, qui travaille sur les surréacteurs, les réacteurs à haute température, le traitement des déchets et la sûreté nucléaire.

Chez Siemens, M. Karl Heinz Beckurts dirigeait depuis 1984 le service central de la recherche et de la technique mais la firme ouest-allemande a démenti qu'il ait collaboré à ce titre au programme américain d'initiative de défense stratégique (SDI ou guerre des étoiles). Les services de sécurité ouest-allemands redoutent en effet que les industriels collaborant à ce programme soient la cible d'attentats.

Agé de cinquante-six ans, M. Beckurts était marié et père de trois enfants. Il était membre de l'Euro-

pean Nuclear Society et de l'American Nuclear Society.

Le dernier attentat meurtrier contre une personnalité du monde industriel en RFA remonte au 1<sup>er</sup> février 1985. L'industriel Ernst Zimmermann, président de la firme MTU, avait été assassiné à son domicile dans la banlieue de Munich. L'attentat avait été revendiqué par un commando « Patrick O'Hara » de l'organisation terroriste d'extrême-gauche Fraction armée rouge.

Géant ouest-allemand de l'électricité et de l'électronique, Siemens emploie 320 000 personnes dans le monde. Présent dans cent vingt-huit pays, son chiffre d'affaires a atteint 175 milliards de francs l'an passé.

Créée en 1847 à Munich, Siemens est le numéro un en RFA de l'industrie électrique (24 % de ses ventes), notamment rendant au travers de sa filiale KWI (Kraftwerk Union), mais également des télécommunications (lire page 28 l'article d'Eric Le Boucher).

## En Irlande du Nord

### MEURTRE D'UN POLICIER

Belfast. — Un policier d'Irlande du Nord a été tué, mardi soir, 8 juillet, par des hommes armés sous les yeux de son fils âgé de douze ans, a annoncé la police.

Le policier, âgé de quarante-six ans, était en train de tailler une baie dans une ferme isolée appartenant à un ami près de la frontière avec la République d'Irlande au moment de l'attaque. Les meurtriers ont fui de l'autre côté de la ligne.

L'attentat n'a pas été revendiqué. C'est le quinzième membre des forces de sécurité d'Irlande du Nord tué cette année. — (Reuters.)

## Aux Etats-Unis

### Mort de l'amiral Rickover le « père » de la marine nucléaire

L'amiral Hyman Rickover, le « père » de la marine nucléaire américaine, est mort mardi 8 juillet à Arlington, en Virginie. A l'âge de 86 ans, a annoncé le Pentagone.

#### Le non-conformiste de l'US Navy

Avec l'amiral Rickover disparaît l'une des figures les plus originales de l'armée américaine. Esprit non conforme, cet ingénieur en électricité, né dans un petit village de Pologne, a été célèbre par l'insolable combat qu'il mena tout au long de sa carrière contre la bureaucratie militaire et civile.

Peu soucieux des usages protocolaires, très tranchant dans ses opinions qu'il n'hésitait pas à exprimer publiquement, il s'attira les foudres de nombreux adversaires. Mais toutes les cabales montées contre lui ne purent l'empêcher de rester sous l'uniforme de l'US Navy pendant soixante ans, ce qui constitue probablement un record absolu.

L'apport le plus important de l'amiral Rickover à l'armement et à la stratégie militaire des Etats-Unis est le rôle déterminant qu'il joua dans la décision, après 1945, d'engager la production de navires de guerre et de sous-marins à propulsion nucléaire. Cela lui valut d'être appelé le père du Nautilus, premier sous-marin de ce type fabriqué pour l'armée américaine.

En dépit des obstacles placés sur sa route par la caste des officiers de marine, qui ne se reconnaissaient pas dans ce personnage extravagant, Rickover parvint à ses fins grâce au soutien que lui accorda l'amiral Nimitz. Pour vaincre la routine bureaucratique, il recourut à certains stratagèmes. Occupant différentes fonctions dans l'organisation de la marine, il s'adressa ainsi, sous ses diverses casquettes, des lettres à

lui-même sollicitant des demandes d'autorisation administratives auxquelles il ne manquait évidemment pas de répondre positivement. Le procédé est resté célèbre.

Privé d'avancement à deux reprises, en 1951 et en 1952, le capitaine de vaisseau Rickover aurait normalement dû quitter l'uniforme. Cette brimade devait déclencher une telle campagne de presse et une réaction si vive de la commission des forces armées du Sénat que la hiérarchie dut se résoudre à sa promotion dans des conditions tout à fait inhabituelles. Ayant atteint la limite d'âge en 1963, le vice-amiral Rickover devait savourer une belle revanche : le président Johnson décidait, en effet, de le maintenir dans ses fonctions « en raison de sa qualification exceptionnelle et de sa longue expérience dans le domaine de la mise au point des réacteurs nucléaires ».

Une controverse devait opposer l'amiral Rickover, en 1977, au président Carter. Il était en effet favorable à la construction de grands porte-avions à propulsion nucléaire. M. Jimmy Carter — lui-même ancien officier de marine — préconisait, lui, le développement de bâtiments plus petits à propulsion classique.

L'amiral Rickover devait quitter l'uniforme en 1982 à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Une promesse pour ce fils d'immigrant juif arrivé à quatre ans sur le territoire des Etats-Unis.

M. L.

## NOUVELLES BRÈVES

● **Chine : corruption.** — L'un des principaux responsables du PC de Shanghai a été condamné, le mardi 8 juillet, à la prison à vie pour corruption, a rapporté l'agence Chine nouvelle. Deux hommes d'affaires de Hong-Kong coupables de lui avoir offert des pots de vin ont été condamnés respectivement à un an et à six mois d'emprisonnement, ajoute l'agence, dans ce qui constitue l'un des rares cas de corruption révélés impliquant des responsables du PC de haut rang et des hommes d'affaires étrangers. M. Yu Tiemin, cinquante-quatre ans, condamné à

perpétuité, était vice-directeur du comité du PCC de l'office général de la municipalité de Shanghai. — (AFP.)

● **Sri-Lanka : couvre-feu à Trincomalee.** — Les autorités ont imposé, ce mercredi 9 juillet, un couvre-feu dans la ville de Trincomalee (nord-est de Sri-Lanka), où vingt personnes ont été tuées. Des habitants du port ont indiqué que cinq personnes appartenant à la même famille, d'origine tamoule, avaient été tuées dans la journée. — (AFP.)

## Sur le vif

### Gosses

Hier, au journal, je crois une copine, d'ailleurs vous la connaissez, elle est chroniqueuse médicale. Elle me fait :

« On l'a pas vue pendant quelques jours, où t'étais ? »

— En Bretagne. Tu sais, ma maison incendiée par des voisins, quatre gamins de la DASS, placés dans un « lieu de vie », eh ben, on la reconstruit.

Pour quoi faire ? Pour qu'ils recommencent ?

— Penses-tu ! Là, c'est la faute à pas de chance. Ils étaient vachement surveillés, ces ados, par une jeune monitrice stagiaire. D'accord, elle était moins costaud, moins baraquée, mais question autorité, elle avait bien dix-huit mois de plus qu'eux, alors tu vois...

— Non, je vois rien. Ou plutôt je vois personnel. Ils étaient seuls ces gosses, abandonnés à eux-mêmes. Remarque, même dans les centres spécialisés, les responsables n'en viennent pas toujours à bout. C'est des enfants à problèmes. Ils s'excitent entre eux, ils s'incitent à faire des conneries. Alors, autant économiser sur le prix de la journée. Combien ça coûte par chez toi ?

354 F par jour et par enfant. C'est déjà pas mal, si tu

calculs. Ils n'ont pratiquement pas de frais de personnel. Les mêmes font tout eux-mêmes : la cuisine, le ménage, la vaisselle, c'est pas très propre, mais bon... — Evidemment, un véritable encadrement, ça va chercher dans les quinze, vingt mille francs par enfant et par mois.

— Ben, dis donc ! Trois fois plus que dans les pensions snobs pour gosses de riche.

— C'est une des deux solutions, figure-toi : ou le camp à la Chalandon ou le collège à la Britannique. A mon avis, faut pas les regrouper, ces loulous, faut les épargner. Ils ont fait l'expérience aux Etats-Unis. Ils ont réparti des caractéristiques, des cas difficiles dans les meilleurs bahuts du pays. Et ils ont obtenu d'excellents résultats. A moitié prix.

— Là, pas d'accord. Ah non, ça jamais ! Ça nous coûtera ce que ça nous coûtera pour les laisser croquer et s'entretenir dans la crasse et dans la délinquance, mais on va quand même pas permettre à des fils de personne de mener la vie de fils à papa. J'aime encore mieux qu'ils mettent le feu à ma baraque.

CLAUDE SARRAUTE.

## A LA SUZE-SUR-SARTHE

### Voisin de Virginie, un jeune maçon a reconnu le meurtre de la fillette

#### De notre envoyé spécial

La Suze-sur-Sarthe. Le soir des recherches, il était là. Il s'était tout de suite porté volontaire avec des dizaines d'autres pour retrouver Virginie, cinq ans, dont personne ne se doutait encore dans le village qu'elle avait été battue, violée et noyée (Le Monde daté 6-7 juillet).

C'était normal. Lui, Patrick Godefroy, vingt-huit ans, habite avec sa femme et sa petite fille de six mois en face des Couturiers. Alors il a cherché et, la nuit tombant, s'est irrité contre l'équipe formée par un gendarme et un chien berger allemand impuissants à découvrir la piste de l'enfant déjà martyrisée. « Grillez-vous, ça pourrait être votre gamin », c'était le mercredi 25 juin.

Le surlendemain, après une journée de travail sur le chantier du collège, Patrick Godefroy, l'ouvrier maçon, était invité à se rendre chez les gendarmes. Lui, costaud, tranquille, déposé durant trois longues heures, au point que sa femme lui faisait porter un casse-croûte. A minuit, le maire du village le raccompagnait à la cité HLM des Acacias. « On a échangé deux phrases de genre : c'est un crime affreux. » Il ne s'est pas étendu. Il n'a porté aucun jugement. Il pensait : « Je suis débout depuis ce matin, je suis fatigué ».

Lundi 7 juillet, dans l'après-midi, Patrick Godefroy était à nouveau « dérangé » : ou, plutôt, il était interpellé en bonne et due forme et sommé de préciser son emploi du temps du 25 juin dans la soirée. Mardi matin, le chef d'escadron Philippe Chevallier rendait publique son arrestation, plus exacte, en garde à vue et, pour faire bon poids, son identité. Une petite bombe dans un village qui ignorait tout de son interpellation.

De l'indéfini, en vérité, dans cette enquête conduite, depuis le début, avec une discrétion bien compréhensible. De l'indéfini, car Patrick Godefroy, témoin numéro un, n'est devenu un meurtrier présumé que mardi en fin d'après-midi. On ne précise pas, pour l'instant, s'il a oui ou non « craqué » devant les enquêteurs. Il semble bien davantage qu'il ait réservé ses aveux au juge d'instruction, M. Denis Ronco, qui l'a inculpé de « tentative de viol et viol sur mineure de moins de quinze ans et assassinat » et qui l'a fait écrouer. Dans un communiqué, le Parquet du tribunal du Mans indique simplement : « Les faits ont été reconnus ».

#### Les emplois du temps

Soulagée par la conclusion rapide de l'enquête, la Suze-sur-Sarthe ne cache pas pour autant son étonnement. L'arrestation de Patrick Godefroy, jeune homme réservé et voisin courtois, judoka et bouliste, laisse en fait les habitants de La Suze indécis. « Ce gars-là, dit le maire, M. Louis Guérétin, n'a jamais fait parler de lui. Nous sommes surpris. » Les jeunes brosent le portrait d'un ouvrier plutôt renfermé, calme et se rendant, le

Le numéro du « Monde » daté 9 juillet 1986 a été tiré à 462 421 exemplaires

## A La Réunion

### GRÈVE DE LA FAIM DE DOUZE EMPLOYÉS COMMUNAUX

(De notre correspondant.)

Saint-Denis. — L'évêque de La Réunion, Mgr Gilbert Aubry, a apporté, le mardi 8 juillet, son soutien à une douzaine d'employés communaux de Sainte-Marie qui observent une grève de la faim pour protester contre la mesure de licenciement prise à leur encontre par le maire de cette commune, M. Axel Kichenin (div. p.).

Dans une déclaration à la presse, Mgr Aubry a dénoncé les pratiques en vigueur dans certaines municipalités où les employés communaux ou désaccord avec le maire sont systématiquement licenciés pour leurs opinions politiques.

Les grévistes de la faim, qui ont établi leur quartier général sur les marches de la cathédrale de Saint-Denis, font partie d'une « charrette » d'une trentaine de licenciés décidés au mois de juin par le maire de Sainte-Marie, M. Kichenin. Ce dernier, en proie à une crise politique aiguë au sein de son équipe municipale, où il ne conserve la majorité que par deux ou trois voix, vient d'être sauvé par la Parti communiste réunionnais, inculpé pour ingérence, condamné récemment pour émission de chèques sans provision.

M. Kichenin est fortement contesté à l'intérieur même du Mouvement progressiste réunionnais (MPR), qu'il avait fondé en 1983 et qui lui avait permis de conquérir la mairie de Sainte-Marie en triomphant de l'un des piliers du RPR local, M. Yves Barau.

ALEX DJOUX.

## LA GRÈVE À AIR FRANCE

### Quatorze vols assurés

Décidées par l'ensemble des syndicats de la compagnie nationale, la grève d'Air France (qui ne peut assurer que quatorze vols) ce mercredi 9 juillet, n'a qu'une raison : l'autorisation donnée par le gouvernement — au nom du libéralisme et de la délégitimation — à deux sociétés charters, Point Air et Minerve, de desservir régulièrement les Antilles et la Réunion. Les syndicats estiment qu'il s'agit là d'une concurrence déloyale, car Air France assure la desserte de ces destinations de façon régulière, quel que soit le volume de clientèle, en application de sa mission de service public.

Pour sa part, l'Association française des usagers du transport aérien (AFUTA) désapprouve le mouvement de grève. Elle explique dans un communiqué : « Conscients de la spécificité du trafic sur les destinations d'outre-mer, les pouvoirs publics ont subordonné les autorisations données aux deux compagnies à la signature d'une convention avec les transporteurs les obligeant à participer au service public de la desserte : réduction tarifaire de 50 % pour les enfants, participation au transport du trafic de pointe... L'AFUTA estime que l'ensemble des syndicats d'Air France, qui appellent à la grève, confond la défense des personnels et le corporatisme. Ils ne tiennent pas compte, une fois de plus, de l'intérêt des différentes catégories d'usagers, ceux-ci se félicitant de l'attitude progressiste des pouvoirs publics. »

## LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'INDRE DEMANDE LA LEVÉE DE L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE DE M. ANDRÉ LAIGNEL (PS)

Le conseil général de l'Indre, que préside M. Daniel Bernardet, député non inscrit, maire de Châteauroux, a adressé le mardi 8 juillet à la présidence de l'Assemblée nationale une demande de levée d'immunité parlementaire visant M. André Laignel, député socialiste de l'Indre. Le conseil général accuse M. Laignel de « détournement de deniers et ingérence » pendant l'exercice de son mandat de président du conseil général, qu'il a abandonné en 1985 à la suite du changement de majorité après les élections cantonales.

La majorité départementale qu'anime M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, accuse M. Laignel — par ailleurs trésorier du PS — d'avoir permis que, dans l'immeuble qu'il possède, le conseil général au 14, rue de Marignan à Paris (8<sup>e</sup> arrondissement), un appartement de 200 mètres carrés, au 6<sup>e</sup> étage, soit loué le 15 juillet 1983 à une avocate, M<sup>me</sup> Pernin, pour un loyer mensuel de 6.000 F. Le conseil général relève que la locataire avait « omis » d'indiquer qu'elle était l'épouse de M. Laignel.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM